Bibliographie juridique de l'océan Indien

Legal Bibliography of the Indian Ocean

Jonas Knetsch



LexOI
LE DROIT DANS L'OCÉAN INDIEN

Bibliographie juridique de l'océan Indien

Legal Bibliography of the Indian Ocean

Bibliographie juridique de l'océan Indien

Legal Bibliography of the Indian Ocean

Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, Mozambique, Réunion, Seychelles, TAAF

Jonas Knetsch

Professeur à l'École de droit de la Sorbonne
(Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

LexOI
LE DROIT DANS L'OCEAN INDIEN

© 2021, Jonas Knetsch et Association LexOI
ISBN : 978-2-9571884-1-3

Avant-propos

Au carrefour des routes commerciales et des mouvements migratoires, l'océan Indien est un espace culturel qui s'est construit progressivement par la rencontre de civilisations africaines, asiatiques, musulmanes et européennes et des vagues de colonisation successives. Pour le juriste, cette zone offre un terrain d'études aussi riche que passionnant. Profondément marqué par la coexistence et le brassage de différentes traditions juridiques, le droit dans l'océan Indien étonne par l'originalité de ses institutions juridiques, mais aussi par la place discrète qu'occupe la doctrine juridique, peu diffusée au sein et en dehors de l'océan Indien, souvent mal connue même des plus grands spécialistes.

L'objectif de cette bibliographie est de mettre en valeur la littérature juridique de cette zone géographique, restée à l'écart des grandes maisons d'édition. Force est en effet de constater que l'accès à la documentation juridique n'est que rarement aisé. On cherchera en vain des manuels de droit qui exposent de manière analytique le droit positif de tel ou tel pays, ou des bases de données qui, à l'image du *Doctrinal* ou de *Westlaw*, seraient dédiées aux droits de l'océan Indien. Le plus souvent, il n'y a guère d'autre choix que de s'appuyer sur les lois et règlements à l'état brut (si tant est que l'on puisse y accéder) pour espérer trouver des réponses à une question de droit. Le juriste peu familier avec les systèmes juridiques de l'océan Indien risque fort d'être désemparé face à cette absence de systématisation, qui l'empêche d'aller plus loin que tel texte de loi ou telle décision de justice, glanés au hasard de ses recherches sur internet ou dans des publications anciennes.

Pourtant, derrière ces apparences, il existe une doctrine juridique d'une grande vitalité. À condition de savoir où chercher, l'on peut trouver des études remarquables qui, perdues dans un ouvrage collectif à l'intitulé peu évocateur ou parues dans une revue à tirage confidentiel, n'attendent que d'être découvertes ou redécouvertes. Aussi a-t-il semblé indispensable de publier une bibliographie qui valorise cette littérature, fournissant à la communauté des juristes « indianocéaniques » un outil

permettant d'accéder plus rapidement aux sources et de prendre conscience de la richesse des travaux existants.

Cet ouvrage réunit près de 3 000 références doctrinales, regroupées par pays ou territoires et classées dans un ordre thématique pour en faciliter l'accès. Il est le fruit d'un travail de recherche bibliographique de plusieurs années qui a débuté lorsque j'exerçai les fonctions de professeur de droit privé à l'Université de La Réunion (2013 à 2017). Ce qui fut au départ une simple compilation à usage personnel de références notées au fil des lectures est devenu progressivement une base bibliographique plus structurée dont certains éléments, encore très partiels, ont pu être intégrés en 2017 dans le portail d'information juridique « La Chouette / The Owl » de la Société de Législation Comparée.

Cette bibliographie ne couvre pas la totalité des pays de l'océan Indien, zone géographique très vaste s'étendant de l'Australie en passant par l'Inde et la péninsule arabique jusqu'en Afrique du Sud. Pour mener à terme ce projet, il a fallu opérer une sélection parmi les systèmes juridiques. Partant de l'expérience tirée de mes missions de recherche et d'enseignement, j'ai pris le parti de me concentrer sur les Comores, Madagascar, Maurice, Mozambique et les Seychelles. Bien qu'il ne s'agisse pas de pays à proprement parler, j'y ai ajouté Mayotte, La Réunion et les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Enfin, l'ouvrage comporte également un chapitre qui référence les quelques études juridiques transversales ayant pour objet la présentation d'aspects transnationaux ou la comparaison de plusieurs systèmes juridiques. Les recherches ont été arrêtées au 1er janvier 2021, même si quelques publications postérieures ont pu être intégrées.

L'objectif initial était de publier cette bibliographie en 2017, l'année de mon départ de La Réunion. Rapidement, j'ai dû me rendre à l'évidence que cette échéance était impossible à tenir. Trop souvent je n'ai pu mener le travail fastidieux de vérification des références et de consultations des sources qu'en marge de mes autres responsabilités et projets académiques. Au final, il m'a fallu quatre années supplémentaires pour mener à bien un projet qui a mobilisé plus de temps et d'énergie que je ne pensais au départ. La satisfaction tirée de la publication de cet ouvrage ne fera pas oublier les heures passées dans les différentes bibliothèques (nous en avons compté près d'une trentaine) à dépouiller revues et ouvrages juridiques.

Il est évident que sans le soutien des personnes qui ont contribué, à différents stades, à cette bibliographie, le présent ouvrage n'aurait pu voir le jour. Si Monsieur Sadri Saieb, alors responsable de la bibliothèque de

l'Institut suisse de droit comparé, n'avait souligné l'importance de mon travail pour les juristes de son institut, ce projet serait probablement resté sans lendemain, et ce alors qu'il était à moitié achevé. Qu'il soit ici sincèrement remercié pour ses mots d'encouragement.

Plusieurs collègues universitaires m'ont par ailleurs fourni des informations précieuses dont je leur suis très reconnaissant : Ravaka Andrianaivotseheno (Université d'Antananarivo), Goran Georgijevic (University of Mauritius), Philippe Karpe (CIRAD), Vassillia Neriny (Université de Mahajanga) et Johary Ravoloson. Je remercie également le personnel du service de prêt entre bibliothèques (PEB) des bibliothèques universitaires de La Réunion et de Saint-Étienne et, en particulier, Madame Pauline Grébert. Mes remerciements vont aussi à Madame Maïssam Bouamoud et à Monsieur Ali Bouchaibi, qui au cours de leur stage de recherche au Centre de recherches critiques sur le droit (CERCRID) m'ont aidé dans le classement thématique des références bibliographiques relatives aux Comores et à Maurice. Je remercie également mes collègues Élise Ralser et Clotilde Aubry de l'Université de La Réunion ; en leur qualité de présidentes successives de l'association LexOI – Droit dans l'océan Indien, elles ont soutenu le projet du début à la fin et permis la réalisation matérielle de cet ouvrage. Enfin, je n'oublie pas Lucie et Arthur qui ne m'ont jamais donné l'impression que le classement de références bibliographiques, souvent en fin de soirée ou le week-end, était du temps perdu.

Il me reste à espérer que cette bibliographie puisse remplir son objectif et faciliter le travail des juristes et chercheurs intéressés par le droit dans l'océan Indien. Pour que ce travail de recensement puisse être amélioré, complété et mis à jour, toute remarque, correction ou suggestion est évidemment la bienvenue (jonas.knetsch@univ-paris1.fr).

Saint-Étienne, août 2021

Background and Acknowledgements

The Indian Ocean, as an area of economic exchange and the mixing of cultures, is also a highly stimulating research subject for comparative lawyers. At the crossroads of different legal traditions, the uniqueness of law in the Indian Ocean takes the form of distinctive legal and judicial institutions such as floating securities in a civil law context or the application of Muslim law before secular French courts in Mayotte. Despite its exceptionally rich heritage, the legal literature does not hold a prominent position, and too often remains unnoticed, both within and outside the Indian Ocean, even by leading experts.

The aim of this bibliographical survey is to bring forward writing dedicated to the law of the Indian Ocean, which still remains on the side-lines of the major publishing houses. An interested lawyer or student will look in vain for textbooks, legal reviews or databases on specific national laws. There is no 'Westlaw' or 'Hein Online' dedicated to the law of the Indian Ocean. Often, there is little choice but to consult 'raw' legislative material (if one succeeds in finding any) in order to obtain answers. Lawyers unfamiliar with the legal systems in this part of the world may thus feel somewhat helpless and hindered from going beyond a legal text they found by accident on the internet or in an ancient book.

It takes time, energy and a little bit of luck to realize that, contrary to appearances, the legal doctrine of the Indian Ocean does in fact have great vitality. If you know where to look, you will find remarkable studies published in collective works or journals with limited circulation or misleading titles, waiting to be re-discovered by legal scholarship. In this context, it is, I believe, essential to promote the work of practitioners and academics who have published on the law in the Indian Ocean and to give the legal community a bibliographic tool providing fast and easy access to the sources.

This book includes almost 3,000 bibliographical references, classified by country or territory and sorted by topic, in order to facilitate access. It represents the outcome of five years of research work that I started when holding a position at the University of Reunion Island (2013 to 2017). What began as a mere compilation of legal references collected during my 'Reunionese Years' grew into a more structured collection of bibliographical data. In 2017, some extracts from this collection were implemented in the legal information portal 'La Chouette / The Owl' run by the Société de Législation Comparée.

This legal bibliography does not cover all the countries and territories bordering the Indian Ocean, which extends from Australia to the Persian Gulf, India and South Africa. It was therefore crucial to make a selection from the legal systems present in this area. On the basis of the experience acquired during my teaching and research assignments, I chose to concentrate on the law of the Comoros, Madagascar, Mauritius, Mozambique and the Seychelles, to which were added Mayotte, Reunion Island and the French Southern and Antarctic Lands (even though these are not 'countries' in a legal sense). This book also includes a chapter on cross-sectional works dedicated to the comparison of legal systems or to transnational issues. Given the continuous character of bibliographical work, I have set a cut-off date of 1 January 2021, which did not prevent me from including, on an ad hoc basis, some references to work published subsequently.

The original objective was to complete this project in 2017, as I was leaving the University of Reunion Island to take a new position at the Jean Monnet University in Saint-Étienne. I realized very quickly that it was impossible to meet this initial schedule. Back in Europe, other academic commitments took precedence over the half-completed bibliographical work so that I needed four more years to finalize a project that required more time and energy than I had anticipated. I am grateful that the work, carried out during my spare time and in more than thirty libraries, was not in vain.

It is obvious that this legal bibliography would not have seen the light of day without the support of those who helped me during different stages of its realization. If Sadri Saieb, head of the library of the Swiss Institute of Comparative Law until his departure in 2020, had not told me of the importance of this work for the legal experts and researchers of his institute, I would most probably have ceased work on this bibliographical survey, leaving it in the graveyard of abandoned academic projects. His encouraging words made me find my 'second wind'.

I am also greatly indebted to several academic colleagues who provided me with precious information: Ravaka Andrianaivotseheno (University of Antananarivo), Goran Georgijevic (University of Mauritius), Philippe Karpe (CIRAD), Vassillia Neriny (University of Mahajanga) and Johary Ravoloson. My gratitude also goes to the staff of the interlibrary loan departments at the libraries of the Universities of Reunion Island and Saint-Étienne, and in particular to Pauline Grébert. My thanks must also be expressed to Maïssam Bouamoud and Ali Bouchaibi who helped me, during their final research internship at the 'Centre de recherches critiques sur le droit (CERCRID)', by sorting the references related to Mauritius and the Comoros. I must make particular mention of my colleagues Élise Ralser and Clotilde Aubry (University of Reunion Island), the former and current presidents of the association 'LexOI – Droit dans l'océan Indien' and whose support has been invaluable from the beginning. Of course, I could not have completed this work without the support of Lucie and Arthur who never gave me the impression that finding, copying and sorting hundreds of bibliographic references, often late at night and during weekends, was a waste of time.

I can only hope that this bibliography will make the work of legal practitioners and researchers interested in the law of the Indian Ocean easier and that it will be updated and expanded in the future. I would be grateful for any comments regarding users' experiences and for any suggestions, corrections, criticism or further bibliographical information (jonas.knetsch@univ-paris1.fr).

Saint-Étienne, August 2021

Conseils d’utilisation

Cette bibliographie a été conçue pour permettre à ses utilisateurs d’identifier facilement les ouvrages, articles ou rapports qui peuvent apporter des éléments de réponse à leurs questions. Dans cet objectif, une présentation par pays (ou territoires), puis par ordre thématique, s’est imposée rapidement.

Comme tout classement thématique, celui utilisé dans l’ouvrage n’est pas parfait. Il repose essentiellement sur la structure du droit français, tel qu’il est enseigné dans les facultés de droit et présenté dans les ouvrages juridiques, distinguant le droit privé, le droit public et le droit pénal. Ont été ajoutées à cette présentation tripartite des catégories générales et transversales, notamment pour tenir compte des branches du droit mixtes, telles que le droit foncier, le droit de l’environnement ou le droit de la santé. Malgré le soin apporté au classement des références, il est évident que plusieurs d’entre elles auraient pu trouver leur place ailleurs. Pour y remédier, des renvois internes ainsi que des « dossiers bibliographiques » ont été insérés pour faciliter l’accès du lecteur aux références pertinentes. Au sein de chacune des catégories, la présentation des références suit l’ordre couramment employé dans les travaux universitaires français : ouvrages, thèses et mémoires sont suivis d’articles de doctrine et de rapports publics.

Conformément à la philosophie générale de tout travail bibliographique, l’objetif était d’établir une photographie la plus complète possible des recueils de textes juridiques et des études doctrinales réalisées sur le droit dans l’océan Indien. Le parti a donc été pris de ne pas évincer les études dont le contenu paraît aujourd’hui obsolète. Aussi le lecteur trouvera-t-il dans cette bibliographie des ouvrages sur le droit malgache d’avant l’indépendance ainsi que des études consacrées au droit foncier sur l’île Bourbon (La Réunion) à l’époque coloniale. Ce choix se justifie par l’intérêt que représente l’évolution du droit pour la compréhension du

droit positif, surtout dans des pays dont le système juridique n'a guère suscité d'études juridiques approfondies. De même, remarquera-t-on la diversité du format des publications référencées : articles de doctrine, chapitres d'ouvrage, monographies et thèses. Des rapports publics ont également été intégrés dans ce travail, lorsqu'ils présentent un intérêt pour le juriste et ne se bornent pas à faire état des politiques publiques ou d'éléments statistiques. En revanche, afin de garantir la praticabilité de cet ouvrage, il a été décidé de ne pas répertorier les notes de jurisprudence.

Le lecteur averti constatera enfin qu'il n'a pas été décidé de sélectionner des travaux doctrinaux en fonction de leur qualité scientifique ou de leur intérêt pour la recherche et la pratique juridiques. Il lui appartiendra tout naturellement de juger de la pertinence des analyses proposées par les auteurs des études référencées.

Pour un nombre non négligeable d'études doctrinales, il est possible d'y accéder sur internet. Aussi, la version numérique de cette bibliographie fait apparaître derrière les références concernées un lien permettant de visionner directement les articles de revue ou (plus rarement) les ouvrages, sans avoir à les consulter en bibliothèque. Cependant, la majorité des études n'est malheursement consultable qu'en version papier, malgré la réalisation d'importants travaux de rétro-numérisation dans des pays comme Madagascar. Dans la mesure du possible, nous avons préféré insérer des liens permanents de type DOI. À défaut, les liens répertoriés ont été consultés et vérifiés au 1er janvier 2021, mais peuvent être devenus obsolètes entre-temps, surtout lorsqu'ils ne renvoient pas à des sites internet d'éditeurs juridiques.

Instructions for Use

Conceived as a practical tool for lawyers and legal academics, this bibliography is organized around the different jurisdictions (countries or territories) covered, and is presented by theme. While not perfect, the categorization used in this work is designed to improve access to legal literature on all sorts of topics. It is based on the structure of French law, as taught in French law faculties and presented in French-speaking text-books, distinguishing private law, public law and criminal law as its central pillars. This tri-partite approach to law is complemented with general and cross-sectional chapters in order to encompass so-called 'mixed fields of law', such as land law, environmental law and health law.

Despite all the care that has been taken in the classification of the bibliographical references, it is obvious that some of them could have been placed in other categories. To limit the practical inconvenience arising from this, cross-references and 'bibliographical portfolios' were added for easier access to the relevant legal literature. Within each category, the presentation of the references follows the order defined by current academic practice in French-speaking papers: monographs, doctoral dissertations, journal articles and governmental reports.

In accordance with the underlying philosophy of any bibliographical work, the aim was to establish the most complete picture of legal literature dedicated to the law of the Indian Ocean. A decision was therefore made to include even references that might appear to be obsolete as far as the current legal situation is concerned. With this in mind, the user of this bibliography will find, among others, references to books on the pre-independence law of Madagascar and articles on the land law on Reunion Island during the colonial era. The reason behind this choice is that historical developments are very often key to under-standing the law applicable today, especially in jurisdictions where

extensive legal studies are rare. The style and format of the legal literature referenced in this bibliography varies significantly: journal articles, book chapters, monographs and academic work (PhD dissertations and research papers). Public reports have been included to the extent that they are of interest to lawyers and legal academics; governmental reports limited to the presentation of public policy or statistical data have been left out. For reasons of practicality, it was also decided not to give references for case notes.

Users are also advised that no judgment has been made in terms of the scientific or practical relevance of the references. It will naturally be each user's responsibility to assess the quality and value of each study.

Some of the work referenced is also available on the internet. In the electronic version of this bibliography, such references are accompanied by web-links allowing direct access to the journal articles or, more rarely, to a monograph or dissertation. This will be especially useful for those who cannot easily reach university libraries with a comprehensive collection of legal resources. However, most studies related to law in the Indian Ocean are only available in printed form, despite major digitization projects in countries such as Madagascar. When possible, permanent web-links (DOI format) have been included in the bibliography. All other links were checked as of 1 January 2021, but it is not unlikely that some have become obsolete in the meantime, especially when they are not links to the websites of legal publishers.

Comores

The Comoros

Situé dans le nord du Canal du Mozambique, l'archipel des Comores est composé de quatre îles, Grande Comore (également connue sous le nom de Ngazidja), Anjouan (Ndzuani), Mohéli (Mwali) et Mayotte, dont les trois premières forment l'Union des Comores, pays qui a accédé à l'indépendance en 1975 après 130 ans de règne colonial français. Bien que l'île de Mayotte soit revendiquée par l'Union des Comores comme partie intégrante du territoire national, la France exerce de fait sa souveraineté sur cette île. Pour tenir compte de cette réalité, il a été décidé de ne répertorier que les publications en lien avec l'Union des Comores et de réserver un chapitre distinct à l'île de Mayotte (v. *infra* p. 201 et s.).

Parmi les systèmes juridiques de l'océan Indien visés dans cette bibliographie, le droit comorien est probablement le moins étudié. Il n'existe aucun manuel présentant l'état du droit positif, ni de revue juridique dédiée[1], ce qui à l'évidence rend difficile l'accès à ce droit. Parmi les publications référencées ci-après, on peut noter un nombre considérable de thèses de doctorat préparées en France, souvent par des doctorants comoriens ou d'origine comorienne, sur des sujets en lien avec le droit de leur pays d'origine. Ce sont avant tout les questions de droit foncier et de statut personnel qui ont attiré l'intérêt des chercheurs, tout comme les changements politiques qui se sont traduits par des évolutions constitutionnelles.

[1] Il semblerait que le gouvernement comorien a envisagé en 1997 le lancement d'une revue intitulée *Wizani. Revue juridique et judiciaire de la République fédérale islamique des Comores* (v. l'annonce parue à la *Revue internationale de droit comparé* 1997, p. 974). Malgré d'importants efforts, il n'a pas été possible de localiser un exemplaire du premier (et seul) numéro de cette revue qui aurait dû paraître aux Presses universitaires d'Aix-Marseille.

Les bibliothèques et centres de documentation ayant une collection de sources comoriennes sont peu nombreux. Il existe un Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS) à Moroni qui comprend un département intitulé « Bibliothèque nationale » permettant d'accéder à certaines sources[1]. En 2007, l'Université des Comores a inauguré la bibliothèque Omar Al-Mokhtar, mais ses collections restent modestes en raison de difficultés budgétaires.

Étant donné que la quasi-totalité de la littérature juridique est en langue française, les bibliothèques universitaires françaises ainsi que la Bibliothèque nationale de France devraient offrir un accès plus confortable aux sources. Une mention particulière doit être réservée à la bibliothèque de l'Institut suisse de droit comparé qui contient dans ses collections un nombre important de recueils de textes législatifs et réglementaires et d'ouvrages juridiques.

The Comoro Islands form an archipelago of four major islands situated in the Northern Mozambique Channel: Ngazidja (also known as Grande Comore), Ndzuwani (Anjouan), Mwali (Mohéli) and Mayotte. The first three of these are part of the Union of the Comoros which was proclaimed an independent state in 1975 after more than 130 years of French colonization. Even though the Union of the Comoros claims sovereignty over Mayotte, which is seen as an integral part of the national territory, this island is de facto under French administration. To reflect this reality, the decision was made to include in this chapter only the publications related to the Union of the Comoros and to dedicate a distinct chapter to Mayotte (see below p. 201 sq.).

Among the legal systems of the Indian Ocean, the law of the Comoros is probably the least studied. There is no handbook or textbook presenting the current state of positive law, and neither is there any legal review dedicated to the Comoros,[2] which is a significant barrier to the understanding of the legal system. A large number of the academic works

[1] Pour plus d'informations, v. le site internet http://www.cndrs-comores.org/bibliotheque/.

[2] *It seems that in 1997 the government of the Union of the Comoros planned to launch a legal review (*Wizani. Revue juridique et judiciaire de la République fédérale islamique des Comores*; see the announcement in the Revue internationale de droit comparé 1997, p 974). Despite major efforts, it has not been possible to locate even one copy of this review, which should have been published by the Presses universitaires d'Aix-Marseille.*

referenced in this chapter are PhD dissertations prepared in France, mostly by students who are part of the Comorian diaspora or of Comorian origin. More generally, efforts have been made to research issues of land law and personal status, as the governing rules are a mixture of state law, religious law and customary law. The political changes and the associated constitutional developments have also been extensively investigated.

There are very few libraries and documentation centres with specific resources on the law of the Comoros. In Moroni, the state capital, a National Centre for Documentation and Scientific Research (CNDRS) administers a department called the National Library that gives access to some of the following sources.[1] *In 2007, the University of the Comoros inaugurated the Omar Al-Mokhtar Library, but its collections are still modest for budgetary reasons.*

Considering that the legal literature is almost entirely in the French language, university libraries in France or the French National Library (BNF) should be a better choice. A particular mention should be made of the library of the Swiss Institute of Comparative Law, which contains most of the digests of legislation and many legal monographs.

I. GÉNÉRALITÉS SUR LE DROIT COMORIEN | *GENERAL SOURCES ON THE LAW OF COMOROS*

COM-1. A. DJABIR, *Le droit comorien entre tradition et modernité*, éd. du Baobab, 2006, 301 pp.

COM-2. B. M'CHINDA, *L'état de droit aux Comores*, mém. DEA Perpignan, 2001, 94 pp.

COM-3. A. ALI ABDALLAH, « Quelques considérations sur l'état de droit aux Comores depuis l'indépendance », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les États du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 165-175

[1] *For more details, see* http://www.cndrs-comores.org/bibliotheque/.

COM-4. I. ALI MZIMBA, « La codification : l'expérience comorienne », *Revue juridique de l'océan Indien* 2003-2004 (n° 4), pp. 115-119 [Lien]

COM-5. M. BOGDAN, « Legal Pluralism in the Comoros and Djibouti », *Nordic Journal of International Law* 2000 (vol. 69), pp. 195-208

COM-6. M. FATEH, « Vers une codification du droit comorien : influence dominante du Livre sacré », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1984 (vol. 38, n° 2), pp. 57-63

COM-7. R. GARRON, « La nécessité, l'habitude et la continuité : l'expérience des Comores », in : *Le droit dans le souvenir. Liber amicorum Benoît Savelli*, PUAM, 1998, pp. 195-205

COM-8. M. ROBERT, « Comoro », in : *International Encyclopedia of Comparative Law*, vol. I : *National Reports (C)*, 1977, 3 pp.

II. SOURCES DU DROIT | *LEGAL SOURCES*

A. RECUEILS DE TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES | *DIGESTS OF LEGISLATION*

COM-9. *Recueil des textes législatifs et réglementaires. République fédérale islamique des Comores*, PUAM

- t. 1 : *Code de commerce, fonds de commerce, sociétés commerciales, groupements commerciaux*, 1995, 318 pp.
- t. 2 : *Propriété industrielle, droit du chèque, registre du commerce, droit bancaire, injonction de payer, droit maritime, code de l'aviation civile, code du travail*, 1995, 326 pp.
- t. [3] : *Droit foncier, droit rural, droit de l'environnement, établissements dangereux, insalubres et incommodes, protection du patrimoine culturel*, 1997, 317 pp.
- t. [4] : *Carrières et mines, Code de l'eau, droit de la pêche, droit de la chasse, servitudes, expropriation, établissements touristiques, crédit immobilier, obligations, responsabilité, vente, association, assurances, surêtés, code information*, 1997, 323 pp.

COM-10. Y. MICOUN, *Répertoire général des textes. Archipel des Comores : 1841-1974*, 1974, 430 pp.

→ pour un répertoire des publications officielles concernant les Comores, v. aussi J. WITHERELL, *A Guide to Official Publications. Madagascar and Adjacent Islands*, Library of Congress, 1965, p. 20

B. RECUEILS DE JURISPRUDENCE | *DIGESTS OF CASE LAW*

→ v. aussi *infra* réf. **COM-149** et **COM-151**

C. COUTUMES ET DROIT RELIGIEUX | *CUSTOMARY AND RELIGIOUS LAW*

COM-11. *Études sur les Comores et l'islam en l'honneur de Paul Guy*, INALCO, 1985, 194 pp.

COM-12. M. A. AHMED/R. KAAMBI, *Les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution de conflits aux Comores*, PNUD, 2009, 82 pp.

COM-13. S. AHMED, *Modalités d'application de la loi islamique aux îles Comores*, mém. Lyon 2 (lettres), 1989

COM-14. F.-P. BLANC, *Introduction historique à l'étude du droit musulman chaféite des États francophones de l'océan Indien (République de Djibouti – Union des Comores)*, éd. Balzac, 2015, 517 pp.

COM-15. J.-J. GALABRU, *La Grande-Comore, terre d'islam et de coutumes*, mém. CHEAM, 1952, 39 pp.

COM-16. P. GUY, *Compilation sur l'histoire des 'Sept dormants' aux Comores*, 1968, 47 pp.

COM-17. P. GUY, *Cours de droit musulman à l'usage des candidats à l'emploi de cadi dans le Territoire des Comores*, 1951, 145 pp. (rééd. 1961 et 1981)

COM-18. P. GUY, *Études de droit musulman comorien, Le statut personnel*, Fasc. 1 : *Ses sources, sa méthode, les actes juridiques*, 2e éd. 1981, 112 pp.

COM-19. P. GUY, *Minhadj at Tâlibîn. Le guide des étudiants et l'auxiliaire des mouftis dans la doctrine juridique. Essai de traduction juxtalinéaire du Traité de jurisprudence chaféite de l'imam an-Nawawî*, 1952, 143 pp.

COM-20. P. GUY, *Ouvertures dans le droit musulman comorien*, 1982, 182 pp.

COM-21. M. ROBERT, *La société islamique et le droit musulman aux Comores et dans l'Océan indien*, mém. DES Paris 2, 1976, 100 pp.

COM-22. D. ALI, « Le droit musulman aux Comores », *TAREHI Revue d'histoire et d'archéologie* 2001 (n° 3), pp. 25-27

COM-23. A. DJABIR, « Le droit comorien dans la tradition du *Milanantsi* », *TAREHI Revue d'histoire et d'archéologie* 2001 (n° 3), pp. 35-52

COM-24. P. GUY, « Les musulmans chaféites de l'archipel des Comores et leur droit », *Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence* 1951, pp. 59-64

COM-25. P. GUY, « Le droit musulman des Comores et la constitution du 27 octobre 1946 », *Revue juridique de Madagascar* 1952 (n° 2), pp. 151-155

COM-26. P. GUY, « L'Islam comorien », in : J. Bercque/J.-P. Chanay (sous la dir.), *Normes et valeurs dans l'Islam contemporain*, Payot, 1966, pp. 145-148

COM-27. P. GUY, « D'une adaptation doctrinale à une carence momentanée de la jurisprudence comorienne », *Études océan Indien* 1983 (vol. 2), pp. 135-141

COM-28. S. MANCUSO, « La diversité des sources du droit aux Comores : entre droit occidental, droit islamique et droit coutumier », *Revue juridique de l'océan Indien* 2012 (n° 15), pp. 73-93 [Lien]

COM-29. L. SERMET, « L'Islam, composante de la diversité culturelle indo-océane », *Revue ASPECTS* 2009 (n° 3), pp. 69-79 [Lien]

→ sur l'influence de l'islam et le processus de codification, v. aussi *supra* réf. **COM-6**

III. DROIT INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL LAW*

A. DROIT INTERNATIONAL PUBLIC | *PUBLIC INTERNATIONAL LAW*

1. TRAITÉS INTERNATIONAUX | *INTERNATIONAL TREATIES*

Dossier bibliographique : L'indépendance des Comores

Bibliographical Portfolio: The Independence of the Comoros

COM-30. S. HASSANE SAID MOHAMED, *L'État des Comores et le droit international : le rôle et l'action du droit international dans la naissance et la vie des petits États*, th. Orléans, 2006, 630 pp.

COM-31. Y. M'SA, *Les conséquences juridiques et politiques d'une décolonisation inachevée : l'exemple comorien*, th. Clermont-Ferrand 1, 2002, 511 pp.

COM-32. N. NAMIRA, *Indépendance et partition des Comores, 1974-1978 : à partir de la presse française et du 'Journal officiel des débats parlementaires'*, mém. IEP Rennes, KomÉdit, 2005, 120 pp.

COM-33. C.-E. TIXIER, *Une décolonisation inachevée (?) : L'affaire des Comores*, th. Clermont-Ferrand 1, 1980, 119 pp.

COM-34. L. FAVOREU, « La décision du 30 décembre 1975 dans l'affaire des Comores », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 1976, pp. 557-581

COM-35. L. FAVOREU/J.-C. MAESTRE, « L'accession des Comores à l'indépendance », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1975 (vol. 2), pp. 15-34

COM-36. L. FAVOREU/L. PHILIP, « Le projet de saisine du Conseil constitutionnel à propos de la loi sur l'indépendance des Comores : la protection des droits des minorités », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 1975, pp. 1341-1343

COM-37. O. GOHIN, « L'indépendance des Comores et le précédent de Mayotte », in : J.-Y. Faberon (sous la dir.), *L'avenir statutaire de la Nouvelle-Calédonie*, La Documentation française, 1997, pp. 67-81

COM-38. H. SIMONIAN-GINESTE, « De l'inédit politique à l'atypie juridique. La décision du Conseil constitutionnel : autodétermination des Comores », in : M. Hecquard-Théron (sous la dir.), *Les décisions juridictionnelles atypiques*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2006, pp. 57-69

→ v. aussi les publications consacrées au statut juridique de Mayotte au regard du droit international public (*infra* **MAY-19 et s.**)

2. ORGANISATIONS INTERNATIONALES | *INTERNATIONAL ORGANIZATIONS*

COM-39. T. M'SAÏDIÉ, « L'action de l'Union européenne aux Comores et à Mayotte », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 189-206

COM-40. A. SALIFOU, « L'expérience de médiation de l'OIF aux Comores », in : J.-P. Vettovaglia *et al.* (sous la dir.), *Médiation et facilitation dans l'espace francophone : théorie et pratique*, Bruylant, 2010, vol. 1, pp. 543-558

COM-41. L. SERMET, « Les Comores à l'Assemblée générale des Nations unies. Le 'verbe comorien' dans les relations internationales institutionnelles et son ambivalence », *Carnets de recherches de l'océan Indien* 2018 (n° 2) [Lien]

→ sur la Commission de l'océan Indien, v. *infra* réf. **TRV-18 et s.**

3. DROIT DE LA MER | *LAW OF THE SEA*

→ sur le droit de la mer dans l'océan Indien, v. *infra* **TRV-33 et s.**

→ sur le droit maritime comorien, v. *infra* réf. **COM-129**

B. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ | *PRIVATE INTERNATIONAL LAW*

COM-42. M. ABDOU ELWAHAB, « Le droit de la nationalité aux Comores », in : É. Ralser/J. Knetsch (sous la dir.), *La nationalité française dans l'océan Indien*, SLC, 2017, pp. 117-129

IV. DROIT PUBLIC | *PUBLIC LAW*

A. DROIT CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LAW*

COM-43. P. GUY, *La constitution de l'État comorien de 1978*, [1979], 30 pp.

COM-44. H. MOHAMED RAFSANDJANI, *La Constitution des Comores : expliquée et commentée article par article*, éd. Cœlacanthe, 2016, 143 pp.

COM-45. S. MONTEILLET, *L'islam et l'évolution constitutionnelle des Comores au lendemain de l'indépendance*, mém. IEP Bordeaux (sc. politique), 1998, 121 pp. [compte-rendu d'A. SIDI, in : *Ya Mkobe* 2002 [n° 8/9], pp. 101-102 [Lien])

COM-46. S. MONTEILLET, *Constitution et Islam, religion d'État aux Comores et en Mauritanie*, mém. Paris 1, 1998, 203 pp. [compte-rendu d'A. SIDI, in : *Ya Mkobe* 2002 [n° 8/9], pp. 102-104 [Lien])

COM-47. « Constitution des Comores. Chronologie et documents », in : J. du Bois de Gaudusson/G. Conac/C. Desouches (sous la dir.), *Les constitutions africaines publiées en langue française*, t. 1, Bruylant/La Documentation française, 1998, pp. 207-227

COM-48. J. du BOIS de GAUDUSSON, « Constitution de l'Union des Comores », *Revue électronique Afrilex* 2003 (n° 3), pp. 129-138 [Lien]

COM-49. J. du BOIS de GAUDUSSON, « La Constitution du 23 décembre 2001 au cœur de la médiation comorienne », in : J.-P. Vettovaglia *et al.* (sous la dir.), *Médiation et facilitation dans l'espace francophone : théorie et pratique*, Bruylant, 2010, vol. 1, pp. 559-579

COM-50. I. BOURHANE, « L'actualité constitutionnelle dans la vie politique des Comores », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les États du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du*

colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012, PUAM, 2013, pp. 145-163

COM-51. A. GRIFFITHS, « Comoros (Union of the Comoros) », in : A. Griffiths (sous la dir.), *The Forum of Federations Handbook of Federal Countries 2020*, Palgrave Macmillan, 2020, pp. 111-121

COM-52. R. GROTE, « The Union of the Comoros. Introductory Note », in : *Oxford Constitutions of the World*, Oxford University Press, 2010, 4 pp. [Lien]

COM-53. P. LAGARDE, « Commentaire de la loi du 3 juillet 1975 relative à l'indépendance du territoire des Comores », *Revue critique de droit international privé* 1975, pp. 820-826

COM-54. B. MADY, « La crise comorienne et le droit », *Revue juridique de l'océan Indien* 2002 (n° 2), pp. 7-15 [Lien]

COM-55. J.-C. MAESTRE, « Chronique politique et constitutionnelle. Les Comores. 1975 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 339-346

COM-56. J.-C. MAESTRE, « L'expérience révolutionnaire d'Ali Soilih aux Comores (1976-1978) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 (vol. 4), pp. 25-41

COM-57. J.-C. MAESTRE, « Les Comores », in : *Corpus constitutionnel. Recueil universel des constitutions en vigueur*, éd. Brill, 1979, t. 2, fasc. 2, pp. 506-554

COM-58. M. MANOUVEL, « Droit constitutionnel étranger. La révision du 17 mai 2009 : une véritable nouvelle Constitution des Comores », *Revue française de droit constitutionnel* 2011, pp. 392-410

COM-59. A. MEUNIER, « Le statut politique et administratif de l'archipel des Comores. De l'annexion à l'autonomie restreinte (1912-1968) », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1970, pp. 281-299 et pp. 442-457

COM-60. J.-P. NÉGRIN, « Les changements politiques et constitutionnels de 1982 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1984-1985 (vol. 10), pp. 169-178

COM-61. M. PINEAU/L. AUDIBERT, « La République fédérale islamique des Comores. Panorama des années 1982-1983 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1984-1985 (vol. 10), pp. 127-134

COM-62. E. S. PUOPKO, « An Exploratory Study of Constitutional Design in Three Island States: Seychelles, Comoros, and Mauritius », *Journal of Contemporary African Studies* 2017 (vol. 35), pp. 324-348 [Lien]

COM-63. P. RAWORTH, « The Union of the Comoros: National Territories. Introductory Note », in : *Oxford Constitutions of the World*, Oxford University Press, 2010, 6 pp. [Lien]

COM-64. E. VERIN, « Les Comores dans la tourmente : Vie politique de l'archipel. De la crise de 1975 jusqu'au coup d'État de 1978 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1984-1985 (vol. 10), pp. 19-101

→ v. aussi les publications consacrées au fédéralisme comorien et au statut constitutionnel de l'île d'Anjouan (*infra* **COM-90 et s.**)

1. INSTITUTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES | *POLITICAL AND ADMINISTRATIVE INSTITUTIONS*

COM-65. M. ABDELAZIZ RIZIKI, *Comores : Les institutions d'un État mort-né*, L'Harmattan, 2001, 376 pp.

COM-66. D. ABDOU, *Les Comores, un État en construction*, L'Harmattan, 1993, 189 pp.

COM-67. B. A. DAMIR, *Approche historique des structures administratives des Comores*, CNDRS, 1990, 39 pp.

COM-68. T. FLOBERT, *Les Comores. Évolution juridique et sociopolitique*, th. Aix-Marseille, éd. CERSOI, 1976, 693 pp.

COM-69. N. MATTOIR, *Les Comores de 1975 à 1990 : une histoire politique mouvementée*, L'Harmattan, 2004, 192 pp.

COM-70. A. OULEDI/M. IBRAHIME, *Les Comores au jour le jour. Chronologie*, éd. Komedit, 2007, 123 pp.

COM-71. S. M. S. HASSANE, « Les institutions de l'Union des Comores », *Revue juridique et politique des États francophones* 2005, pp. 444-477

COM-72. F. LUCHAIRE, « The Political and Administrative System of the Territories of the Comoros », *Journal of Local Administration Overseas* 1965 (vol. 3), pp. 88-98

COM-73. A. ORAISON, « La mise en place des institutions de l''Union des Comores' prévue par la Constitution du 23 décembre 2001. L'avènement d'un régime de type présidentiel et fédéral dans un État francophone du canal de Mozambique », *Revue française de droit constitutionnel* 2004, pp. 771-795 [Lien]

COM-74. A. ORAISON, « Réflexions générales sur la mise en place des institutions de l'Union des Comores créée par la charte fondamentale du 23 décembre 2001. L'avènement d'un régime présidentiel dans le

cadre d'une constitution de type fédéral », *Revue de la recherche juridique* 2006, pp. 203-209

COM-75. S. SAID MOHAMED, « Les institutions des Comores », *Revue juridique et politique des États francophones* 2012 (n° 2), pp. 174-205

2. DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX | *HUMAN RIGHTS LAW*

COM-76. H. BÉRINGER, « Le culte catholique en terre d'Islam l'exemple des îles Comores », *Outre-Mers. Revue d'histoire* 2005 (n° 348/349), pp. 55-64 [Lien]

COM-77. R. LOLJEEH, « Comores », in : P. Tavernier (sous la dir.), *Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique*, Bruylant, 2005, pp. 1059-1080

COM-78. B. N. MADY, « La protection des droits de l'homme dans l'entreprise aux Comores », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1989 (vol. 43), pp. 426-430

COM-79. A. B. OUSSENI, « Les mécanismes juridiques de protection des droits de la personne aux Comores », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1982 (vol. 36), pp. 85-89

COM-80. PNUD Comores, *Les Droits de l'homme aux Comores : doctrine et réalités*, 2000

3. DROIT PARLEMENTAIRE ET PROCÉDURE LÉGISLATIVE | *PARLIAMENTARY LAW AND LEGISLATIVE PROCEDURE* […]

4. DROIT ÉLECTORAL | *ELECTORAL LAW* […]

5. CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LITIGATION*

COM-81. A. ABDOU, *La Cour Constitutionnelle. À réformer de toute urgence*, éd. Les Belles Pages, 2017, 58 pp.

COM-82. L. SERMET, « Reflections on transitional constitutional law in the light of the jurisprudence of the constitutional courts of the Comoros and Madagascar », in : J. de Visser/N. Steytler/D. Powell (sous la dir.), *Constitution-Building in Africa*, Nomos, 2015, pp. 182-199

B. DROIT ADMINISTRATIF | *ADMINISTRATIVE LAW*

1. DROIT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL | *GENERAL ADMINISTRATIVE LAW* […]

2. DROIT DES SERVICES PUBLICS | *PUBLIC SERVICE LAW* […]

3. DROIT ADMINISTRATIF DES BIENS | *PUBLIC PROPERTY LAW* […]

4. DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (ADMINISTRATION LOCALE) | *LOCAL GOVERNMENT*

COM-83. Z. BEN ABDOU, *Le fédéralisme aux Comores*, th. Pau, 1984, 338 pp.

COM-84. I. I. YOUSSOUF, *L'administration territoriale aux Comores : structure, domaine et insuffisance*, mém. Fès (Maroc), 1992

COM-85. B. A. DAMIR, « Approche historique des structures administratives des Comores », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1986-1989 (vol. 11), pp. 17-42 (également reproduit in : *Ya Mkobe* 1990 [n° 4], pp. 14-22 [Lien])

COM-86. G. DOBLER, « Secessionism in Anjouan, Comoros: Internal Dynamics, External Decisions », in : L. de Vries/P. Englebert/M. Schomerus (sous la dir.), *Secessionism in African Politics. Aspiration, Grievance, Performance, Disenchantment*, Palgrave, 2019, pp. 151-178

COM-87. G. NALDI, « Separatism in the Comoros: Some Legal Aspects », *Leiden Journal of International Law* 1998, pp. 247-256 [Lien]

COM-88. J.-P. NÉGRIN, « Le fédéralisme à la comorienne », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1980 (vol. 7), pp. 131-144

COM-89. A. B. S. OMAR, « Cinq années d'expérience communale aux Comores », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1968, pp. 455-462

COM-90. A. ORAISON, « L'obligation de non-reconnaissance de l'État d'Anjouan. Les problèmes posés par la nouvelle balkanisation de la République fédérale islamique des Comores », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1997 (vol. 15), pp. 143-164 (également reproduit in : *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 1998 [vol. 76], pp. 159-183)

COM-91. P. RAWORTH, « The Autonomous Island of Anjouan (*Ndzuwani*). Introductory Note », in : *Oxford Constitutions of the World*, Oxford University Press, 2010, 5 pp. [Lien]

COM-92. P. RAWORTH, « The Autonomous Island of Mwali (*Mohéli*). Introductory Note », in : *Oxford Constitutions of the World*, Oxford University Press, 2010, 5 pp. [Lien]

COM-93. P. RAWORTH, « The Autonomous Island of Ngazidja (*Grande Comore*). Introductory Note », in : *Oxford Constitutions of the World*, Oxford University Press, 2010, 5 pp. [Lien]

5. DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE | *PUBLIC EMPLOYMENT LAW* […]

6. PROCÉDURE ADMINISTRATIVE CONTENTIEUSE | *LITIGATION BEFORE ADMINISTRATIVE COURTS*

COM-94. S. SAID MOHAMED, « Les difficultés d'éclosion de la justice administrative en Afrique francophone : l'exemple des Comores », *Revue juridique et politique des États francophones* 2009, pp. 3-26

C. DROIT FISCAL, DROIT DOUANIER ET FINANCES PUBLIQUES | *TAX LAW, CUSTOMS LAW AND BUDGETARY LAW*

COM-95. H. ATTOY, *La fiscalité comorienne et ses problèmes de 1975 à nos jours*, mém. Aix-en-Provence, 1985, 64 pp.

COM-96. A. CHACOUROU ABAL ANRABE, *Le contrôle des finances publiques aux Comores*, th. Aix-Marseille 3, L'Harmattan, 1992, 368 pp.

COM-97. S. H. RAFIOU/Z. QINRUN, « Protection of Local Industries by the Customs Law in Comoros », *Journal of Law, Policy and Globalization* 2018 (vol. 72), pp. 88-96 [Lien]

D. DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE | *PUBLIC BUSINESS LAW* […]

V. DROIT PRIVÉ | *PRIVATE LAW*

A. DROIT CIVIL | *CIVIL LAW*

1. DROIT DES PERSONNES | *'LAW OF PERSONS'*

COM-98. S. BLANCHY/M. SAID ISLAM, *Le statut de la femme aux Comores*, PNUD, 1989, 317 pp.

COM-99. M. FRANÇOIS, *Le système d'état civil comorien*, CNDRS, 1991

COM-100. HACHIMO SAENDI, *Bangwe. La place et le rôle des associations dans la société comorienne d'aujourd'hui*, PDLC, 2005, 189 pp.

COM-101. P. GUY, « Le Minhadj-at-Twalibin et les coutumes comoriennes dans le statut personnel », in : *Études sur les Comores et l'islam en l'honneur de Paul Guy*, INALCO, 1985, pp. 7-33

COM-102. L. SERMET, « Un code de la famille pour les Comores. Quelle condition juridique pour la femme comorienne ? », *Ya Mkobe* 2007 (n° 14/15), pp. 87-100 (également reproduit in : L. SERMET, *Une anthropologie juridique des droits de l'homme. Les chemins de l'océan Indien*, éd. des Archives contemporaines, 2009, pp. 46-56)

COM-103. L. SERMET, « Droits de la femme et pluralisme au Comores », *Revue ASPECTS* 2008 (n° 1), pp. 101-111 [Lien]

COM-104. B. A. ZAKI, « Quelques éléments de statut personnel applicable aux Comores », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 499-506

→ sur la place de l'islam en droit comorien, v. les nombreuses publications *supra* réf. **COM-11 et s.**

→ sur le droit comorien de la nationalité, v. *supra* réf. **COM-42**

2. DROIT DE LA FAMILLE | *FAMILY LAW*

A) DROIT EXTRAPATRIMONIAL DE LA FAMILLE (COUPLE ET FILIATION) | MARRIAGE LAW AND LAW OF PARENTAGE

COM-105. S. BLANCHY, *Maisons des femmes, cités des hommes. Filiation, âge et pouvoir à Ngazidja (Comores)*, Publications de la Société d'ethnologie, 2010, 320 pp.

COM-106. S. CHAKIRA, *L'évolution du statut juridique de l'enfant en droit comorien : histoire d'un pluralisme juridique à l'épreuve de la modernité*, th. Perpignan, 2014 [Lien]

COM-107. P. GUY, *Études de droit musulman comorien*, *Le statut personnel*, Fasc. 2 : *Le mariage*, Impr. Koechlin, 1953, 145 pp. (également reproduit in : *Revue juridique et politique de l'Union française* 1955, pp. 799-830 ; 1956, pp. 307-346 et 1958, pp. 653-690)

COM-108. P. GUY, *Études de droit musulman comorien*, *La répudiation*, 1976, 60 pp.

COM-109. H. MGOMRI/D. BEN ALI, *Le grand mariage et ses implications sur le développement humain*, 2005, 109 pp. [Lien]

COM-110. M. OTTENHEIMER, *Marriage in Domoni: Husbands and Wives in an Indian Ocean Community*, Waweland Press, 1985, 106 pp.

COM-111. A. BEN-ALI, « Évolution du principe de la contrainte matrimoniale ou droit d'Idjbar », *TAREHI Revue d'histoire et d'archéologie* 2001 (n° 3), pp. 52-58

COM-112. S. BLANCHY, « Famille et parenté dans l'archipel des Comores », *Journal des Africanistes* 1992 (vol. 62), pp. 7-53 [Lien]

B) Droit patrimonial de la famille (régimes matrimoniaux et successions) | Matrimonial Property Law and Inheritance Law

COM-113. B. A. AHMED, *Le régime juridique du don nuptial à la lumière du droit des obligations et des contrats aux Comores*, th. Perpignan, 2004, 1223 pp.

COM-114. P. GUY, *Études de droit musulman comorien, Les successions*, 1978, 45 pp.

COM-115. A. ALI, « De quelques aspects du droit patrimonial de la famille aux Comores », in : E. Putman/J.-Ph. Agresti/C. Siffrein-Blanc (sous la dir.), *Le droit patrimonial : miroir des mutations familiales*, PUAM, 2012, pp. 109-133

COM-116. J.-B. SEUBE, « Réflexions d'un juriste français sur le droit successoral comorien », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 155-159 (également reproduit in : *Revue juridique de l'océan Indien* 2006 [n° spécial], pp. 100-103 [Lien])

Dossier bibliographique : Le « magnahoulé »[1]
***Bibliographical Portfolio: The 'magnahoulé'*[2]**

COM-117. P. GUY, *Trois études sur une immobilisation foncière en faveur des femmes de la ligne maternelle à la Grande Comore ou 'Mainahoulé'*, [1982], 53 pp.

[1] Le *magnahoulé* (également orthographié *magnahouly*, *manyahuli* ou *mainahoulé*) désigne les biens reçus par une femme de son père, son mari ou son frère, qui seront transmis dans la ligne maternelle. Il est considéré comme la propriété inaliénable du groupe matrilinéaire et ne peut prendre fin qu'avec le consentement de toutes les intéressées.

[2] *The term* magnahoulé *(also spelled* magnahouly, manyahuli *or* mainahoulé*) refers to property received by a woman from her father, husband or brother, which will be transferred through the maternal line. It is considered inalienable property of the matrilinear group and can only be ended with the consent of all concerned women.*

COM-118. A. CARBONEILL, « Spécificité du droit successoral en Grande-Comore : droit musulman chaféite et succession coutumière magnahoulé », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001-2002, pp. 75-90 [Lien]

COM-119. P. GUY, « Sur une coutume locale du droit musulman de l'archipel des Comores », *Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence* 1942, pp. 73-79 (également reproduit in : P. GUY, T*rois études sur une immobilisation foncière en faveur des femmes de la ligne maternelle à la Grande Comore ou 'Mainahoulé'*, [1982], pp. 1-12)

COM-120. P. GUY, « Une coutume des Comores. Le 'Magnahoulé' », Penant 1946, doctr. pp. 3-8 (également reproduit in : P. GUY, *Trois études sur une immobilisation foncière en faveur des femmes de la ligne maternelle à la Grande Comore ou 'Mainahoulé'*, [1982], pp. 13-21)

COM-121. P. GUY, « Compte-rendu d'une enquête du juge de Paix à compétence étendue à Dzaoudzi », *Penant* 1952, pp. 109-112 (également reproduit in : P. GUY, *Trois études sur une immobilisation foncière en faveur des femmes de la ligne maternelle à la Grande Comore ou 'Mainahoulé'*, [1982])

COM-122. P. GUY, « Coutumes comoriennes : le Magnahouli », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1965, pp. 499-501

COM-123. F. LE GUENNEC-COPPENS, « Le manyahuli grand-comorien : un système de transmission des biens peu orthodoxe en pays musulman », in : M. Gast (sous la dir.), *Hériter en pays musulman. Habus, lait vivant, manyahuli*, éd. CNRS, 1987, pp. 257-268

COM-124. J. MAS, « La loi des femmes et la loi de Dieu (à propos d'une coutume grand-comorienne) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1979 (vol. 6), pp. 103-126

COM-125. L. SERMET, « Loi et coutume en Grande-Comore », in : *Le cabinet de curiosités. Mélanges offerts à Claude Wanquet*, L'Harmattan, 2000, pp. 347-358 (également reproduit in : L. SERMET, *Une anthropologie juridique des droits de l'homme. Les chemins de l'océan Indien*, éd. des Archives contemporaines, 2009, pp. 37-45)

3. DROIT DES OBLIGATIONS | *LAW OF OBLIGATIONS*

→ pour une analyse du don nuptial à la lumière du droit comorien des obligations, v. B. A. AHMED (*supra* réf. **COM-113**)

4. DROIT DES BIENS ET DES SÛRETÉS | *PROPERTY LAW AND 'SECURITIES LAW'*

COM-126. B. MADY, « L'interprétation du Code civil. Le droit de propriété aux Comores », *Revue juridique de l'océan Indien* 2006 (n° spécial), pp. 52-53 [Lien]

→ sur le droit foncier comorien, v. les nombreuses publications *infra* réf. **COM-131 et s.**

B. DROIT DES AFFAIRES | *BUSINESS LAW*

COM-127. R. GARRON *et al.*, *Rapport de mission sur le cadre juridique et judiciaire des affaires aux Comores*, [1993], 182 pp.

→ sur la protection des libertés fondamentales en droit des affaires, v. *supra* réf. **COM-78**

→ v. aussi les ouvrages parus dans la collection *Global Investment and Business Library* de l'éditeur américain INTERNATIONAL BUSINESS PUBLICATIONS sous la forme de recueils thématiques de textes législatifs et réglementaires

1. DROIT COMMERCIAL | *COMMERCIAL LAW* […]

2. DROIT DES SOCIÉTÉS | *COMPANY LAW* […]

3. DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ | *BANKRUPTCY LAW* […]

4. DROIT DES ASSURANCES | *INSURANCE LAW* […]

5. DROIT BANCAIRE ET FINANCIER | *BANKING LAW AND FINANCIAL LAW*

COM-128. A. MSAHASI, *La préservation du système bancaire par la régulation : l'exemple du système bancaire comorien*, th. Paris 5 (gestion), 2014, 455 pp.

6. DROIT DE LA CONCURRENCE | *COMPETITION LAW* […]

7. DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE | *INTELLECTUAL PROPERTY LAW* […]

8. DROIT DES TRANSPORTS (TERRESTRE, AÉRIEN, MARITIME ET FLUVIAL) | *TRANSPORTATION LAW*

COM-129. A. AHAMADA, *Le droit maritime comorien. Étude de droit comparé : droit français/droit comorien*, th. Paris 1, 2016, 429 pp. [Lien]

COM-130. A. AHAMADA, « Réforme du droit maritime comorien », *Droit maritime français* 2015, pp. 637-640

C. DROIT SOCIAL | *SOCIAL LAW*

1. DROIT DU TRAVAIL | *LABOUR LAW* […]

2. DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE | *SOCIAL PROTECTION LAW* […]

D. PROCÉDURE CIVILE | *CIVIL PROCEDURE*

→ sur les formes traditionnelles de résolution de conflits, v. *supra* réf. **COM-12**

VI. DROIT PÉNAL | *CRIMINAL LAW*

A. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL | *GENERAL RULES* […]

B. DROIT PÉNAL SPÉCIAL | *SPECIAL CRIMINAL LAW* […]

C. PROCÉDURE PÉNALE | *CRIMINAL PROCEDURE* […]

D. CRIMINOLOGIE | *CRIMINOLOGY* […]

VII. DROITS MIXTES | *MIXED FIELDS OF LAW*

A. DROIT FONCIER ET DROIT RURAL | *LAND LAW AND RURAL LAW*

COM-131. C. COULIBALY, *Rapport sur le régime foncier aux îles Comores*, FAO, 1987, 126 pp.

COM-132. C. DU SAUSSAY, *Politique et législations foncières*, vol. 1 : *Analyses et propositions* et vol. 2 : *Avant-projet de loi*, FAO/RFIC, 1995, 37 pp.

COM-133. R. GARRON, *Les aspects juridiques du problème foncier*, République fédérale des Comores/Banque Mondiale, 1994, 328 pp.

COM-134. M. HASSANI-EL-BARWANE, *Le système foncier comorien de 1841 à 1975*, th. La Réunion (histoire), 2010, 339 pp. [Lien]

COM-135. S. KALED, *La fragilité du droit foncier comorien à la lumière de la pluralité des droits*, th. Perpignan, 2014, 418 pp. [Lien]

COM-136. J.-P. LEXA/M. SAID, *Éléments d'analyse et de réflexion pour la préparation de la réforme foncière : le cas d'Anjouan*, MDRPE, 1995, 18 pp.

COM-137. M. SAID, *La gestion patrimoniale : une voie vers la sécurisation foncière. Le cas de la République fédérale islamique des Comores*, mém. Paris 1, 1997, 89 pp.

COM-138. M. SAID, *Dynamique séculaire de sécurisation foncière par une approche spontanée de 'gestion patrimoniale' aux Comores : étude du phénomène, propositions d'appui et enseignements méthodologiques*, th. Paris 1 (Ethnologie), 2000, 429 pp. [compte-rendu de C. PLANÇON, in : *Bulletin de liaison du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris* 2001 [n° 26], pp. 163-181 [Lien]]

COM-139. M. SAÏD, *Foncier et société aux Comores. Le temps des refondations*, éd. Karthala, 2009, 330 pp.

COM-140. M. SAÏD, *Les Comores, à qui la terre ? Sous les conflits de propriété, les réalités de la gestion en commun*, préf. A. Rochegude, éd. Karthala, 2016, 183 pp.

COM-141. A. SIDI, *Dépossession et conscience foncière aux Comores. Le cas de Ndzuani*, th. INALCO (Paris), 1993, 753 pp.

COM-142. A. SIDI, *Anjouan, l'histoire d'une crise foncière*, L'Harmattan, 1998, 340 pp. (compte-rendu de M. IBRAHIME, in : *Ya Mkobe* 2000 [n° 6-7], p. 163 [Lien])

COM-143. C. COULIBALY, « Les îles Comores. Une main de fer dans un contexte d'islam 'élastique' », in : *Problématique foncière et gestion des conflits en Afrique noire, t. 1 : Des indépendances à la faillite des dictatures, 1960-1990*, L'Harmattan, 2e éd. 2015, pp. 91-170

COM-144. R. GARRON, « L'immatriculation des immeubles aux Comores », in : *Droit et anthropologie de la complexité. Mélanges dédiés à Jean Mas*, Economica, 1996, pp. 181-191

COM-145. Y. GÉRARD, « Conflits de droits fonciers à Anjouan (Comores) », *Études foncières* 2004 (n° 110), pp. 26-30 [Lien]

COM-146. M. HASSANI-EL-BARWANE, « La problématique foncière comorienne », in : Y. Combeau (sous la dir.), *Les Îles de l'océan Indien. Histoire et mémoires*, CRESOI, 2011, pp. 105-122

COM-147. M. HASSANI-EL-BARWANE, « Les règlements des contentieux fonciers aux Comores : fondation de l'aménagement du territoire et du développement durable », *Al-watwan* 10, 13 et 14 juin 2011

COM-148. M. SAÏD, « Formalisation des transactions et contrats fonciers à Anjouan », *Ya Mkobé* 2000 (n° 6/7), pp. 65-75 [Lien] (également reproduit in : Ph. Lavigne Delville/P. Mathieu, *Formalisation des contrats et des transactions. Repérage des pratiques populaires d'usage de l'écrit dans les transactions foncières en Afrique rurale*, GRET-IED, 1999, pp. 99-118)

→ v. aussi les publications consacrées au *magnahoulé* (réf. **COM-117 et s.**)

B. DROIT DE L'ENVIRONNEMENT | *ENVIRONMENTAL LAW* […]

C. DROIT DE LA SANTÉ | *HEALTH LAW* […]

VII. ORGANISATION DE LA JUSTICE | *JUDICIAL ORGANIZATION*

A. PROFESSIONNELS DU DROIT | *LEGAL PROFESSIONALS* […]

B. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE | *ADMINISTRATION OF JUSTICE*

COM-149. *Textes relatifs à l'organisation de la justice indigène dans les territoires des Comores. Décret du 1er juin 1939. Arrêté du 13 juillet 1944*, éd. Université de Madagascar, 1961, 91 pp.

COM-150. M. DJAE OULOVAVO, *Le pluralisme juridique de la justice et ses limites dans l'Union des Comores*, th. Lyon 2, 2018, 430 pp. [Lien]

COM-151. P. GUY, *Mayotte et les Comores – essai de chronique judiciaire (1848–1960)*, 1978, 62 pp.

COM-152. P. GUY, « Histoire de l'organisation judiciaire des Comores », *Revue de Madagascar* 1946 (n° 25), pp. 17-31

COM-153. P. GUY, « La justice aux Îles Comores », *Revue juridique de Madagascar* 1951 (n° 1), pp. 86-89

COM-154. M. IBRAHIM, « L'organisation judiciaire aux Comores pendant la période coloniale (1912-1946) », *TAREHI Revue d'histoire et d'archéologie* 2001 (n° 3), pp. 28-34

COM-155. D. NASSUR, « Quelques aspects de la justice traditionnelle comorienne », *TAREHI Revue d'histoire et d'archéologie* 2001 (n° 3), pp. 18-24

COM-156. A. ORTOLLAND, « L'étrange situation judiciaire de l'archipel des Comores », in : *Les institutions judiciaires à Madagascar et dépendances*, t. 2 : *De 1946 à 1960*, L'Harmattan, 1993, pp. 49-50

COM-157. A. ORTOLLAND, « La justice à Madagascar et aux Comores », in : J. Clauzel (sous la dir.), *La France d'outre-mer (1930-1960). Témoignages d'administrateurs et de magistrats*, Karthala, 2e éd. 2003, pp. 673-697

COM-158. J.-P. MARTRES, *Rapport sur l'état de la justice aux Comores*, Ministère de la Justice et des Affaires musulmanes, 1996

COM-159. Z. MOURTADHOI, *L'organisation judiciaire aux Comores, particulièrement les juridictions de l'ordre de Moroni*, 1992

→ sur la justice administrative, v. aussi *supra* réf. **COM-94**

→ sur les formes traditionnelles de résolution de conflits, v. aussi *supra* réf. **COM-12**

Madagascar

Cinquième plus grande île du monde, Madagascar est également le plus peuplé des pays représentés dans cette bibliographie (28 millions d'habitants). L'île fut administrée par le royaume de Madagascar entre 1817 et 1883, avant de devenir un protectorat français, puis une colonie française. En 1960, la République de Madagascar accède à l'indépendance, mais le français reste langue officielle avec le malgache.

Les liens historiques entre la France et Madagascar se manifestent dans la littérature consacrée au droit malgache, la quasi-totalité de la production scientifique étant en langue française. Les années 1960 ont été une période particulièrement prolifique pour les publications juridiques : de nombreux manuels, monographies, ouvrages collectifs et articles de revue sont consacrés à des sujets très divers. Parmi les revues, la série *Droit* des *Annales de l'Université de Madagascar*[1], le *Bulletin de Madagascar* ainsi que le *Cahier du Centre d'études des coutumes*[2] ont grandement contribué à faire connaître le droit malgache dans le monde francophone. L'avènement de la Deuxième République de Madagascar (1975-1992) a conduit à la disparition de ces périodiques et à un relatif appauvrissement ou, du moins, à une diffusion plus faible de la recherche juridique.

Depuis la fin des années 1990, le droit malgache fait de nouveau l'objet d'études doctrinales approfondies, même si leur diffusion reste limitée. Les *Annales Droit (nouvelle série)*, publiés par l'Université d'Antananarivo, sont devenus la revue juridique de référence dont on regrette qu'aucune bibliothèque en dehors de Madagascar ne possède de collection complète. Depuis 2003, le cabinet d'avocats Madagascar Conseil International publie un *Bulletin juridique et fiscal*, devenu *Revue MCI*, qui se veut mi-magazine juridique, mi-revue scientifique. Sans avoir pu accéder à la version papier de cette revue, nous avons cependant exploité les sommaires des 77 numéros parus jusqu'en 2017, grâce au concours de l'équipe de rédaction. Il faut également mentionner les nombreuses thèses

---

[1] La collection complète de cette revue a été numérisée et peut être consultée sur le site internet http://madarevues.recherches.gov.mg/?-Annales-de-l-Universite-de-Madagascar-Droit-.

[2] Cette revue a également été numérisée et peut être consultée sur le site internet http://madarevues.recherches.gov.mg/?-Cahiers-du-Centre-d-Etudes-des-Coutumes-.

en droit qui sont préparées en langue française sur le droit malgache, encore très majoritairement en France. Les premières thèses de doctorat soutenues à Madagascar commencent néanmoins à faire leur apparition.

La Bibliothèque universitaire d'Antananarivo dispose d'un important fonds documentaire qui présente l'avantage d'être répertorié dans un catalogue accessible en ligne[1]. De nombreux mémoires de fin d'études consacrés au droit malgache peuvent être consultés gratuitement sur le site de la bibliothèque et mériteraient d'être référencés dans une prochaine édition de cette bibliographie. Les autres établissements d'enseignement supérieur (Université catholique de Madagascar, Université d'Antsiranana, Université de Fianarantsoa, Université de Mahajanga et Université de Toliara) disposent de leurs propres centres de documentation. Doivent également être mentionnées les collections de la Bibliothèque nationale de Madagascar ainsi que de l'Académie nationale des arts, des sciences et des lettres de Madagascar (« Académie malgache ») qui édite depuis 1902 un *Bulletin* dans lequel sont publiées régulièrement des études juridiques[2].

Étant donné que la quasi-totalité de la littérature juridique est rédigée en langue française, les bibliothèques universitaires françaises ainsi que la Bibliothèque nationale de France offrent un accès confortable aux sources. Une visite de la bibliothèque de l'Institut suisse de droit comparé ou de l'Institut Max-Planck de droit privé comparé et international à Hambourg (Allemagne) peut également s'avérer utile.

Madagascar is the world's fifth-largest island and also the country with the largest population (28 million) out of all the countries and territories covered in this bibliography. From 1817 to 1883, it was administered by the Kingdom of Madagascar (also known as the Merina Kingdom), before becoming a French protectorate and later a French colony. In 1960, the Republic of Madagascar acceded to independence, but French is still an official language alongside with Malagasy.

[1] V. le site internet http://biblio.univ-antananarivo.mg/catalogue/ et sa nouvelle interface http://41.242.98.27.

[2] À l'occasion du centenaire de l'Académie malgache, un ouvrage recensant l'ensemble des contributions parues entre 1902 et 2001 est paru sous le titre *Édition du centenaire de l'Académie malgache*. Il est regrettable que les numéros parus depuis lors ne sont que très difficilement accessibles en dehors de Madagascar.

The historic ties between France and Madagascar become evident in the literature dedicated to the law of Madagascar, as almost every work is written in French. The 1960s were a particularly productive period for legal publications: numerous handbooks, monographs, collective works and journal articles were published on a wide range of legal issues. The legal series of the Annales de l'Université de Madagascar,[1] *the* Bulletin de Madagascar *and the* Cahier du Centre d'études des coutumes[2] *made the Francophone legal community more aware of the richness of the law of Madagascar. The proclamation of the Democratic Republic of Madagascar (1975-1992) led to the disappearance of those periodicals and to a certain impoverishment or, at least, to a weaker dissemination of domestic legal research.*

From the late 1990s onwards, the legal doctrine of Madagascar regained momentum, even though its dissemination could still be improved. A 'new series' of the Annales Droit, *edited by the University of Antananarivo, has become the reference legal journal. It is regrettable that it is almost impossible to consult a comprehensive collection of this review outside Madagascar. Since 2003, the legal firm* Madagascar Conseil International *has issued a legal and tax bulletin which has become the* Revue MCI, *halfway between a magazine for lawyers and an academic journal. Unfortunately, it was not possible to access the printed version of this review. However, with the valuable assistance of the editorial team, this bibliography contains the references for 77 issues, released between 2003 and 2017.*

It should be mentioned that the legal doctrine of Madagascar also contains a growing number of PhD dissertations, in the French language, mostly written in French universities. However, over recent years, some dissertations supervised in Madagascar have been made available for legal research.

Succeeding to the library of the historical Université de Madagascar, the library of the University of Antananarivo holds an important number of resources on the law of Madagascar, and these are now identified in an online catalogue.[3] *Many graduate dissertations (*mémoires de master*) are*

---

[1] *The complete collection of this journal has been digitized and is now available on the internet* http://madarevues.recherches.gov.mg/?-Annales-de-l-Universite-de-Madagascar-Droit-.

[2] *This journal has also been digitized and can be consulted on the following website* http://madarevues.recherches.gov.mg/?-Cahiers-du-Centre-d-Etudes-des-Coutumes-.

[3] *See the website* http://biblio.univ-antananarivo.mg/catalogue/ *and its new interface* http://41.242.98.27.

freely available, and some of them deserve to be referenced in a future new edition of this bibliography. Other universities of Madagascar (the Catholic University of Madagascar, the University of Antsiranana, the University of Fianarantsoa, the University of Mahajanga and the University of Toliara) have their own documentation centres. Special mention has to be made of the collections of the National Library of Madagascar and the Académie nationale des arts, des sciences et des lettres de Madagascar *(also known as the* Académie malgache*). The journal of the* Académie*, issued for the first time in 1902, has published several in-depth legal studies, which are referenced in this chapter.*[1]

Given that most of the legal resources are in French, scholars would be recommended to visit the libraries of French universities or the French National Library (BNF), which might offer easier and more convient access to the legal literature. The collections of the Swiss Institute of Comparative Law and the Max Planck Institute for Comparative and International Private Law in Hamburg (Germany) are also of major interest.

I. GÉNÉRALITÉS SUR LE DROIT MALGACHE | *GENERAL SOURCES ON THE LAW OF MADAGASCAR*

MAD-1. *Droit de Madagascar*, LGDJ, coll. Bibliothèque de l'Association Henri Capitant, 2021, 114 pp. [Lien]

MAD-2. A. CAHUZAC, *Essai sur les institutions et le droit malgaches*, éd. A. Chevalier-Marescq, 1900, 506 pp.

MAD-3. E. NJARA/B. BETOMBO, *Essai sur l'histoire du droit malgache*, éd. Jurid'ika, 2014, 190 pp.

MAD-4. E. NJARA/B. BETOMBO, *Introduction à l'étude du droit*, éd. Jurid'ika, 2014, 199 pp.

MAD-5. I. RAKOTO/F. RAMIANDRASOA/RAZOHARINORO-RANDRIAMBOAVONJY, *Corpus d'histoire du droit et des institutions*, Univ. de Madagascar, 1975, 150 pp.

[1] *For the centennial of the* Académie malgache*, a book was released with a bibliographical list of all articles published between 1902 and 2001 in the* Bulletin de l'Académie*. It is regrettable that the issues released since that date cannot easily be accessed outside Madagascar.*

MAD-6. I. RAKOTO/F. RAMIANDRASOA/RAZOHARINORO-RANDRIAMBOAVONJY, *Nouveau corpus d'histoire des institutions*, Univ. d'Antananarivo, 1995, 274 pp.

MAD-7. I. RAKOTO/S. URFER (sous la dir.), *Esclavage et libération à Madagascar*, éd. Karthala/Centre Foi et justice, 2014, 367 pp.

MAD-8. J. BEHAJA, « De la dirimance de l'ineffectivité des lois à Madagascar : une plaie juridique et sociologique », *Revue de MCI* 2015 (n° 70)

MAD-9. J. du BOIS de GAUDUSSON, « Le socialisme et le droit en Afrique (à partir des expériences de Madagascar et de la Tanzanie) », in : G. Conac (sous la dir.), *Dynamiques et finalités des droits africains*, Economica, 1980, pp. 337-357

MAD-10. C. CADOUX, « De l'utilité de l'enseignement et de la recherche en droit dans une société en transition : l'expérience Malgache », *Recherches pour le développement. Série Technologique* 1988 (n° 5), pp. 21-34

MAD-11. C. CADOUX/M. PEDAMON/D. RAZAFIMPANILO, « Malagasy Republic », in : *International Encyclopedia of Comparative Law*, vol. I : *National Reports (L/M)*, 1969, 9 pp.

MAD-12. F. ESOAVELOMANDROSO, « Il y a les lois... et leur application : réflexions sur l'effectivité des lois à Madagascar », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 47-58

MAD-13. H. RAHARIJAONA, « La langue juridique malgache », *Bulletin de l'Académie malgache* 1964 (vol. 42), pp. 71-75 (également reproduit in : *Revue sénégalaise de droit* 1968 [n° 3], pp. 48-55)

MAD-14. H. RAHARIJAONA, « Le centenaire des règlements des gouverneurs de l'Imerina de 1889 », *Bulletin de l'Académie malgache* 1989 (vol. 67), pp. 75-77

MAD-15. A. RAMANGASOAVINA, « Du droit coutumier aux codes modernes malgaches », *Bulletin de Madagascar* 1962 (n° 198), pp. 927-948

MAD-16. RAMAROLANTO-RATIARAY, « De la perversion du droit : droit et politique dans l'espace juridique de Madagascar », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-17. J. RAVELOMANANA, « Droit français, droit malgache : le droit positif malgache et ses problèmes d'application », *Revue juridique de l'océan Indien* 2005 (n° spécial), pp. 53-63 [Lien]

MAD-18. E. RAZAFINDRALAMBO, « Esquisse d'une étude comparée du droit national malgache », *Bulletin de Madagascar* 1964 (n° 220), pp. 687-692

MAD-19. A. ROGER, « La réforme juridique à Madagascar (entre tradition et mondialisation) », *Revue de droit et de jurisprudence à Madagascar* 2000 (n° 2), pp. 24-30

MAD-20. J. SALACUSE, « The Malagasy Republic », in : *An Introduction to Law in French-speaking Africa*, vol. 1 : *Africa South of the Sahara*, Michie Company, 1969, pp. 355-434

II. SOURCES DU DROIT | *LEGAL SOURCES*

MAD-21. A. RABARISOA, « De la production normative à Madagascar : entre perfectionnisme et improvisation », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 23-28

MAD-22. L. RAKOTO RALAIMIDONA, « Le postulat de la complétude du droit et les incohérences de sa création », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 49-54

MAD-23. RAMAROLANTO-RATIARAY, « La codification : l'expérience malgache », *Revue juridique de l'océan Indien* 2004 (n° 4), pp. 95-114 [Lien]

MAD-24. G. SAMBSON/ V. RAMANITRA, « Rôle de la jurisprudence dans la codification en République démocratique de Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1986, pp. 365-375

A. RECUEILS DE TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES | *DIGESTS OF LEGISLATION*

MAD-25. *Recueils des textes constitutionnels, législatifs et réglementaires de Madagascar* (dit « Recueil Pascal »), 1895-1972, 9 vol. (présenté par R. PASCAL, in : *Bulletin de l'Académie malgache* 1961, pp. 56-58)

MAD-26. *Recueil des textes réglementant la propriété foncière à Madagascar et Dépendances*, Imprimerie officielle, 1930, 45 pp.

MAD-27. *Recueil des textes relatifs à l'application du régime domanial*, J. Paoli et fils, 1929, 51 pp. [Lien]

MAD-28. *Recueil des textes sur le régime domanial et l'expropriation pour cause d'utilité publique*, Imprimerie officielle, 1ère éd. 1949, 133 pp. et 2e éd. 1961, 94 pp.

MAD-29. *Recueil de textes relatifs à l'organisation judiciaire de Madagascar*, Imprimerie nationale, 1961, 85 pp.

MAD-30. *Recueil des lois civiles*, t. 1 : *Dispositions générales, droit de la famille*, Ministère de la Justice, 1964, 194 pp.

MAD-31. *Recueil des textes officiels sur le fonctionnement et les attributions des collectivités décentralisées*, Imprimerie officielle, 1990, 575 pp.

MAD-32. *Recueil. Textes fondamentaux et droit civil*, Imprimerie d'ouvrages éducatifs, 2001, 2 vol.

MAD-33. P. COLLOMB, *Recueil des textes concernant l'administration de la justice à Madagascar et dépendances*, Imprimerie officielle, 1935, 1307 pp.

MAD-34. A. GAMON, *Code annoté de la législation et dictionnaire de la réglementation de Madagascar et dépendances*, Imprimerie officielle, 1906, 2 vol., 1448 pp. (1er suppl., 1909, 583 pp.)

MAD-35. E. RAMBELOSON, *Code de commerce malagasy*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1987, 251 pp.

MAD-36. E. RAMBELOSON/M. RATOVOSON, *Code de santé malagasy*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1987, 185 pp.

MAD-37. E. RAMBELOSON/M. RATOVOSON, *Code maritime et ses textes d'application*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1987, 448+22 pp.

MAD-38. E. RAMBELOSON/M. RATOVOSON, *Code foncier malagasy : codes et recueils usuels*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1989, 328 pp.

MAD-39. E. RAMBELOSON/M. RATOVOSON, *Code postal malagasy*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1989 [?], 84 pp.

MAD-40. E.-P. THÉBAULT, *Constitution et lois organiques de la République malgache, accords et convention consulaire franco-malgaches*, éd. Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus malgaches, 1ère éd. 1962, 111 pp., 2e éd. 1964, 147 pp. et 3e éd. 1970, 154 pp.

MAD-41. J. du BOIS de GAUDUSSON, « Chroniques de droit malgache 1975-1979 », *Annuaire de législation française et étrangère* 1979-1980, pp. 513-529

MAD-42. R. PASCAL, « Le législateur à Madagascar de 1895 à 1958 », *Bulletin de Madagascar* 1965 (n° 234), pp. 907-913

MAD-43. S. RAKOTOMANGA ANDRIANARIVONASOLO, « Madagascar : une nouvelle stratégie de diffusion législative », *Les Petites Affiches* 29 septembre 2005, pp. 20-21

→ pour un répertoire très complet des publications officielles, v. J. WITHERELL, *A Guide to Official Publications. Madagascar and Adjacent Islands*, Library of Congress, 1965, pp. 1-13

Dossier bibliographique : Les codifications du XIX^e^ siècle
Bibliographical Portfolio: The 19th century codifications

Le Code des 305 articles de 1881 / The 'Code of 305 Articles' of 1881

MAD-44. *Code des 305 articles*, Institut des Hautes Études de Tananarive, Imprimerie officielle, 1960, 159 pp.

MAD-45. G.-P. BORREL, *Le Code des 305 articles de Madagascar*, éd. Domat-Montchrestien, 1931, 160 pp.

MAD-46. G. JULIEN, *Recueil de lois malgaches. Code des 305 articles promulgué le 29 mars 1881*, Imprimerie officielle, 1900, 94 pp.

MAD-47. A. TACCHI/J. LAISNÉ de la COURONNE, *Traduction du Code des 305 articles*, Typographie de la Cloche, 1882, 60 pp.

MAD-48. G. JULIEN, « Les réformes de 1881. Les Antily, les ministères, le Code des 305 articles », *Notes, reconnaissances et explorations* 1900 (vol. 6), pp. 93-96

MAD-49. H. RAHARIJAONA, « Les 305 Articles, code écrit formulé en pays de tradition orale », *Bulletin de l'Académie malgache* 1984, pp. 15-18

MAD-50. H. RAHARIJAONA, « Actualité du Code des 305 articles », *Bulletin de l'Académie malgache* 1999, pp. 141-146

MAD-51. H. RAHARIJAONA, « Anticipation et actualité du code des 305 articles », *Bulletin de l'Académie malgache* 2009 (vol. 88), pp. 105-107

MAD-52. C. RALAIVOLA, « Aperçu lexical du Code des 305 articles », *Bulletin de l'Académie malgache* 1984, pp. 7-14

MAD-53. Y. RANJEVA-RABETAFIKA, « L'idéologie victorienne dans le code des 305 articles », *Bulletin de l'Académie malgache* 1982 (vol. 60), pp. 41-45

MAD-54. RAZOHARINORO, « À l'origine du code des 305 articles », *Bulletin de l'Académie malgache* 1982 (vol. 60), pp. 35-36

MAD-55. J. VALETTE, « Les traductions françaises et anglaises du Code des 305 articles de Tacchi et Laisne de la Couronne (1882 et 1884) », *Bulletin de l'Académie malgache* 1964 (vol. 42), pp. 52-56

→ sur le fondement de l'obligation juridique dans le Code des 305 articles, v. *infra* réf. **MAD-579**

Les autres codifications / Other codifications

MAD-56. R. DELVAL, « Les codes de Ranavalona Ière, de Radama II et de Rasoherina ou l'évolution du droit malgache ancien », *Omaly sy anio : revue d'études historiques* 1989-1990 (n° 29-32), pp. 257-286

MAD-57. A. GAMON, « Le Code de Ranavalona Ière (1828) », *Bulletin de l'Académie malgache* 1907 (vol. 5), pp. 3-22

MAD-58. H. VIDAL, « Le code des 118 articles d'après les sources européennes », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1968 (n° 5), pp. 153-164 [Lien]

MAD-59. H. VIDAL, « Recherches autour du Code des 118 articles », *Bulletin de l'Académie malgache* 1970, pp. 27-31

B. RECUEILS DE JURISPRUDENCE | *DIGESTS OF CASE LAW*

MAD-60. *Arrêts commentés de la Chambre administrative et du Conseil d'État de la Cour suprême de Madagascar*, éd. Jurid'ika, 2012- (1 vol. paru)

MAD-61. *Arrêts commentés de la Cour de cassation. Chambre civile, commerciale, sociale*, éd. Jurid'ika, 2015- (1 vol. paru en deux tomes)

MAD-62. *Arrêts commentés du Conseil d'État de la Cour suprême de Madagascar*, éd. Jurid'ika, 2015- (1 vol. paru)

MAD-63. *Bulletin des arrêts de la Cour Suprême de Madagascar. Cour de cassation*, éd. Jurid'ika, 2000-2008 (6 vol. parus)

MAD-64. *Jugements commentés du Tribunal de Commerce d'Antananarivo. 2008*, éd. Jurid'ika, 2011-2012 (1 vol. paru en deux tomes)

MAD-65. *Recueil de jurisprudence de la Chambre administrative de 1977 à 2003*, éd. Jurid'ika, 2004, 572 pp. + CD

MAD-66. *Recueil de jurisprudence de la Chambre administrative de 2004 à 2007*, éd. Jurid'ika, 2009, 319 pp.

MAD-67. *Recueil des arrêts de la Chambre administrative de la Cour suprême de Madagascar*, Imprimerie nationale, 1967-1977 (5 vol. parus)

MAD-68. *Recueil des décisions disciplinaires du Conseil Supérieur de la Magistrature 2003-2012*, éd. Créons, 2013, 106 pp.

MAD-69. A. RAHARY, *Recueil de jurisprudence malagasy de 1959 à 76 / Santionan-didim-pitsarana malagasy, taona 1959 à 1976*, TPFLM, 1985, 48 pp.

MAD-70. I. RAKOTO, *Recueil des jugements et arrêts rendus par les tribunaux à Madagascar (1841-1896)*, L'Harmattan/Jurid'ika, 2009, 321 pp.

MAD-71. A. R. RAJAONA, « La jurisprudence de la chambre administrative de la Cour suprême en 1987 », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1989 (vol. 99), pp. 65-102

→ sur la codification des coutumes au XIX[e] siècle, v. aussi *infra* réf. **MAD-81**

C. COUTUMES ET DROIT RELIGIEUX | *CUSTOMARY AND RELIGIOUS LAW*

MAD-72. H.-J. BERTHIER, *Lalana velona sy fomban-tany mbola arahina eto Madagascar*, éd. Imprimerie officielle, 2[e] éd. 1933, 102 pp.

MAD-73. « Rapport relatif à l'organisation et au déroulement de l'enquête sur les coutumes juridiques malgaches », in : *Recueil des lois civiles*, t. 1 : *Dispositions générales, droit de la famille*, Ministère de la Justice, 1964, pp. 77-98

MAD-74. M. ALLIOT, « Les résistances traditionnelles au droit moderne dans les États d'Afrique francophone et à Madagascar », in : J. Poirier (sous la dir.), *Études de droit africain et de droit malgache*, éd. Cujas, 1965, pp. 235-256 (également reproduit in : M. Alliot, *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Karthala, 2003, pp. 169-192)

MAD-75. V. AMBARE/V. FRAISSINIER, « Loi écrite et coutume en droit malgache : l'arrêt du 5 mars 1897 », *Droit et cultures* 2003 (vol. 46), pp. 77-96

MAD-76. L. AUJAS, « De l'institution de *zazalava* en droit malgache », *Bulletin de l'Académie malgache* 1907 (vol. 5), pp. 23-28

MAD-77. L. AUJAS, « Esquisse d'une réforme de la législation coutumière malgache des successions dévolues *ab intestat* », *Bulletin de l'Académie malgache* 1907 (vol. 5), pp. 29-35

MAD-78. P. CHEVALLIER, « Introduction à l'étude du droit coutumier malgache », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1963 (vol. 1), pp. 81-109 [Lien]

MAD-79. R. DECARY, « Sur quelques coutumes en matière civile », *Revue juridique de Madagascar* 1952 (n° 2), pp. 132-137

MAD-80. H. DESCHAMPS, « Les fondements religieux du droit quotidien malgache », in : J. Poirier (sous la dir.), *Études de droit africain et de droit malgache*, éd. Cujas, 1965, pp. 19-25

MAD-81. H. DESCHAMPS, « La première codification africaine : Madagascar 1828-81 », in : M. Gluckman (sous la dir.), *Ideas and Procedures in African Customary Law*, Oxford University Press, 1969, pp. 169-178

MAD-82. F. ESOAVELOMANDROSO, « L'influence des 'coutumes', considérées en tant qu'habitudes, dans le droit positif malgache », *Revue juridique de l'océan Indien* 2020 (n° 27), pp. 165-181 [Lien]

MAD-83. J. FAUBLÉE, « Notes sur quelques points du droit coutumier du Sud de Madagascar », in : J. Poirier (sous la dir.), *Études de droit africain et de droit malgache*, éd. Cujas, 1965, pp. 27-48

MAD-84. A. GAMON, « Notes de droit coutumier malgache », *Dareste* 1909, 2, pp. 13-16 [Lien]

MAD-85. J. GAUDEMET, « Droit romain et coutumes malgaches », in : *Droits de l'antiquité et sociologie juridique. Mélanges Henri Lévy-Bruhl*, éd. Institut de droit romain, 1959, pp. 367-371

MAD-86. J. HÉBERT, « Les serments coutumiers et le droit », in : J. Poirier (sous la dir.), *Études de droit africain et de droit malgache*, éd. Cujas, 1965, pp. 95-150

MAD-87. G. JULIEN, « Questions de droit malgache », in : R. Maunier (sous la dir.), *Études de sociologie et d'ethnologie juridique. Conférences 1931*, Domat-Montchrestien, 1931, pp. 55-71

MAD-88. B. MAGNES, « Essai sur les institutions et la coutume des Tsimihety », *Bulletin de Madagascar* 1953 (n° 89), pp. 3-95

MAD-89. E. NJARA, « Le droit canon, le droit musulman et le droit malgache à travers le système romano-germanique », *Bulletin de l'Académie malgache* 2007 (vol. 86), pp. 35-70

MAD-90. E. NJARA, « L'intégration des coutumes dans le droit moderne à Madagascar », *Bulletin de l'Académie malgache* 2006 (vol. 85), pp. 35-62 (également reproduit in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 73-123)

MAD-91. J. POIRIER, « Les projets de rédaction des coutumiers juridiques de l'Afrique noire », *Journal des tribunaux d'outre-mer* 1958 (vol. 9), pp. 177-179

MAD-92. H. RAHARIJAONA, « Codification, coutumes et développement », *Bulletin de Madagascar* 1969 (n° 273), pp. 189-199

MAD-93. H. RAHARIJAONA, « Le droit et la coutume de l'indépendance à la révolution », *Comptes rendus trimestriels des séances de l'Académie des Sciences d'Outre-mer* 1977 (vol. 37), pp. 483-496

MAD-94. A. RAMANGASOAVINA, « Du droit coutumier aux codes modernes malgaches », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1962, pp. 327-347 (également reproduit in : *Bulletin de Madagascar* 1962 [n° 198], pp. 927-948)

MAD-95. S. RANDRIANAHINORO, « Trois institutions du droit malgache : le *misintaka*, le *masimandidy* et le *heriny* », *Droit et cultures* 1989 (n° 18), pp. 185-192

MAD-96. J. VALETTE, « Note sur une coutume betsimisaraka du XVIII[e] siècle : les Vadinebazaha », *Cahiers du Centre d'études des coutumes* 1967 (vol. 3), pp. 49-55

MAD-97. H. VIDAL, « La cour d'appel de Tananarive et les coutumes malgaches de 1897 à 1960 », *Cahiers du Centre d'études des coutumes* 1966 (vol. 2), pp. 1-184

→ sur l'influence des coutumes en droit des personnes et de la famille ainsi qu'en droit rural, v. *infra* réf. **MAD-464 et s.** ainsi que **MAD-885 et s.**

D. DOCTRINE JURIDIQUE ET ENSEIGNEMENT DU DROIT | *LEGAL SCHOLARSHIP AND LEGAL EDUCATION*

MAD-98. F. ESOAVELOMANDROSO, « Jurisprudence et doctrine. Juges et universitaires… », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 59-66

MAD-99. J.-M. GUTH, « L'Institut d'études judiciaires malgaches », *Revue de Madagascar. Nouvelle Série* 1961 (n° 13), pp. 27-29

MAD-100. J.-C. PERRIN, « Les recherches de l'École de droit », *Bulletin de l'Académie malgache* 1960, pp. 5-11 (également reproduit in : *Bulletin de Madagascar* 1960 [n° 166], pp. 197-206)

MAD-101. H. RAHARIJAONA, « La réhabilitation de l'histoire du droit et de la sociologie juridique dans l'enseignement du droit privé », *Bulletin de l'Académie malgache* 1986 (vol. 64), pp. 137-139

MAD-102. J. VALETTE, « Esquisse d'un guide des sources du droit malgache aux archives de la République malgache », *Bulletin de Madagascar* sept. 1964, pp. 745-758

III. DROIT INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL LAW*

A. DROIT INTERNATIONAL PUBLIC | *PUBLIC INTERNATIONAL LAW*

MAD-103. A. ORAISON, « À propos du différend franco-malgache sur les îles Éparses du canal de Mozambique (La succession d'États sur les îles Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India) », *Revue générale de droit international public* 1981, pp. 465-513

MAD-104. A. ORAISON, « Radioscopie critique de la querelle franco-malgache sur les îles Éparses du canal de Mozambique (La succession d'États sur l'archipel des Glorieuses et sur les îlots Juan de Nova, Europa et Bassas da India) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2010 (n° 11), pp. 145-233 [Lien]

MAD-105. A. ORAISON, « Radioscopie critique du décret français du 1er avril 1960 (À propos du différend franco-malgache sur les îles Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India) », *La Revue MCI* 2015/2016 (n° 72-73), pp. 47-57

MAD-106. C. RAHALISON RAMANANKASINA, « L'action de l'Union européenne à Madagascar : un exemple de la complétude et des travers des relations UE-ACP », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 155-177

MAD-107. R. RANJEVA, « Madagascar et le droit international », *Mondes et cultures : comptes rendus annuels des travaux de l'Académie des sciences d'outre-mer* 1995, pp. 386-396

MAD-108. M. RAVALOSON, « Imbroglio juridique sur les îles Éparses : au-delà du conflit de souveraineté territoriale, une 'guerre des mers' », *La Revue MCI* 2015/2016 (n° 72-73), pp. 58-64

→ sur la protection juridique des investissements pétroliers sur l'île Juan de Nova, v. *infra* réf. **MAD-435**

1. TRAITÉS INTERNATIONAUX | *INTERNATIONAL TREATIES*

MAD-109. D. BARDONNET, *La succession d'États à Madagascar : succession au droit conventionnel et aux droits patrimoniaux*, LGDJ, 1970, 877 pp. (compte-rendu de J. H. SPENCER, in : *American Journal of International Law* 1978 [vol. 69], pp. 212-214)

MAD-110. Y.-S. LIVE, *Le contentieux franco-malgache : îlots et enjeux dans le sud-ouest de l'océan Indien*, mém. IHEI/Paris 2, 1982, 106 pp.

MAD-111. F. MANDIMBIARISOA RABEFITSEHENO, *Colonisation, décolonisation et succession d'États : le cas de Madagascar : contribution à l'étude de la suprématie du droit de la Puissance dominante*, th. Paris 1, 2019 [Lien]

MAD-112. S. ZAFIMAHOVA, *Madagascar dans le tourbillon des relations internationales : au cœur de l'océan Indien*, éd. Orsa plus, 1999, 210 pp.

MAD-113. D. BARDONNET, « La succession aux traités à Madagascar », *Annuaire français de droit international* 1966, pp. 593-730 [Lien]

MAD-114. X. BLANC-JOUVAN, « Les accords franco-malgache de coopération en matière de justice du 27 juin 1960 », in : *JurisClasseur Droit international*, vol. 5, fasc. 598 (1960)

MAD-115. H. CASTONNET des FOSSES, « Les droits de la France sur Madagascar », *Revue de droit international et de législation comparée* 1885 (vol. 17), pp. 413-446 [Lien]

MAD-116. E. CATELLANI, « Les droits de la France sur Madagascar et le dernier traité de paix », *Revue de droit international et de législation comparée* 1886 (vol. 18), pp. 151-158 [Lien]

MAD-117. G. CONAC/G. FEUER, « Les accords franco-malgaches », *Annuaire français de droit international* 1960, pp. 859-880 [Lien]

MAD-118. G. CONAC/G. FEUER, « Les Conventions de coopération entre la République malgache et la République française », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1963 (vol. 1), pp. 111-134 [Lien]

MAD-119. J. DUBOIS de DREUX, « La France à Madagascar », *Revue de droit international et de législation comparée* 1896 (vol. 28), pp. 477-501 [Lien]

MAD-120. G. FEUER, « La révision des accords de coopération franco-africains et franco-malgaches », *Annuaire français de droit international* 1973, pp. 720-739

MAD-121. Ph. LEYMARIE, « Les accords de coopération franco-malgaches », *Revue française d'études politiques africaines* 1972 (n° 78), pp. 55-60

MAD-122. G. MANGIN, « Les accords de coopération en matière de justice entre la France et les États africains et malgache », *Revue juridique et politique d'Outre-mer* 1962, pp. 339-364

MAD-123. A. RAHARINARIVONIRINA, « La convention judiciaire franco-malgache du 4 juin 1973 », in : *JurisClasseur Droit international*, vol. X, fasc. 598 (1987)

MAD-124. R. RANJEVA, « The Malagasy Monarchy and International Law », in : A. K. Mensah-Brown (sous la dir.), *African International Legal History*, UNITAR, 1975, pp. 125-135 [Lien]

MAD-125. Y. ROUVIN, « Madagascar : Note sur l'application des traités internationaux », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1978 (vol. 88), pp. 289-291

MAD-126. J. VALETTE, « Le traité américano-malgache de 1881-1883 », *Bulletin de Madagascar* 1964 (n° 218), pp. 475-517

MAD-127. J. VALETTE, « Le traité anglo-merina du 23 octobre 1817 », *Bulletin de Madagascar* 1964 (n° 222), pp. 881-901

MAD-128. J. VALETTE, « La Convention anglo-malgache sur les témoins (1er juillet 1884) », *Bulletin de Madagascar* 1964 (n° 223), pp. 1041-1046

MAD-129. J. VALETTE, « La Convention anglo-malgache sur les spiritueux (25 mai 1883) », *Bulletin de Madagascar* 1965 (n° 230), pp. 642-650

→ sur les conventions régissant le droit international privé de la famille à Madagascar, v. *infra* réf. **MAD-531 et s.**

→ sur les conventions internationales en matière droit forestier, v. *infra* réf. **MAD-959**

→ sur les conventions internationales régissant le droit du commerce international, v. *infra* réf. **MAD-150 et s.**

2. ORGANISATIONS INTERNATIONALES | *INTERNATIONAL ORGANIZATIONS*

MAD-130. J.-C. MAESTRE, *La République malgache et les organisations africaines*, 1968, 126 pp.

MAD-131. H. RANIRIHARINOSY, « Adhésion de Madagascar à la SADC : quel bilan ? », *Revue de MCI* 2013 (n° 63)

3. DROIT DE LA MER | *LAW OF THE SEA*

MAD-132. Ph. KARPE/M. RANDRIANARISON (sous la dir.), *Recueil de textes sur la Gestion Intégrée des Zones Côtières et marines de Madagascar*, CREONS, 2011, CD-ROM

MAD-133. E. RAMANANKASAINA, *La position de Madagascar à l'égard du droit international de la mer*, th. Paris 10, 1983, 428 pp.

MAD-134. E. RAMBELOSON/M. RATOVOSON, *Code maritime et ses textes d'application*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1987, 448+22 pp.

MAD-135. S. RAMBININTSAOTRA, *Vers la gestion intégrée des zones côtières à Madagascar*, th. Limoges, 2006, 492 pp.

MAD-136. H. BARRAIL, « Le Code maritime de Madagascar », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1968 (vol. 78), pp. 465-486

MAD-137. M. RAKOUTH, « Maritime zones of Madagascar, where do we stand? », *Revue de MCI* 2016 (n° 75)

MAD-138. T. RAMAMONJISOA, « ZES (Zone Économique Spéciale) : Le pourquoi et le comment ? », *Revue de MCI* 2015 (n° 71)

MAD-139. R. RANJEVA, « Les positions de Madagascar à la troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer », *Omaly sy anio (Hier et aujourd'hui). Revue d'études historiques* 1977 (n° 5/6), pp. 61-76

MAD-140. A. TAHINDRO, « The implementation of UNCLOS in the Indian Ocean region: the case of Madagascar », *African Yearbook of International Law* 2004 (vol. 12), pp. 349-435

→ sur le droit de la mer dans l'océan Indien, v. *infra* réf. **TRV-33 et s.**

B. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ | *PRIVATE INTERNATIONAL LAW*

MAD-141. C. BERNARDIN, « Regard critique sur le droit international prive malgache, prévue par l'ordonnance n° 62-041 du 19 septembre 1962 », *Revue de MCI* 2009 (n° 46)

MAD-142. M. RAJAONARY, « Les notifications internationales et exécution d'actes : les difficultés propres à Madagascar », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 163-168

1. CONFLIT DE LOIS | *CONFLICT OF LAWS* […]

2. CONFLIT DE JURIDICTIONS | *INTERNATIONAL PROCEDURAL LAW* […]

MAD-143. H. ANDRIANARISON, « Quelle est la procédure d'exequatur d'un jugement étranger ? », *Revue de MCI* 2011 (n° 54)

MAD-144. G. JAONARY, « L'exéquatur d'un jugement étranger à Madagascar », *Revue de MCI* 2010 (n° 49)

3. DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL COMMERCIAL LAW*

MAD-145. P. ANDRIAMIALISON/C. RAJAONARISON, « Madagascar et les traités sur le droit du commerce international : état des lieux et perspectives », *Revue de MCI* 2010 (n° 49)

MAD-146. V. ANDRIANIRINA, « Madagascar et le droit du commerce international », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 18)

MAD-147. S. DAMY, « De la nécessite de la refonte du droit de l'exportation à Madagascar », *Revue de MCI* 2015 (n° 71)

MAD-148. Ph. DELEBECQUE, « Le droit du commerce international à Madagascar », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1997-1998 (vol. 15), pp. 123-133

MAD-149. A. RAHARINARIVONIRINA, « La notion d'internationalité et ses incidences sur le contrat », *Revue de MCI* 2011 (n° 56) et 2012 (n° 57)

MAD-150. T. RAJOANA/A.-S. BOULAY, « L'état de ratification par Madagascar des conventions internationales relatives au droit des affaires », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2003 (n° 1)

MAD-151. RAMAROLANTO-RATIARAY, « L'OHADA, attractivité et enjeux, le point de vue d'un juriste malgache », *Annales droit (nouvelle série)* 2012 (n° 1), pp. 105-112

MAD-152. A. RAOILY, « De l'adhésion de Madagascar à la Convention de Vienne sur la vente internationale des marchandises de 1980 : quelles nouveautés dans la pratique des affaires ? », *Revue de MCI* 2012 (n° 60)

MAD-153. T. RAZAFIARINELINA, « Une convention à ratifier par Madagascar : La Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises ou CVIM. Quels avantages ? », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 39/40)

MAD-154. J.-B. SEUBE, « L'appropriation de la Convention sur la vente internationale de marchandises [par les juristes malgaches] », *Revue de MCI* 2015 (n° 71) (également reproduit in : *Revue Droit et Société [Université de Mahajanga]* 2019, pp. 6-10)

→ sur le droit malgache des investissements, v. *infra* réf. **MAD-425 et s.**

→ sur l'arbitrage en droit malgache, v. *infra* réf. **MAD-782 et s.**

4. DROIT DE LA NATIONALITÉ ET DES ÉTRANGERS | *NATIONALITY LAW AND LEGAL STATUS OF FOREIGN CITIZENS*

MAD-155. R. BILBAO, *Le droit malgache de la nationalité*, th. Paris, éd. Cujas, coll. Études malgaches, 1965, 208 pp.

MAD-156. A. ZATZEPINE, *Le droit de la nationalité des Républiques francophones d'Afrique et de Madagascar*, LGDJ, 1963, 150 p.

MAD-157. T. ANDRIAMISAMANANA, « Quelle est la procédure de naturalisation à la nationalité malgache ? », *Revue de MCI* 2012 (n° 57)

MAD-158. D. BARDONNET, « Les minorités asiatiques à Madagascar », *Annuaire français de droit international* 1964, pp. 127-224 [Lien]

MAD-159. F. BERGE, « La question des Saint-Mariens », *Tribune des colonies et des protectorats* 1924, doctr. pp. 15-18

MAD-160. P. GUY, « La nationalité des descendants d'Asiatiques nés à Madagascar », *Revue juridique et politique de l'Union française* 1958, pp. 182-187

MAD-161. F. KOERNER, « L'accession des Malgaches à la citoyenneté française (1909-1940) : un aspect de la politique d'assimilation aux colonies », *Revue historique* 1969 (n° 491), pp. 77-98

MAD-162. C. McINERNEY, « Accessing Malagasy Citizenship. The Nationality Code and Its Impact on the Karana », *Tilburg Law Review* 2014 (vol. 19), pp. 182-193 [Lien]

MAD-163. O. RAJAERISON/A. RAJAERISON, « Avancées dans le droit de la nationalité malgache », *Revue MCI* 2017 (n° 77)

MAD-164. T. RALAMBOMAHAY, « Pour la refonte de la loi sur la nationalité », *Revue de MCI* 2012 (n° 60)

MAD-165. V. RAVAONALISOA, « Le nouveau régime du visa spécial des Investisseurs », *Revue de MCI* 2007 (n° 41)

MAD-166. R. RAZAFIMANDRANTO, « Le droit de la nationalité malgache », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1971, pp. 523-532

MAD-167. H. RIVIEREZ, « Nationalité et citoyenneté des originaires de l'île Sainte-Marie de Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1971, pp. 533-538

MAD-168. H. SAMBUC, « De la condition juridique des métis nés dans la colonie de Madagascar et dépendances de parents légalement inconnus », *Dareste* 1932, 2, pp. 1-4

MAD-169. F. TERRÉ, « À propos de la nationalité malgache », *Recueil Penant* 1961, pp. 339-346

→ sur l'accès à la propriété foncière par les ressortissants étrangers, v. *infra* réf. **MAD-887**, **MAD-925 et s.**

IV. DROIT PUBLIC | *PUBLIC LAW*

MAD-170. A. FRANÇOIS, *La structuration d'un État malgache au XIX^e^ siècle : de l'apogée du royaume merina à la mise en place du protectorat français*, th. Toulouse 1, 2007, 552 pp.

MAD-171. G. RAFAMATANANTSOA ZAFIMAHERY, *La société malgache et le droit public*, th. Antananarivo, 1962, 261 pp.

MAD-172. R. DELVAL, « Le pouvoir et les atteintes au pouvoir dans l'ancien droit », *Omaly sy anio : revue d'études historiques* 1991-1992 (n° 33-36), pp. 299-308

MAD-173. C. RAHALISON RAMANANKASINA, « Régressions du droit : récurrence et actualité de la menace », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 95-104

MAD-174. S. RAKOTONDRAVEL, « La coutume et l'exercice de l'action publique », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 41-48

MAD-175. J.-M. RASOLONJATOVO, « Pour l'efficacité du contrôle de l'administration à Madagascar, les différents types de contrôle des finances publiques et de l'administration », *Revue de MCI* 2016 (n° 74)

A. DROIT CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LAW*

MAD-176. A. LEVASSEUR, *Madagascar: Legal and Constitutional Reforms*, Center for Institutional Reform and the Informal Sector (IRIS), 1992

MAD-177. RABEARISON, *Les difficiles parcours du pouvoir judiciaire*, TPFLM, 1995, 10 pp.

MAD-178. J.-M. RAKOTOBE, *Étude comparative des Constitutions malgaches de 1959 et 1975*, mém. Aix-Marseille 3, 1977, 127 pp.

MAD-179. « Constitution de Madagascar. Chronologie et documents », in : J. du Bois de Gaudusson/G. Conac/C. Desouches (sous la dir.), *Les constitutions africaines publiées en langue française*, t. 1, Bruylant/La Documentation française, 1998, pp. 379-408

MAD-180. L. ANDRIANIRINA, « Sociogenèse du constitutionnalisme malgache », *Bulletin de l'Académie malgache* 2012 (vol. 91), pp. 229-250

MAD-181. L. ANDRIANIRINA, « Les ordonannces dans la pratique constitutionnelle malgache », *Bulletin de l'Académie malgache* 2012 (vol. 91), pp. 139-149

MAD-182. A. AUER, « Réflexions sur la Constitution de la République démocratique de Madagascar. Introduction », *Bulletin de l'Académie malgache* 1988, pp. 45-52

MAD-183. A. AUER, « Le principe de la séparation des pouvoirs dans les États africains : l'exemple de la Constitution malgache de 1992 », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1994, pp. 233-250

MAD-184. J. du BOIS de GAUDUSSON, « Madagascar », in : F. Reyntjens (sous la dir.), *Constitutiones Africae*, vol. 2, Bruylant, 1989, 59 pp.

MAD-185. C. CADOUX, « La deuxième République malgache. Vers l'édification d'un État de type nouveau », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1975 (vol. 2), pp. 35-78

MAD-186. C. CADOUX, « Madagascar depuis 1985 : vers la Troisième République », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1986-1989 (vol. 11), pp. 137-172

MAD-187. C. CADOUX, « Les années 1990 : de la III^{e} à la IV^{e} République », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1995-1996 (vol. 14), pp. 589-604

MAD-188. C. CADOUX/J. du BOIS de GAUDUSSON, « Madagascar 1979-1981 : un passage difficile », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1980 (vol. 7), pp. 357-387

MAD-189. C. CADOUX/J. du BOIS de GAUDUSSON, « Madagascar 1982-1984 : un tournant dans la révolution ? », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1982-1983 (vol. 9), pp. 353-400

MAD-190. C. CADOUX, « Madagascar. Constitution et régime politique », *Bulletin de l'Institut des Hautes Études d'Outre-Mer* 1966 (n° 4), pp. 5-23

MAD-191. C. CADOUX, « La constitution de la Troisième République malgache », *Politique africaine* 1993 (n° 52), pp. 58-66 [Lien]

MAD-192. C. CADOUX/F. RAVONY, « Madagascar (1960-1990) : constitutions et idéologies », *Madagascar forum* 1990 (n° 2), pp. 1-24 [Lien]

MAD-193. J.-L. CALVET, « Chronique politique et constitutionnelle. Madagascar. 1975 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 347-394

MAD-194. J.-L. CALVET, « Chronique politique et constitutionnelle. Madagascar. 1977 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 (vol. 4), pp. 305-370

MAD-195. J.-L. CALVET, « Chronique politique et constitutionnelle. Madagascar. 1978 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1978 (vol. 5), pp. 319-346

MAD-196. G. FLANZ, « The Republic of Madagascar. Introductory Note », in : *Oxford Constitutions of the World*, Oxford University Press, 1999, 13 pp. [Lien]

MAD-197. J. de GAUDUSSON, « La nouvelle Constitution malgache du 31 décembre 1975 », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1976, pp. 261-299

MAD-198. P. GOUSSOT, « Aspects actuels de la crise malgache », *Revue juridique de l'océan Indien* 2002 (n° 2), pp. 33-42 [Lien]

MAD-199. A. IMBIKI, « Quelle est la loi fondamentale en vigueur pendant la transition ? Réflexion de l'Ancien Garde des Sceaux », *Revue de MCI* 2009 (n° 48)

MAD-200. L. MURACCIOLE, « La révision de la Constitution malgache réalisée par la loi du 6 juin 1962 », *Revue juridique et politique d'Outre-mer* 1962, pp. 425-435

MAD-201. Y. PÉGOURIER, « La loi et le règlement dans la Constitution malgache du 29 avril 1959 », *Revue juridique et politique d'Outre-mer* 1959, pp. 555-572

MAD-202. Ph. RAJAOELISOA, « La perception de l'État de droit comme fondement du pouvoir politique à Madagascar », in : D. Darbon/J. du Bois de Gaudusson (sous la dir.), *La création du droit en Afrique*, Karthala, 1997, pp. 273-291

MAD-203. Ph. RAJAOELISOA, « Réflexions sur la procédure de transition à Madagascar », in : *Actes du II^e Congrès français de droit constitutionnel*, PUB, 1993, 47 pp.

MAD-204. A. R. RAJAONA, « Constitution et démocratisation : du pari jubilatoire au désenchantement. Le cas de la constitution malgache du 19 août 1992 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1992-1994 (vol. 13), pp. 15-89

MAD-205. H. RAKOTOMANANA, « L'exercice du pouvoir réglementaireà la lumière de certains principes constitutionnels », *Revue de MCI* 2009 (n° 47)

MAD-206. F. RASAMOELINA, « Évolution du principe de la séparation des pouvoirs durant la troisième république malgache », *Bulletin de l'Académie malgache* 2009 (vol. 88), pp. 47-52

MAD-207. J. RAVALOSON, « On ne se réclame pas impunément de la démocratie », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001-2002 (n° 2), pp. 44-60 [Lien]

MAD-208. J. RAVALOSON, « L'ordonnance n° 2010-001 du 10 janvier 2010 dite 'relative aux actes de gouvernement' un symbole de la confusion des pouvoirs ordonnancée par le régime de transition », *Revue de MCI* 2010 (n° 49)

MAD-209. A. RAZAFIMANDIMBY, « La transition démocratique de Madagascar : le pari d'un régime parlementaire », in : H. Roussillon (sous la dir.), *Les nouvelles constitutions africaines : la transition démocratique*, Presses de I'IEP de Toulouse, 2^e éd. 1995, pp. 101-108

MAD-210. M.-P. ROY, « Madagascar : la Constitution de la Troisième République du 19 août 1992 », *Revue de la recherche juridique* 1993, pp. 465-488

MAD-211. L. SERMET, « La procédure de destitution présidentielle, le pacte de responsabilité et la Haute Cour Constitutionnelle », *Revue de MCI* 2015 (n° 70)

→ v. aussi le recueil de textes constitutionnels *supra* réf. **MAD-40**

1. INSTITUTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES | *POLITICAL AND ADMINISTRATIVE INSTITUTIONS*

MAD-212. J. BENOIST/C. CADOUX/SINGARAVELOU (sous la dir.), *La Deuxième République malgache*, CEGET/PUAM, 1989, 352 pp.

MAD-213. C. CADOUX, *La République malgache*, coll. Encyclopédie politique et constitutionnelle, série Afrique, éd. Berger-Levrault, 1966, 123 pp.

MAD-214. J. de GAUDUSSON, *L'administration malgache*, Berger-Levrault, 1976, 115 pp. (compte-rendu de C. CADOUX, in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 [vol. 4], pp. 814-815)

MAD-215. G. JULIEN, *Les institutions politiques et sociales à Madagascar*, éd. E. Guilmoto, 1909, 2 vol., 644 + 375 pp. [Lien et Lien]

MAD-216. P. LAUNOIS, *L'État malgache et ses transformations avant le régime français*, th. Paris, Domat Montchrestien, 1932, 131 pp.

MAD-217. M. MASSIOT, *Les institutions politiques et administratives de la République malgache*, Univ. de Madagascar/École nationale de promotion sociale, 1967, 136 pp.

MAD-218. M. MASSIOT, *L'organisation politique, administrative, financière et judiciaire de la République malgache*, éd. de la Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus de Madagascar, 1970, 487 pp.

MAD-219. T. RALAMBOMAHAY, *La loi sur le statut de l'opposition à Madagascar : un mal nécessaire*, L'Harmattan, 2016, 113 pp. (compte-rendu de T. RAZAFINDRABE, in : *Civitas Europa* 2017 [n° 39], pp. 263-266)

MAD-220. P. RANDRIANARISOA/A. L. RAZAFIMAJEFA, *Madagascar : d'une République à l'autre : 1958-1982*, Papeteries de Madagascar, 1991, 260 pp.

MAD-221. J. RAVALOSON, *Transition démocratique à Madagascar*, L'Harmattan, 1994, 175 pp.

MAD-222. J. du BOIS de GAUDUSSON, « Madagascar : Révolution socialiste et réforme des structures administratives et économiques. Premier bilan », *Année africaine* 1978, pp. 269-289

MAD-223. A. BOURDILLON, « Notes sur le droit éminent du souverain à Madagascar », *Bulletin de l'Académie malgache* 1904 (vol. 3), pp. 11-14

MAD-224. J. BOURGEOIS-GAVARDIN, « L'application de la loi-cadre et la réorganisation politique et administrative de Madagascar », *La nouvelle revue française d'outre-mer* 1957 (vol. 49), pp. 149-166

MAD-225. A. BOURGI, « Madagascar : ombres et lumières d'une transition démocratique », *Gazette du Palais* 2 octobre 1998 (n° 275), pp. 6-15

MAD-226. F. JULIEN-LAFERRIERE, « Les institutions de la III^e^ République malgache », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 1994, pp. 635-673

MAD-227. B. MOUNIER, « Caractère des institutions de la République malgache », *Bulletin de Madagascar* 1960 (n° 165), pp. 97-108 et 1960 (n° 167), pp. 281-288

MAD-228. G. RAFAMANTANANTSOA-ZAFIMAHERY, « Le Conseil du Roi dans l'ancienne organisation du Royaume de l'Imerina », *Bulletin de l'Académie malgache* 1966, pp. 137-145

MAD-229. H. RAHARIJAONA, « Bonne gouvernance, État de droit et réformes des institutions publiques à Madagascar », *Mondes et cultures : comptes rendus trimestriels des séances de l'Académie des Sciences d'Outre-mer* 1998, pp. 358 et s.

MAD-230. A. R. RAJAONA, « Un événement constitutionnel inédit à Madagascar : la destitution du Chef de l'État d'un régime parlementaire par l'évocation de la responsabilité politique », *Revue française de droit constitutionnel* 1998, pp. 365-376

MAD-231. C. RAPARISON, « Le Ministère des Lois de 1881 à 1897 », *Revue de Madagascar. Nouvelle Série* 1965 (n° 32), pp. 37-44

MAD-232. B. RAVELOARIJAONA, « L'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques par la Constitution de 2010 », *Revue de MCI* 2011 (n° 53)

MAD-233. J. RAVELOMANANA, « L'histoire des institutions administratives malgaches », *Revue de droit et de jurisprudence de Madagascar* 2000 (n° 2), pp. 32-40

MAD-234. C. RAZAFINDRAKOTO, « Autorité administrative indépendante, entre indépendance et transparence », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 67-84

MAD-235. H. RAZAFINDRATOVO, « The administrative organisation of Madagascar », *New Africa* 1968 (vol. 10), pp. 11-13

2. DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX | *HUMAN RIGHTS LAW*

MAD-236. H. VIDAL, *La séparation des Églises et de l'État à Madagascar (1861-1968)*, LGDJ, 1969, 304 pp.

MAD-237. G. ANDRIANJAFY/J. RAHETILAHY, « Les mécanismes juridiques de protection des droits de la personne en République démocratique de Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1982 (vol. 36), pp. 170-188

MAD-238. H. RAHARIJAONA, « Où en est dans le droit positif malgache la séparation de l'Église et de l'État », *Bulletin de l'Académie malgache* 1996 (vol. 73), pp. 69-73

MAD-239. A. R. RAJAONA, « Les sanctions administratives à la violation des droits fondamentaux. Du déni au pari : l'expérience malgache », in : *L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la Communauté francophone*, éd. AUPELF-UREF, 1994, pp. 635-643

MAD-240. R. RAKOTOBE, « Digitalisation et Données à Caractère Personnel : oraison pour l'institution de la Commission Malagasy de l'Information et des Libertés (CMIL) », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-241. H. RAKOTOMANANA, « Les problématiques liées à la liberté d'expression et au droit à l'information à Madagascar », *Revue de MCI* 2010 (n° 50)

MAD-242. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Les mécanismes non juridictionnels de protection des droits fondamentaux à Madagascar », in : *L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la Communauté francophone*, éd. AUPELF-UREF, 1994, pp. 505-522

MAD-243. R. RANDRIAMAHEFARILALA, « Réflexions sur le devoir de réactivité du juge dans la protection des droits humains consacrés par les conventions internationales, cas de Madagascar », *Revue de MCI* 2016 (n° 76)

MAD-244. L. RANDRIATAVY, « 1948-2018 : la Déclaration universelle des droits de l'homme, 70 ans après, sa mise en œuvre à Madagascar », *Annales droit (nouvelle série)* 2008 (n° 8), pp. 99-142

MAD-245. J. RAVELOMANANA, « Perspective d'histoire du droit sur le silence et la parole à Madagascar », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° 9), pp. 99-109 [Lien]

MAD-246. R. SAINT-JEAN, « Pourquoi la constitution de 2007 a-t-elle supprimé le mot 'laïc' ? », *Bulletin de l'Académie malgache* 2008 (vol. 87), pp. 157-160

MAD-247. L. SERMET, « Les droits de l'homme à Madagascar. Constructions juridiques », in : *Une anthropologie juridique des droits de l'homme : les chemins de l'océan Indien*, éd. des Archives contemporaines, 2009, pp. 122-126

MAD-248. L. SERMET, « La fin de l'engagisme à Sainte-Marie à Madagascar », in : *Cahiers des Anneaux de la Mémoire* 2000 (n° 2), pp. 111-128 (également reproduit sous le titre « Essai sur la suppression de l'engagisme à l'île Sainte-Marie de Madagascar », in : *Cahiers aixois d'histoire des droits de l'outre-mer français* 2004 [n° 2], pp. 121-137 et sous le titre « Technique juridique et humanisme. L'abolition de l'engagisme à Sainte-Marie de Madagascar », in : *Une anthropologie juridique des droits de l'homme : les chemins de l'océan Indien*, éd. des Archives contemporaines, 2009, pp. 171-183)

MAD-249. H. VIDAL, « L'abolition de l'esclavage à Madagascar et l'arrêté du 26 septembre 1896 », *Recueil Penant* 1968, pp. 525-538

MAD-250. H. VIDAL, « L'arrêté du 26 septembre 1896 abolissant l'esclavage à Madagascar », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1978 (vol. 5), pp. 69-93

→ sur la protection de la personne par le droit privé, v. *infra* réf. **MAD-473 et s.**

→ sur la peine de mort, v. *infra* réf. **MAD-819**

3. DROIT PARLEMENTAIRE ET PROCÉDURE LÉGISLATIVE | *PARLIAMENTARY LAW AND LEGISLATIVE PROCEDURE*

MAD-251. L. JAMET, « L'Assemblée Nationale malgache d'octobre 1960 à mai-juin 1968 », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1969 (vol. 6), pp. 178-357 [Lien]

MAD-252. C. MANJAKAVELO, « Le Sénat malgache : octobre 1958 à septembre 1969 », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1970 (vol. 7), pp. 89-271 [Lien]

MAD-253. B. MOUNIER, « Le Parlement de la République malgache », *Revue juridique et politique d'Outre-mer* 1960, pp. 489-550 (également reproduit in : *Bulletin de Madagascar* 1960 [n° 175], pp. 1029-1052 et 1961 [n° 176], pp. 3-38)

MAD-254. A. RAMANGASOAVINA, « Le Sénat et les récentes modifications apportées à la Constitution de la République malgache », *Revue juridique et politique d'Outre-mer* 1963, pp. 130-137

MAD-255. B. RAVELOARIJAONA, « Le contrôle parlementaire à travers les lois de parlement est-il en veilleuse ? », *Revue de MCI* 2012 (n° 58)

4. DROIT ÉLECTORAL | *ELECTORAL LAW*

MAD-256. A. R. RAJAONA, « Le juge, les urnes et la rue. Figures judiciaires et variations juridiques autour de la crise politique malgache (janvier-juin 2002), *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2003, pp. 391-444

MAD-257. I. RAHARINAIVO/A. ROUSSEAU, « Contentieux des élections municipales à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1968, pp. 293-312

MAD-258. H. RAKOTOMANANA, « L'élection du président de la IV^{ème} République : quel imbroglio juridique ! », *Revue de MCI* 2013 (n° 63)

MAD-259. L. RANDRIATAVY, « Transparence des élections et secret du scrutin. Le nouveau cadre juridique général des élections à Madagascar », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 25-47

MAD-260. F. ROUBAUD, « Démocratie électorale et inertie institutionnelle à Madagascar », *L'Afrique politique 2001*, Karthala, CAEN, 2001, pp. 85-98

5. CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LITIGATION*

MAD-261. R. RAJAONA, « La juridiction constitutionnelle à Madagascar », *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1992, pp. 111-157

MAD-262. J. E. RAKOTOARISOA, « La Haute Cour Constitutionnelle et l'État de droit », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 285-290

MAD-263. L. SERMET, « Juge et crise à Madagascar : contributions de la Haute Cour Constitutionnelle », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les états du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 123-144

MAD-264. L. SERMET, « Reflections on transitional constitutional law in the light of the jurisprudence of the constitutional courts of the Comoros and Madagascar », in : J. de Visser/N. Steytler/D. Powell (sous la dir.), *Constitution-Building in Africa*, Nomos, 2015, pp. 182-199

B. DROIT ADMINISTRATIF | *ADMINISTRATIVE LAW*

1. DROIT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL | *GENERAL ADMINISTRATIVE LAW*

MAD-265. G. LEJAMBLE, *Cours de droit administratif général*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1983

MAD-266. J. du BOIS de GAUDUSSON, « Chroniques des réformes administratives », *Année africaine* 1981 (vol. 19), pp. 78-163, spéc. pp. 108-113

MAD-267. N. COURTIN, « Du gouvernement royal des Hauts Plateaux à l'État colonial français. L'émergence de dispositifs de polices à Madagascar », *Crime, Histoire & Sociétés* 2011 (vol. 15), pp. 77-95 [Lien]

MAD-268. F. MODERNE, « Quelques aspects de la responsabilité administrative à Madagascar : à propos de l'arrêt de la Chambre Administrative de la Cour Suprême de Madagascar (Vve Thomas-Dayet c/ État malgache, du 21 décembre 1963) », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1965 (vol. 2), pp. 129-147 [Lien]

MAD-269. E. NJARA, « Le *Dinan'ny fandriampahalemena* ou chartes de la sécurité publique », *Droit et cultures* 1993 (n° 26), pp. 221-234 (également reproduit in : *Bulletin de l'Académie malgache* 1997, pp. 25-38)

MAD-270. C. RAHALISON RAMANANKASINA, « Responsabilité administrative : repenser la distinction faute de service – faute personnelle pour une meilleur protection des administrés », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 45-60

2. DROIT DES SERVICES PUBLICS | *PUBLIC SERVICE LAW*

MAD-271. C. RAHALISON RAMANANKASINA, « Les allées de la consécration et de l'évanescence de la transparence administrative à Madagascar », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 85-106

3. DROIT ADMINISTRATIF DES BIENS | *PUBLIC PROPERTY LAW*

MAD-272. M. RAKOTO, *Manuel pratique du domaine de l'État et de l'expropriation pour cause d'utilité publique / Miampy ny lalana momba ny fananan-tany voadika sy hazavaina amin'ny teny malagasy*, éd. Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus malgaches, 1968, 293 pp.

MAD-273. M. RAJAONARY, « L'expropriation pour cause d'utilité publique à travers la jurisprudence malgache », *Revue de droit et de jurisprudence de Madagascar* 1999, pp. 49-55

- v. aussi le recueil de textes relatifs au régime domanial et à l'expropriation *supra* réf. **MAD-27 et s.**

→ sur le droit foncier, v. *infra* réf. **MAD-885 et s.**

4. DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (ADMINISTRATION LOCALE) | *LOCAL GOVERNMENT*

MAD-274. J. COMTE, *Les communes malgaches*, éd. Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus malgaches, 1963, 170 pp.

MAD-275. J. COMTE, *Les communes à Madagascar*, Univ. de Madagascar/École nationale de promotion sociale, coll. Guides d'initiation active au développement, 1967, 104 pp.

MAD-276. G. LEJAMBLE, *La commune de Tananarive. Essai d'étude juridique et politique de la capitale de la République malgache*, th. Tananarive, 1967, 315 pp.

MAD-277. M. MASSIOT, *L'Administration publique à Madagascar : évolution de l'organisation administrative territoriale de Madagascar, de 1896 à la proclamation de la République malgache*, LGDJ, 1971, 472 pp.

MAD-278. T. H. ANDRIAMIFIDY, « Démocratie locale et décentralisation à Madagascar. Essai sur la notion d'impératif de citoyenneté dans la gouvernance locale », *Revue juridique de l'océan Indien* 2019 (n° 26), pp. 185-204 [Lien]

MAD-279. A. BERTRAND *et al.*, « Contre un retour aux barrières : quelle place pour la gestion communautaire dans les nouvelles aires protégées malgaches ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* 2012 (n° 257), pp. 85-123 [Lien]

MAD-280. C. CADOUX, « Les nouveaux aspects de l'organisation administrative locale à Madagascar », *Actualité juridique. Droit administratif* 1965, pp. 76-93

MAD-281. P. M. GAUDEMET, « La provincialisation de Madagascar », *Revue juridique et politique de l'Union française* 1958, pp. 295-311

MAD-282. P. MONTAGNE, « Transfert de gestion, gestion locale et décentralisation à Madagascar », in : A. Bertrand/P. Montagne/A. Karsenty (sous la dir.), *L'État et la gestion locale durable des forêts en Afrique francophone et à Madagascar*, L'Harmattan, 2006, pp. 405-431

MAD-283. A. R. RAJAONA, « Madagascar : fédéralisme versus décentralisation ? En attendant Godot… », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1997-1998 (vol. 15), pp. 51-68

MAD-284. T. RAJAONARIVELO, « Commentaires sur la loi n° 2014-020 sur les collectivités territoriales décentralisées », *Revue de MCI* 2015 (n° 70)

MAD-285. A. RAMANGASOAVINA/J. POIRIER, « La commune malgache devant les problèmes sociologiques du développement », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1968, pp. 189-204

MAD-286. R. RANJEVA, « Aspects juridiques originaux de la commune malgache », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1968, pp. 249-262

MAD-287. SOCIETE MALGACHE D'ÉTUDES JURIDIQUES, « La vocation de la commune malgache et le développement », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1968, pp. 205-248

→ sur les aspects financiers de la gestion communale, v. *infra* réf. **MAD-352**

Dossier bibliographique : « Le fokon'olona »[1]
Bibliographical Portfolio: The fokon'olona[2]

MAD-288. F. ARBOUSSET, *Le Fokon'olona à Madagascar*, th. Paris, Domat Montchrestien, 1950, 306 pp.

MAD-289. G. CONDOMINAS, *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, Berger-Levrault, 1961 (rééd. 1991), 231 pp. [Lien]

MAD-290. P. DELTEIL, *Le Fokon'olona (commune malgache) et les conventions de Fokon'olona*, th. Paris, Domat-Montchrestien, 1931, 111 pp.

MAD-291. A. IMBIKI, *Le « fokonolona et le « dina » – Institutions traditionnelles modernisées au service de la sécurité publique et de la justice populaire à Madagascar*, éd. Jurid'ika, 2011, 200 pp.

MAD-292. G. LEJAMBLE, *Le Fokonolona et le pouvoir*, mém. Tananarive, 1963, 79 pp. (compte-rendu d'E. THÉBAULT, in : *Bulletin de Madagascar* 1964 [n° 214], pp. 265-267)

MAD-293. L. PAIN, *De l'institution du Fokon'olona à Madagascar*, th. Poitiers, Masson, 1910, 155 pp.

MAD-294. Y. PRATS, *Le développement communautaire à Madagascar*, th. Paris, LGDJ, 1972, 414 pp.

MAD-295. G. RABEMANANTSOA, *Les compétences locales à Madagascar ou le Fokononolona, institution locale, comme instrument de pouvoir*, th. Paris 13, 1990, 554 pp.

MAD-296. G. RAKOTOMANGA, *Fokonolisme et droit de propriété*, mém. Tananarive, 1976, 179 pp.

MAD-297. C. RANAIVO, *Le Fokon'olona rural / Ny Fokonolona Ambanivohitra*, Impr. de l'Imerina, 1950, 49 pp.

MAD-298. E. APPOLIS, « Les fokon'olona, municipes ruraux de Madagascar », *Annales de l'Université de Madagascar – Lettres et sciences humaines* 1963, pp. 39-43 [Lien]

MAD-299. F. ARBOUSSET, « Le fokon'olona à Madagascar », *Revue juridique et politique* de *l'Union française* 1950, pp. 472-533

[1] Le terme « fokon'olona » désigne les communautés villageoises de la partie nord des hauts plateaux centraux de Madagascar, réunissant les membres d'un ou plusieurs clans et bénéficiant d'une large autonomie de gestion.

[2] *A* fokon'olona *is a rural community located in the northern part of the central highlands of Madagascar with members of one or more tribes, enjoying an extended degree of autonomy.*

MAD-300. F. ARBOUSSET, « Les collectivités autochtones rurales à Madagascar », *Penant. Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes* 1951, doctr. pp. 29-56

MAD-301. L. AUJAS, « Une convention de Fokon'olona à Tananarive (1884) », *Bulletin de l'Académie malgache* 1908 (vol. 6), pp. 59-72

MAD-302. J. du BOIS de GAUDUSSON, « Propos sur les aspects idéologiques et institutionnels des récentes réformes des Fokonolona : Le Fokonolona en question », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1978 (vol. 5), pp. 17-36

MAD-303. J. DEZ, « Le Fokonolona Malgache : institution désuète ou cellule de développement ? », *Cahiers de l'I.S.E.A.* 1965 (n° 160), *Série V* (n° 8), pp. 189-252

MAD-304. J. DEZ, « Première structure malgache d'encadrement rural : le Fokonolona », *Asie du Sud-Est et monde insulindien* 1975 (vol. 6), pp. 31-69

MAD-305. O. HATZFELD, « A propos des Fokon'olona », *Le Monde non chrétien* 1951 (n° 19), pp. 276-283

MAD-306. J. JÉGOU, « Le fokonolona malgache, structure irréductible au droit public », *Afrique contemporaine* 1982 (n° 124), pp. 2-11

MAD-307. G. JULIEN, « Les réformes de 1889 : l'autonomie des Fokon'olona et les règlements des gouverneurs de l'Imerina », *Bulletin de l'Académie malgache* 1902, pp. 23-32

MAD-308. P. LEYMARIE, « Le fokonolona : la voie malgache du socialisme », *Revue française d'études politiques africaines* 1975, pp. 42-62

MAD-309. F. MODERNE, « Étude comparative de deux institutions socialistes du développement rural dans l'océan Indien : le *fokonolona* malgache et le village *ujamaa* tanzanien », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1974 (vol. 1), pp. 235-359

MAD-310. H. RAHARIJAONA, « Le droit malgache et les conventions de fokonolona », in : J. Poirier (sous la dir.), *Études de droit africain et de droit malgache*, éd. Cujas, 1965, pp. 49-71 (également reproduit sous le titre « Les conventions du 'Fokonolona', le droit malgache et le développement rural », in : *Bulletin de Madagascar* 1964 [n° 220], pp. 717-740)

MAD-311. A. R. RAJAONA, « Le Dinam-Fokonolona, mythe, mystique ou mystification ? », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1980 (vol. 7), pp. 145-167

MAD-312. C. RANAIVO, « Les expériences de Fokonolona à Madagascar », *Le Monde non chrétien* 1949 (n° 10), pp. 133-148

MAD-313. L.-P. RANDRIAMAROLAZA, « Fokonolona et cognatisme à Madagascar », *Omaly sy anio (Hier et aujourd'hui). Revue d'études historiques* 1986 (n° 23/24), pp. 17-34

MAD-314. S. RANDRIANAHINORO, « La justice civile rendue par les *fokonolona* à Madagascar », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1991 (vol. 101), pp. 181-189

MAD-315. A. ROUSSEAU, « Fokonolona, collectivité locale malgache », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1968, pp. 263-292

MAD-316. G. SERRE-RATSIMANDISA, « Théorie et pratique du 'Fokonolona' moderne à Madagascar », *Revue canadienne des études africaines/ Canadian Journal of African Studies* 1978 (vol. 12), pp. 37-58 [Lien]

→ sur le statut des femmes dans le Fokonolona, v. *infra* réf. **MAD-491**

5. DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE | *PUBLIC EMPLOYMENT LAW*

MAD-317. J.-C. MAESTRE, « Aspects originaux de la fonction publique malgache », *Annales malgaches* 1967, pp. 165-223

MAD-318. T. RAJAONA/L. RANDRIATAVY, « Les conflits d'intérêts dans la vie publique », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 117-124

MAD-319. V. RAMANITRA, « Réflexion sur l'application des expressions 'dans l'exercice de ses fonctions' et 'à l'occasion de l'exercice de ses fonctions' en droit malgache », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1973, pp. 849-864

6. PROCÉDURE ADMINISTRATIVE CONTENTIEUSE | *LITIGATION BEFORE ADMINISTRATIVE COURTS*

MAD-320. *Le contentieux administratif en pratique*, éd. Jurid'ika, 2013, 123 pp.

MAD-321. J.-P. MASSERON, *La justice administrative à Madagascar*, éd. Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus malgaches, 1963, 294 pp.

MAD-322. J. RAMBELOARISON, *Le contrôle juridictionnel de l'administration à Madagascar*, th. Paris 1, 1984

MAD-323. M. ANDRIAMAROSON, « Le juge administratif malgache : entre redevabilité et recherche de légitimité », *Annales droit (nouvelle série)* 2015 (n° 4), pp. 45-50

MAD-324. M. ANDRIANAIVOSOA, « La collégialité des juges administratifs et le juge statuant seul », *Revue de MCI* 2012 (n° 57)

MAD-325. Ph. ANDRIANJANAHARY, « De la chambre administrative au Conseil d'État », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 91-112

MAD-326. D. BARDONNET, « La juridiction administrative à Madagascar », *Actualité juridique. Droit administratif* 1962, pp. 396-408

MAD-327. J. du BOIS de GAUDUSSON, « Analyse d'une divergence de jurisprudence entre la chambre administrative de la Cour suprême de Madagascar et la juridiction administrative française », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1972 (vol. 8), pp. 49-64 [Lien]

MAD-328. R. PORCHER, « Améliorer l'efficacité de la justice administrative à Madagascar – Point de vue d'un étranger », *Revue de MCI* 2010 (n° 50)

MAD-329. I.-L. RAHARINAIVO, « Quelques aspects de la procédure devant la Chambre administrative de la Cour suprême », *Bulletin de Madagascar* 1965 (n° 232), pp. 781-786

MAD-330. L. RAKOTO, « Légalité des justiciables devant le juge administratif », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 23-32

MAD-331. H. RAKOTOMANJAKA, « Les moyens d'actions contre une décision illégale », *Revue de MCI* 2008 (n° 43)

MAD-332. R. RAMIADANARIVELO, « Le contentieux administratif : l'entreprise face à l'administration », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 38)

MAD-333. T. RANDRIANARIMANANA, « Commentaire d'un juge sur la justice administrative à Madagascar : critiques et perspectives », *Revue de MCI* 2012 (n° 58)

MAD-334. T. RANDRIANARIMANANA, « Le Tribunal administratif à Madagascar, une juridiction administrative de proximité ? Bilan et perspectives », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 129-137

MAD-335. T. RANDRIANARIMANANA, « Le juge administratif malgache : entre redevabilité et recherche de légitimité », *Annales droit (nouvelle série)* 2015 (n° 4), pp. 105-110

MAD-336. L. RANDRIATAVY, « Le juge administratif et la protection des libertés publiques », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 117-128

MAD-337. H. RASOARIVELO, « L'exécution des décisions de la juridiction administrative », *Revue de MCI* 2012 (n° 59)

MAD-338. H. RASOARIVELO, « Bilan et perspectives au niveau du Conseil d'État », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 139-144

MAD-339. A. RAZAFINDRAKOTO, « Procès équitable devant le juge administratif, protecteur des droits des administrés », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 33-36

MAD-340. M. RAZAFINDRAKOTO, « Les juridictions administratives : blocage ou facteur de développement ? », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 113-128

MAD-341. M. RAZAFINDRAKOTO, « L'administration en action, face au droit », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 61-64

MAD-342. R. RAZAKANAIVO, « L'exécution des décisions de justice », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 37-52

MAD-343. A. ROUSSEAU, « La juridiction administrative à Madagascar », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1971, pp. 281-311

MAD-344. J. A. TSARALEHA, « De la pertinence de l'action du juge administratif », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 87-90

C. DROIT FISCAL, DROIT DOUANIER ET FINANCES PUBLIQUES | *TAX LAW, CUSTOMS LAW AND BUDGETARY LAW*

MAD-345. F. ALBAFOUILLE, *Le contrôle des comptes à Madagascar*, Imprimerie nationale, 1964, 170 pp.

MAD-346. A. HENINTSOA TOLOJANAHA, *Le système fiscal malgache*, th. Paris 2, 1989, 285 pp.

MAD-347. C. MANJAKAVELO, *La mission de la Chambre des comptes de Madagascar*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1988, 114 pp.

MAD-348. R. RABETAFIKA, *Réforme fiscale et Révolution socialiste à Madagascar*, L'Harmattan, 1990, 189 pp.

MAD-349. Z. RASAMOELINA, *Les transformations du contentieux fiscal à Madagascar*, th. Paris 1, 2016

MAD-350. E. ALBAFOUILLE, « Note sur le contrôle des finances publiques », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1968 (vol. 5), pp. 131-138 [Lien]

MAD-351. E. ALBAFOUILLE, « Naissance de la Chambre des comptes des Cours suprêmes en Côte d'Ivoire et à Madagascar », in : G. Conac (sous la dir.), *Les Cours suprêmes en Afrique*, Economica, 1987, pp. 90-98

MAD-352. E. ALBAFOUILLE/J. RAYMOND/G. JEAN, « Aspects financiers de la gestion communale à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1968, pp. 285-292

MAD-353. R. ANDRIANANDRASANA, « Vers une dématérialisation du contrôle juridictionnel des comptes publics : cas de la Cour des Comptes », *Revue de MCI* 2016 (n° 76)

MAD-354. L. ANDRIANASOLO, « Loi de finances. Budget de l'État : modes d'emploi ? (1ère partie) », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 28/29)

MAD-355. L. ANDRIANASOLO, « Loi de finances : présentation et analyse (suite) », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 30)

MAD-356. S. ANDRIANJATOVO, « Présentation de la loi de finances 2009 », *Revue de MCI* 2008 (n° 44)

MAD-357. M. ANDRIANOMENJANAHARY, « L'ordonnance n° 2009-014 du 31 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010 », *Revue de MCI* 2009 (n° 48)

MAD-358. L. ANDRIANTAHINA, « De la contribution d'une juridiction des comptes au développement d'un pays neuf », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1970 (vol. 7), pp. 7-17 [Lien]

MAD-359. A. BEHAJA, « Le régime du contentieux fiscal à Madagascar : un dispositif hautement préjudiciable aux contribuables ? », *Revue de MCI* 2013 (n° 63)

MAD-360. A. BEHAJA, « La Loi de Finances 2015 : la IVe République à la reconquête de l'estime des contribuables », *Revue de MCI* 2014 (n° 68)

MAD-361. A. BERTRAND/P. MONTAGNE, « Domanialité, fiscalité et contrôle : la gouvernance locale contractuelle des ressources renouvelables dans un contexte de décentralisation (Niger, Mali et Madagascar) », *Mondes en Développement* 2008 (n° 141), pp. 11-28 [Lien]

MAD-362. G. JACOB, « Gallieni et l'impôt 'moralisateur' à Madagascar : théorie, pratiques et conséquences (1901-1905) », *Revue française d'histoire d'outre-mer* 1987, pp. 431-473

MAD-363. M. JANET, « La fiscalité des entreprises à Madagascar », in : *Actes du Colloque scientifique international sur le droit des affaires/ droit de développement*, éd. Académie malgache, 1991, 20 pp.

MAD-364. L. PHILIP, « La fiscalité malgache et ses récentes modifications », *Revue économique de Madagascar* 1967, pp. 215-253 [Lien]

MAD-365. R. RABARINIRINARISON, « Quid du contrôle des deniers publics à Madagascar », *Revue de MCI* 2013 (n° 63)

MAD-366. M. RAKOTOARISOA, « Les juridictions financières malgasy : Regard rétrospectif et vision d'avenir », *Annales droit (nouvelle série)* 2015 (n° 4), pp. 69-73

MAD-367. RAKOTOMANATSOA, « Le régime fiscal des établissements stables et des bureaux de représentation étrangers à Madagascar », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2003 (n° 2)

MAD-368. RAKOTOMANATSOA, « Jeu et enjeux de la convention d'établissement », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 25)

MAD-369. A. RAKOTOMANGA, « Les réformes fiscales de la loi de finances 2007 », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 35)

MAD-370. A. RAKOTOMANGA, « Impôt sur les bénéfices des sociétés », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 36)

MAD-371. A. RAKOTOMANGA, « Un nouveau mode d'imposition introduit par le PCG 2005 : les impôts différés », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 37)

MAD-372. A. RAKOTOMANGA, « Les modalités d'application de l'amnistie fiscale », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 38)

MAD-373. A. RAKOTOMANGA, « Présentation de la loi de finances 2008 », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 39/40)

MAD-374. H. RAKOTOMANGA, « La fiscalité des expatriés français », *Revue de MCI* 2015 (n° 71)

MAD-375. H. RAKOTOMANGA, « Commentaires sur le nouveau décret d'application de loi sur les zones franches », *Revue de MCI* 2015 (n° 71)

MAD-376. H. RAKOTOMANGA, « Commentaire sur le remboursement de crédit de taxe », *Revue de MCI* 2016 (n° 76)

MAD-377. H. J. RAKOTOMANJAKA, « Le nouvel IRSA selon la loi de finances 2009 », *Revue de MCI* 2009 (n° 45)

MAD-378. E. RAKOTONDRAMANA, « La fiscalité de la succession, un outil de création et de régulation de richesse », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 13)

MAD-379. E. RAKOTONDRAMANA, « Les garanties du recouvrement des créances fiscales », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 19)

MAD-380. E. RAKOTONDRAMANA, « La taxe sur la valeur ajoutée sur les transactions immobilières », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 20/21)

MAD-381. V. RANDRIANARISOA, « Les nouvelles dispositions fiscales de la loi de finances 2004 », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2003 (n° 3/4)

MAD-382. V. RANDRIANARISOA, « Commentaire de la loi n° 2003-026 du 27 août 2003 portant sur la détaxation des tarifs douanier et fiscal », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 8)

MAD-383. V. RANDRIANARISOA, « La fiscalité écologique appliquée aux activités industrielles à Madagascar », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 14/15)

MAD-384. H. RASOARIVELO, « Quel est le rôle du juge dans un contentieux fiscal ? », *Revue de MCI* 2014 (n° 65/66 et n° 68)

MAD-385. H. RASOARIVELO, « Cohérence et incohérences dans l'application du droit : le cas de la protection des droits du contribuable dans les procédures fiscales », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 77-82

MAD-386. J. RAVALOSON, « Le nouveau régime des zones et entreprises franches », *Revue de MCI* 2008 (n° 42)

MAD-387. J. RAVALOSON, « À propos du consentement à l'impôt et de l'édiction d'une 'loi de finances 2010' », *Revue de MCI* 2009 (n° 48)

MAD-388. B. RAVELOARIJAONO, « Les investissements publics à travers la loi de finances pour 2008 », *Revue de MCI* 2008 (n° 42)

MAD-389. B. RAVELOARIJAONO, « La notion d'investissement public au regard du droit budgétaire », *Revue de MCI* 2008 (n° 44)

MAD-390. B. RAVELOARIJAONO, « Le conseil de discipline budgétaire et financière, un organe de répression en veilleuse », *Revue de MCI* 2010 (n° 49)

MAD-391. B. RAVELOARIJAONO, « Réflexions critiques sur le recours dans le cadre de la loi organique relative à la loi de finances », *Revue de MCI* 2011 (n° 54)

MAD-392. B. RAVELOARIJAONO, « Le débat comptable, une fausse sanction pécuniaire ? », *Revue de MCI* 2011 (n° 55)

MAD-393. B. RAVELOARIJAONO, « La gestion de fait des deniers publics ou règlements », *Revue de MCI* 2011 (n° 56)

MAD-394. B. RAVELOARIJAONO, « Les tribunaux financiers, un levier pour la gouvernance locale », *Revue de MCI* 2012 (n° 60)

MAD-395. B. RAVELOARIJAONO, « Le cinquantenaire de la juridiction des comptes malgache », *Revue de MCI* 2014 (n° 67)

MAD-396. P. G. RAVELOMANATSOA, « Fiscalité des échanges régionaux (COI, SADC, COMESA) », *Revue de MCI* 2008 (n° 42)

MAD-397. C. RAVONJIARISON, « Les immobilisations acquises en crédit-bail selon le PCG 2005 », *Bulletin* juridique *et fiscal de MCI* 2006 (n° 34)

MAD-398. J. RAZAFIARIJAONA, « La fiscalité malgache », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 22/23)

→ sur la fiscalité foncière, v. *infra* réf. **MAD-924**, **MAD-944** et **MAD-962**

→ sur la fiscalité minière, v. *infra* réf. **MAD-450**

D. DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE | *PUBLIC BUSINESS LAW*

MAD-399. M. RAMAHOLIMIHASO, « Le contrôle légal des entreprises », in : *Actes du Colloque scientifique international sur le droit des affaires/droit de développement*, éd. Académie malgache, 1991, 14 pp.

1. CONTRATS ADMINISTRATIFS | *ADMINISTRATIVE CONTRACTS*

MAD-400. M. ANDRIAMITISIRIONY, « Brèves réflexions sur les sanctions coercitives dans les marchés publics », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 19)

MAD-401. G. JAONARY, « Le contrat administratif en dix questions », *Revue de MCI* 2009 (n° 48)

MAD-402. Ph. KARPE, « Les nouveaux outils contractuels de régulation publique de la filière charbon », in : P. Montagne/S. Razafimahatratra/A. Rasamindisa/R. Crehay (sous la dir.), *Arina. Le charbon de bois à Madagascar entre demande urbaine et gestion durable*, CITE, 2010, pp. 53-62

MAD-403. R. RABARINIRINARISON, « Regard sur l'attribution des marchés publics à Madagascar », *Revue de MCI* 2011 (n° 55)

MAD-404. R. RABARINIRINARISON, « Marchés publics. Dans quels cas on peut y déroger ? », *Revue de MCI* 2011 (n° 56)

MAD-405. R. RABARINIRINARISON, « Madagascar face aux directives du COMESA en matière de marchés publics : faut-il revoir le système de passation de marché ? », *Revue de MCI* 2012 (n° 58)

MAD-406. R. RABARINIRINARISON, « Des contrôles administratifs et juridictionnels des marchés publics à Madagascar », *Revue de MCI* 2016 (n° 74)

MAD-407. Z. RAHONIMANDROSO, « Étude critique de la loi n° 2004-009 du 26 juillet 2004 portant code des marchés publics », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 19)

MAD-408. H. RAKOTAMANANA, « Code des marchés publics – Empiètement du législateur sur la compétence règlementaire : principes de répartition de compétences », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 10/11)

MAD-409. C. RAMANANKASINA, « Partenariat public-privé – délégation de service public vus à travers le contrat d'exploitation des parkings sur voirie dans la ville d'Antananarivo », *Annales droit (nouvelle série)* 2008 (n° 8), pp. 85-98

MAD-410. T. RANDRIANARIVONANTOANINA, « Le recouvrement de créances auprès de l'État », *Revue de MCI* 2013 (n° 64)

MAD-411. N. RAVELONARIVO, « De l'arbitrabilité d'un contrat administratif en droit malgache », *Revue de MCI* 2011 (n° 54)

MAD-412. A. RAVELOSAONA, « La commande publique : quel bilan à l'aune de dix ans de pratique du code des Marchés Publics ? », *Revue de MCI* 2013 (n° 64)

MAD-413. N. RAZAFIMIARANA, « La notion de contrat d'État en droit malgache », *Revue de MCI* 2016 (n° 74)

MAD-414. C. RAZAFINDRAKOTO, « Commentaire sur la nouvelle loi sur le PPP (Partenariat Public-Privé) », *Revue de MCI* 2016 (n° 74)

2. ENTREPRISES PUBLIQUES | *STATE-OWNED COMPANIES*

MAD-415. M. RAKOTONIRINA, *Les filiales des entreprises publiques dans les pays en voie de développement : le cas de Madagascar*, th. Toulouse 1, 1988, 287 pp.

MAD-416. M. SURBIGUET, *Les sociétés d'économie mixte dans les pays en voie de développement à partir de l'exemple malgache*, th. Paris, LGDJ, 1970, 2 vol., 264 pp. + 149 pp.

MAD-417. M. ANDRIAMITSIRIONY, « De la libéralisation : aspects juridiques et risques », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 12)

MAD-418. J. BEHAJA, « Commentaires sur la nouvelle réforme sur les sociétés commerciales à participation publique », *Revue de MCI* 2014 (n° 68)

MAD-419. J. du BOIS de GAUDUSSON, « Madagascar : Des entreprises publiques aux entreprises socialistes », in : F. Constantin *et al.* (sous la dir.), *Les entreprises publiques en Afrique noire*, t. 1 : *Sénégal, Mali, Madagascar*, Pedone, 1979, pp. 199-287

MAD-420. P. CHAIGNEAU, « L'expérience des coopératives socialistes à Madagascar », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1986 (vol. 96), pp. 271-286

MAD-421. Y. PRATS, « Les nouvelles institutions socialistes du développement économique en République démocratique malagasy », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 (vol. 4), pp. 15-24

MAD-422. A. RAFONOMADIO, « Les nouveautés apportées par la loi n° 2003/051 sur le désengagement de l'État des entreprises du secteur public », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 7)

MAD-423. L. RAKOTOVAO, « Le secteur public et la politique dite de libéralisation », in : *Actes du Colloque scientifique international sur le*

droit des affaires/droit de développement, éd. Académie malgache, 1991, 25 pp.

MAD-424. S. ZAFIMAHOVA, « Théorie et pratique de la privatisation », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 7)

3. DROIT DES INVESTISSEMENTS | *INVESTMENT LAW*

MAD-425. D. MALLMANN, *Investitionsrecht 1989: Madagaskar*, éd. Bundesstelle für Außenhandelsinformation, coll. Ausländisches Wirtschafts- und Steuerrecht, 1990, 81 pp.

MAD-426. J.-E. RAKOTOARISOA, *Le droit des investissements étrangers à Madagascar*, th. Clermont-Ferrand 1, 1982, 331 pp.

MAD-427. V. ANDRIAMBELO, « Simplification des procédures en matière d'investissements étrangers », *Revue de MCI* 2007 (n° 41)

MAD-428. M. ANDRIANTSIMIRIONY, « La gestion juridique des risques des investissements étrangers », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 8)

MAD-429. M. ANDRIANTSIMIRIONY, « De l'investissement direct international ou étranger à Madagascar : quelle structure juridique et institutionnelle à adopter ? », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 31) et 2006 (n° 32)

MAD-430. M. FRILET, « Le projet ILMENITE à Fort-Dauphin, Madagascar : recherche de sécurité juridique à long terme pour les grands projets d'infrastructure en financement privé en Afrique », *Revue de droit des affaires internationales/International Business Law Journal* 1999, pp. 609-628 [Lien]

MAD-431. H. IMBAKA, « Réflexions d'un juge sur l'environnement juridique des investissements étrangers à Madagascar », *Revue de MCI* 2012 (n° 58)

MAD-432. R. JAKOBA/A.-S. BOULAY, « Accord entre le gouvernement de la République de Madagascar et le gouvernement de la République française sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements : les avantages asymétriques de l'État malgache et des investisseurs français », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2003 (n° 1)

MAD-433. B. MARCHAIS, « The 1989 Investment Code of Madagascar », *Foreign Investment Law Journal* 1990 (vol. 5), pp. 73-79

MAD-434. R. RABETAFIKA, « Relance économique à Madagascar : Code des investissements et zone franche industrielle. Premier bilan et perspectives », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 (vol. 12), pp. 469-511

MAD-435. R. RADILOFE/J. RAVALOSON, « Les investissements pétroliers sur l'île Juan de Nova et les risques inhérents à sa situation litigieuse », *Revue de MCI* 2015/2016 (n° 72-73), pp. 65-71

MAD-436. H. RAHARIJAONA, « Le droit du développement à Madagascar », *Bulletin de l'Académie malgache* 1968, pp. 281-283

MAD-437. H. RAHARIJAONA, « Les problèmes posés par la création d'un droit du développement : de l'indépendance à la révolution », in : G. Conac (sous la dir.), *Dynamiques et finalités des droits africains*, Economica, 1980, pp. 63-74

MAD-438. S. RAKOTONDRAVOAVY, « Le décret MECIE : Quand les investissements doivent être compatibles aux normes environnementales », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 6)

MAD-439. A. RAKOTONIAINA ANDRIATAHIANA, « Specific features of the 2008 malagasy Investment act », *Revue de MCI* 2007 (n° 41)

MAD-440. G. RAKOTONIAINA/N. RATSIMANARISON, « L'arsenal juridique malgache sur les investissements : forces et faiblesses », *Revue de MCI* 2015 (n° 69)

MAD-441. T. RALAMBOMAHAY, « Investir à Madagascar à partir d'une société off-shore mauricienne », *Revue de MCI* 2011 (n° 53)

MAD-442. C. RANDRIAMAHAFANJARY, « L'arsenal juridique malgache sur les investissements : un bilan mitigé. Quels sont les véritables freins ? », *Revue de MCI* 2013 (n° 61)

MAD-443. H. RANDRIANANTOANDRO, « La protection des investissements internationaux à Madagascar », *Revue de MCI* 2011 (n° 53 et n° 54)

MAD-444. J. RAVOLOSON, « La sécurisation juridique des Investissements dans le régime instauré par la loi sur les investissements à Madagascar de 2008 », *Revue de MCI* 2007 (n° 41)

MAD-445. J. RAVOLOSON, « De la responsabilité des pillages lors des émeutes et de la protection des investissements », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 515-525 (également reproduit in : *Revue de MCI* 2009 [n° 45])

MAD-446. J. RAZAFIARIJAONA, « La sécurisation foncière des investissements à Madagascar (1ère partie) », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 24)

MAD-447. J. RAZAFIARIJAONA, « La sécurisation foncière des investissements à Madagascar (2e partie) », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 25)

→ sur l'accession à la propriété foncière par les ressortissants étrangers, v. *infra* réf. **MAD-887**, **MAD-925 et s.**

4. DROIT MINIER ET DES HYDROCARBURES | *MINING LAW, OIL AND GAS LAW*

MAD-448. E. RAMBELOSON/M. RATOVOSON, *Code pétrolier malagasy : du droit applicable en matière d'exploitation du pétrole et des hydrocarbures, du régime fiscal et douanier des infractions et des pénalités*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1987, 55 pp.

MAD-449. T. ANDRIAMANANORO, « Réflexions sur le droit pétrolier à Madagascar », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 33)

MAD-450. T. ANDRIAMANANORO, « La fiscalité minière à Madagascar », *Revue de MCI* 2008 (n° 42)

MAD-451. A. DEFRENNES, « Hydrocarbons Legal Framework in the Context of the Madagascar Licensing Round 2018–2019 », *International Business Law Review* 2019, pp. 235-239

MAD-452. P.-Ch.-A. LEGOUX, « La réglementation minière des territoires français d'Afrique noire et de Madagascar », *Revue juridique et politique de l'Union française* 1950, pp. 24-49 et pp. 198-228

MAD-453. R. RABARIJAONA, « Commentaires sur la nouvelle loi n° 2013-013 relative à la production et la commercialisation de l'Ethanol », *Revue de MCI* 2013 (n° 64)

MAD-454. T. RAJAONA/L. M. RANDRIATAVY, « Droit des investisseurs miniers et droits humains à Madagascar », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-455. R. RAMIADANARIVELO, « Quelles nouveautés dans le droit minier ? », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 33)

MAD-456. J. RANDRIANASOLO, « Fiscalité minière à l'aune de l'analyse comparative international », *Revue MCI* 2017 (n° 77)

MAD-457. F. RAZAFINJATO, « Contrat QMM : Quelles sont les obligations des parties ? QIT-Fer, Titane INC et l'État Malagasy », *Revue de MCI* 2010 (n° 52)

MAD-458. F. YAMADA/R. RAKOTOMAHEFA, « La refonte du code pétrolier (à la lumière d'une analyse comparative Internationale », *Revue de MCI* 2014 (n° 68)

MAD-459. S. ZAFIMAHOVA, « Dans le contexte international d'aujourd'hui doit-on réformer ou non les codes minier et pétrolier à Madagascar ? », *Revue de MCI* 2016 (n° 75)

V. DROIT PRIVÉ | *PRIVATE LAW*

MAD-460. X. BLANC-JOUVAN, « Remarques sur la codification du droit privé à Madagascar », *Revue juridique du Congo* 1967, pp. 159-187

MAD-461. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Les mutations du droit privé à Madagascar », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1997-1998 (vol. 15), pp. 69-92

MAD-462. E.-P. THÉBAULT, « Cours de droit privé traditionnel malgache », *Bulletin de Madagascar* 1960 (n° 164), pp. 9-14 et 1960 (n° 165), pp. 109-114

A. DROIT CIVIL | *CIVIL LAW*

MAD-463. H.-J. BERTHIER, *Droit civil malgache*, éd. Imprimerie officielle, 1930, 161 pp.

MAD-464. E.-P. THÉBAULT, *Traité de droit civil malgache moderne*, t. 1, fasc. 1 : *La codification du droit civil malgache. Dispositions générales de ce code. Le nom, le domicile. L'absence. Les actes d'état civil*, éd. Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus de Madagascar, 1962, 220 pp. (compte-rendu de J. VALETTE, in : *Bulletin de Madagascar* 1960 [n° 175], pp. 1109-1110)

MAD-465. I. RABEARISON-ANDRIANJARA, « Madagascar », *African Disability Rights Yearbook* 2017 (vol. 5), pp. 163-176 [Lien]

MAD-466. H. RAHARIJAONA, « Préparation du Code civil malgache », *Bulletin de l'Académie malgache* 1962, pp. 67-69

MAD-467. A. RAMANGASOAVINA, « Le Code civil malgache. Sa rédaction, son esprit », *Civilisation malgache* 1964, pp. 195-201

MAD-468. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Les causes et techniques de l'adaptation du Code civil à Madagascar », *Revue juridique de l'océan Indien* 2006 (n° spécial), pp. 13-19 [Lien]

1. DROIT DES PERSONNES | *'LAW OF PERSONS'*

MAD-469. E.-C. ANDRÉ, *De la condition de l'esclave dans la société malgache avant l'occupation française et de l'abolition de l'esclavage*, th. Aix-Marseille, éd. A. Rousseau, 1899, 276 pp. [Lien]

MAD-470. G. CHRÉTIEN-VERNICOS, *Nom et monde à Madagascar*, th. Paris 1, 1995

MAD-471. H. RAHARIJAONA, *La protection de l'enfant dans le droit traditionnel malgache*, Publication du Centre de droit privé, 1963, 135

pp. (compte-rendu d'E. THÉBAULT in : *Bulletin de Madagascar* 1964 [n° 214], pp. 265-267)

MAD-472. A. RAMANAMISATA, *Le mineur délinquant en droit malgache*, th. Poitiers, 1991

MAD-473. Z. RAMAROSAONA, *Étude sur la condition de la femme et la législation à Madagascar*, FFVM/CNAFM, 1984, 51 pp.

MAD-474. E.-P. THÉBAULT, *Traité de droit civil malgache : les lois et les coutumes* hovas, fasc. 1 : *Le statut personnel. Les personnes et la famille*, éd. Jouve, 1951, 214 pp.

MAD-475. H. ANDRIAMAMPIANINA, « Le droit à l'intimité est-il une limite à la transparence ? », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 171-190

MAD-476. H. ANDRIANAIVO, « Quid de la protection des droits des handicapés ? », *Revue de MCI* 2015 (n° 71)

MAD-477. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « La protection des incapables en droit positif malgache : quel véritable statut civil ? », *Annales droit (nouvelle série)* 2013 (n° 2), pp. 9-34

MAD-478. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « Le prénom : liberté d'attribution limitée », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 35-45

MAD-479. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « Conflits d'intérêts et droit positif malgache : du droit des personnes et de la famille », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 133-148

MAD-480. J. DEZ, « Le nom de personne dans la tradition malgache », *Civilisation malgache* 1964 (n° 1), pp. 91-114

MAD-481. F. ESOAVELOMANDROSO, « Droits et protection de l'enfant à l'ère d'internet », *Annales droit (nouvelle série)* 2008 (n° 8), pp. 57-74

MAD-482. F. ESOAVELOMANDROSO, « L'esclavage moderne des enfants », in : I. Rakoto/S. Urfer (sous la dir.), *Esclavage et libération à Madagascar*, Karthala, 2014, pp. 139-159

MAD-483. F. ESOAVELOMANDROSO, « Urgence sanitaire et droit de l'enfant à l'éducation : quand l'accès aux droits rime avec atteinte aux droits », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-484. G. JULIEN, « Comment les indigènes choisissent leurs noms et comment ils en changent », *Notes, reconnaissances et explorations* 1900 (vol. 6), pp. 245-248

MAD-485. E. NJARA, « Le nom de personne chez les Malgaches de religion traditionnelle », *Droit et cultures* 1994 (n° 28), pp. 209-224

MAD-486. M. PÉDAMON, « Le nom des personnes en droit malgache », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1966 (vol. 3), pp. 11-31 [Lien]

MAD-487. J. POIRIER, « L'identification de la personne juridique dans le nouveau droit malgache : La codification du nom et du domicile », in : J. Poirier (sous la dir.), *Études de droit africain et de droit malgache*, éd. Cujas, 1965, pp. 223-232

MAD-488. G. RABENORO, « La position de la femme dans le droit coutumier malgache », *Cahiers du Centre d'études des coutumes* 1967 (vol. 4), pp. 45-84 [Lien]

MAD-489. H. RAHARIJAONA, « L'application réelle de la Convention internationale sur les droits de l'enfant », *Bulletin de l'Académie malgache* 1995, pp. 49-55

MAD-490. I. RAKOTO, « Être ou ne pas être : L'*Andevo* esclave, un sujet de non-droit », in : I. Rakoto (sous la dir.), *L'esclavage à Madagascar*, Musée d'art et d'archéologie, Institut de civilisations, 1997, pp. 65-83

MAD-491. Z. RAMAROSAONA, « La femme malgache dans le fokonolona », *Bulletin de l'Académie malgache* 1980 (vol. 58), pp. 5-8

MAD-492. H. RAHARIJAONA, « La condition juridique de la femme en droit privé 'malagasy' », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1967, pp. 130-135

MAD-493. H. RAHARIJAONA, « La femme, la société et le droit malgache », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1967 (vol. 4), pp. 1-23 [Lien]

MAD-494. A. RAHARINARIVONIRINA, « La condition juridique de la femme à Madagascar », in : *Études dédiées à Alex Weill*, Dalloz/Litec, 1983, pp. 451-469

MAD-495. H. RAKOTOMANANA, « La femme en droit coutumier malgache (les règles traditionnelles et leur évolution) », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1974, pp. 701-713

MAD-496. H. RAKOTOMANANA, « L'adoption internationale à la lumière du droit positif malgache », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 37)

MAD-497. L. RANDRIANJA, « Le droit des enfants en situation de handicap : un vain mot ou une lumière d'espoir ? », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 153-178

MAD-498. L. RANDRIATAVY, « Le statut juridique de la personne privée de liberté à Madagascar : Mise en œuvre difficile dans une société de tradition et en développement », *Annales de droit de Louvain. Revue trimestrielle de droit belge* 2008, pp. 355-365

MAD-499. L. RANDRIATAVY, « L'esclavage moderne des femmes », in : I. Rakoto/S. Urfer (sous la dir.), *Esclavage et libération à Madagascar*, Karthala, 2014, pp. 161-181

MAD-500. L. RANDRIATAVY, « COVID-19 à Madagascar. Le droit funéraire à l'épreuve de l'état d'urgence sanitaire », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-501. H. RANIRIHARINOSY, « Les droits des jeunes à Madagascar », *Revue de MCI* 2015 (n° 70)

MAD-502. J. RAVELOMANANA, « Le statut personnel à Madagascar, hier et aujourd'hui », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 507-527

MAD-503. A. ROUHETTE, « Le rôle des coutumes dans le droit des personnes », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1965 (vol. 2), pp. 31-57 [Lien]

MAD-504. A. ROUHETTE, « Aspects historico-juridiques du tombeau Merina », *Droit et cultures* 1981 (n° 2), pp. 5-20

MAD-505. J. VALETTE, « Réflexions sur l'état civil et le notariat en tant que sources historiques », *Bulletin de Madagascar* 1964 (n° 216), pp. 352-366

→ v. aussi *supra* réf. **MAD-464**

→ sur la protection de la femme et de l'enfant en droit des régimes matrimoniaux et des successions, v. *infra* réf. **MAD-551 et s.**

→ sur la protection de l'enfant en droit du travail, v. *infra* réf. **MAD-766**

2. DROIT DE LA FAMILLE | *FAMILY LAW*

MAD-506. E. NJARA/B. BETOMBO, *Le droit de la famille*, éd. Jurid'ika, 2014, 309 pp.

MAD-507. E.-P. THÉBAULT, *Traité de droit civil malgache moderne*, t. 1, fasc. 2 : *Le mariage et le divorce*, éd. Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus de Madagascar, 1964, 240 pp.

MAD-508. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « La contractualisation des relations conjugales en droit positif malgache », *Annales droit (nouvelle série)* 2018 (n° 8), pp. 25-56

MAD-509. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « L'ordre public familial : hier et aujourd'hui, vers quel avenir ? », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-510. F. ESOAVELOMANDROSO, « Réflexions pour des réformes mieux adaptées en droit malgache de la famille », *Bulletin de l'Académie malgache* 2012 (vol. 91), pp. 201-205

MAD-511. E. NJARA, « Les quelques influences de la science sur le droit de la famille », *Revue de droit et de jurisprudence à Madagascar* 2001 (n° 3), pp. 21-42

MAD-512. M. PÉDAMON, « Les grandes tendances du droit de la famille à Madagascar », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1965 (vol. 2), pp. 59-85 [Lien] (également reproduit in : *Bulletin de Madagascar* 1965 [n° 227-228], pp. 342-366)

MAD-513. H. RAHARIJAONA, « Le droit de la famille à Madagasikara », in : K. M'Baye (sous la dir.), *Le droit de la famille en Afrique noire et à Madagascar*, éd. G.-P. Maisonneuve et Larose, 1968, pp. 195-220 [Lien]

MAD-514. H. RAHARIJAONA/N. RATSIRAHONANA, « Le droit malagasy de la famille. Bilan et perspectives », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1968, pp. 433-448

MAD-515. I. RAKOTO, « Éléments du droit matrimonial *merina* précolonial », *Cahiers d'histoire juridique et politique* 1975 (vol. 11), pp. 85-112

MAD-516. N. RAKOTOBE RALAMBONDRAINY, « Les modifications essentielles en droit malgache de la famille et propositions en vue de leur application », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 126-152 (également reproduit in : *Revue de MCI* 2008 [n° 42], pp. 9 et s)

MAD-517. A. RAMANGASOAVINA, « Rapport de synthèse sur l'état des personnes », in : *Recueil des lois civiles, t. 1 : Dispositions générales, droit de la famille, Ministère de la Justice*, 1964, pp. 5-76

MAD-518. B. RAZAFINDANDY, « Entre droits coutumier et moderne : vers l'équilibre matrimonial ? », in : G. Staudacher-Valliamee (sous la dir.), *La femme et les sociétés pluriculturelles de l'océan Indien*, éd. SEDES, 2002, pp. 327-338

MAD-519. A. ROUHETTE, « Histoire du droit privé de Madagascar : Masi-Mandidy et solidarité familiale », *Annales de la Faculté de droit et de science politique. Université de Clermont* 1979 (fasc. 16), pp. 107-133

MAD-520. L. SERMET, « Confrontation ou dialogue des sources ? – La coutume et la loi dans le droit *malagasy* de la famille », in : *Une anthropologie juridique des droits de l'homme : les chemins de l'océan Indien*, éd. des Archives contemporaines, 2009, pp. 25-36

MAD-521. L. SERMET, « Le droit de la famille à Madagascar dans la décennie 1960 », *Revue historique des Mascareignes* 2002, pp. 225-231 (également reproduit in : *Bulletin de l'Académie malgache* 2003 [vol. 82], pp. 243-249)

MAD-522. L. SERMET, « Codification ou réécriture du droit malgache de la famille dans un contexte pluraliste », *Revue juridique de l'océan Indien* 2004, pp. 135-141 [Lien]

→ v. aussi le manuel d'E.-P. THÉBAULT (*supra* réf. **MAD-469**)

→ sur l'égalité entre hommes et femmes en droit de la famille, v. aussi *infra* réf. **MAD-762**

A) Droit extrapatrimonial de la famille (couple et filiation) | Marriage Law and Law of Parentage

MAD-523. *L'adoption à Madagascar*, éd. Jurid'ika, 2007, 95 pp.

MAD-524. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, *L'adoption des enfants malgaches*, th. Lyon 3, 2007, 377 pp.

MAD-525. P. BAPTISTE, *Le rejet d'enfant à Madagascar*, th. Paris, 1955, 144 pp.

MAD-526. F. ESOAVELOMANDROSO, *L'adoption en droit international privé : cas d'adoption d'enfants malgaches et/ou mauriciens par des Français*, th. Aix-Marseille 3, 1999, 395 pp.

MAD-527. P. FROTIER DE LA MESSELIERE, *Du mariage en droit malgache*, th. Paris, Domat-Montchrestien, 1932, 326 pp.

MAD-528. H. RAHARIJAONA, *La protection de la personne de l'enfant dans le droit positif malgache*, éd. Université de Madagascar, coll. Études malgaches, 1970, 288 pp.

MAD-529. I. RAKOTO, *Parenté et mariage en droit traditionnel malgache*, mém. Paris, PUF, 1971, 144 pp.

MAD-530. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « Des réformes indispensables en droit positif malagasy du divorce ? », *Revue de la Faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie* 2011 (vol. 3), pp. 21-40

MAD-531. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « La maternité pour autrui ou de substitution en droit positif malgache : (il)licite ? », *Annales droit (nouvelle série)* 2018 (n° 8), pp. 145-162

MAD-532. L. CHAMINAH, « Le droit du Misitaka », *Revue Droit et Société (Université de Mahajanga)* 2019, pp. 22-27

MAD-533. F. ESOAVELOMANDROSO, « Madagascar », in : International Social Service /Service Social International (sous la dir.), *Internal*

and Intercountry Adoption Laws, Kluwer Law International, 2001, vol. 2, 102 pp.

MAD-534. F. ESOAVELOMANDROSO, « L'adoption internationale. Essai sur le principe de subsidiarité à Madagascar », in : *Le Monde créole. Peuplement, sociétés et condition humaine XVII^e^-XX^e^ siècles. Mélanges offerts à Hubert Gerbeau*, Les Indes Savantes, 2005, pp. 435-448

MAD-535. F. ESOAVELOMANDROSO, « Le divorce en droit malgache : propositions pour d'éventuelles réformes », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2008, pp. 537-546

MAD-536. F. ESOAVELOMANDROSO, « Contribution à une réforme du divorce en droit malgache : pour une introduction du divorce par consentement mutuel », *Revue de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie* 2009 (vol. 1), pp. 5-16

MAD-537. F. ESOAVELOMANDROSO, « Conventions internationales et réalités malagasy dans la loi n° 2007-022 relative au mariage », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina, éd. Jurid'ika*, 2010, pp. 51-71

MAD-538. F. ESOAVELOMANDROSO, « Première remarques sur l'autorité parentale dans la loi 2007-023 », *Revue de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie* 2011 (vol. 3), pp. 5-20

MAD-539. F. ESOAVELOMANDROSO, « Le nouveau droit malgache de l'adoption internationale suite à la ratification de la convention de La Haye du 29 mai 1993 », *Annales droit (nouvelle série)* 2013 (n° 2), pp. 35-53

MAD-540. J.-M. GUTH, « Le rejet d'enfant à Madagascar », *Revue juridique et politique d'Outre-mer* 1959, pp. 444-448

MAD-541. J.-C. HÉBERT, « Notes sur quelques coutumes limitant la puissance paternelle », *Cahiers du Centre d'études des coutumes* 1967 (vol. 3), pp. 3-12 [Lien]

MAD-542. P. HERBECQ, « Les causes de divorce en droit positif malgache », *Penant : revue des droits des pays d'Afrique* 1971, pp. 443-475 ; 1972, pp. 1-40 et 1973, pp. 204-264

MAD-543. P. RABIAZA, « Le mariage malgache », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1970, pp. 133-151

MAD-544. B. RAHARIJAONA, « La répudiation et le divorce chez les Hova sous Ranavalona II et Ranavalona III », *Bulletin de l'Académie malgache* 1934, pp. 54-58

MAD-545. I. RAKOTO, « Le 'fafy' est-il une simple levée des empêchements au mariage », *Cahiers du Centre d'étude des coutumes* 1966 (vol. 1), pp. 7-22

MAD-546. N. RAKOTOBE, « La problématique de l'adoption internationale dans le droit malgache (loi numéro 2005-014 du 7 septembre 2005) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2011, pp. 137-144 [Lien]

MAD-547. H. RAKOTOMANANA, « La femme épouse en droit malgache (gérante du foyer) », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1974, pp. 714-720

MAD-548. S. RANDRIANAHINORO, « Le *misintaka* en droit malgache », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1988 (vol. 98), pp. 413-420

MAD-549. A. ROUHETTE, « L'adoption en droit traditionnel malgache », in : *Études offertes au professeur Émérentienne de Lagrange*, LGDJ, 1978, pp. 161-180

MAD-550. L. SAGOT, « L'adoption dans le droit traditionnel de Madagascar », *Cahiers du Centre d'étude des coutumes* 1966 (vol. 1), pp. 53-69

B) Droit patrimonial de la famille (régimes matrimoniaux et successions) | Matrimonial Property Law and Inheritance Law

MAD-551. A. BERTONE, *La dévolution et la transmission successorale ab intestat dans le droit positif malgache*, mém. Tananarive, 1976

MAD-552. H. RAHARIJAONA, *La protection de la personne de l'enfant dans le droit traditionnel malgache*, mém. Tananarive, Publications du Centre de droit privé, 1963, 135 pp.

MAD-553. R. RATOVO ANDRIANAVALONA, *L'évolution de la notion d'indivision successorale en droit malgache*, th. Poitiers, 1988, 438 pp.

MAD-554. S. RAZAFITSOA, *La protection de l'enfance en droit malgache : bilan et perspectives d'un droit emprunté : contribution à l'histoire de la colonisation juridique de Madagascar*, th. Perpignan, 2009, 374 pp.

MAD-555. A. ROUHETTE, *Les régimes matrimoniaux dans le droit traditionnel malgache*, éd. Cujas, coll. Études malgaches, 1968, 229 pp.

MAD-556. E. TEHINDRAZANARIVELO, *Effectivité et perspectives de réforme du droit du régime matrimonial malgache*, th. Clermont-Ferrand 1, 1994, 372 pp.

MAD-557. E.-P. THÉBAULT, *Traité de droit civil malgache : les lois et les coutumes* hovas, fasc. 3 : *Les successions. Les donations. Les testaments*, éd. Jouve, 1953, 258 pp.

MAD-558. M. ALLIOT, « Le droit des successions en Afrique francophone et à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1972, pp. 846-886 (également reproduit in : M. ALLIOT, *Le droit et le service public au miroir de l'anthropologie*, Karthala, 2003, pp. 135-168)

MAD-559. A. ANDRIAMANALINA, « La succession : cas pratiques, difficultés et essais de règlement (1ère partie) », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 30)

MAD-560. J. ANDRIANADA/H. RAKOTOMANANA, « La dévolution successorale. La détermination des héritiers en droit malgache », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1972, pp. 713-732

MAD-561. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « Égalité des enfants et principe du *masi-mandidy* : heurs et malheurs », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 21-49

MAD-562. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « L'époux survivant en droit successoral malgache », *Annales droit (nouvelle série)* 2012 (n° 1), pp. 3-16

MAD-563. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « La famille, ses membres et leur patrimoine : entre transparence et secret », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 155-170

MAD-564. E. NJARA, « Le droit successoral malgache », *Droit et cultures* 1997 (vol. 33), pp. 161-172

MAD-565. H. RAHARIJAONA, « Aspects nouveaux du droit des successions », *Bulletin de l'Académie malgache* 1969, pp. 1-5

MAD-566. H. RAHARIJAONA, « La succession du Premier Ministre RAINILAIARIVONY à travers les décisions judiciaires », *Bulletin de l'Académie malgache* 1987, pp. 73-79

MAD-567. H. RAKOTOMANANA, « Les principaux problèmes posés par le droit de la succession », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 20/21)

MAD-568. H. RAKOTOMANANA, « Les successions testamentaires », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 26-27), pp. 10 et s.

MAD-569. J. RAKOTONIAINA, « Remarques sur les relations pécuniaires entre époux dans la coutume Antefasy », *Cahiers du Centre d'étude des coutumes 1966* (vol. 1), pp. 23-32

MAD-570. J. RANDRIANARISOA, « Le testament et la protection de la famille légitime contre les libéralités du défunt en droit malgache », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1972, pp. 733-740

MAD-571. B. RAZAFINDANDY, « Entre droits coutumier et moderne : vers l'équilibre matrimonial ? », in : G. Staudacher-Valliamee (sous la dir.), *La femme et les sociétés pluriculturelles de l'océan Indien*, éd. SEDES, 2002, pp. 327-338

MAD-572. Ph. ROMBAKA, « Quelques règles d'héritage chez les Antemoro-Anteony », *Bulletin de l'Académie malgache* 1957 (vol. 35), pp. 121-123

MAD-573. A. ROUHETTE, « Remarques sur les régimes matrimoniaux non merina », *Cahiers du Centre d'étude des coutumes* 1966 (vol. 1), pp. 33-51 et 1967 (vol. 3), pp. 13-41

→ sur la coutume en droit des successions, v. aussi *supra* réf. **MAD-77**

3. DROIT DES OBLIGATIONS | *LAW OF OBLIGATIONS*

MAD-574. E.-P. THÉBAULT, *Traité de droit civil malgache : les lois et les coutumes* hovas, fasc. 2 : *Les biens, les obligations et les contrats*, éd. Jouve, 1951, 278 pp.

MAD-575. J. LACOMBE, *Théorie générale des obligations en droit malgache*, éd. Cujas, 1967, 670 pp

MAD-576. Ph. DELEBECQUE, « L'actualité de la théorie générale des obligations malgache (TGO) », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 187-199

MAD-577. J. LACOMBE, « La théorie générale des obligations dans le nouveau droit malgache », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1965 (vol. 2), pp. 87-111 [Lien]

MAD-578. H. RAKOTOMANANA, « Obligations solidaires et obligations *in solidum* : halte à la confusion », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 19)

MAD-579. R. RANJEVA, « Le fondement de l'obligation juridique dans le Code des 305 articles », *Bulletin de l'Académie malgache* 1982, pp. 47-49

A) CONTRATS (THÉORIE GÉNÉRALE ET CONTRATS SPÉCIAUX) | *CONTRACTS (GENERAL RULES AND SPECIFIC CONTRACTS)*

MAD-580. RAMAROLANTO-RATIARAY/J.-B. SEUBE, *Théorie générale des obligations en droit malgache*, t. 1 : *L'acte juridique*, éd. Jurid'ika, 2013, 307 pp.

MAD-581. S. RANDRIANAHINORO, *Droit des obligations*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1984, 320 pp.

MAD-582. S. RANDRIANAHINORO, *Droit des contrats civils et commerciaux*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1989, 112 pp.

MAD-583. M. ANDRIAMITSIRIONY, « Le contrat et le tiers : vers l'externalisation de la gestion contractuelle », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 28/29)

MAD-584. R. BALLAND, « La jurisprudence malgache relative aux baux et loyers », *Revue de droit et de jurisprudence à Madagascar* 2001 (n° 3), pp. 44-191

MAD-585. A. BEHAJA, « La théorie des risques en droit malgache des obligations : un dispositif légal flou et difficile d'appréhension », *Revue de MCI* 2013 (n° 61)

MAD-586. L. CHAMINAH, « La mention 'Les marchandises vendues ne sont ni reprises ni échangées' », *Revue Droit et Société (Université de Mahajanga)* 2019, pp. 1-5

MAD-587. RAKOTOMANANTSOA, « De la récupération des biens donnés en crédit-bail », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 31)

MAD-588. S. RAKOTONDRAVOAVY, « Le crédit-bail », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 22/23)

MAD-589. D. RAKOTONIRINA, « Le crédit-bail », in : *Actes du colloque international sur le droit comparé des affaires, le droit maritime et les relations entre le juge et les auxiliaires spécialisés*, éd. Association pour la coopération judiciaire avec Madagascar, 1995

→ sur le droit des contrats commerciaux, v. *infra* réf. **MAD-631 et s.**

→ sur les baux ruraux coutumiers, v. *infra* réf. **MAD-909**

B) RESPONSABILITÉ CIVILE | TORT LAW

MAD-590. P.-M. DIJOL, *L'accident automobile à Madagascar*, éd. Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus malgaches, 1964, 319 pp.

MAD-591. RAMAROLANTO-RATIARAY/J.-B. SEUBE, *Théorie générale des obligations en droit malgache*, t. 2 : *Les faits juridiques et le régime général des obligations*, éd. Jurid'ika, 2014, 302 pp.

MAD-592. A. ROGER, *Indemnisation des victimes d'accidents de la circulation*, éd. Jurid'ika, 2004, 168 pp.

MAD-593. J. ANDRIANADA, « La responsabilité des préposés en droit civil malgache », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1973, pp. 583-596

MAD-594. L. AUJAS, « Étude sur les dommages-intérêts en droit malgache. Taha et Onitra », *Bulletin de l'Académie malgache* 1909 (vol. 7), pp. 65-73

MAD-595. P. BOUREL, « Le droit de la responsabilité civile extra-contractuelle en Afrique noire francophone. L'exemple de la législation

sénégalaise comparée aux systèmes français et malgache », *Journal of African Law* 1973 (vol. 17), pp. 4-29 [Lien]

MAD-596. J. LACOMBE, « L'évolution de la responsabilité civile du fait d'autrui en droit malgache », in : *Mélanges offerts à Monsieur le Professeur Pierre Voirin*, LGDJ, 1967, pp. 466-491

MAD-597. A. ORTOLLAND, « Responsabilite extra-contractuelle en droit malgache », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1966, pp. 149-173 et pp. 327-346 ; 1967, pp. 53-79

MAD-598. C. RAZAFINARIVO, « L'interprétation du Code civil. La responsabilité du fait des choses », *Revue juridique de l'océan Indien* 2006 (n° spécial), pp. 59-65 [Lien]

MAD-599. A. TUNC, « La responsabilité civile dans trois récentes codifications africaines », *RID comp.* 1967, pp. 927-932

→ sur la responsabilité médicale, v. *infra* réf. **MAD-1022** et **MAD-1028**

c) Régime général des obligations | General Rules on Obligations

MAD-600. L. CHAMINAH, « Délimitation prétorienne des notions de subrogation personnelle et cession de créance », *Revue Droit et Société (Université de Mahajanga)* 2019, pp. 17-21

→ sur la subrogation en droit des assurances, v. *infra* réf. **MAD-694**

4. Droit des biens et des sûretés | *Property Law and 'Securities Law'*

MAD-601. A. RAHARINARIVONIRINA/A. BERTONE, *Droit civil. Les biens et les sûretés*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1983, 261 pp.

MAD-602. M. ANDRIAMITSIRIONY, « La quête d'un régime de l'aliénation fiduciaire à travers la loi n° 2003-041 sur les suretés : mythe ou réalité dans le système juridique malgache ? », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 34)

MAD-603. R. BALARD, « La servitude 'aquae ducendae' en droit malgache écrit et coutumier dans son application à l'hydraulique agricole », in : J. Poirier (sous la dir.), *Études de droit africain et de droit malgache*, éd. Cujas, 1965, pp. 169-221

MAD-604. A. BEHAJA, « Réflexions sur la généralisation de la fiducie-sûreté en droit comparé », *Revue de MCI* 2012 (n° 58)

MAD-605. A. BEHAJA, « La loi 2014-016 sur les sûretés : modernisation véritable ou simple poudre aux yeux ? », *Revue de MCI* 2014 (n° 67)

MAD-606. A. RABEMANDA, « L'évolution du régime de la propriété immobilière à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1970, pp. 723-734

MAD-607. D. N. RAHAGA, « Étude de l'efficience économique de la fiducie-sûreté et de l'opportunité de son introduction en droit malgache », *Revue juridique de l'océan Indien* 2019 (n° 26), pp. 87-130 [Lien]

MAD-608. C. RAJAONARISON, « Sûreté : protection de la caution », *Revue de MCI* 2009 (n° 48)

MAD-609. O. RAJERISON, « La caution 'judicatum solvi', mesure de discrimination envers les étrangers ? », *Revue de MCI* 2013 (n° 62)

MAD-610. B. RAMANANDRAIBE, « Le contrat de *Fehivava* », *Revue de MCI* 2015 (n° 69) (également reproduit in : *Bulletin du Syndicat des Avocats de Madagascar* 2015 [n° 10], pp. 5-8 [Lien] et [n° 11], pp. 9-10 [Lien])

MAD-611. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Du *Fehivava* (Contribution à l'étude du droit malgache des sûretés réelles) », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 317-378

MAD-612. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Les garanties accompagnant les échanges économiques », in *Annales droit (nouvelle série)* 2012 (n° 1), pp. 41-56

MAD-613. RAMAROLANTO-RATIARAY, « La pratique du démembrement de propriété », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 65-72

MAD-614. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Observations sur le projet de réforme du droit malgache des sûretés mobilières », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-615. R. RAMIADANARIVELO, « Les garanties des prêts pour le financement des entreprises », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 32)

MAD-616. F. RANDRIANARIVO, « Le cautionnement à l'épreuve des successions : du sort de l'acte de cautionnement en cas de décès de la caution », *Annales droit (nouvelle série)* 2008 (n° 8), pp. 179-204

→ v. aussi réf. *supra* **MAD-574**

→ sur le droit foncier, v. *infra* réf. **MAD-885 et s.**

B. DROIT DES AFFAIRES | *BUSINESS LAW*

MAD-617. T. RAKOTOARISON, *Du secret des affaires : étude de droit comparé (français-malgache)*, th. Paris 1, 2018 [Lien]

MAD-618. C. RAOLISON, *Le droit du pouvoir économique : exposé sur un thème du nouveau droit économique malgache*, th. Paris 1, 1986, 578 pp.

MAD-619. M. ANDRIAMITSIRIONY, « Aspects juridiques de l'externalisation : les contrats de gestion », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 25)

MAD-620. L. ANDRIANASOLO, « Réflexion sur le droit de la technologie de l'information et de la communication (TIC) », *Revue de MCI* 2014 (n° 68)

MAD-621. Ph. DELEBECQUE, « L'unité du droit des affaires à Madagascar », in : *Droit et anthropologie de la complexité. Mélanges dédiés à Jean Mas*, Economica, 1996, pp. 131-137

MAD-622. A. IMBIKI, « Le droit des affaires à Madagascar : Législation, effectivité et contraintes », in : *Actes du colloque international sur le droit comparé des affaires, le droit maritime et les relations entre le juge et les auxiliaires spécialisés*, éd. Association pour la coopération judiciaire avec Madagascar, 1995

MAD-623. H. RAHARIJAONA, « L'environnement social de l'application effective du droit des affaires », in : *Actes du Colloque scientifique international sur le droit des affaires/droit de développement*, éd. Académie malgache, 1991, 9 pp.

MAD-624. A. RAHARINARIVONIRINA/H. RAKOTOMANANA, « 50 ans d'indépendance : l'évolution du droit des affaires, le droit commercial, le droit du travail », *Revue de MCI* 2010 (n° 50)

MAD-625. R. RAKOTOBE, « Plaidoyer sur l'importance de la Commission de Réforme du Droit des Affaires (CRDA) dans le processus d'amélioration du climat d'affaires », *Annales droit (nouvelle série)* 2008 (n° 8), pp. 75-84

MAD-626. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Transparence et secret des affaires : à la recherche d'une éthique à géométrie variable », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 203-220

MAD-627. RAMAROLANTO-RATIARAY/R. RAJAONO ANDRIANAIVO, « Tendances et évolution du droit des affaires à Madagascar », *Revue internationale de droit comparé* 1992, pp. 409-454 [Lien]

MAD-628. B. RANDRENJATOVO HARVEL, « L'environnement sociologique du droit des affaires à Madagascar », in : *Actes du colloque in-*

ternational sur le droit comparé des affaires, le droit maritime et les relations entre le juge et les auxiliaires spécialisés, éd. Association pour la coopération judiciaire avec Madagascar, 1995

MAD-629. A. RAZAFIMANANTSOA, « La nouvelle loi sur les télécommunications répond-elle aux attentes du secteur privé ? », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 32)

1. DROIT COMMERCIAL (Y COMPRIS CONTRATS COMMERCIAUX) | *COMMERCIAL LAW (INCLUDING COMMERCIAL CONTRACTS)*

MAD-630. A. BERTONE, *Cours de droit commercial (généralités, actes de commerce, commerçants)*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1985, 179 pp.

MAD-631. A. BERTONE, *Cours de droit commercial (fonds de commerce, opérations sur fonds de commerce)*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 2e éd. 1989, 74 pp.

MAD-632. D. PONSOT, *Les intermédiaires de commerce. Textes et commentaires*, éd. Jurid'ika, 2007, 97 pp.

MAD-633. E. RAMBELOSON, *Code de commerce malagasy*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1987, 251 pp.

MAD-634. E. RAMBELOSON/M. RATOVOSON, *Le bail à usage commercial, industriel, professionnel et artisanal et ses applications pratiques*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1988, 257 pp.

MAD-635. P. ANDRIAMIALISON, « La franchise hôtelière », *Revue de MCI* 2009 (n° 48)

MAD-636. M. ANDRIAMITSIRIONY, « La cessation de contrat d'affaires : extinction ou renforcement des obligations contractuelles ? », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 33)

MAD-637. L. ANDRIANASOLO, « Le contrat de concession en droit malgache : la doctrine, la jurisprudence et la faisabilité juridique », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 32)

MAD-638. J. BEHAJA, « Commentaires sur la nouvelle loi n° 2014-024 sur le E-commerce », *Revue de MCI* 2015 (n° 69)

MAD-639. D. PONSOT, « Le Registre du Commerce et des Sociétés : Un service utile, … néanmoins mal exploité ! », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 34)

MAD-640. D. PONSOT, « La transplantation du code de commerce à Madagascar », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 36)

MAD-641. J. RAHETLAH, « Les baux commerciaux en droit malgache : théorie et applications jurisprudentielles », *Revue de MCI* 2009 (n° 46)

MAD-642. H. RAKOTOMANJAKA/J. RAVALOSON, « Le crédit-bail : un mode de financement utile et efficace pour les PME mais mal servi par une loi irrésolue », *Revue de MCI* 2008 (n° 44)

MAD-643. A. RAKOTONIAINA, « De quelques questions pratiques sur le bail commercial à Madagascar », *Revue de MCI* 2013 (n° 63)

MAD-644. L. RAMARIMBAHOAKA, « La gestion de la rupture des contrats commerciaux », *Revue de MCI* 2009 (n° 45)

MAD-645. R. RAMIADANARIVELO, « Une pratique juridique intéressante à Madagascar : la location gérance : le cas de la SIRAMA », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 37)

MAD-646. H. RAMPARANY-RAVOLOLOMIARANA, « Le devoir de loyauté des intermédiaires de commerce », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 235-269

MAD-647. M. RAZANADRAKOTO, « Présentation de la loi n° 2003-038 du 03 septembre 2004 sur le fonds de commerce », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 20/21)

MAD-648. J.-F. SOLIGNAC, « Baux commerciaux : L'indexation sur une monnaie étrangère est-elle licite ? », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 9)

MAD-649. J. VALETTE, « Le plus ancien contrat de droit commercial malgache (1826) », *Bulletin de Madagascar* 1964 (n° 216), pp. 339-344

→ sur la médiation commerciale, v. *infra* réf. **MAD-788**

2. DROIT DES SOCIÉTÉS | *COMPANY LAW*

MAD-650. A. BERTONE, *Cours de droit commercial (sociétés)*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1983, 190 pp.

MAD-651. G. MEISSONNIER, *Droit des sociétés en Afrique : Afrique noire francophone, Maroc et Madagascar*, LGDJ, coll. Bibliothèque africaine et malgache, 1978, 863 pp.

MAD-652. S. NOELIARILANTO, *La notion d'entreprise socialiste à Madagascar*, th. Aix-Marseille 3, 1981, 363 pp.

MAD-653. V. ANDRIAMBELO, « Fusion absorption en droit des sociétés : les différents risques », *Revue de MCI* 2009 (n° 47)

MAD-654. M. ANDRIAMITSIRIONY, « La responsabilité des dirigeants sociaux d'une société commerciale », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 28/29)

MAD-655. L. ANDRIANASOLO, « La vie juridique des sociétés commerciales déclinée sous la forme de cas pratiques », *Bulletin juridique et*

fiscal de MCI 2006 (n° 33 et n° 34) et *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 35 et n° 36)

MAD-656. J. BEHAJA, « La gouvernance des groupes de sociétés : du modèle français au cas malgache », *Revue de MCI* 2012 (n° 57)

MAD-657. J. BEHAJA, « La loi 2014-010 sur les sociétés commerciales : une réforme à la fois ambitieuse et bancale du droit des sociétés commerciales », *Revue de MCI* 2014 (n° 67)

MAD-658. HONORÉ, « La reconnaissance du patrimoine d'affectation par la nouvelle loi sur les sociétés commerciales », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 10/11)

MAD-659. HONORÉ, « L'exclusion du principe de l'*intuitu personae* dans les sociétés à 'associé unique' », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 12)

MAD-660. HONORÉ, « Le sort du critère de l'*affectio societatis* dans les sociétés à associé unique », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 13)

MAD-661. U. RABEFITIAVANA, « La RSE en général et dans le paysage malagasy », *Revue de MCI* 2016 (n° 76)

MAD-662. A. RAHARINARIVONIRINA, « Commentaires de la loi sur les sociétés commerciales (1ère partie) », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2003 (n° 3/4)

MAD-663. A. RAHARINARIVONIRINA, « Commentaires de la loi sur les sociétés commerciales (2ème partie) », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 5)

MAD-664. O. RAJERISON, « Face aux dérives des dirigeants d'entreprise publique : un code pour la bonne gouvernance dans le secteur privé à Madagascar ? », *Revue de MCI* 2015 (n° 71)

MAD-665. T. RAKOTOARISON, « Du secret des affaires au bien informationnel », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 293-316

MAD-666. R. RAKOTOBE, « Les conflits d'intérêts dans les sociétés commerciales », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 125-132

MAD-667. R. RAKOTOBE, « Cohérence et incohérences en droit des sociétés », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 83-88

MAD-668. R. RAKOTOBE, « La transparence du droit des sociétés : une des garanties de l'amélioration du climat des affaires à Madagascar », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 239-256

MAD-669. H. RAKOTOMANANA, « Les conventions conclues entre une SA et l'un de ses administrateurs ou un dirigeant social », *Revue de MCI* 2008 (n° 44)

MAD-670. T. RAKOTONDRASOA, « Le groupement d'intérêt économique », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 38)

MAD-671. S. RAKOTONDRAVOAVY, « Sociétés commerciales : les groupements d'intérêts économiques », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 18)

MAD-672. S. RAKOTONDRAVOAVY, « Les groupements d'intérêts économiques », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 20/21)

MAD-673. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Le droit des sociétés commerciales à Madagascar », in : *Common law et droit des sociétés commerciales d'Afrique et d'Haïti. Troisième rencontre de droit comparé du CICLEF*, éd. Université de Moncton, 1998, pp. 277 et s. (également reproduit in : *Revue de droit et de jurisprudence de Madagascar* 1999, pp. 5-48)

MAD-674. M. RAMAROSON, « Le concept de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) à Madagascar », *Revue de MCI* 2015 (n° 70)

MAD-675. S. RAMILIARISOA, « Le crédit-bail : une aubaine pour les entreprises malgaches », *Revue de MCI* 2009 (n° 48)

MAD-676. H. RAZAFIARISON, « De la mobilité en société : Les modifications du capital, des actions et l'activité de la société », *Revue de MCI* 2010 (n° 51)

3. DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ | *BANKRUPTCY LAW*

MAD-677. R. RAKOTOBE, *La clause pénale dans les procédures collectives en droit malgache : de la colonisation juridique au mimétisme législatif*, th. Perpignan, 2009, 328 pp.

MAD-678. « La réforme des procédures collectives à Madagascar », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 39/40)

MAD-679. M. ANDRIAMITISRIONY, « L'entreprise face au risque de cessation de paiement », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 16)

MAD-680. A. INFOSSO RAHARINANDRASANA, « Entreprise en temps de crise : le traitement des entreprises en difficulté », *Revue de MCI* 2013 (n° 61)

MAD-681. D. PONSOT, « Le nouveau régime de l'exécution provisoire : Commentaire des modifications issues de la loi n° 2001-022 du 9 avril 2003 », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 26/27)

MAD-682. D. PONSOT, « Commentaires de la loi n° 2007-018 du 27 juillet 2007 modifiant certaines dispositions de la loi n° 2003-042 du 3 septembre 2004 sur les procédures collectives d'apurement du passif », *Revue de MCI* 2008 (n° 43)

MAD-683. H. RABENJAMINA, « Le mandataire de justice à Madagascar : rôle et relations avec le juge », in : *Actes du colloque international sur le droit comparé des affaires, le droit maritime et les relations entre le juge et les auxiliaires spécialisés*, éd. Association pour la coopération judiciaire avec Madagascar, 1995

MAD-684. R. RAKOTOBE, « Pot pourri autour du droit des procédures collectives d'apurement du passif en droit malgache », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina, éd. Jurid'ika*, 2010, pp. 471-493

MAD-685. R. RAKOTOBE, « Le mimétisme législatif à Madagascar, toujours une réalité ? Cas de la procédure collective d'apurement du passif », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 169-180

MAD-686. H. RAKOTOMANANA, « Les infractions des banqueroutes et le droit comparé », *Revue de MCI* 2009 (n° 46)

MAD-687. L. RANDRIANANTENAINA, « Présentation de la loi n° 2003-042 du 03 septembre 2004 sur les procédures collectives d'apurement du passif », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 22/23)

4. DROIT DES ASSURANCES | *INSURANCE LAW*

MAD-688. D. RABARIJOHN, *Ny Fiantohana [L'assurance]*, Madprint, 1978, 351 pp.

MAD-689. A. BEHAJA, *La notion de risque en droit des asurances : Étude comparative en droit malgache, français et de la C.I.M.A.*, th. La Réunion, 2017, 506 pp. [Lien]

MAD-690. M. ANDRIAMAHEFAZAFY, « Assurances anti-émeutes et autres garanties pour risques non commerciaux », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2009 (n° 45)

MAD-691. M. ANDRIAMAHEFAZAFY, « Assurances, catastrophes naturelles et changement climatique », *Revue de MCI* 2010 (n° 49)

MAD-692. H. ANDRIAMANANTENA, « L'assurance à Madagascar », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 201-216

MAD-693. M. ANDRIAMITSIRIONY, « L'affaire ERJ/Ny Havana/CCA/État malagasy : de la difficulté de la mise en œuvre de l'État de droit à Madagascar », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 9)

MAD-694. J. BEHAJA, « La subrogation en droit des assurances », *Revue de MCI* 2012 (n° 59)

MAD-695. J. BEHAJA, « La franchise en matière d'assurances », *Revue de MCI* 2012 (n° 60)

MAD-696. G. COURTIEU, « En marge du Droit français : de l'intervention de l'assureur au procès pénal en Droit sénégalais, malgache et marocain », *Revue sénégalaise de droit* 1968 (n° 4), pp. 69-77

5. DROIT BANCAIRE ET FINANCIER | *BANKING LAW AND FINANCIAL LAW*

MAD-697. L. CHAMINAH, *La responsabilité civile du banquier en droit malagasy*, th. Paris 1, 2015, 406 pp. [Lien]

MAD-698. B. ANDRIAMIHANTA, « Commentaires de la nouvelle loi sur les chèques », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 17)

MAD-699. M. ANDRIAMITSIRIONY, « De l'approche juridique de l'appréciation de l'Ariary », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 38)

MAD-700. C. ANDRIASENDRARIVONY, « Quid du secret bancaire ? », *Revue de MCI* 2012 (n° 60)

MAD-701. J. BEHAJA, « Réflexions sur la légalité des taux d'intérêt bancaires à Madagascar », *Revue de MCI* 2013 (n° 63)

MAD-702. L. CHAMINAH, « Le service de location de coffre-fort », *Revue Droit et Société (Université de Mahajanga)* 2019, pp. 11-16

MAD-703. L. CHAMINAH, « Le contentieux bancaire », *Revue Droit et Société (Université de Mahajanga)* 2019, pp. 35-41

MAD-704. M. T. CHUCK, « Évolution de la législation et de la règlementation relatives aux changes », *Revue de MCI* 2007 (n° 41)

MAD-705. L. OZOUX, « Le prêt à intérêt chez les Malgaches », *Penant. Recueil général de* jurisprudence, *de doctrine et de législation coloniales et maritimes* 1938, doctr. pp. 19-24

MAD-706. R. RAKOTOBE, « Le droit cambiaire à l'épreuve du droit des procédures collectives et des contraintes de la protection des données à caractère personnel », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-707. H. RAKOTOMANANA, « Le prêt d'argent en droit français et en droit malgache », *Recueil Penant* 1964, pp. 499-522 et 1965, pp. 35-52

MAD-708. E. RAKOTONDRAMANANA, « Monographie du chèque bancaire », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 17)

MAD-709. L. RAMANANJATOVO, « Affaire BICM : analyse des conséquences d'une décision de retrait d'agrément d'un établissement bancaire », *Revue de MCI* 2014 (n° 65/66)

MAD-710. F. S. RAMILIARISOA, « Les b.ab.a du compte courant en droit bancaire », *Revue de MCI* 2009 (n° 46)

MAD-711. F. RANDRIANARIVO, « Propos iconoclastes sur la relation bancaire à Madagascar : à la recherche d'une certaine transparence ou d'une transparence certaine ? », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 257-277

MAD-712. M. RAZANDRAKOTO, « Les recours du bénéficiaire en cas de chèque impayé », *Revue de MCI* 2010 (n° 51)

6. DROIT DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION | *COMPETITION LAW AND CONSUMER LAW*

MAD-713. F. ESOAVELOMANDROSO, « La banalisation de l'illicite en matière de protection des consommateurs de denrées alimentaires », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 161-174

MAD-714. F. ESOAVELOMANDROSO, « Les avatars de la législation malgache sur la concurrence : de la loi 2005-020 à la loi 2018-020 », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-715. O. RAJERISON, « L'action en concurrence déloyale en droit malgache », *Revue de MCI* 2012 (n° 60)

MAD-716. S. RAKOTOMALALA/H. RANAIVOHARIJAONA, « De la responsabilité de l'État face à l'aggravation de la concurrence déloyale », *Revue de MCI* 2016 (n° 76)

MAD-717. H. J. RAKOTOMANJAKA, « La notion de concurrence à travers la loi n° 2005-020 du 17 octobre 2005 », *Revue de MCI* 2008 (n° 42)

MAD-718. V. RAKOTOVAO, « La protection de consommateurs à Madagascar : l'inertie du législateur malgache face au dynamisme mondial », *Revue de MCI* 2011 (n° 54)

MAD-719. M. RALANTONIRINA, « De la protection de l'acheteur consommateur dans les ventes de biens meubles corporels à Madagascar », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 217-234

MAD-720. T. RAMAHANDRY, « Les grandes lignes de la nouvelle loi malgache sur la concurrence », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 30)

MAD-721. R. RAMIADANARIVELO, « La publicité : faites connaissance avec la législation », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 31)

MAD-722. C. RANDRIAMBOAVONJY, « Les grandes lignes de la loi n° 2015-014 du 19 juin 2015 sur les garanties et la protection des consommateurs », *Revue de MCI* 2016 (n° 75)

MAD-723. M. RANDRIANARISON, « La protection des consommateurs dans le cadre de l'inclusion financière », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-724. F. RASAMOELINA, « Les rapports juridiques des agences de voyage avec leurs clients », *Revue de MCI* 2009 (n° 48)

MAD-725. R. RATSIMBARISON, « Enfin le conseil national de la concurrence prend forme ! (missions et limites) », *Revue de MCI* 2014 (n° 65/66)

MAD-726. N. RAVELONIARIVO, « Eclairage sur les pratiques anticoncurrentielles à Madagascar », *Revue de MCI* 2009 (n° 46)

MAD-727. F. RAZAFINJATO, « Quid de la violation de la concurrence ? », *Revue de MCI* 2011 (n° 53)

7. DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE | *INTELLECTUAL PROPERTY LAW*

MAD-728. L. RAKETAMANGA, *Propositions pour un régime de protection de la propriété industrielle à Madagascar*, th. Paris 2, 1984

MAD-729. J. VELONTRASINA, *Introduction au droit de la propriété intellectuelle malgache*, éd. Centre d'information et de documentation scientifique et technique, 1994, 94 pp.

MAD-730. L. ANDRIANASOLO, « La protection commune des éléments de la propriété industrielle : Les actions en contrefaçon et la concurrence déloyale », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 31)

MAD-731. M. ANDRIANASOLO, « Initiation au droit de la propriété intellectuelle », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 31)

MAD-732. T. ANDRIAMISAMANANA, « De la nécessité d'une nouvelle législation sur les indications géographiques et les appellations d'origine pour doper les exportations de Madagascar », *Revue de MCI* 2014 (n° 65/66)

MAD-733. J. BEHAJA, « Une nouvelle approche de la protection des marques : affaire Société UCODIS c/ Société PROPICE du 28 septembre 2011 », *Revue de MCI* 2013 (n° 64)

MAD-734. A. RAHARINARIVONIRINA, « Droit de propriété intellectuelle et droit au/du développement », *Revue de MCI* 2011 (n° 53 et n° 54)

MAD-735. L. RAKETAMANGA, « Propriété industrielle et résultats de recherche », *Bulletin de l'Académie malgache* 1989, pp. 83-91

MAD-736. L. RAKETAMANGA, « La marque et le contrat de 'franchisage' », in : *Actes du Colloque scientifique international sur le droit des affaires/droit de développement*, éd. Académie malgache, 1991, 17 pp.

MAD-737. C. H. RAKOTONIAINA, « Droits voisins du droit d'auteur et entreprises de communication visuelle malgaches », *Revue juridique de l'océan Indien* 2016 (n° 22), pp. 39-94 [Lien]

MAD-738. M. RATOVONJANAHARY, « La propriété industrielle à Madagascar », in : *Actes du colloque international sur le droit comparé des affaires, le droit maritime et les relations entre le juge et les auxiliaires spécialisés*, éd. Association pour la coopération judiciaire avec Madagascar, 1995

MAD-739. N. RAVELONARIVO, « Madagascar face à la contrefaçon de médicaments », *Revue de MCI* 2008 (n° 43)

MAD-740. N. RAVELONARIVO, « Le droit à l'image », *Revue de MCI* 2008 (n° 44)

MAD-741. N. RAVELONARIVO, « Assurances, catastrophes naturelles et changement climatique », *Revue de MCI* 2010 (n° 49)

8. DROIT DES TRANSPORTS (TERRESTRE, AÉRIEN, MARITIME ET FLUVIAL) | *TRANSPORTATION LAW*

MAD-742. S. RANDRIANAHINORO, *Droit maritime*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1986, 142 pp.

MAD-743. H. RABENJARIVELO, « Les particularités et les applications jurisprudentielles du droit maritime à Madagascar », in : *Actes du colloque international sur le droit comparé des affaires, le droit maritime et les relations entre le juge et les auxiliaires spécialisés*, éd. Association pour la coopération judiciaire avec Madagascar, 1995

MAD-744. A. RAHARINARIVONIRINA, « Le transitaire », *Revue de MCI* 2014 (n° 68) et 2015 (n° 69)

→ v. aussi le Code maritime et ses décrets d'application *supra* réf. **MAD-37**

C. DROIT SOCIAL | *SOCIAL LAW*

MAD-745. G. LEJAMBLE, *Initiation au droit social de Madagascar*, éd. Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus de Madagascar, 1969, 100 pp.

1. DROIT DU TRAVAIL | *LABOUR LAW*

MAD-746. Ph. PALAZZO, *Précis de droit du travail à Madagascar*, éd. Librairie de Madagascar, coll. Codes bleus malgaches, 1964, 320 pp.

MAD-747. A. RAHARINARIVONIRINA/A. BERTONE, *Droit malgache du travail*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1979, 254 pp.

MAD-748. J. RAKOTOARISON, *Les accidents du travail : le cas de Madagascar. Étude comparative et prospective*, th. Paris 11, 1989, 759 pp.

MAD-749. N. RAKOTOBE RALAMBONDRAINY/I. RAKOTO, *Droit malgache du travail – Les relations individuelles de travail*, éd. Jurid'ika, 1ère éd. 2007, 342 pp. ; 2e éd. 2011, 394 pp. (extraits reproduits in : *Revue de MCI* 2011 [n° 55 et n° 56])

MAD-750. RASOLO, *Les délégués du personnel et le droit du travail à Madagascar*, mém. Tananarive, 1982, 113 pp.

MAD-751. J. ROUX, *Essai sur le régime et la réglementation du travail indigène à Madagascar*, th. Montpellier, éd. Firmin, Montane et Sicardi, 1903, 354 pp.

MAD-752. M. ANDRIAMITSIRIONY, « Le dynamisme du droit du travail : analyse comparative du droit du travail français et du droit du travail malgache », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 14/15)

MAD-753. R. ANDRIANAIVOTSEHENO, « Le droit du travail et la protection de l'employeur », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 33-40

MAD-754. H. ANDRIANARISOA, « La clause de dédit-formation dans le droit du travail », *Revue de MCI* 2012 (n° 60)

MAD-755. HONORÉ, « Commentaires du nouveau Code du travail », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 14/15)

MAD-756. R. LERAT, « La main d'œuvre et le régime du travail à Madagascar », *Penant : Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes* 1950, doctr. pp. 81-88

MAD-757. J. MANICACCI, « Autour du Code du travail : les services médicaux ou sanitaires des entreprises », *Bulletin de Madagascar* 1955 (n° 107), pp. 325-338

MAD-758. A. NATACHA, « Dans quelles conditions une clause de non-concurrence accessoire au contrat de travail est-elle admise ? », *Revue de MCI* 2013 (n° 63)

MAD-759. Ph. PALAZZO, « Des difficultés de connaissance et d'application du droit du travail à Madagascar », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1967 (vol. 77), pp. 251-269

MAD-760. A. RAHARINARIVONIRINA, « Le droit du travail : quelles spécificités ? », *Revue de MCI* 2007 (n° 41)

MAD-761. N. RAKOTOBE RALAMBONDRAINY, « Les salariés protégés à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1989, pp. 487-505

MAD-762. N. RAKOTOBE, « De l'égalité du statut des hommes et des femmes dans le droit du travail et de la famille », *Revue de MCI* 2014 (n° 65/66)

MAD-763. A. RAKOTONDRAZAKA, « Congés payés : une vision partagée », *Revue de MCI* 2009 (n° 46)

MAD-764. T. RAKOTONIRINA, « Le droit de grève et manifestation dans l'entreprise », *Revue de MCI* 2009 (n° 45)

MAD-765. H. RAMANITRARIVO, « Le rôle de l'inspection de travail en temps de crise : réflexions d'un Inspecteur du Travail », *Revue de MCI* 2010 (n° 51)

MAD-766. R. RAMIADANARIVELO, « La législation malgache face à l'éradication du travail des enfants », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 30)

MAD-767. F. RANDRIANARIVO, « De la rupture anticipée des contrats de travail à durée déterminée en droit malgache du travail », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 73-100

MAD-768. F. RANDRIANARIVO, « Autour de l'article 20 du Code du travail malgache : du licenciement illicite », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 61-94

MAD-769. C. RANJATOSON, « Le temps de travail effectif », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 527-548

MAD-770. C. RANJATOSON, « La santé et la sécurité des travailleurs malgaches », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 95-115

MAD-771. V. RASOLONANAHARY, « Réflexions sur le harcèlement au travail », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 495-514

MAD-772. V. RASOLONANAHARY, « Les réflexions d'un juge auprès du Tribunal du travail », *Revue de MCI* 2010 (n° 51)

MAD-773. V. RAVAONALISOA, « Les nouveautés en droit du travail », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 39/40)

MAD-774. V. RAVAONALISOA, « Du chômage technique et des licenciements pour motif économique », *Revue de MCI* 2009 (n° 45)

MAD-775. V. RAVAONALISOA, « Le Comité d'entreprise : structure de dialogue social méconnue », *Revue de MCI* 2010 (n° 51)

MAD-776. H. RAZAFIARISON, « Rappel des principes généraux du droit du travail », *Revue de MCI* 2010 (n° 51)

MAD-777. J. ZIEGLER, « Autour du Code du travail : conventions collectives et accords d'établissement », *Bulletin de Madagascar* 1955 (n° 111), pp. 700-713

2. DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE | *SOCIAL PROTECTION LAW*

MAD-778. R. ARIZAKA RABEKOTO (sous la dir.), *Droit de la Sécurité sociale*, Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, 2015, 126 pp.

MAD-779. J. THIERRY, « De la réparation judiciaire des accidents de travail à Madagascar et du recours de la caisse nationale de prévoyance sociale », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1971 (vol. 81), pp. 545-559

MAD-780. J. ZIEGLER/M. HAMMARD, « Le régime des prestations familiales à Madagascar », *Bulletin de Madagascar* 1956 (n° 123), pp. 694-713

D. PROCÉDURE CIVILE ET ARBITRAGE | *CIVIL PROCEDURE AND ARBITRATION*

MAD-781. G. BAUDRAND, *Traité de la procédure civile indigène à Madagascar*, R. de Comarmond/Jouve, 1951, 203 pp.

MAD-782. R. JAKOBA/T. RAZAFITRIMO/C. TIDAHY, *Guide de l'arbitrage et de médiation de Madagascar*, CAMM, 2013, 87 pp.

MAD-783. E. NJARA/B. BETOMBO, *Le droit du procès civil*, éd. Jurid'ika, 2014, 481 pp.

MAD-784. S. RANDRIANAHINORO, *Procédure civile*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1980 [?], 226 pp.

MAD-785. F. RANJEVA, *Le droit de l'arbitrage privé à Madagascar (loi n° 98-019 sur l'arbitrage)*, Société malgache d'édition, 1999, 100 pp.

MAD-786. G. ANDRIAMIARISOA, « Pour une réforme de la loi n° 98-019 du 15 décembre 1998 sur l'arbitrage », *Revue de MCI* 2011 (n° 55)

MAD-787. J. ANDRIAMPARANY, « Nouveau code de procédure civile : l'application de la mise en état », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 13)

MAD-788. L. ANDRIANIRINA, « Commentaire de la nouvelle loi n° 2012-013 sur la médiation commerciale », *Revue de MCI* 2013 (n° 61)

MAD-789. A. BEHAJA, « La procédure d'injonction de payer en droit malgache », *Revue de MCI* 2013 (n° 62)

MAD-790. J. BEHAJA, « Le pourvoi dans l'intérêt de la loi en droit malgache », *Revue de MCI* 2013 (n° 63)

MAD-791. W. BEN HAMIDA, « Suggestions pour promouvoir la place de l'arbitrage en Afrique. Madagascar et la Tunisie comme illustration », *Revue juridique de l'océan Indien* 2017 (n° 24), pp. 39-48 [Lien]

MAD-792. L. CHUK HEN SHUN, « Quid de la compétence du juge judiciaire face à la convention d'arbitrage (à la lumière d'arrêts récents) ? », *Revue de MCI* 2014 (n° 65/66)

MAD-793. L. CHUK HEN SHUN, « Juge judiciaire, acteur de l'essor de l'arbitrage (cas français, malgache et mauricien) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2017 (n° 24), pp. 9-17 [Lien]

MAD-794. D. GUNNOO, « Analyse comparative entre Maurice et Madagascar sur les spécificités liées à l'arbitrage international et à l'arbitrage institutionnel », *Revue juridique de l'océan Indien* 2017 (n° 24), pp. 19-37 [Lien]

MAD-795. H. IMBIKI, « La suspension d'exécution d'une décision de justice par la Cour Suprême », *Revue de MCI* 2016 (n° 74)

MAD-796. R. JAKOBA, « Droit et pratique de l'arbitrage à Madagascar », *Revue de l'arbitrage* 2003, pp. 381-396

MAD-797. R. JAKOBA, « Droit et pratique de l'arbitrage à Madagascar », *Mauritius Business Law Review* 2013 (n° 5), pp. 38-42

MAD-798. R. JAKOBA, « Country overview: Madagascar », in : L. Bosman (sous la dir.), *Arbitration in Africa: A Practitioner's Guide*, Wolters Kluwer, 2013, pp. 41-46

MAD-799. R. JAKOBA, « Arbitrage et sécurisation juridique des investissements. L'arbitrage comme moyen de sécurisation des investissements à Madagascar », *Revue juridique de l'océan Indien* 2017 (n° 24), pp. 89-97 [Lien]

MAD-800. G. LEVY/X. ZENO, « L'arbitrage à Madagascar », *Penant : revue du droit des pays d'Afrique* 2007 (vol. 117), pp. 87-96

MAD-801. Y. MOHAMED, « Une procédure exceptionnelle : 'le référé provision' », *Revue de MCI* 2014 (n° 65/66)

MAD-802. N. RAFENOMANJATO/C. RAHERIJAONA, « Un vent de renouveau sur le droit malgache de l'arbitrage », *Revue MCI* 2017 (n° 77)

MAD-803. N. RAKOTOBE, « Problèmes du pourvoi dans l'intérêt de la loi pour violation des préceptes généraux de justice et notamment des principes équitables », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 55-60 (également reproduit in : *Revue de MCI* 2016 [n° 74])

MAD-804. H. RAKOTOMANANA, « Les principaux incidents de saisie jusqu'à l'adjudication et les comportements qui faussent la concurrence dans les enchères », *Revue de MCI* 2008 (n° 43)

MAD-805. B. RAMANANDRAIBE, « Le rôle des juges en matière d'arbitrage », *Revue de MCI* 2014 (n° 67 et n° 68)

MAD-806. A. RAMANGASOAVINA, « L'organisation judiciaire malgache en matière civile », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1969, pp. 566-576

MAD-807. L. RAMARIMBAHOAKA, « Les avantages de l'arbitrage : comment se traduisent-ils dans la pratique ? », *Revue de MCI* 2010 (n° 50)

MAD-808. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Le juge et l'arbitrage dans la loi n° 98-019 », *Revue de droit et de jurisprudence de Madagascar* 2000 (vol. 2), pp. 3-23

MAD-809. H.-F. RANJEVA, « Le régime de l'arbitrage international à Madagascar », *Journal du droit international (Clunet)* 2000, pp. 709-724

MAD-810. H. F. RANJEVA, « L'État dans l'arbitrage d'investissement », *Revue juridique de l'océan Indien* 2017 (n° 24), pp. 81-87 [Lien]

MAD-811. J. RAVALOSON, « Les modes alternatifs de règlement des litiges et la continuité des affaires », *Revue de MCI* 2012 (n° 59)

MAD-812. A. ROUHETTE, « Le serment et le pouvoir dans la société traditionnelle de Madagascar », *Droit et cultures* 1987 (n° 14), pp. 57-79

- sur l'arbitrabilité d'un contrat administratif, v. *supra* réf. **MAD-411**

VI. DROIT PÉNAL | *CRIMINAL LAW*

MAD-813. L. OZOUX, *Droit pénal indigène*, Imprimerie officielle, 1ère éd. 1928 et 2e éd. 1931, 137 pp.

MAD-814. L. OZOUX/L. ROUVIN, *Droit pénal indigène*, Imprimerie officielle, 3e éd. 1939, 151 pp.

MAD-815. P. RAFOLISY, *Protection juridique de l'intégrité morale et développement durable*, th. Limoges, 2008, 430 pp. [Lien]

MAD-816. A. HAAG, « Évolution de la justice pénale malgache », *Revue de Madagascar. Nouvelle Série* 1959 (n° 8), pp. 19-22

MAD-817. H. RAHARIJAONA, « Perspectives de réforme du Code pénal », *Bulletin de l'Académie malgache* 1965, pp. 4-9

MAD-818. H. RAHARIJAONA, « Présentation d'un registre des jugements répressifs du Tribunal mixte criminel de Tananarive », *Bulletin de l'Académie malgache* 1968, pp. 37-44

MAD-819. F. RAJOHNSON, « Réflexions sur la peine de mort à Madagascar », *Revue de MCI* 2015 (n° 71)

MAD-820. R. RANJEVA, « À la recherche de la paix et de la sécurité : les événements du sud en 2012. Dimensions juridiques », *Bulletin de l'Académie malgache* 2012 (vol. 91), pp. 129-133

A. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL | *GENERAL RULES*

MAD-821. A. RAHARINARIVONIRINA/A. BERTONE, *Droit pénal général*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1980, 301 pp.

MAD-822. H. RAKOTOMANANA, *Notions de droit pénal général*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1990, 2 vol.

MAD-823. H. ANDRIAMAMPIANINA, « L'illicéité pénale en doctrine pénale moderne : 'méconaissance' ou 'mépris' du concept technique de bien juridique par la doctrine pénale française ? », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 137-148

MAD-824. R. BILBAO, « Droit pénal et procédure pénale malgache », *Recueil Penant* 1964, pp. 441-457

MAD-825. R. IMBOTY, « L'enfant devant la justice pénale à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1977, pp. 317-327

MAD-826. H. RAKOTOMANANA, « De quelques mesures de clémence en droit pénal (1) : l'amnistie et la grâce », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 30)

MAD-827. H. RAKOTOMANANA, « De quelques mesures de clémence en droit pénal (2): la libération conditionnelle, la réhabilitation », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 31)

MAD-828. V. RAMANITRA, « Madagascar. Propos sur la peine de mort », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1976 (vol. 86), pp. 327-334

MAD-829. F. RANDRIANARIVO, « À la recherche de la définition de l'illicéité dans l'informel », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 117-136

MAD-830. F. RANDRIANARIVO, « Une personne morale peut-elle mal agir ? Réflexions sur la responsabilité pénale des personnes morales en droit malgache », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-831. F. RAZAFINJATO, « Le concept de la légitime défense en droit malgache », *Revue de MCI* 2010 (n° 52)

MAD-832. A. ROUHETTE, « Droit pénal et pouvoir dans la société traditionnelle malgache », *Droit et cultures* 1986 (n° 11), pp. 177-180

B. DROIT PÉNAL SPÉCIAL | *SPECIAL CRIMINAL LAW*

MAD-833. H. RAKOTOMANANA, *Droit pénal spécial*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1988, 310 pp.

MAD-834. H. RAKOTOMANANA, *Traité de droit pénal malgache des affaires*, éd. Jurid'ika, 2011, 401 pp.

MAD-835. H. RAKOTOMANANA, *Traité de droit pénal spécial*, éd. Jurid'ika, 2013, 606 pp.

MAD-836. G. RAMIHONE, *Le droit pénal douanier malgache et l'héritage du droit français*, th. Grenoble 2, 1987, 175 pp.

MAD-837. A. R. RAZAFIMAHEFA, *Études sur le vol de bovidés*, mém. Tananarive, 1982, 132 pp.

MAD-838. B. SERRE, *La lutte contre la corruption à Madagascar*, th. Toulouse 1, 2017, 491 pp. [Lien]

MAD-839. N. ANDRIAMAHEFA, « Pour une liberté sous caution à Madagascar, moyen de lutte contre la corruption », *Revue de MCI* 2011 (n° 54)

MAD-840. H. ANDRIAMAMPIANINA, « Identification de la corruption : la définition juridique en dernier recours ? », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 7-26

MAD-841. H. ANDRIAMAMPIANINA, « La protection pénale de l'Administration malgache dans la perspective de la lutte contre la corruption ? », *Annales droit (nouvelle série)* 2018 (n° 8), pp. 7-24

MAD-842. H. ANDRIAMAMPIANINA, « De l'identification du bien juridique protégé dans le délit de corruption passive en droit pénal français et malgache », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-843. G. ANDRIANJAFISON, « L'abus de biens sociaux dans les sociétés commerciales à risque limité », *Revue de MCI* 2012 (n° 57)

MAD-844. R. BAZEZY, « La lutte contre la corruption : le rôle du juge », *Annales droit (nouvelle série)* 2015 (n° 4), pp. 75-79

MAD-845. M. GUTH, « Aspects humains et juridiques du délit d'usure à Madagascar », *Recueil Penant* 1962, pp. 249-260 et pp. 689-705

MAD-846. E. NJARA, « La profanation de sépultures », *Revue de droit et de jurisprudence de Madagascar* 2000 (n° 2), pp. 57-83

MAD-847. C. POIRIER, « De quelques procédures judiciaires locales : ordalies et magie », *Bulletin de l'Académie malgache* 1960 (vol. 38), pp. 118-119

MAD-848. H. RAHARIJAONA, « Les actes de sorcellerie et le droit malgache », *Bulletin de l'Académie malgache* 1965, pp. 9-15 (également reproduit in : *Revue sénégalaise de droit* 1967 [n° 2], pp. 41-50)

MAD-849. H. RAHARIJAONA, « La protection pénale de la monnaie à Madagascar », *Bulletin de Madagascar* 1968 (n° 261), pp. 131-145

MAD-850. J. RAHETLAH, « Le droit pénal spécial : les infractions relatives à la vie des entreprises », *Revue de MCI* 2007 (n° 41)

MAD-851. R. RAKOTOBE, « De l'illicite dans les réseaux sociaux », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 175-180

MAD-852. R. RAKOTOBE/M. L. RANDRIATAVY, « La cybercriminalité, au cœur du processus de dépénalisation des délits de presse à Madagascar », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 27-44

MAD-853. H. RAKOTOMANANA, « Le blanchiment d'argent introduit dans le droit pénal spécial Malagasy », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 34)

MAD-854. H. RAKOTOMANANA, « Le droit pénal Malagasy des sociétés et ses principaux traits caractéristiques », *Revue de MCI* 2007 (n° 41)

MAD-855. H. RAKOTOMANANA, « La sorcellerie en droit malgache », *Revue de MCI* 2011 (n° 53)

MAD-856. T. RALAMBOMAHAY, « La loi sur le pôle anti-corruption : une porte ouverte à la réforme de la fonction publique », *Revue MCI* 2017 (n° 77)

MAD-857. J. RAMALANJAONA, « La sorcellerie », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1967 (vol. 77), pp. 447-461 et 1968 (vol. 78), pp. 77-100

MAD-858. L. RAMANANJATOVO, « Le système financier Malgache sur le blanchiment d'argent : avancées et limites », *Revue de MCI* 2013 (n° 64)

MAD-859. V. RAMANITRA, « De la répression de la sorcellerie à Madagascar », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1973 (vol. 8), pp. 15-27 [Lien]

MAD-860. G. RAMIHONE, « Le droit pénal malgache, droit particulier mal compris des professionnels du commerce et de l'industrie », in : *Actes du Colloque scientifique international sur le droit des affaires/droit de développement*, éd. Académie malgache, 1991, 20 pp.

MAD-861. C. RANDRAIMBOAVONJY, « La diffamation en tant que délit pénal dans l'analyse comparative internationale », *Revue de MCI* 2016 (n° 74)

MAD-862. S. RANDRIANAHINORO, « La jurisprudence de la Cour suprême de Madagascar en matière de vol de bœufs », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1984 (vol. 94), pp. 5-15

MAD-863. M. L. RANDRIATAVY, « L'illicite dans l'économie des médias », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 181-192

MAD-864. J.-M. RASOLONJATOVO, « L'arsenal juridique contre les biens mal acquis », *Revue de MCI* 2014 (n° 68)

MAD-865. Y. ROUVIN, « Madagascar : Le juge et le sorcier. La répression de l'invisible », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1978 (vol. 88), pp. 409-432

C. PROCÉDURE PÉNALE | *CRIMINAL PROCEDURE*

MAD-866. J.-M. GUTH, *Les juridictions criminelles à Madagascar*, th. Paris, éd. Cujas, coll. Études malgaches, 1961, 164 pp.

MAD-867. H. RAKOTOMANANA, *Procédure pénale malgache*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1982, 236 pp.

MAD-868. H. RANDRIAMAMPIONONA, *Les aspects judiciaires de la rébellion de 1947 à Madagascar*, th. Lyon 3, 2007, 625 pp. [Lien]

MAD-869. L. CRÉMAZY, « De l'extradition dans les rapports de la France avec Madagascar », *Journal de droit international privé et de jurisprudence comparée* 1882, pp. 174-178 [Lien]

MAD-870. R. DANCOURT, « De la récusation devant les cours criminelles à Madagascar », *Tribune des colonies et des protectorats* 1907, doctr. pp. 23-25

MAD-871. J.-M. GUTH, « La Cour criminelle à Madagascar », *Revue juridique et politique de l'Union française* 1958, pp. 141-169

MAD-872. H. RAHARIJAONA, « Problèmes d'assistance juridique à Madagascar », *Revue internationale de droit pénal* 1968 (vol. 39), pp. 59-65

MAD-873. A. RAHARINARIVONIRINA, « De quelques aspects de la procédure judiciaire d'avant l'indépendance vus à travers un aperçu historique de la procédure pénale à Madagascar », *Omaly sy anio (Hier et aujourd'hui). Revue d'études historiques* 1977 (n° 5-6), pp. 267-276

MAD-874. H. RAKOTOMANANA, « Réflexions sur l'indépendance du Bureau Indépendant Anti-corruption (BIANCO) », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 32)

MAD-875. RAMANGASOAVINA, « Le Code de procédure pénale malgache », in : J. Poirier (sous la dir.), *Études de droit africain et de droit malgache*, éd. Cujas, 1965, pp. 7-17

MAD-876. A. RAMANGASOAVINA, « L'organisation judiciaire malgache en matière pénale », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1969, pp. 785-799

MAD-877. V. RAMANITRA, « Trois institutions originales du code de procédure pénale *malagasy* », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1968 (vol. 78), pp. 449-462

MAD-878. S. RAMBININTSAOTRA, « Transaction pénale : mode efficace ou obstacle à la gestion durable des biens environnementaux », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 6), pp. 65-76

MAD-879. S. RANDRIANAHINORO, « Une juridiction d'exception à Madagascar : le tribunal criminel spécial », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1984 (vol. 94), pp. 263-266

MAD-880. S. RANDRIANAHINORO, « Les tribunaux spéciaux économiques à Madagascar », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1989 (vol. 99), pp. 508-516

MAD-881. N. RAKOTOBE, « Le juge judiciaire : quelles actions pour une redevabilité effective ? », *Annales droit (nouvelle série)* 2015 (n° 4), pp. 99-114

MAD-882. A. RAZAFIMAHEFA, « Quelques particularités de la procédure d'information sommaire en droit malgache », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 179-184

MAD-883. A. ROGER, « La transaction administrative en matière pénale », *Revue de droit et de jurisprudence à Madgascar* 2001 (n° 3), pp. 1-20

D. CRIMINOLOGIE | *CRIMINOLOGY*

MAD-884. M. RAHARISON, *La délinquance juvénile à Antananarivo : le phénomène et la réaction sociale*, th. Aix-Marseille 3, 1990, 341 pp.

VII. DROITS MIXTES | *MIXED FIELDS OF LAW*

A. DROIT FONCIER ET DROIT RURAL | *LAND LAW AND RURAL LAW*

MAD-885. *Recueil des textes réglementant la propriété foncière à Madagascar et Dépendances*, Imprimerie officielle, 1930

MAD-886. R. ANDRIANANTOANINA/S. AUBERT/L. RAHARINIRINA RABAOVOLOLONA/F. RAKOTONDRASOA/B. RALALAOHERIVONY, *Comment dois-je faire pour accéder à un terrain de manière officielle ? Lexique foncier franco-malgache*, CIRAM/CIRAD, 2005, 96 pp. [Lien]

MAD-887. C. FREYDIER, *L'accession à la propriété foncière pour les investisseurs étrangers à Madagascar*, th. Paris-Est, 2011

MAD-888. V. GASSE, *Le régime foncier à Madagascar et en Afrique*, Librairie autonome, 1959, 351 pp.

MAD-889. A. LOTA/J. ROMANI, *La propriété foncière à Madagascar et dépendances : traité théorique et pratique*, éd. Paoli & Fakra/Jouve, 3e éd. 1953, 622 pp.

MAD-890. R. MACÉ, *L'évolution du régime foncier à Madagascar*, th. Paris, Larose éditeurs/Les Presses modernes, 1936, 255 pp.

MAD-891. J. DE MAZAN, *Étude sur la législation foncière de Madagascar*, th. Aix-Marseille, 1898, 139 pp. [Lien]

MAD-892. P. OTTINO, *Éléments de droits fonciers et pastoraux chez les Sakalava*, ORSTOM/IRSM, 1961, 90 pp. [Lien]

MAD-893. A. RAMANGASOAVINA, *Problèmes de la modernisation du paysannat malgache*, th. Paris, 1958, 213 pp.

MAD-894. M. RANDRANTO, *La pertinence du nouveau système de droit foncier de Madagascar (La réforme foncière de 2005)*, th. Paris 1, 2014, 351 pp. [Lien]

MAD-895. R. RARIJAONA, *Le concept de propriété en droit foncier de Madagascar*, éd. Cujas, 1967, 306 pp. (compte-rendu de H. RAHARIJAONA, in : *Bulletin de Madagascar* 1968 [n° 269], pp. 909-912)

MAD-896. S. RASOLOHERINDRAIBE, *Les problèmes d'ineffectivité du droit foncier en milieu rural malgache*, th. Paris 1, 2006, 570 pp.

MAD-897. R. RAVONIARISOA, *Coopération agricole et orientation socialiste : l'exemple de Madagascar*, th. Nice, 1985, 358 pp.

MAD-898. T. ANDRIASAMIMANANA, « La concession des réserves foncières touristiques », *Revue de MCI* 2009 (n° 47)

MAD-899. S. AUBERT/S. RAMBININTSAOTRA/J. RAZAFIARIJAONA « Quel statut foncier spécifique pour les aires protégées de Madagascar

en vue d'un aménagement coordonné des territoires ? », *Revue Développement durable et territoires* 2013 (vol. 4, n° 1) [Lien]

MAD-900. S. AUBERT/S. RAZAFIARISON, « Les services administratifs et la gestion du terroir », in : S. Aubert/S. Razafiarison/A. Bernard (sous la dir.), *Déforestation et systèmes agraires à Madagascar. Les dynamiques des* tavy *sur la côte orientale*, CIRAD/Cite/Fofia, 2003, pp. 155-166

MAD-901. BARTHOLOMÉ, « Le régime de la propriété foncière à Madagascar », Notes, *reconnaissances et explorations* 1899, pp. 215-239

MAD-902. A. BERTRAND/S. AUBERT/A. TEYSSIER, « Les enjeux du programme national foncier de Madagascar », in : C. Eberhard/G. Vernicos (sous la dir.), *La quête anthropologique du droit : autour de la démarche d'Etienne Le Roy*, Karthala, 2006, pp. 193-219

MAD-903. A. BERTRAND/Ph. KARPE/S. AUBERT, « Le statut juridique des terres à Madagascar : perspectives historiques et sociales », in : F. Sandron (sous la dir.), *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*, CITE/Karthala, 2008, pp. 35-57

MAD-904. P. BLANC, « Nouvelles tendances du droit foncier Africain et Malgache », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1970 (vol. 80), pp. 97-128

MAD-905. X. BLANC-JOUVAN, « Aspects nouveaux de la propriété foncière en droit malgache », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1963 (vol. 1), pp. 33-79 [Lien]

MAD-906. X. BLANC-JOUVAN, « Les droits fonciers collectifs dans les coutumes malgaches », *Revue internationale de droit comparé* 1964, pp. 333-368 [Lien]

MAD-907. P. BOITEAU, « Les droits sur la terre dans la société malgache précoloniale », in : Centre d'études et de recherches marxistes (sous la dir.), *Sur le 'mode de production asiatique'*, Éd. sociales, 1969, pp. 135-168

MAD-908. V. DESLOGES, « Les empreintes de la législation foncière dans l'extension du reboisement à Madagascar », *Les Cahiers d'outre-mer* 2001 (n° 213), pp. 69-94

MAD-909. J. DEZ, « Les baux ruraux coutumiers à Madagascar », in : J. Poirier (sous la dir.), *Études de droit africain et de droit malgache*, éd. Cujas, 1965, pp. 73-94

MAD-910. S. EVERS, « *Lex Loci* meets *Lex Fori*: Merging Customary Law and National Land Legislation in Madagascar », in : S. Evers/G. Campbell/M. Lambek (sous la dir.), *Contest for Land in Madagascar*, Brill, 2013, pp. 119-140

MAD-911. S. EVERS *et al.*, « Foreign Land Acquisitions In Madagascar: Competing Jurisdiction Of Access Claims », in : T. Dietz/K. Havnevik/M. Kaag/T. Oestigaard (sous la dir.), *African Engagements. Africa Negotiating an Emerging Multipolar World*, Brill, 2011, pp. 110-132

MAD-912. T. HEALY/R. RANDRIAMANANTSOA RATSIMBARISON, « Influences historiques et le rôle des droits fonciers traditionnels à Madagascar : légalité *versus* légitimité », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 8)

MAD-913. L. HOLTZ, « Le régime foncier à Madagascar », *Annales des sciences politiques* 1908, pp. 76-103

MAD-914. J.-F. JARISON, « L'action des pouvoirs publics dans la répartition et l'affectation du sol en vue de l'aménagement et du développement à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1970, pp. 1255-1278

MAD-915. Ph. KARPE/M. RANDRIANARISON/S. RAMBININTSAORTRA/S. AUBERT, « La pratique judiciaire dans le domaine foncier à Madagascar », *Droit et cultures* 2007 (vol. 54), pp. 213-239 [Lien]

MAD-916. LOUSSERT, « De l'immatriculation de la propriété foncière à Madagascar », *La Tribune des colonies et des protectorats* 1902, doctr. pp. 16-26

MAD-917. J.-C. MAESTRE, « Le tombeau malgache et le droit public : à propos de l'arrêt du 16 janvier 1965 de la Chambre administrative de la Cour Suprême de Madagascar (Ranaivo Paul c/ sous-préfet de Tananarive-Banlieue) », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1965 (vol. 2), pp. 149-166 [Lien]

MAD-918. P. MONTAGNE *et al.*, « Sécurisation foncière du kijana de Beririnina : contraintes et modes de développement », in : F. Sandron (sous la dir.), *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*, CITE/Karthala, 2009, pp. 209-228

MAD-919. F. MUTTENZER, « Politiques foncières et pluralisme juridique à Madagascar », *Taloha. Revue scientifique internationale des civilisations* 2010 (n° 19) [Lien]

MAD-920. E. NJARA, « Le *fihavanana* », *Droit et cultures* 1993 (n° 24), pp. 152-159

MAD-921. M. PENANT, « Les tombeaux indigènes et la propriété foncière à Madagascar », *Penant. Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes* 1952, doctr. pp. 69-74

MAD-922. N. PHAM/RAMAROLANTO-RATIARAY, « Transplanted private property rights in former French colonies: a legal and cultural approach from the receiving country perspective », *Annales droit (nouvelle série)* 2013 (n° 2), pp. 133-150

MAD-923. L. RAHARISON, « L'héritage foncier en Imerina (Hautes Terres centrales) », in : F. Sandron (sous la dir.), *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*, CITE/Karthala, 2008, pp. 167-181

MAD-924. L. RAJAONERA, « Les problèmes de la fiscalité foncière à Madagascar. Le cas de l'impôt foncier sur la propriété bâtie », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1997-1998 (vol. 15), pp. 93-102

MAD-925. D. RAJERIARISON, « Quid de l'accès des étrangers à la propriété foncière actuellement ? », *Revue de MCI* 2012 (n° 58)

MAD-926. N. RAKOTOBE, « Accès à la propriété au regard des nouvelles lois foncières – approche juridique », *Revue de MCI* 2013 (n° 62)

MAD-927. N. RAKOTOMALALA, « L'accès des étrangers à la propriété foncière », *Revue de MCI* 2007 (n° 41)

MAD-928. S. RAKOTONDRAOAVY, « Les problématiques juridiques soulevées par la nouvelle loi relative à l'accès des étrangers à la propriété foncière », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2003 (n° 2)

MAD-929. A. RAKOTONIAINA ANDRIANTAHIANA, « The abuse of right of ownership Ordinance 74-021 of 20th, 1974 », *Revue de MCI* 2008 (n° 43)

MAD-930. B. RAMANANDRAIBE RANAIVOHARIVONY, « L'interprétation du Code civil : le droit de la propriété foncière à Madagascar », *Revue juridique de l'océan Indien* 2006 (n° spécial), pp. 40-51 [Lien]

MAD-931. RAMAROLANTO-RATIARAY, » L'accès à la terre en droit rural malgache », *Revue internationale de droit comparé* 1989, pp. 637-707 [Lien]

MAD-932. RAMAROLANTO-RATIARAY, « La propriété sans titre ou l'érosion de la propriété coutumière. Plaidoyer pour les droits coutumiers de propriété », *Revue juridique de l'océan Indien* 2006 (n° spécial), pp. 89-99 [Lien]

MAD-933. T. RANDRIANARIMANANA, « L'illicite en urbanisme », *Annales droit (nouvelle série)* 2017 (n° 7), pp. 149-160

MAD-934. S. RASOLOHERINDRAIBE, « Une revendication permanente du monde rural : le droit à la terre, exemple de la plaine de Marovoay (region de Majunga) », in : G. Conac et F. Conac (sous la dir.), *La terre, l'eau et le droit en Afrique, à Madagascar et à l'Île Maurice*, Bruylant, 1998, pp. 201-212

MAD-935. J. RAZAFIARIJAONA, « Bilan diagnostic de sécurisation foncière et perspective pour Madagascar », *Revue de MCI* 2009 (n° 46)

MAD-936. S. RAZAFINDRAMBOA, « Accès des étrangers à la propriété foncière : une analyse de droit comparé », *Revue de MCI* 2015 (n° 69)

MAD-937. N. RAZAFINDRAVELO/A. RAHARINARIVONIRINA, « La femme et le droit de propriété foncière », *Revue de MCI* 2012 (n° 59)

MAD-938. C. RAZAFINTSALAMA, « La propriété foncière à Fiaranantsoa », *Omaly sy anio : revue d'études historiques* 1986, pp. 335-346

MAD-939. RAZOHARINORO-RANDRIAMBOAVONJY, « Note sur le régime foncier au début de la colonisation », *Bulletin de Madagascar* 1974 (n° 327), pp. 183-199

MAD-940. A. TEYSSIER/H. RAHARISON/Z. RAVELOMANANTSOA, « La réforme foncière de Madagascar ou le pari de la compétence locale », *Land settlement and cooperatives* 2007, pp. 34-48 [Lien] (également reproduit in : F. Sandron (sous la dir.), *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*, CITE/Karthala, 2008, pp. 19-33)

MAD-941. A. TSIAZONANGOLY, « Les nouveaux aspects du droit foncier », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 443-467

MAD-942. A. TSIAZONANGOLY, « La transparence dans la gestion du foncier à Madagascar : entre ambition et illusion », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 107-121

→ v. aussi le Code foncier malagasy *supra* réf. Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.

Dossier bibliographique : Le droit forestier malgache
Bibliographical Portfolio : Forest Law in Madagascar

MAD-943. S. AUBERT, *Gestion patrimoniale et viabilité des politiques forestières à Madagascar : Vers le droit à l'environnement ?* th. Paris 1, 1999, 457 pp. (compte-rendu de B. MANGANGUELA, in : *Bulletin de liaison d'anthropologie juridique de Paris* 2001 [n° 26], pp. 79-92 [Lien])

MAD-944. A. BERTRAND/P. MONTAGNE/A. KARSENTY (sous la dir.), *L'État et la gestion locale durable des forêts en Afrique francophone et à Madagascar*, L'Harmattan, 2006, 471 pp.

MAD-945. I. ANDRIAMBOLATIANA, « La sécurisation foncière des terrains de reboisement », *Revue de MCI* 2012 (n° 59)

MAD-946. F. ANDRIANTSILAVO/E. BECHAUX/P. MONTAGNE, « Nouvelle politique forestière, régionalisation et modernisation forestière à Madagascar », in : A. Bertrand/P. Montagne/A.Karsenty (sous la dir.), *Forêts tropicales et mondialisation : les mutations des politiques forestières en Afrique francophone et à Madagascar, L'Harmattan*, 2006, pp. 223-242

MAD-947. F. ANDRIANTSILAVO/S. AUBERT/E. BECHAUX, « La convention sur la diversité biologique : défis et perspectives pour la politique forestière à Madagascar », in : A. Bertrand/P. Montagne/A. Karsenty (sous la dir.), *Forêts tropicales et mondialisation : les mutations des politiques forestières en Afrique francophone et à Madagascar, L'Harmattan*, 2006, pp. 373-394

MAD-948. S. AUBERT, « Le droit forestier : le cas de Madagascar », in : B. Durand (sous la dir.), *La justice et le droit : instruments d'une stratégie coloniale, Faculté de droit de Montpellier*, 2001, t. 3, pp. 1041-1071

MAD-949. S. AUBERT, « La gestion patrimoniale des ressources forestières à Madagascar. Limites et perspectives d'une 'révolution par le haut' », in : M.-C. Cormier-Salem/D. Juhe-Beaulaton/J. Boutrais/B. Roussel (sous la dir.), *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*, IRD, 2002, pp. 101-124 [Lien]

MAD-950. S. AUBERT, « Autorités coutumières et régulation sociale », in : S. Aubert/S. Razafiarison/A. Bernard (sous la dir.), *Déforestation et systèmes agraires à Madagascar. Les dynamiques des* tavy *sur la côte orientale*, CIRAD/Cite/Fofifa, 2003, pp. 107-132

MAD-951. S. AUBERT, « Les enjeux de la sécurisation du foncier forestier à Madagascar : état des lieux et perspectives », in E. Mari/D. Taurisson-Mouret (sous la dir.), *L'impact environnemental de la norme en milieu contraint : exemples de droit colonial et analogies contemporaines, Victoires Éditions*, 2012, pp. 41-66

MAD-952. S. AUBERT, « Le processus de sécurisation foncière à partir des relations que les hommes entretiennent entre eux à propos de la terre. Application à la forêt malgache d'Ambohilero » in : É. Le Roy (sous la dir.), *La terre et l'homme. Espaces et ressources convoités, entre le local et le global*, Karthala, 2013, pp. 87-112 [Lien]

MAD-953. S. AUBERT *et al.*, « Pluralisme juridique et sécurisation foncière dans une commune cadastrée : le cas de Miadanandriana », in : F. Sandron (sous la dir.), *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*, CITE/Karthala, 2008, pp. 195-208 (également reproduit in : *Revue de MCI* 2009 [n° 45])

MAD-954. S. AUBERT *et al.*, « Les communautés de base, partenaires privilégiés de l'administration forestière à Madagascar : le droit en question », *Revue juridique de l'océan Indien* 2015 (n° 20), pp. 227-248 [Lien]

MAD-955. S. AUBERT/A. TCHOUSSO/J. RAZAFIARIJAONA, « Les tenants et les aboutissants juridiques des transferts de gestion des ressources naturelles renouvelables. Approche comparée Madagascar/Niger », in : P. Montagne/F. Rives/T. Kajiala (sous la dir.), *Kajiala, Tattali, Djekabaara : valoriser les produits pour mieux conserver les forêts*, t. 2 : *Comparaisons Madagascar, Niger et Mali*, CITE, 2013, pp. 49-67

MAD-956. M.-H. BÉRARD, « Légitimité des normes environnementales dans la gestion locale de la forêt à Madagascar », *Canadian Journal of Law and Society* 2011 (vol. 26), pp. 89-111 [Lien]

MAD-957. A. GUICHON, « La législation et la réglementation de l'exploitation forestière à Madagascar et leur application pratique », *Terre Malgache. Tany Malagasy* 1969 (n° 6), pp. 137-169

MAD-958. G. JASTER/M. REPELLIN/M. TIANA, « L'effectivité du cadre répressif relatif à la coupe, l'exploitation et l'exportation illicite de bois de rose et d'ébène à Madagascar », *Revue de MCI* 2014 (n° 68)

MAD-959. Ph. KARPE, « Les conventions internationales et les politiques forestières : quels nouveaux droits locaux ? », in : A. Bertrand/P. Montagne/A. Karsenty (sous la dir.), *Forêts tropicales et mondialisation : les mutations des politiques forestières en Afrique francophone et à Madagascar*, L'Harmattan, 2006, pp. 339-372

MAD-960. L. LAVAUDEN, « Histoire de la législation et de l'administration forestière à Madagascar », *Revue des eaux et forêts* 1934, pp. 949-960

MAD-961. P. MONTAGNE *et al.*, « Contrôle forestier et fiscalité décentralisés. Outils règlementaires et économiques pour un approvisionnement durable de la ville de Mahajanga en charbon de bois », in : P. Montagne/S. Razafimahatratra/A. Rasamindisa/R. Crehay (sous la dir.), *Arina. Le charbon de bois à Madagascar entre demande urbaine et gestion durable*, CITE, 2010, pp. 133-150

MAD-962. F. MUTTENZER, « La mise en œuvre de l'aménagement forestier négocié, ou l'introuvable gouvernance de la biodiversité à Madagascar », *Bulletin du Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris* 2001 (n° 26), pp. 91-129 [Lien] (également reproduit in : *Cahiers d'anthropologie du droit* 2002, pp. 135-188)

MAD-963. F. MUTTENZER, « Fiscalité, corruption et culture de l'État forestier à Madagascar », in : G. Froger (sous la dir.), *La mondialisation contre le développement durable ?*, Peter Lang, 2006, pp. 235-256

MAD-964. F. MUTTENZER, « Le 'droit en action' dans la politique malgache relative aux paysages forestiers : une inefficacité légitime de l'action publique ? », *Cahiers d'anthropologie du droit* 2006, pp. 49-74

MAD-965. F. MUTTENZER, *Déforestation et droit coutumier à Madagascar. Les perceptions des acteurs de la gestion communautaire des forêts*, th. Genève [études du développement], IHEID/Karthala, 2010, 349 pp. [Lien]

MAD-966. G. RAMANANTSOAVINA, « La forêt malgache », *Annales malgaches. Série droit* 1966 (n° 3), pp. 43-65 [Lien]

MAD-967. RAMAROLANTO-RATIARAY, « Nouveaux regards sur le droit, l'homme et la terre dans les périmètres irrigués de Madagascar », in : G.

Conac et F. Conac (sous la dir.), *La terre, l'eau et le droit en Afrique, à Madagascar et à l'Île Maurice*, Bruylant, 1998, pp. 165-176

MAD-968. S. RAMBININTSAOTRA, « Régime juridique des forêts : analyses, réflexions et critiques », *Annales droit (nouvelle série)* 2012 (n° 1), pp. 57-79

MAD-969. R. RATSIMBARISON, « General Overview of the Malagasy Legal Framework Regarding the Exploitation and Export of Rosewood », *Revue de MCI* 2014 (n° 65/66)

MAD-970. J. RAVALOSON, « Réflexions sur l'illégalité de l'arrêté interministériel n° 38244/2009 concernant l'exportation de bois de rose », *Revue de MCI* 2009 (n° 47)

B. DROIT DE L'ENVIRONNEMENT | *ENVIRONMENTAL LAW*

MAD-971. M.-H. BÉRARD, *Légitimité des nornes environnementales et complexité du droit : l'exemple de l'utilisation des Dina dans la gestion locale de la forêt à Madagascar (1996-2006)*, th. Laval, 2009, 2 vol. [Lien]

MAD-972. Ph. KARPE/M. RANDRIANARISON, *Index bibliographique relatif au droit de la biodiversité malgache*, CITE, 2010, 54 pp.

MAD-973. Ph. KARPE/M. RANDRIANARISON/G. FELTZ/S. AUBERT (sous la dir.), *La gestion intégrée des ressources naturelles renouvelables à Madagascar*, CITE, 2012, 236 pp.

MAD-974. H. RALALARIMANGA, *Droit, pratiques locales et gestion durable des ressources naturelles renouvelables : étude de cas sur l'application de la GELOSE à Ambohirano Merikanjaka*, mém. Université de Madagascar (ESSA), 2005

MAD-975. I. RANDRIANANDRASANA, *Le droit de la protection de la nature à Madagascar : entre centralisme et consensualisme*, th. Paris 1, L'Harmattan, 2014, 434 pp.

MAD-976. M. RANDRIANARISON, *La protection de la biodiversité à Madagascar. Les paiements pour services environnementaux (PSE)*, th. ParisAgroTech, L'Harmattan, 2011, 469 pp. [Lien]

MAD-977. X. AMELOT/S. MOREAU/S. CARRIERE, « Des justiciers de la biodiversité aux injustices spatiales. L'exemple de l'extension du réseau d'aires protégées Madagascar », in : D. Blanchon/J. Gardin/S. Moreau (sous la dir.), *Justice et injustices environnementales*, Presses univ. Paris Ouest, 2011, pp. 193-214

MAD-978. S. ANDRIAMBOLATIANA, « Quelle réforme pour le secteur de l'électricité ? », *Revue de MCI* 2008 (n° 43)

MAD-979. S. ANDRIAMBOLATIANA, « La définition du bois légal à Madagascar », *Revue de MCI* 2012 (n° 57)

MAD-980. A. BERTRAND, « La gestion contractuelle, pluraliste et subsidiaire des ressources renouvelables à Madagascar (1994-1998) », *African Studies Quaterly* 1999 (vol. 3), pp. 75-81 [Lien]

MAD-981. A. BERTRAND *et al.*, « Les nouvelles idées de gestion locale des ressources renouvelables et le processus de promulgation de la loi 96-025. Histoire du cheminement d'une évolution majeure de la politique environnementale à Madagascar », in : P. Montagne/Z. Razanamaharo/A. Cooke (sous la dir.), *TANTEZA. Le transfert de gestion à Madagascar, dix ans d'efforts*, RESOLVE Conseil/Cirad, 2007, pp. 21-28 [Lien]

MAD-982. A. BERTRAND *et al.*, « Contre un retour aux barrières : quelle place pour la gestion communautaire dans les nouvelles aires protégées malgaches ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* 2012 (n° 257), pp. 85-123 [Lien]

MAD-983. A. BERTRAND/N. HORNING/P. MONTAGNE, « Gestion communautaire ou préservation des ressources renouvelables. Histoire inachevée d'une évolution majeure de la politique environnementale à Madagascar », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement* 2009 (vol. 9, n° 3) [Lien]

MAD-984. C. BLANC-PAMARD/H. RAKOTO RAMIARANTSOA, « Normes environnementales, transferts de gestion et recompositions territoriales en pays betsileo (Madagascar) », *Natures Sciences Sociétés* 2007 (vol. 15), pp. 253-268 [Lien]

MAD-985. J. GRUCHET-AUBRY, « Droit et gestion de l'eau à Madagascar et à La Réunion : convergences de deux droits d'origines différentes », *Revue juridique de l'océan Indien* 2007 (n° 7), pp. 65-88 [Lien] (également reproduit in : J.-M. Breton [sous la dir.], *Gestion des ressources en eau et développement local durable (Caraïbe, Amérique latine, Océan indien)*, Karthala, 2008, pp. 237-266)

MAD-986. D. HENKELS, « Une vue de près du droit de l'environnement malgache », *African Studies Quartely* 1999 (vol. 3), pp. 39-59 [Lien] (également reproduit en version anglaise sous le titre « A Close Up of Malagasy Environmental Law », in : *Vermont Journal of Environmental Law* 2001-2003 [vol. 3], pp. 47-64 [Lien])

MAD-987. L. HUBERT TA, « Réflexions sur les enjeux d'équité dans la gouvernance des ressources naturelles à Madagasca », *Revue québécoise de droit international* 2016 (vol. 29), pp. 253-276 [Lien]

MAD-988. M. HUFTY/F. MUTTENZER, « Devoted friends: The implementation of the Convention on Biological Diversity in Madagascar », in : Ph. Le Prestre (sous la dir.), *Governing Global Biodiversity. The*

Evolution and Implementation of the Convention on Biological Diversity, Ashgate, 2002, pp. 279-309 [Lien]

MAD-989. Ph. KARPE, « L'accès au droit dans les pays du Sud : l'exemple du code de l'environnement malgache », *Bois et Forêts des Tropiques* 2005, n° 4, pp. 83-85

MAD-990. Ph. KARPE, « L'indispensable restructuration du droit environnemental malgache », *Études rurales* 2006 (n° 178), pp. 113-128 [Lien]

MAD-991. Ph. KARPE/O. ANDRIAMANDROSO/P. MONTAGNE, « Le cadre juridique rénové de l'approvisionnement durable en bois énergie », in : P. Montagne/S. Razafimahatratra/A. Rasamindisa/R. Crehay (sous la dir.), *Arina. Le charbon de bois à Madagascar entre demande urbaine et gestion durable*, CITE, 2010, pp. 37-51

MAD-992. Ph. KARPE/F. RAKOTOMALALA/S. RAMBININTSAOTRA, « De la mise en œuvre des normes législatives en général et du rapport Gelose/GCF en particulier », in : P. Montagne/Z. Razanamaharo/A. Cooke (sous la dir.), *TANTEZA. Le transfert de gestion à Madagascar, dix ans d'efforts*, RESOLVE Conseil/Cirad, 2007, pp. 55-62 [Lien]

MAD-993. Ph. KARPE/M. RANDRIANARISON, « La régulation des ressources naturelles à Madagascar : théorie et pratique du régime de la sanction dans la loi Gelose », *Revue juridique de l'environnement* 2009, pp. 301-316

MAD-994. L. LAVAUDEN, « Histoire de la législation et de l'administration forestière à Madagascar », *Revue des eaux et forêts* 1934, pp. 949-960

MAD-995. F. MUTTENZER, « L'analyse cognitive d'une politique publique : justice environnementale et 'marchés ruraux' de bois énergie », *Madagascar Conservation & Development* 2012 (vol. 7), pp. 79-86 [Lien]

MAD-996. C. NSAMBIMANA, « Historique des lois environnementales à Madagascar et le péril après lequel court Antananarivo », *Revue de MCI* 2011 (n° 53)

MAD-997. C. NWAPI/O. NLIAM, « EIA Legislation and Sustainable Development of Oil Sands Projects in Madagascar: A Critical Assessment », *Journal of Energy & Natural Resources Law* 2018 (vol. 36), pp. 103-129

MAD-998. G. PECHARD *et al.*, « Ressources phytogénétiques, contrats et application de la Convention biodiversité à Madagascar : une approche prospective », *Bois & forêts des tropiques* 2005 (n° 284), pp. 45-58

MAD-999. J. POLLINI/N. HOCKLEY/F. MUTTENZER/B. RAMAMONJISOA, « The transfer of natural resource management rights to local communities », in : Y. Scales (sous la dir.), *Conservation and Environmental Management in Madagascar*, Routledge, 2014, pp. 172-192

MAD-1000. L. RABARY, « La politique nationale malgache en matière de pollutions industrielles », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2004 (n° 9)

MAD-1001. J. RAHETLAH, « Le droit judiciaire de l'environnement (approche comparée des droits nationaux) : la protection de l'environnement par les juridictions administratives », *Revue de MCI* 2011 (n° 53)

MAD-1002. J. RAHETLAH, « La protection de l'environnement par les juridictions civiles », *Revue de MCI* 2011 (n° 55)

MAD-1003. J. RAHETLAH, « La protection de l'environnement par les juridictions civiles », *Revue de MCI* 2012 (n° 57)

MAD-1004. A. H. RAKOTOBE, « Pollution faux caps : De l'insuffisance de l'arsenal juridique malgache pour une indemnisation adéquate », *Revue de MCI* 2009 (n° 47)

MAD-1005. B. RAMAMONJISOA/H. RAKOTO RAMIARANTSOA/T. CASSE, « La Loi Gelose et le transfert de gestion des Ressources Naturelles à Madagascar », *Cahiers d'Outre-Mer* 2012 (n° 257), pp. 5-10 [Lien]

MAD-1006. S. RAMBININTSAOTRA, « Ombres et lumières de la gestion intégrée du littoral à Madagascar », in : *Regards sur le Droit malgache – Mélanges en l'honneur du professeur Alisaona Raharinarivonirina*, éd. Jurid'ika, 2010, pp. 407-441

MAD-1007. S. RAMBININTSAOTRA, « Aire protégée : Un enjeu pour la conservation et l'équité sociale » in : Ph. Karpe/M. Randrianarison/S. Aubert/G. Feltz (sous la dir.), *La gestion intégrée des ressources renouvelables à Madagascar*, CITE, 2012, pp. 163-174

MAD-1008. S. RAMBININTSAOTRA, « Réflexions sur le développement durable, la légistique et le juge », *Annales droit (nouvelle série)* 2014 (n° 3), pp. 67-82

MAD-1009. S. RAMBININTSAOTRA, « Les défis dans la mise en œuvre de dispositifs d'Accès et de Partage des Avantages à Madagascar sur les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées : cas de l'utilisation de l'Artemisia face au COVID-19 », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-1010. R. RAMIDANARIVELO, « Pollution industrielle : la jurisprudence admet le principe du droit à l'environnement sain au nom de l'intérêt général », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2006 (n° 32)

MAD-1011. V. RAMINATRA, « Aperçus sur le nouveau Code de l'eau à Madagascar », in : J.-M. Breton (sous la dir.), *Gestion des ressources en eau et développement local durable (Caraïbe, Amérique latine, Océan indien)*, Karthala, 2008, pp. 287-294

MAD-1012. I. RANDRIANANDRANASANA, « La protection constitutionnelle de l'environnement à Madagascar », *Revue juridique de l'environnement* 2016, pp. 122-139

MAD-1013. M. RANDRIANARISON, « La régulation des ressources naturelles à Madagascar : Théorie et pratique du régime de la sanction dans la loi Gélose », *Revue juridique de l'environnement* 2009, pp. 301-316

MAD-1014. M. RANDRIANARISON *et al.*, « La réalisation du développement durable à Madagascar : le contrat de transfert de gestion n'est pas une fin en soi », *Revue internationale de droit et politique du développement durable de McGill/McGill International Journal of Sustainable Development Law and Policy* 2009 (vol. 5), pp. 171-196 [Lien]

MAD-1015. M. RANDRIANARISON/Ph. KARPE, « Efficacité et équité des contrats de conservation à Madagascar », *Mondes en développement* 2010 (vol. 151, n° 3), pp. 83-97 [Lien]

MAD-1016. M. RANDRIANARISON/Ph. KARPE, « Le contrat comme outil de gestion des ressources forestières. Le cas de la région de Didy », *Taloha. Revue scientifique internationale des civilisations* 2010 (n° 19) [Lien]

MAD-1017. M. RANDRIANARISON/Ph. KARPE/A. GUIGNIER, « Enjeux de la protection contractuelle de l'environnement à Madagascar », in : Ph. Joseph (sous la dir.), *Écosystèmes forestiers des Caraïbes*, Karthala, 2009, pp. 631-643

MAD-1018. V. RAVAONALISOA, « Analyse juridique du paiement pour les services environnementaux (PSE) à Madagascar », *Revue de MCI* 2010 (n° 51)

MAD-1019. J. RAZAFIARIJAONA, « Espace, environnement et problèmes fonciers à Madagascar, comment y faire face pour assurer le développement durable », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2005 (n° 18)

MAD-1020. A. F. TSIAZONANGOLY/R. RAKOTOBE, « Aires marines protégées : incidence du droit de l'environnement sur le droit des affaires », *Annales droit (nouvelle série)* 2008 (n° 8), pp. 163-178

C. DROIT DE LA SANTÉ | *HEALTH LAW*

MAD-1021. N. RAHERIARIJAONA, *Recherche sur le système sanitaire malgache*, th. Bordeaux 1, 1989, 806 pp.

MAD-1022. E. RAMBELOSON/M. RATOVOSON, *Code de santé malagasy*, éd. Centre malgache de promotion du livre, 1987, 185 pp.

MAD-1023. T. RAZAFIARISON, *La responsabilité médicale à Madagascar : Réalités internes et proposition d'actualisation en référence au droit médical français*, th. Poitiers, 2013, 422 pp. [Lien]

MAD-1024. J.-L. MESTRE, « L'assistance médicale indigène à Madagascar de 1896 à 1919 », in : B. Schnapper (sous la dir.), *Études d'histoire du droit à l'époque contemporaine : XIX^e^-XX^e^ siècles*, PUF, 1985, pp. 267-282

MAD-1025. C. RAHALISON RAMANANKASINA, « Tenants et aboutissants de l'état d'urgence sanitaire à Madagascar », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-1026. R. RAJAOBELINA/M. RAZANAMPARANY, « Le Code des 305 articles et la santé publique », *Bulletin de l'Académie malgache* 1983, pp. 53-56

MAD-1027. R. RAKOTOVAO, « Dans quelle mesure les activités de santé publique à effet ou caractère économiques peuvent-elles être régies par le droit des affaires », in : *Actes du Colloque scientifique international sur le droit des affaires/droit de développement*, éd. Académie malgache, 1991, 3 pp.

MAD-1028. C. RAZAFINDRAKOTO, « Le Komity Lohanaro : une administration de l'urgence sanitaire », *Annales droit (nouvelle série)* 2020 (n° 9)

MAD-1029. M. SAHONDRARIMALALA, « Responsabilité médicale et aléas thérapeutiques : un accident de… piqûre ! », *Revue de MCI* 2016 (n° 75)

MAD-1030. M. SAHONDRARIMALALA, « La responsabilité médicale et hospitalière à Madagascar : une compétence juridictionnelle », *Revue MCI* 2017 (n° 77)

→ v. aussi le Code de santé malagasy *supra* réf. **MAD-36**

VII. ORGANISATION DE LA JUSTICE | *JUDICIAL ORGANIZATION*

A. PROFESSIONNELS DU DROIT | *LEGAL PROFESSIONALS*

MAD-1031. A. IMBIKI, *Déontologie et responsabilité des magistrats à Madagascar*, éd. Créons, 2013, 345 pp.

MAD-1032. A. BERCHADSKY, « Aux origines d'un parcours d'avocat anticolonialiste : Henri Douzon à Madagascar, juillet-octobre 1947 », in : F. Arzalier/J. Suret-Canale (sous la dir.), *Madagascar 1947 : la tragédie oubliée*, Le Temps des Cerises, 1999, pp. 169-176

MAD-1033. A. IMBIKI, « Analyse critique d'un juge judiciaire sur le rôle du Conseil Supérieur de la Magistrature dans le déroulement de la carrière d'un juge », *Revue de MCI* 2012 (n° 59)

MAD-1034. A. IMBIKI, « La responsabilité politique des magistrats dans l'application de certains textes juridiques tendant a la sortie de crise

pendant la période de la transition 2009-2013 », *Revue de MCI* 2012 (n° 60) et 2013 (n° 61)

MAD-1035. A. IMBIKI/J.-L. ANDRIAMIFIDY, « Le mentoring au service de l'éthique judiciaire à Madagascar », *Les Cahiers de la Justice* 2012 (n° 2), pp. 63-73 [Lien]

MAD-1036. C. MANTAUX, « Ambatondrafandrana. *Lapa* royal et Palais de justice de la Reine », *Revue de Madagascar. Nouvelle Série* 1969 (n° 45/46), pp. 30-36

MAD-1037. S. MOURAD, « Un regard critique sur la fonction notariale à Madagascar », *Revue de MCI* 2013 (n° 64)

MAD-1038. A. RAMANGASOAVINA, « L'emploi de professionnels non-juristes dans l'administration de la justice civile à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1969, pp. 1219-1222

MAD-1039. A. RAMANGASOAVINA, « L'assistance judiciaire et la socialisation de la pratique du droit à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1969, pp. 1296-1308

MAD-1040. Y. ROUVIN, « De la déontologie des avocats du barreau de Madagascar », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1977 (vol. 87), pp. 441-449

B. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE | *ADMINISTRATION OF JUSTICE*

MAD-1041. *Recueil de textes relatifs à l'organisation judiciaire de Madagascar*, Imprimerie nationale, 1961, 85 pp.

MAD-1042. L. AUJAS, *Les juridictions indigènes de Madagascar : tribunaux du 1er et du 2e degré. Manuel de procédure et de droit indigènes*, Imprimerie officielle, 1908, 261 pp.

MAD-1043. A. GAMON, *Traité de la justice indigène à Madagascar*, Imprimerie officielle, 1910, 423 pp. [Lien]

MAD-1044. A. GAMON/R. CASTEL, *Traité de la justice indigène à Madagascar*, Imprimerie officielle, 2e éd. 1933, 2 vol., 164 pp. + 225 pp.

MAD-1045. A. ORTOLLAND, *Les institutions judiciaires à Madagascar et dépendances*, t. 1 : *De 1896 à 1945* et t. 2 : *De 1946 à 1960*, L'Harmattan, 1993, 643 pp.

MAD-1046. G. LEVY, *Étude sur l'organisation judiciaire de Madagascar*, th. Paris, Bonvalot-Jouve, 1906, 172 pp.

MAD-1047. F. RAZAFINDRATSIMA, *Entre droit français et coutumes malgaches : les magistrats de la Cour d'appel de Madagascar (1896-*

1960), th. Montpellier 1/Antananarivo, éd. Fondation Varenne, 2011, 351 pp.

MAD-1048. L. SPAS, *Études sur l'organisation de Madagascar : justice indigène, indigénat, conseil d'arbitrage*, th. Paris, Giard et Brière, 1912, 267 pp.

MAD-1049. E. R. TOVONDRAINY, *Défaillance de l'Administration étatique et justice populaire : cas du Sud-Ouest malgache*, th. Tuléar, 2018

MAD-1050. « Le système judiciaire à Madagascar », *Bulletin de Madagascar* 1953 (n° 80), pp. 12-16

MAD-1051. P. BAPTISTE, « La Cour suprême de de Madagascar », *Bulletin de Madagascar* 1964 (n° 220), pp. 661-672

MAD-1052. J. BENGLIA, « Les institutions judiciaires du royaume hova », *Bulletin de Madagascar* 1952 (n° 53), pp. 6-11

MAD-1053. R. BILBAO, « L'organisation judiciaire dans la République malgache », *Recueil Penant* 1961, pp. 47-55

MAD-1054. J.-L. BILON, « Une discrimination judiciaire à Madagascar », in : B. Durand/M. Fabre (sous la dir.), *Le juge et l'Outre-mer*, t. 4 : *Le royaume d'Aietès. Produire de l'ordre*, éd. Centre de l'histoire judiciaire, 2008, pp. 193-221

MAD-1055. X. BLANC-JOUVAN, « Les accords franco-malgache de coopération en matière de justice du 27 juin 1960 », in : *JurisClasseur Droit international*, vol. 5, fasc. 598 (1960)

MAD-1056. C. DOLLMAN, « Regard extérieur d'un magistrat français en charge d'un projet de coopération franco-malgache sur la justice malgache », *Revue de MCI* 2012 (n° 58)

MAD-1057. DUBREUIL, « L'organisation judiciaire à Madagascar », *Tribune des colonies et des protectorats* 1898, doctr. pp. 122-130 *[annoncé dans le sommaire, mais introuvable]*

MAD-1058. F. ESOAVELOMANDROSO, « Publication des décisions de justice et leurs commentaires : contribution à la restauration de la confiance en la justice à Madagascar », *Bulletin de l'Académie malgache* 2013 [vol. 113], pp. 223-228 (également reproduit in : *Revue de la recherche juridique* 2013, pp. 1443-1451)

MAD-1059. F. ESOAVELOMANDROSO, « Libres propos sur l'obligation de motiver les décisions de justice », *Annales droit (nouvelle série)* 2013 (n° 2), pp. 123-132

MAD-1060. F. ESOAVELOMANDROSO, « La redevabilité du juge à travers son éthique et les décisions de justice rendues », *Annales droit (nouvelle série)* 2015 (n° 4), pp. 29-35

MAD-1061. F. ESOAVELOMANDROSO, « Regards sans fards sur la justice malgache ou comment réconcilier les justiciables avec la justice à Madagascar ? », *Annales droit (nouvelle série)* 2016 (n° 5), pp. 149-161

MAD-1062. F. ESOAVELOMANDROSO, « De la transparence dans l'accès aux règles de droit à la transparence de la justice à Madagascar », in : I. Bon-Garcin/C. Rahalison Ramanankasina (sous la dir.), *La transparence : Éléments d'analyse en droit français et malgache*, L'Harmattan, 2020, pp. 279-294

MAD-1063. E. GERBINIS, « La réorganisation de la justice européenne et indigène à Madagascar », *Penant. Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes* 1946, doctr. pp. 61-64

MAD-1064. I. HRUŠKOVIČ, « K organizácii súdnictva na Madagaskare » *[Sur l'organisation du pouvoir judiciaire à Madagascar]*, *Právnik* 1998, pp. 649-653

MAD-1065. H. IMBIKI, « L'intime conviction du juge et de l'unification des pratiques du droit et des procédures judiciaires », *Revue de MCI* 2016 (n° 76)

MAD-1066. F. LE GARREC, « Du fonctionnement de la justice française à Madagascar dans ses rapports avec les Français, les indigènes et les étrangers », *Journal de droit international privé et de la jurisprudence comparée* 1895, pp. 259-268

MAD-1067. E. NJARA, « Droit, morale et justice », *Bulletin de l'Académie malgache* 1999, pp. 191-210

MAD-1068. E. NJARA, « Le mal et la justice à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2002, pp. 101-128 (également reproduit in : *Présence Africaine* 2001 [n° 163-164], pp. 7-32 [Lien])

MAD-1069. E. NJARA, « Le sentimentalisme juridique », *Bulletin de l'Académie malgache* 2004, pp. 257-282

MAD-1070. A. ORTOLLAND, « La justice à Madagascar et aux Comores », in : J. Clauzel (sous la dir.), *La France d'outre-mer (1930-1960). Témoignages d'administrateurs et de magistrats*, Karthala, 2e éd. 2003, pp. 673-697

MAD-1071. A. RAJAOHARISON/F. ANDRIANJANAHARY, « Réflexions critiques sur le respect des droits de la défense à Madagascar », *Revue de MCI* 2012 (n° 61)

MAD-1072. I. RAKOTO, « La recherche du juste dans la tradition judiciaire malgache », *Bulletin de l'Académie malgache* 1999 (vol. 77), pp. 135-140

MAD-1073. J. RAKOTOARISON, « Panorama général sur le système juridique malgache », *Gazette du Palais* 7 juillet 1996 (n° 189), pp. 2-12

MAD-1074. H. RAKOTOMANANA, « Réflexions sur les conflits de compétence juridictionnelle en matière de droit comparé », *Revue de MCI* 2011 (n° 55 et n° 56) et 2012 (n° 57, n° 58 et n° 59)

MAD-1075. H. RAKOTOMANANA, « La notion du procès équitable du droit comparé », *Revue de MCI* 2012 (n° 60) et 2013 (n° 61, n° 62 et n° 63)

MAD-1076. H. RAKOTOMANANA, « Le droit à un tribunal indépendant en droit malgache et en droit comparé », *Revue de MCI* 2014 (n° 65/66, n° 67 et n° 68)

MAD-1077. T. RAKOTONDRASOA, « Quelle justice de proximité au niveau des fokontany », *Bulletin juridique et fiscal de MCI* 2007 (n° 39/40)

MAD-1078. A. RAMANGASOAVINA, « Le rôle de la Cour suprême de Madagascar en matière politique », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1969, pp. 978-994

MAD-1079. A. RAMANGASOAVINA, « Le rôle de la Cour suprême dans l'évolution du droit privé à Madagascar », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1969, pp. 995-998

MAD-1080. A. RAMANGASOAVINA, « Le corps des magistrats malgaches », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1969, pp. 1155-1178

MAD-1081. V. RAMIANDRASOA, « L'impartialité du juge, gage de l'égalité de tous devant la loi », *Annales droit (nouvelle série)* 2015 (n° 4), pp. 81-84

MAD-1082. R. F. RANAIVOARISON, « L'implantation des cliniques juridiques à Madagascar », *Revue juridique de l'océan Indien* 2020 (n° 27), pp. 7-15 [Lien]

MAD-1083. P. RANDRIAMIHAJA, « La redevabilité du juge pour un contrôle de la vie publique crédible et effectif », *Annales droit (nouvelle série)* 2015 (n° 4), pp. 123-126

MAD-1084. R. RANJEVA, « Une Cour suprême, pour quoi faire ? La Cour suprême de Madagascar », in : G. Conac (sous la dir.), *Les Cours suprêmes en Afrique*, Economica, 1987, pp. 110-116

MAD-1085. M. RAZAFINDRAKOTO, « Quelles innovations dans la loi organique n° 2007-039 du 14 janvier 2008 relative au Conseil Supérieur de la Magistrature ? », *Revue de MCI* 2012 (n° 58)

MAD-1086. E. RAZAFINDRALAMBO, « La Cour suprême malagasy », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1968, pp. 423-432

MAD-1087. L. RAZAFINDRALAMBO, « Le système judiciaire dans l'ancienne société malgache, d'après le vocabulaire utilisé dans les arrêts de justice », *Études océan Indien* 2003 (n° 35-36), pp. 245-259

MAD-1088. F. RAZAFINDRATSIMA, « Le magistrat français au carrefour de deux systèmes juridiques : un double rôle dans la distribution de la justice à Madagascar », *Clio@Themis – Revue électronique d'histoire du droit* 2011 (n° 4) [Lien]

MAD-1089. A. ROGER, « Éthique et déontologie des magistrats à Madagscar », *Revue de droit et de jurisprudence de Madagascar* 1999 (n° 1), pp. 56-63

MAD-1090. J.-B. SEUBE, « La redevabilité du juge pour un contrôle de la vie publique crédible et effectif », *Annales droit (nouvelle série)* 2015 (n° 4), pp. 115-122

MAD-1091. F. SICARD, « La réforme récente de la justice à Madagascar », *Bulletin de l'Académie malgache* 1949-1950 (vol. 29), pp. 108-112 (également reproduit in : *Revue juridique de Madagascar* 1951 [n° 1], pp. 9-12

MAD-1092. H. VIDAL, « La cour d'appel de Tananarive et les coutumes malgaches de 1897 à 1960 », *Cahiers du Centre d'études des coutumes* 1966 (vol. 2), pp. 1-184

Maurice

Mauritius

La République de Maurice est un État insulaire qui a accédé à l'indépendance en 1968, après une histoire coloniale mouvementée. Ancienne possession néerlandaise (1638-1710), Maurice est devenue colonie française (1715-1810) avant d'être une partie de l'Empire britannique jusqu'en 1968. Le pays comprend l'île Maurice où habite l'essentiel de la population du pays, l'île Rodrigues (peuplé de 38 000 habitants) ainsi que des îles plus lointaines, peu habitées.

L'histoire du pays a laissé de nombreuses traces au sein de la société, qui est multiethnique, multiculturelle et plurilingue, ainsi que dans son système juridique. Le droit mauricien se caractérise par son caractère hybride, résultat des influences française et britannique et de l'éclosion progressive d'une identité juridique propre depuis l'indépendance. Alors que le droit civil et le droit pénal se trouvent encore marqués par les codifications napoléoniennes, d'autres branches du droit sont aujourd'hui davantage sous l'influence de la *Common Law*.

Ce métissage juridique se réflète dans les publications qui sont recensées ci-après. Alors que les décisions de justice et la législation sont rédigées en langue anglaise, de nombreuses études doctrinales sont publiées en langue française, et ce dans toutes les branches du droit. Ce bilinguisme est également la marque des différentes revues juridiques qui ont vu le jour à Maurice, mais dont on peut regretter un rythme de parution irrégulier. La *Mauritius Law Review*, lancée en 1977 comme périodique de référence, a cessé de paraître en 1988 après une interruption de plusieurs années. La *Mauritius Business Law Review* (cinq numéros entre 2009 et 2013) n'a pas connu de sort meilleur. Il faut espérer que la *Mauritius Criminal Law Review* (quatre numéros depuis 2013) et la *New Bar Chronicle* (six numéros depuis 2009) pourront s'établir dans la durée.

Pour accéder aux publications de droit mauricien parues à Maurice, souvent à tirage confidentiel, on peut recommander la bibliothèque de la Cour suprême ainsi que la bibliothèque de l'*University of Mauritius* à

Réduit. Cette dernière propose désormais un accès dématérialisé à une partie de son fonds documentaire[1]. Il faut également mentionner les sites internet de l'*Institute for Judicial & Legal Studies*[2] et de la Cour suprême[3], qui proposent un accès gratuit à des articles de doctrine ainsi qu'à des mémoires.

De nombreux ouvrages de droit mauricien et une collection complète de la *Mauritius Law Review* peuvent également être consultés à l'Institut suisse de droit comparé et à l'Institut Max-Planck de droit privé comparé et international à Hambourg (Allemagne).

The Republic of Mauritius is an island nation that became an independent country in 1968 after a turbulent history due to changes in colonial domination. It was a Dutch possession from 1638 to 1710, then a French colony from 1715 to 1810 before the establishment of British rule until 1968. The country includes the main island of Mauritius with a population of 1.2 million people, as well as Rodrigues (with another 43,000 inhabitants) and some outer, sparsely populated islands.

The history of Mauritius has left many traces within its society, which is multiethnic, multicultural and multilingual, and within its legal system. The law of Mauritius is characterized by its hybrid character, which is the result of the French and British influences and the gradual affirmation of a genuine legal identity since independence. While civil and criminal law are still under the influence of French codifications, other fields of law are closer to the common law tradition.

This legal métissage *is reflected in the legal literature referenced in this chapter. Although the case law and legislation are drafted in English, a significant part of the legal doctrine of Mauritius is published in French. This legal bilingualism is also a specific feature of the law journals that have been launched in Mauritius, not always with the longevity and regularity for which one might hope. The publication of the Mauritius Law Review, issued in 1977 as the country's reference law journal, ceased in 1988 after an interruption of several years. The Mauritius Business Law Review (five issues between 2009 and 2013) fared no*

[1] L'accès se fait sur inscription préalable et moyennant paiement. Pour plus d'informations, v. le site internet https://library.uom.ac.mu.

[2] L'accès à la base documentaire de la Cour suprême se fait sur inscription gratuite : https://supremecourt.govmu.org/Pages/Registration.aspx.

[3] V. le site internet http://www.ijls.mu/.

better. It is to be hoped that the Mauritius Criminal Law Review (four issues since 2013) and the New Bar Chronicle (six issues since 2009) will consolidate their positions on a long-term basis.

To gain access to legal research published in Mauritius, often with relatively small circulation, the library of the Supreme Court and the library of the University of Mauritius in Réduit should be the first choices. The university library now provides online access to some of its collections.[1] Special mention also has to be made of the websites of the Institute for Judicial & Legal Studies[2] and the Supreme Court;[3] both provide free full-text access to journal articles and to student dissertations.

Many books on the law of Mauritius and a comprehensive collection of the Mauritius Law Review can also be consulted in the library of the Swiss Institute of Comparative Law and the Max Planck Institute for Comparative and International Private Law in Hamburg (Germany).

I. GÉNÉRALITÉS SUR LE DROIT MAURICIEN | *GENERAL SOURCES ON THE LAW OF MAURITIUS*

MAU-1. A. CARPOORAN, *Île Maurice, des langues et des lois*, L'Harmattan, 2003, 280 pp.

MAU-2. M. BOGDAN, *The Law of Mauritius and Seychelles*, Jurisrörlaget i Lund, 1989, 54 pp.

MAU-3. R. GUNPUTH, *Introduction to Law and Legal Methods*, Univ. of Mauritius, 2003, 144 pp.

MAU-4. R. d'UNIENVILLE, *Livre blanc sur la révision du Code civil mauricien*, Impr. du Gouvernement, 1975, 30 pp.

MAU-5. R. d'UNIENVILLE, *L'évolution du droit civil à l'île Maurice (1721-1968)*, Best Graphics, 1994, 436 pp. (reprint Temple Law Books/LexisNexis, 2012)

---

[1] *Access is only available by registration and against payment. For more details, see* https://library.uom.ac.mu.

[2] *Access to the database is only available by registration, which is free of charge:* https://supremecourt.govmu.org/Pages/Registration.aspx.

[3] *See the website* http://www.ijls.mu/.

MAU-6. G. NEWTON, *Modifications apportées au code civil français par la législation de l'île Maurice : analyse sommaire*, Hemmerlé, 1907, 62 pp.

MAU-7. O. RUMMUN, *Rule of Law in Mauritius*, Neo Press, 1963, 60 pp.

MAU-8. A. ANGELO, « Mauritius: The Basis of the Legal System », *Comparative & International Law Journal of South Africa* 1970 (vol. 3), pp. 228-241

MAU-9. A. ANGELO, « French and English Legal Cultures meet – Aspects of recent Mauritian Legislation », *Comparative & International Law Journal of South Africa* 1976 (vol. 9), pp. 372-377

MAU-10. T. ANGELO, « Capitulation, Consolidation, Creation », in : S. Farran/E. Örücü/S. Donlan (sous la dir.), *A Study of Mixed Legal Systems: Endangered, Entrenched, or Blended*, Ashgate, 2014, pp. 117-137

MAU-11. V. BOOLELL, « British Impact in the Legal Field », *Bar Chronicle* 1997, pp. 33-39

MAU-12. P. DOMINGUE, « The Historical Development of the Mixed Legal System of Mauritius during the French and British Colonial Periods », *Research Journal of the University of Mauritius* 2002 (vol. 4), pp. 61-93

MAU-13. P. DOMINGUE, « The Historical Development of the Mixed Legal System of Mauritius since Independence », *Research Journal of the University of Mauritius* 2002 (vol. 4), pp. 95-117

MAU-14. J. KNETSCH, « Le métissage juridique dans deux 'petits États' de l'océan Indien : Maurice et les Seychelles », *Comparative Law Journal of the Pacific / Journal de Droit Comparé du Pacifique* 2019 (numéro hors-série « Small States : A Collection of Essays »), pp. 195-211 [Lien]

MAU-15. E. KOENIG, « Modes of Legislation in the British Colonies: Mauritius", *Journal of the Society of Comparative Legislation* 1900, pp. 506-513 [Lien]

MAU-16. J.-L. MESTRE, « Les juristes français et le droit mauricien à la fin du XIXe siècle », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1979 (vol. 6), pp. 167-175 (également reproduit in : CERSOI [sous la dir.], *L'Île Maurice sociale, économique et politique. 1974-1980*, PUAM, 1984, pp. 387-395)

MAU-17. MINISTERE DE LA JUSTICE, « L'application du droit mixte à l'île Maurice », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1980 (vol. 7), pp. 119-129

MAU-18. S. ROHLFING-DIJOUX, « Das gemischte Rechtssystem (*droit mixte*) in Mauritius – Eine Erbschaft aus der englischen und französi-

schen Kolonialzeit », *Zeitschrift für Europäisches Privatrecht* 2006, pp. 630-655

MAU-19. M. TANCELIN, « Problématique de la mixité du droit : Le cas de deux pays de l'océan Indien, Maurice et les Seychelles », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1981 (vol. 8), pp. 95-101 (également reproduit in : *L'Europe et l'océan Indien : un cas particulier des relations Nord-Sud*, éd. CNRS/PUAM, 1984, pp. 95-101)

MAU-20. A. TOUSSAINT, « Histoire du Droit et des Institutions de l'Ile-de-France et de l'Île Bourbon jusqu'en 1815 », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 35-42

MAU-21. L. VENCHARD, « L'application du droit mixte à l'île Maurice », *Mauritius Law Review* 1982 (n° 4), pp. 29-44

II. SOURCES DU DROIT | *LEGAL SOURCES*

MAU-22. Y. DAUDET, « Le juge et les droits mixtes, le cas de Maurice », *Afrique contemporaine* 1990 (n° 156), pp. 267-272

MAU-23. D. FOKKAN, « La jurisprudence comme source de droit à Maurice : Problème d'un pays de droit mixte », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 1998, pp. 326-335

MAU-24. J.-B. SEUBE, « Le recours au droit français par la Cour suprême de Maurice », communication non publiée, 8 pp. [Lien]

MAU-25. LAW REFORM COMMISSION, *Background Paper: Reform of Codes*, 2010, 20 pp. [Lien]

A. RECUEILS DE TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES | *DIGESTS OF LEGISLATION*

MAU-26. *Code civil mauricien*, Temple Law Books/LexisNexis, 1ère éd. 2012, 446 pp., 2e éd. 2018, 474 pp.

MAU-27. *Recueil complet des lois et règlement de l'île Maurice ou Île de France*, Impr. Mallac Frères, 1823.

MAU-28. *The Laws of Mauritius*

- 1ère éd. 1896-1897, impr. G. Bouic, 3 vol. (sous la dir. de F. PIGGOTT/L. THIBAUD/F. HERCHENRODER)
- 2e éd. 1905, Impr. nouvelle, 7 vol. (sous la dir. de F. HERCHENRODER/L. THIBAUD/F. PIGGOTT)
- 3e éd. 1922-1924, impr. F. S. Passingham, 8 vol. (sous la dir. de F. HERCHENRODER/E. KOENIG)

MAU-29. *Revised Laws of Mauritius*, Attorney General's Office, 1981-2007, puis LexisNexis, 2007-, 8 vol.

MAU-30. J.-B. DELALEU, *Codes des îles de France et de Bourbon*, Chez Tristan Mallac et Cie, 1ère éd. 1777-1787, 2 vol. ; 2e éd. 1826, 333 pp. + 112 pp. [Lien]

MAU-31. C. LANE, *The Laws of Mauritius in Force on the 31st day of July, 1945*, Waterlow and Sons, 1946, 5 vol.

MAU-32. L. THIBAUD, *General index to the laws of Mauritius in force on 1st January 1886*, Mercantile Record Co., 1886, 139 pp.

MAU-33. V. GLOVER/T. ANGELO, *Laws of Mauritius*, Best Graphics, 2001, 7 vol.

MAU-34. L. VENCHARD, *Codes annotés de l'île Maurice*, Best Graphics

- t. 1 : *Code civil*, 1ère éd. 1983, 789 pp. et 2e éd. 1995, 3 vol.
  - vol. 1 : *[Texte annoté]*, 731 pp.
  - vol. 2 : *Jurisprudence 1940 à 1971*, 705 pp.
  - vol. 3 : *Jurisprudence 1972 à 1994*, 768 pp.
- t. 2 : *Code pénal*, 1994, 3 vol.
  - vol. 1 : *Lois annotées, tables*
  - vol. 2 : *La jurisprudence 1900 MR 75 to 1981 MR 257*
  - vol. 3 : *La jurisprudence 1981 MR 267 to Privy Council Appeal 55 of 1992*
- t. 3 : *Code de commerce et code de procédure civile*, 1998, 656 pp.

MAU-35. L. VENCHARD/A. ANGELO, *Labour Laws of Mauritius*, Best Graphics, 1ère éd. 1983, 2e éd. 1988, 652 pp. et 3e éd. 1992, 857 pp.

MAU-36. L. CRÉMAZY, « Chronique de législation mauricienne », *Annuaire de legislation étrangère* 1878-1893

MAU-37. H. GLOVER, « Aperçu de la législation mauricienne », *Bulletin de Madagascar* 1950 (n° 19), pp. 44-48

→ pour un répertoire des publications officielles mauriciennes, v. aussi J. WITHERELL, *A Guide to Official Publications. Madagascar and Adjacent Islands*, Library of Congress, 1965, pp. 30-42

B. RECUEILS DE JURISPRUDENCE | *DIGESTS OF CASE LAW*

MAU-38. *Mauritius Reports*, LexisNexis, 1861-

MAU-39. *A Digest of the Reported Decisions of the Supreme Court of Mauritius ('Mauritius Digest')*

- W. GREENE, *A Digest of Reported Criminal Jurisprudence from 1842 to 1883*, Mercantile Record Company's Printing Establishment, 1884, 240 pp.

- L. A. HUGUES, *A Digest from 1861 to 1901*, The Central Printing Establishment, 1905, 456 pp.
- G. NAIRAC, *Ten Years' Digest of the Mauritius Reports: 1902-1911*, New Cooperative Establishment, 1912, 66 pp.
- G. NAIRAC, *Digest of the Mauritius law reports: 1902-1925*, impr. P. G. Bumstead, 1927, 214 pp.
- G. LALOUETTE, *A Digest to the End of 1950*, The Mauritius Printing Company, 1957, 4 vol.
- G. LALOUETTE, *A Supplement (1951-1955) to the Mauritius Digest*, The Mauritius Printing Company, 1957, 191 pp.
- G. LALOUETTE, *A Second Supplement (1956-1960) to the Mauritius Digest*, The Mauritius Printing Company, 1961, 247 pp.

MAU-40. U. BOOLELL, *Compendium of Case Law in Mauritius*, 1994, 2 vol.

MAU-41. R. BRUZAUD, *Recueil de décisions judiciaires de l'île Maurice 1842-1845*, 1845, 198 pp.

MAU-42. R. BRUZAUD, *Revue judiciaire de l'île Maurice*, 1843-1844 (24 numéros parus)

MAU-43. R. DOOKHY/P. DOOKHY, *Mauritius Privy Council Reports* [Lien]

- vol. 1 : *1968-1992 Judgments*, The Thames Chambers International, 1999

MAU-44. V. GLOVER, A*bstract of Decisions of the Supreme Court of Mauritius (1966-1992)*, Precisgraph, 1993, 256 pp.

MAU-45. D. POTAYA, *Guide to Decisions of the Supreme Court of Mauritius affecting Banking (1861-2007)*, Point Virgule Ltée, 2008, 334 pp.

MAU-46. R. STEVEN, *A Magistrate's Court in Action: Selected Judgements 1994-1997*, 1998, 128 pp.

MAU-47. R. D'UNIENVILLE, *Nomenclature des décisions de la Cour suprême de l'île Maurice relatives aux codes civil, de procédure civile et de commerce*

- *1861-1963*, The Mauritius Printing Company, 1964, 136 pp.
- *Supplément 1964-1973*, The Mauritius Printing Company, 1976, 26 pp.

MAU-48. L. VENCHARD/V. GLOVER/A. ANGELO, *New Mauritius Digest*, Best Graphics, 1999, 5 vol.

C. COUTUMES ET DROIT RELIGIEUX | *CUSTOMARY AND RELIGIOUS LAW*

MAU-49. V. MOONEERAM-CHADEE, « L'habitude dans un contexte de droit mixte : le cas de l'île Maurice », *Revue juridique de l'océan Indien* 2020 (n° 27), pp. 183-194 [Lien]

MAU-50. S. MORRISON, « The social and legislative history of the Islamic trust (*waqf*) in Mauritius », *Commonwealth Law Bulletin* 2016 (vol. 42), pp. 59-83 [Lien]

D. DOCTRINE JURIDIQUE ET ENSEIGNEMENT DU DROIT | *LEGAL SCHOLARSHIP AND LEGAL EDUCATION*

MAU-51. J. MANRAKHAN, *A Reading of the Law at Réduit*, Éditions de l'océan Indien, 1994, 149 pp.

MAU-52. M. BORYSEWICZ, « La mission du département de droit de l'Université de Maurice », *Bar Chronicle* 1989 (n° 2), pp. 13-15

MAU-53. Y. DAUDET, « L'enseignement du droit à Maurice », *Mauritius Law Review* 1988 (2e série, n° 1), pp. 130-154

MAU-54. Y. DAUDET, « L'enseignement du droit dans les pays de droit mixte, le cas de l'Île Maurice » in : *La formation du droit national dans les pays de droit mixte*, PUAM, 1989, pp. 227-239

MAU-55. Y. DAUDET, « Un exemple d'influence du système français d'enseignement du droit dans un pays de droit mixte : la création de l'École de droit de l'Île Maurice », *Revue d'histoire des facultés de droit* 1994 (n° 15), pp. 207-216 [Lien]

MAU-56. R. LALLAH, « Report of the Committee on the Review of Legal Studies in Mauritius », *Journal of the University of Mauritius* 1983, pp. 162-235

MAU-57. I. RICHARDSON, « Anthony Angelo and Law Reform in Mauritius », *Victoria University of Wellington Law Review* 2009 (vol. 39), pp. 547-552 [Lien]

III. DROIT INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL LAW*

A. DROIT INTERNATIONAL PUBLIC | *PUBLIC INTERNATIONAL LAW*

MAU-58. F. AUMOND, « Un coimperium soumis à un régime de cogestion : l'île de Tromelin », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 2015, pp. 1069-1106

MAU-59. J.-M. CHATAIGNER, « Les îles Éparses : enjeux de souveraineté et de cogestion dans l'océan Indien », *Revue maritime* 2015 (n° 504), pp. 70-87 [Lien]

MAU-60. P. CHONG LEUNG, « L'île Tromelin : territoire mauricien », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1978 (vol. 5), pp. 253-262 (également reproduit in : *Mauritius Law Review* 1980 [n° 3], pp. 7-19)

MAU-61. Y. DAUDET, « La revendication de l'île Maurice sur Tromelin », *Annuaire de la mer* 1998, pp. 151-160

MAU-62. A. ORAISON, « À propos du conflit franco-mauricien sur le récif de Tromelin (La succession d'États sur l'ancienne île de Sable) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 1987 (vol. 65), pp. 85-139

MAU-63. A. ORAISON, « À propos du conflit franco-mauricien sur le récif de Tromelin (La succession d'États sur l'ancienne Isle de Sable) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2008, pp. 1-115

MAU-64. A. ORAISON, « Radioscopie critique de la querelle franco-mauricienne sur le récif de Tromelin (La succession d'États sur l'ancienne Isle de Sable) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2012 (n° 14), pp. 5-118 [Lien]

MAU-65. A. ORAISON, « Réflexions critiques sur l'accord-cadre franco-mauricien du 7 juin 2010 relatif à la cogestion économique, scientifique et environnementale du récif de Tromelin et de ses espaces maritimes environnants », *Revue juridique de l'océan Indien* 2015 (n° 20), pp. 129-168 [Lien]

MAU-66. A. ORAISON/F. MICLO, « À qui appartient le récif de Tromelin ? », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 269-289

MAU-67. A. ORAISON/F. MICLO, « À qui appartient le récif de Tromelin (Éléments nouveaux et précisions) ? », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1978 (vol. 5), pp. 263-280

Dossier bibliographique : Le statut de l'archipel des Chagos (*British Indian Ocean Territory*) au regard du droit international public et des droits fondamentaux

Bibliographical Portfolio: The Legal Status of the Chagos Islands / British Indian Ocean Territory (Public International Law and Human Rights)

MONOGRAPHIES, THÈSES ET MÉMOIRES

MAU-68. S. ALLEN, *The Chagos Islanders and International Law*, Bloomsbury Publishing, 2014, 272 pp. (compte-rendu de P. SAND, in : *European*

Journal of International Law 2015 [vol. 26], pp. 573-578) [Lien], de J. WANG, in : *Chinese Journal of International Law* 2018 [vol. 17], pp. 199-201 et de M. SHUCKSMITH-WESLEY, in : *Journal of Conflict and Security Law* 2018 [vol. 23], pp. 315-316)

MAU-69. Y. HEIN, *Diego-Garcia, une île pas comme les autres*, mém. Aix-Marseille 3, 1983, 86 pp.

MAU-70. L. JEFFERY, *Chagos Islanders in Mauritius and the UK Forced Displacement and Onward Migration*, Manchester University Press, 2011, 177 pp.

MAU-71. P. SAND, *United States and Britain in Diego Garcia: The Future of a Controversial Base*, Palgrave Macmillan, 2009, 210 pp.

MAU-72. P. SAND, *Atoll Diego Garcia: Naturschutz zwischen Menschenrecht und Machtpolitik*, Herbert Utz Verlag, 2011, 239 pp. (compte-rendu d'E. AFSAH, in : *European Journal of International Law* 2011 [vol. 22], pp. 1200-1204) [Lien])

MAU-73. M. TONG, *Le droit à l'autodétermination et à restitution : L'affaire du peuple de l'archipel des Chagos (Territoire Britannique de l'Océan Indien)*, th. Strasbourg, 2009, 299 pp. [Lien]

ARTICLES

MAU-74. G. ABRAHAM, « Paradise claimed: disputed sovereignty over the Chagos Archipelago », *South African Law Journal* 2011 (vol. 128), pp. 63-99

MAU-75. E. AFSAH, « Diego Garcia (British Indian Ocean Territory) », in : R. Wolfrum (sous la dir.), *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, Oxford University Press, 2012, vol. 3, pp. 93-97

MAU-76. C. ALEXANDRE/K. KOUTOUKI, « Les déplacés des Chagos : retour sur la lutte de ces habitants pour récuperer leur terre ancestrale », *Revue québécoise de droit international* 2014 (vol. 27), pp. 1-26 [Lien]

MAU-77. S. ALLEN, « Looking Beyond the Bancoult Cases: International Law and the Prospect of Resettling the Chagos Islands », *Human Rights Law Review* 2007 (vol. 7), pp. 441-482 [Lien]

MAU-78. S. ALLEN, « International Law and the Resettlement of the (Outer) Chagos Islands », *Human Rights Law Review* 2008 (vol. 8), pp. 683-702 [Lien]

MAU-79. S. ALLEN, « Responsibility and Redress: The Chagossian Litigation in the English Courts », in : S. Evers/M. Kooy (sous la dir.), *Eviction from the Chagos Island. Displacement and Struggle for Identity against Two World Powers*, Brill, 2011, pp. 127-152

MAU-80. S. ALLEN, « The Operation of Estoppel in International Law and the Function of the Lancaster House Undertakings in the Chagos Arbitra-

tion Award », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 231-262

MAU-81. S. ALLEN, « Introductory Note to 'Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965' (I.C.J.) », *International Legal Materials* 2019 (vol. 58), pp. 445-447 [Lien]

MAU-82. S. ALLEN, « Self-Determination, the Chagos Advisory Opinion and the Chagossians », *International and Comparative Law Quarterly* 2020 (vol. 69), pp. 203-220 [Lien]

MAU-83. D. M. AMANN, « Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965 », *American Journal of International Law* 2019 (vol. 113), pp. 784-791 [Lien]

MAU-84. T. ARVIND, « The Subject as a Civic Ghost: Law, Dominion, and Empire in the Chagos Litigation », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 85-110

MAU-85. O. BANCOULT, « The Historic Legal Battle of the Chagossians to Return to Their Homeland, the Chagos Islands, and to Be Compensated for Their Deportation: A Narrative », *South African Yearbook of International Law* 2014 (Supplement to vol. 39), pp. 21-31 [Lien]

MAU-86. K. BHATT, « A post-colonial legal approach to the Chagos case and the (dis)application of land rights norms », *International Journal of Law in Context* 2019 (vol. 15), pp. 1-19 [Lien]

MAU-87. S. BOOLELL, « Winner gets nothing: Will there ever be justice for the Chagos Archipelago? », *Mauritius Criminal Law Review* 2020, pp. 1-45

MAU-88. L. CHAN LOW, « The making of the Chagos Affair: Myth and Reality », in : S. Evers/M. Kooy (sous la dir.), *Eviction from the Chagos Island. Displacement and Struggle for Identity against Two World Powers*, Brill, 2011, pp. 61-79

MAU-89. A. CHELLAPERMAL, « The Problem of Mauritian Sovereignty over the Chagos Archipelago and the Militarization of the Indian Ocean », in : *Second International Conference on Indian Ocean Studies, Section D: International Relations*, University of Western Australia, 1984, 23 pp.

MAU-90. J. CHRISTOPHERSEN, « General Assembly Resolutions in the Determination of Customary International Law: The ICJ's Advisory Opinion in Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965 », *Bristol Law Review* 2019, pp. 2-9 [Lien]

MAU-91. R. CORMACAIN, « Prerogative legislation as the paradigm of bad law-making: the Chagos Islands », *Commonwealth Law Bulletin* 2013 (vol. 39), pp. 487-508 [Lien]

MAU-92. Z. CRESPI REGHIZZI, « La juridiction consultative à l'épreuve du principe consensuel : l'affaire des effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965 », *Questions of International Law. Zoom-out* 2018 (vol. 55), pp. 15-34 [Lien]

MAU-93. T. FROST/C. MURRAY, « The Chagos Islands Cases: The Empire Strikes Back », *Northern Ireland Legal Quarterly* 2015 (vol. 66), pp. 263-287 [Lien]

MAU-94. R. GEOFFREY, « Who Owns Diego Garcia? Decolonisation and Indigenous Rights in the Indian Ocean », *Western Australia Law Review* 2012 (vol. 12), pp. 1-30 [Lien]

MAU-95. R. GIFFORD, « The Chagos Islands – The Land Where Human Rights Hardly Ever Existed », *Law, Social Justice & Global Development Journal* 2004, n° 1 [Lien]

MAU-96. R. GIFFORD, « How Public Law Has Not Been Able to Provide the Chagossians with a Remedy », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 55-84

MAU-97. T. GRANT, « The Once and Future King: Sovereignty Over Territory and the Annex VII Tribunal's Award in Mauritius v United Kingdom », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 215-230

MAU-98. E. GRÉGOIRE, « Des îles britanniques de l'océan Indien disputés : Diégo Garcia et l'archipel des Chagos », *Hérodote* 2010 (n° 2), pp. 185-193 [Lien]

MAU-99. R. GUNPUTH, « Déportation dans la région de l'Afrique australe. L'affaire chagossienne ou l'histoire de l'extinction d'un peuple en exil : à la mémoire des déracinés de l'océan Indien », *Revue juridique et politique des États francophones* 2008, pp. 315-345

MAU-100. A. F. GURMESSA, « Advisory Opinion of the International Court of Justice on the Case of Chagos Archipelago: A Commentary », *Hawassa University Journal of Law* 2019 (vol. 3), pp. 191-215 [Lien]

MAU-101. P. HARRIS, « Deadend or crossroads? The Chagossians fail in Strasbourg », *Anthropology Today* 2013 (vol. 29), p. 26

MAU-102. L. JEFFERY, « Historical Narrative and Legal Evidence: Judging Chagossias' High Court Testimonies », *Political and Legal Anthropology Review* 2006 (vol. 29), pp. 228-253 [Lien]

MAU-103. L. JEFFERY, « Chagossians Refused Right to Return Home: A Sequel to Vine (AT 24[4]) », *Anthropology Today* 2009 (vol. 25), pp. 24-26

MAU-104. N. JUDDOO, « The Chagos Archipelago: self-determination and territorial integrity», *Bar Chronicle* 1990 (n° 3), pp. 19-20

MAU-105. V. KATTAN, « Self-Determination during the Cold War: UN General Assembly Resolution 1514 (1960), the Prohibition of Partition, and the Establishment of the British Indian Ocean Territory (1965) », *Max Planck Yearbook of United Nations Law* 2015 (vol. 19), pp. 419-468 [Lien]

MAU-106. V. KATTAN, « The Chagos Advisory Opinion and the Law of Self-Determination », *Asian Journal of International Law* 2020 (vol. 10), pp. 12-22 [Lien]

MAU-107. C. KELLOWAY, « The Case of the Chagos Islanders: Human Rights and Environmental Law Come into Conflict », *Warwick Student Law Review* 2011 (vol. 1), pp. 33-47 [Lien]

MAU-108. J. KLABBERS, « Shrinking Self-determination: The Chagos Opinion of the International Court of Justice », *ESIL Reflections* 2019 (vol. 8), 9 pp. [Lien]

MAU-109. K. KOVAČ, « International Legal Aspects of the Chagos Archipelago Case », *Zbornik Radova. Pravni Fakultet u Novom Sadu/Collected papers. Novi Sad Faculty of Law* 2019 (vol. 53), pp. 739-755 [Lien]

MAU-110. S. LAKIN, « Justifying Bancoult (No 2): Why Justice Hercules must Sometimes Disappoint us », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 9-41

MAU-111. J. LARUS, « Negotiating Independence? Mauritius and Diego Garcia », *Round Table. Commonwealth Journal of International Affairs* 1985 (n° 294), pp. 132-145

MAU-112. J. LARUS, « Diego Garcia : the military and legal limitations of America's pivotal base in the Indian Ocean », in : W. Dowdy (sous la dir.), *The Indian Ocean: Perspectives on a Strategic Arena*, Duke University Press, 1985, pp. 435-451

MAU-113. M. LAW, « The Chagos Request: Does it Herald a Rejuvenation of the International Court of Justice's Advisory Function », *Queen Mary Law Journal* 2018 (vol. 9), pp. 25-48 [Lien]

MAU-114. L. C. LIMA, « A Opinião Sobre o Arquipélago de Chagos: A Jurisdição Consultiva da Corte Internacional de Justiça e a Noção de Controvérsia », *Revista da Faculdade de Direito da Universidade Federal de Minas Gerais* 2019 (n° 75), pp. 281-302 [Lien]

MAU-115. F. LUSA BORDIN, « Reckoning with British Colonialism: The Chagos Advisory Opinion », *Cambridge Law Journal* 2019 (vol. 78), pp. 253-257 [Lien]

MAU-116. T. LYNCH, « Diego Garcia: Competing Claims to a Strategic Isle », *Case Western Reserve Journal of International Law* 1984 (vol. 16), pp. 101-123 [Lien]

MAU-117. J. MADELEY, « Diego Garcia: A Contrast to the Falklands », *Minority Rights Report* 1984 (n° 54), pp. 1-13 [Lien]

MAU-118. R. McCORQUODALE/J. ROBINSON/N. PEART, « Territorial Integrity and Consent in the Chagos Advisory Opinion », *International and Comparative Law Quarterly* 2020 (vol. 69), pp. 221-238 [Lien]

MAU-119. S. MINAS, « Why the ICJ's Chagos Archipelago advisory opinion matters for global justice – and for 'Global Britain' », *Transnational Legal Theory* 2019 (vol. 10), pp. 123-136 [Lien]

MAU-120. C. MONAGHAN, « The Chagossians Go to Strasbourg: Convention Rights and the Chagos Islands », *European Human Rights Law Review* 2013 (vol. 3), pp. 314-325

MAU-121. C. MONAGHAN, « An Imperfect Legacy: The Significance of the Bancoult Litigation on the Development of Domestic Constitutional Jurisprudence », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 111-145

MAU-122. C. MURRAY *et al.*, « The Chagossians' Struggle and the Last Bastions of Imperial Constitutionalism », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 147-174

MAU-123. C. NAUVEL, « A Return from Exile in Sight? The Chagossians and Their Struggle », *Northwestern Journal of International Human Rights* 2007 (vol. 5), pp. 96-126 [Lien]

MAU-124. N. NEGM, « Diverse Perspectives on the Impact of Colonialism in International Law: The Case of the Chagos Archipelago », *Proceedings of the ASIL Annual Meeting* 2019 (vol. 113), pp. 68-71 [Lien]

MAU-125. A. ORAISON, « Les avatars du B.I.O.T. (British Indian Ocean Territory). Le processus de l'implantation militaire américaine à Diego Garcia », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1979 (vol. 6), pp. 177-209

MAU-126. A. ORAISON, « Le processus de l'implantation militaire américaine à Diego Garcia et ses répercussions dans l'océan Indien », *Collection Espaces et Ressources Maritimes* 1988 (n° 3), pp. 159-173

MAU-127. A. ORAISON, « À propos du litige anglo-mauricien sur l'archipel des Chagos (La succession d'États sur les îles Diego Garcia, Peros Banhos et Salomon) », *Revue belge de droit international* 1990, pp. 5-53 [Lien]

MAU-128. A. ORAISON, « Une base militaire américaine au cœur de l'océan Indien (La cession à bail stratégique de l'archipel britannique des Chagos aux États-Unis et la militarisation progressive de l'atoll de Diego Garcia) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2002, pp. 223-263 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2001-2002 [vol. 17], pp. 349-380)

MAU-129. A. ORAISON, « La genèse de la base militaire américaine installée aux îles Chagos (Fondement de la militarisation progressive de l'île principale du territoire britannique de l'océan Indien et utilisation effective de la base aéronavale de Diego Garcia de 1966 à 2003) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2002-2003 (n° 3), pp. 303-314 [Lien]

MAU-130. A. ORAISON, « Diego Garcia : enjeux de la présence américaine dans l'océan Indien », *Afrique contemporaine* 2003 (n° 207), pp. 115-132 [Lien]

MAU-131. A. ORAISON, « Le différend anglo-mauricien sur l'archipel des Chagos à la lumière de la théorie des vices de consentement (Le consentement des dirigeants mauriciens a-t-il été entaché par les vices de violence, de dol et de lésion en 1965 lors de la cession à la Grande-Bretagne des îles de Diego Garcia, Peros Banhos et Salomon ?) », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2003, pp. 2837-2865

MAU-132. A. ORAISON, « À propos du différend anglo-mauricien sur l'archipel des Chagos (La succession d'États sur les îles Diego Garcia, Peros Banhos et Salomon) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 201-278

MAU-133. A. ORAISON, « Le contentieux territorial anglo-mauricien sur l'archipel des Chagos revisité (Quelles perspectives d'avenir pour les originaires des îles Diego Garcia, Peros Banhos et Salomon et leurs descendants déportés à Maurice ?) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2005, pp. 109-208

MAU-134. A. ORAISON, « Le drame des populations déportées des îles Diego Garcia, Peros Banhos et Salomon. L'éternel combat du *pot de terre* contre le *pot de fer* », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2005, pp. 1633-1648

MAU-135. A. ORAISON, « Histoire et actualité de la base militaire de Diego Garcia : les circonstances de la création et la militarisation du *British Indian Ocean Territory* (BIOT) », *Outre-mers. Revue d'histoire* 2005 (n° 348/349), pp. 271-289 [Lien]

MAU-136. A. ORAISON, « Radioscopie critique de la querelle anglo-mauricienne sur l'archipel des Chagos (La succession d'États sur les îles stratégiques de Diego Garcia, Peros Banhos et Salomon, ancrées au cœur du bassin central de l'Océan Indien) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2013 (n° 17), pp. 25-86 [Lien]

MAU-137. A. ORAISON, « Radioscopie de la base militaire de Diego Garcia après le renouvellement pour 20 ans, le 30 décembre 2016, du bail stratégique consenti aux États-Unis par la Grande-Bretagne », *Revue juridique de l'océan Indien* 2018 (n° 25), pp. 25-96 [Lien]

MAU-138. D. PARASHU, « Playing it safe: Das jüngste Rechtsgutachten des IGH, in Sachen Chagos », *Archiv des Völkerrechts* 2019 (vol. 57), pp. 319-344 [Lien]

MAU-139. K. POLONSKAYA, « International Court of Justice: The Role of Consent in the Context of Judicial Propriety Deconstructed in Light of Chagos Archipelago », *Law & Practice of International Courts and Tribunals* 2019 (vol. 19), pp. 189-218

MAU-140. D. RAUMNAUTH/R. MAHADEW, « Assessing the Responsibilities of the United Kingdom and Mauritius Towards the Chagossians Under International Law », *Afrika Focus* 2016 (vol. 29), pp. 39-57 [Lien]

MAU-141. G. ROBERTSON, « Who owns Diego Garcia? Decolonisation and Indigenous Rights in the Indian Ocean », *University of Western Australia Law Review* 2013 (vol. 36), pp. 1-30 [Lien]

MAU-142. P. SAND, « Diego Garcia: British-American Legal Black Hole in the Indian Ocean? », *Journal of Environmental Law* 2009 (vol. 21), pp. 113-137 [Lien] (également publié en version française sous le titre « Diego Garcia : nouveau 'trou noir' dans l'Océan indien ? », *Revue générale de droit international public* 2009, pp. 365-374 et en langue allemande sous le titre « Diego Garcia: Schwarzes Loch im Indischen Ozean », *Zeitschrift für Außen- und Sicherheitspolitik* 2009, pp. 403-413 [Lien])

MAU-143. P. SAND, « Diego Garcia Legal Black Hole – A Response to Sheppard *et al.* », *Journal of Environmental Law* 2009 (vol. 21), pp. 295-298 [Lien]

MAU-144. P. SAND, « Fortress Conservation Trumps Human Rights? The 'Marine Protected Area' in the Chagos Archipelago », *Journal of Environment and Development* 2012 (vol. 21), pp. 36-39 [Lien]

MAU-145. P. SAND, « The Chagos Archipelago Cases: Nature Conservation Between Human Rights and Power Politics », *The Global Community Yearbook of International Law and Jurisprudence* 2013, pp. 125-150 [Lien]

MAU-146. P. SAND, « The British Indian Ocean Territory: International legal black hole? », *Questions of International Law. Zoom Out* 2018 (vol. 55), pp. 35-59 [Lien]

MAU-147. G. SCANLAN, « The Chagos Islanders' Case – A Question of Limitation? », *Civil Justice Quarterly* 2007 (vol. 26), pp. 292-300

MAU-148. A. SCHWEBEL, « International Law and Indigenous Peoples' Rights: What Next for the Chagossians », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 319-357

MAU-149. C. SHEPPARD/J. TAMELANDER/J. TURNER, « The Chagos Archipelago (British Indian Ocean Territory): Legal Black Hole or Envi-

ronmental Bright Spot – A Reply to Sand », *Journal of Environmental Law* 2009 (vol. 21), pp. 291-293 [Lien]

MAU-150. D. SNOXELL, « The Politics of Chagos: Part Played by Parliament and the Courts Towards Resolving the Chagos Tragedy », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 359-381

MAU-151. A. TOMKINS, « Environmental Protection *v* the Right of Abode: A Case-Study in the Misuse of Power », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 43-54

MAU-152. M. TONG, « The Concept of 'Peoples' in the African Human Rights System: The Matter of the People of the Chagos Islands », *South African Yearbook of International Law* 2014 (Supplement to vol. 39), pp. 32-48 [Lien]

MAU-153. M. TONG, « Self-determination in the Post-colonial Era: Prospects for the Chagossians », in : S. Evers/M. Kooy (sous la dir.), *Eviction from the Chagos Islands: Displacement and the Struggle for Identity against Two World Orders*, Brill, 2010, pp. 157-180

MAU-154. J. TRINIDAD, « Self-Determination and territorial integrity in the Chagos Advisory Proceedings: Potential broader ramifications », *Questions of International Law. Zoom Out* 2018 (vol. 55), pp. 61-69 [Lien]

MAU-155. M. V. UPPIAH, « La bataille pour les îles des Chagos : David contre Goliath ou l'île Maurice contre le Royaume-Uni », *Revue de MCI* 2015/2016 (n° 72/73), pp. 73-75

MAU-156. D. VINE, « War and forced migration in the Indian Ocean: The US Military Base at Diego Garcia », *International Migration* 2004 (vol. 42), pp. 111-143 [Lien]

MAU-157. D. VINE, « The Impoverishment of Displacement: Models for Documenting Human Rights Abuses and the People of Diego Garcia », *Human Rights Brief* 2006 (vol. 13, n° 2), pp. 21-24 et 32 [Lien]

MAU-158. D. VINE, « Decolonizing Britain in the 21st century: Chagos Islanders challenge the Crown, House of Lords, 30 June-3 July 2008 », *Anthropology Today* 2008 (vol. 24), pp. 26-28

MAU-159. D. VINE/Ph. HARVEY/S. SOKOLOWSKI, « Compensating a People for the Loss of Their Homeland: Diego Garcia, the Chagossians, and the Human Rights Standards Damages Model », *Northwestern Journal of International Human Rights* 2012, pp. 149-182 [Lien]

MAU-160. P. WEISMANN, « Peoples' Right to Self-Determination: The Case of the Chagos Archipelago », *International Community Law Review* 2019 (vol. 21), pp. 463-479 [Lien]

MAU-161. R. WILDE, « 'Anachronistic as Colonial Remnants may be…' Locating the Rights of the Chagos Islanders as a Case Study of the Operation of Human Rights Law in Colonial Territories », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 175-214

MAU-162. S. YEE, « Notes on the International Court of Justice (Part 7) – The Upcoming *Separation of the Chagos Archipelago* Advisory Opinion: Between the Court's Participation in the UN's Work on Decolonization and the Consent Principle in International Dispute Settlement », *Chinese Journal of International Law* 2017 (vol. 16), pp. 623-642 [Lien]

1. TRAITÉS INTERNATIONAUX | *INTERNATIONAL TREATIES*

MAU-163. J. MUJUZI, « The Supreme Court of Mauritius and Its Reliance on International Treaties to Interpret Legislation: Reconciling the Tension Between International Law and Domestic Law », *Statute Law Review* 2018 (vol. 39), pp. 118-133 [Lien]

2. ORGANISATIONS INTERNATIONALES | *INTERNATIONAL ORGANIZATIONS*

MAU-164. P. R. DOMINGUE, « Aspects juridiques de la coopération Union européenne-Maurice », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 207-216

MAU-165. R. GARRON, « Le particularisme des rapports entre l'île Maurice et la Communauté économique européenne », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1975 (vol. 2), pp. 155-178

MAU-166. LAW REFORM COMMISSION, *Law Relating to NGOs: Legislative Proposals for a New Legal and Regulatory Framework*, 2008, 90 pp. [Lien]

→ sur la Commission de l'océan Indien, v. *infra* réf. **TRV-18 et s.**

3. DROIT DE LA MER | *LAW OF THE SEA*

MAU-167. S. BEEKARRY, « Modern Maritime Piracy Prosecutions: Mauritius Supreme Court reaffirms age old International Law principles », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 108-126

MAU-168. J. BELLE, « L'importance du renforcement de la coopération économique inter-îles face à la menace de la piraterie maritime dans la région », *Mauritius Business Law Review* 2012 (n° 4), pp. 24-26

MAU-169. I. FAGOONEE, « Perspectives on the Law of the Sea for Mauritius », *Journal of the University of Mauritius* 1984, pp. 152-179

MAU-170. A. GAYAN, « Mauritius and the Law of the Sea », *Iranian Review of International Relations* 1978 (n° 11/12), pp. 219-243

MAU-171. R. GOWRY-BHURRUT, « Drug Trafficking and Impunity at Sea », *Mauritius Criminal Law Review* 2020, pp. 324-344

MAU-172. R. GUNPUTH, « Maritime security in the Indian Ocean for commercial and business application of deep sea water: the Mauritian Case Study », in : B. Patel/H. Thakkar (sous la dir.), *Maritime Security and Piracy: Global Issues, Challenges and Solutions*, Eastern Book Company, 2012, pp. 181-189

MAU-173. J. MUJUZI, « The Mauritian Piracy Act: A Comment on the *Director of Public Prosecutions* v *Ali Abeoulkader Mohamed* Decision », *Ocean Development & International Law* 2017 (vol. 48), pp. 69-78 [Lien]

MAU-174. A. NARAIN, « Preparing for Piracy Trials in Mauritius », *Commonwealth Law Bulletin* 2013 (vol. 39), pp. 53-58 [Lien]

MAU-175. M. STERIO, « Piracy off the Coast of Somalia: The Argument for Pirate Prosecutions in the National Courts of Kenya, the Seychelles, and Mauritius », *Amsterdam Law Forum* 2012 (vol. 4), pp. 104-123 [Lien]

MAU-176. M. V. UPPIAH, « What can be the contribution of the European Union towards the development of the ocean economy sector in Mauritius? », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 263-273

→ sur le droit de la mer dans l'océan Indien, v. *infra* **TRV-33 et s.**

Dossier bibliographique : L'aire marine protégée de l'archipel des Chagos

Bibliographical Portfolio: The Chagos Marine Protected Area

MAU-177. M. AKSENOVA/C. BURKE, « The *Chagos* Islands Award: Exploring the Renewed Role of the Law of the Sea in the Post-Colonial Context », *Wisconsin International Law Journal* 2017 (vol. 35), pp. 1-38 [Lien]

MAU-178. T. APPLEBY, « The Chagos Marine Protected Arbitration – A Battle of Four Losers », *Journal of Environmental Law* 2015 (vol. 27), pp. 529-540 [Lien]

MAU-179. A. BIAD/E. EDYNAK, « L'arbitrage relatif à l'Aire marine protégée des Chagos (*Maurice c. Royaume-Uni*) du 18 Mars 2015 : Une décision

prudente pour un litige complexe », *Revue québécoise de droit international* 2016 (vol. 29), pp. 55-84 [Lien]

MAU-180. D. COLSON/B. VOHRER, « *In re* Chagos Marine Protected Area (Mauritius v United Kingdom) », *American Journal of International Law* 2015 (vol. 109), pp. 845-851 [Lien]

MAU-181. D. CZYBULKA, « Paradise lost? Die Entscheidung eines Internationalen Schiedsgerichts vom 18.3.2015 in Sachen Chagos Marine Protected Area (Republik Mauritius ./. Vereinigtes Königreich) », *Zeitschrift für Europäisches Umwelt- und Planungsrecht* 2016, pp. 58-73

MAU-182. G. GIRAUDEAU, « A Slight Revenge and a Growing Hope for Mauritius and the Chagossians: The UNCLOS Arbitral Tribunal's Award of 18 March 2015 on Chagos Marine Protected Area (Mauritius v. United Kingdom) », *Revista de Direito Internacional/Brazilian Journal of International Law* 2015 (vol. 12), pp. 705-726 [Lien]

MAU-183. P. HARRIS, « Why Law and Politics Matter for Marine Conservation - The Case of the Chagos Marine Protected Area », *Environmental Policy & Law* 2015 (vol. 45), pp. 204-207 [Lien]

MAU-184. J. LOBO, « The Chagos Marine Protection Area: A Whole Kettle of Fish », *Queen Mary Human Rights Law Review* 2016 (vol. 3), pp. 10-32 [Lien]

MAU-185. M. MEETARBHAN, « Re-examining the Chagos Marine Protected Area Arbitration-The Lancaster House Undertakings », *Environmental Policy & Law* 2015 (vol. 45), pp. 248-255 [Lien]

MAU-186. N. MONEBHURRUN, « Creating Marine Protected Areas to assert territorial jurisdiction against the Right of Abode of Native Populations: The Case of the Chagos Archielago », in : E. Vásquez Gómez/C. Cinelli (sous la dir.), *Regional Strategies to Maritime Security. A Comparative Perspective*, Tirant Lo Blanch, 2014, pp. 79-100 [Lien]

MAU-187. L. N. NGUYEN, « The Chagos Marine Protected Area Arbitration: Has the Scope of LOSC Compulsory Jurisdiction Been Clarified? », *International Journal of Marine and Coastal Law* 2016 (vol. 31), pp. 120-143 [Lien]

MAU-188. A. NTOVAS, « Interpreting the Dispute Settlement Limitation on Fisheries after the Chagos Marine Protected Area Arbitration », in : S. Minas/J. Diamond (sous la dir.), *Stress Testing the Law of the Sea. Dispute Resolution, Disasters & Emerging Challenges*, Brill/Nijhoff, 2018, pp. 225-253

MAU-189. D. ONG, « Implications of the Chagos Marine Protected Area Arbitral Tribunal Award for the Balance Between Natural Environmental Protection and Traditional Maritime Freedoms », in : S. Allen/C. Monaghan (sous la dir.), *Fifty Years of the British Indian Ocean Territory. Legal Perspectives*, Springer, 2018, pp. 263-291

MAU-190. I. PAPANICOLOPULU, « Current Legal Developments Mauritius / United Kingdom (Submission to Arbitration of the Dispute on the Marine Protected Area around the Chagos Archipelago) », *International Journal of Marine and Coastal Law* 2011 (vol. 26), pp. 667-678

MAU-191. P. PROWS, « Mauritius Brings UNCLOS Arbitration Against the United Kingdom over the Chagos Archipelago », *Insights (American Society of International Law)* 2011 (vol. 15, n° 8) [Lien]

MAU-192. W. QU, « The Issue of Jurisdiction over Mixed Disputes in the Chagos Marine Protection Area Arbitration and Beyond », *Ocean Development and International Law* 2016 (vol. 47), pp. 40-51

MAU-193. P. SAND, « The Chagos Archipelago Cases: Nature Conservation between Human Rights and Power Politics », *The Global Community: Yearbook of International Law and Jurisprudence* 2013, pp. 125-150 [Lien]

MAU-194. J. K. SHARPE, « Introductory Note to the Arbitral Tribunal Constituted under Annex VII of the 1982 United nations Convention on the Law of the Sea. *Republic of Mauritius v. United Kingdom & Northern Ireland*, Reasoned Decision on Challenge », *International Legal Materials* 2012 (vol. 51), pp. 350-381 [Lien]

MAU-195. S. TALMON, « The Chagos Marine Protected Area Arbitration: Expansion of the Jurisdiction of Unclos Part XV Courts and Tribunals », *International and Comparative Law Quarterly* 2016 (vol. 65), pp. 927-951 [Lien]

MAU-196. M. VEREL, « Et le Royaume-Uni créa une aire marine protégée », *Revue juridique de l'environnement* 2020 (vol. 45), pp. 317-325 [Lien]

MAU-197. A. VITHANAGE, « Marine Protected Areas: The Chagos Case and the Need to Marry International Environmental Law with Indigenous Rights », *Yearbook of Polar Law* 2012 (vol. 4), pp. 647-671

B. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ | *PRIVATE INTERNATIONAL LAW*

MAU-198. A. ANGELO/V. GLOVER, « Mauritius », in : B. Verschraegen (sous la dir.), *International Encyclopedia of Laws. Private International Law*, Wolters Kluwer Law, 2016, 72 pp. [Lien]

MAU-199. J. MUJUZI, « The Mauritian Supreme Court Reliance on French and British Laws to Resolve Private International Law Disputes », *Yearbook of Private International Law* 2016-2017 (vol. 18), pp. 423-430

MAU-200. LAW REFORM COMMISSION, *Issue paper: Incorporation in Code Civil Mauricien of Provisions relating to Aspects of Private International Law*, 2016, 192 pp. [Lien]

MAU-201. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: Hague Conventions on Private International Law and Mauritian Law*, 2016, 159 pp. [Lien]

MAU-202. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: Comparative Approaches to Aspects of Private International Law*, 2017, 128 pp. [Lien]

1. CONFLIT DE LOIS | *CONFLICT OF LAWS* […]

2. CONFLIT DE JURIDICTIONS | *INTERNATIONAL PROCEDURAL LAW*

MAU-203. M. BALAGUÉ, « L'exequatur d'une décision civile étrangère à Maurice », *IJLS Law Journal* 3/2019 [Lien]

MAU-204. S. DREEPAUL-HALKHOREE, « Enforcement of foreign judgments as well as foreign and international arbitral awards in Mauritius », *Mauritius Business Law Review* 2011 (n° 3), pp. 14-18

MAU-205. Y. K. J. YEUNG SIK YUEN, « Projections du juge national à l'extérieur de sa juridiction : saisine, effet de jugements dans des situations transnationales, le refus d'agir du juge, les dessaisissements volontaires ou la règle de *forum non conveniens*. L'exemple de l'Île Maurice », in : AHCUJAF (sous la dir.), *3ème Congrès de l'AHCUJAF. Internationalisation du droit, intenalisation de la justice*, éd. AHCUJAF, 2010, pp. 75-86 [Lien]

3. DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL COMMERCIAL LAW*

MAU-206. H. NARSINGHEN, « Dispute Settlement Process under GATT/WTO. Diplomatic or Judicial Process », *University of Mauritius Research Journal* 1999 (n° 2), pp. 97-110 [Lien]

4. DROIT DE LA NATIONALITÉ ET DES ÉTRANGERS | *NATIONALITY LAW AND LEGAL STATUS OF FOREIGN CITIZENS*

MAU-207. M. LAM HUNG, *Right of stay in Mauritius*, T-Printers Co., 2004, 132 pp.

MAU-208. W. NEWTON, *De la naturalisation dans les colonies anglaises : la naturalisation obtenue à l'île Maurice fait-elle perdre la qualité de Français ? : réponse à M. le garde des sceaux de France*, General Steaming Printing Co., 1883, 20 pp.

MAU-209. G. RONDEAUX de COURCY, *De la condition juridique des Mauriciens de descendance française*, General Printing & Stationery Co., 1917, 22 pp.

MAU-210. H. LASSEMILLANTE, « Dual Nationality now Possible », *Bar Chronicle* 1997, pp. 45-47

MAU-211. P. MOOTOOSAMY, « La nationalité mauricienne », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1971, pp. 543-544

MAU-212. J. MUJUZI, « Marriage by Foreign Nationals to Mauritian Citizens: A Comment on Section 19A of the Civil Status Act of 1981 Mauritius », in : M. Brinig (sous la dir.), *International Survey of Family Law 2017*, LexisNexis, 2017, pp. 225-238 [Lien]

MAU-213. J. MUJUZI, « Mauritian Courts and the Protection of the Rights of Asylum Seekers in the Absence of Dedicated Legislation », *International Journal of Refugee Law* 2019 (vol. 31), pp. 321-342 [Lien]

MAU-214. R. d'UNIENVILLE, « Le statut juridique des immigrants à l'île Maurice », in : *Mouvements de populations dans l'océan Indien*, Librairie Honoré Champion, 1979, pp. 35-49

IV. DROIT PUBLIC | *PUBLIC LAW*

A. DROIT CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LAW*

MAU-215. *La Constitution de la République de Maurice : en versions anglaise et française avec un répertoire par article de la jurisprudence en matière constitutionnelle*, av.-prop. L. FAVOREU, Best Graphics, 1993, 292 pp.

MAU-216. S. BHUCKORY, *Our Constitution*, Mauritius Print Co., 1971, 115 pp.

MAU-217. M. J. N. MEETARBHAN, *Constitutional Law of Mauritius. Constitution of Mauritius with Commentaries*, 2017, 333 pp.

MAU-218. D. NAPAL, *Les constitutions de l Île Maurice*, Mauritius Archives Publications, 1962, 150 pp.

MAU-219. D. NAPAL, *Constitutional development of Mauritius 1810-1948*, th. Londres, 1962, 196 pp.

MAU-220. J.-M. RAINAUD, *Le problème constitutionnel de l'île Maurice*, éd. Cujas, coll. Annales de la faculté de droit et des sciences économiques d'Aix-en-Provence. Série Travaux et mémoires, 1965, 39 pp.

MAU-221. D. RAMSEWAK, *The Constitution: its legal aspect and political philosophy*, Proag Printing, 1ère éd. 1991, 177 pp. et 2e éd. 1997, 125 pp.

MAU-222. « Constitution de la République de Maurice. Chronologie et documents », in : J. du Bois de Gaudusson/G. Conac/C. Desouches (sous la dir.), *Les constitutions africaines publiées en langue française*, t. 2, Bruylant/La Documentation française, 1998, pp. 67-128

MAU-223. A. AFT/D. SACKS, « Mauritius: An Example of the Role of Constitutions in Development », *University of Miami International and Comparative Law Review* 2010 (vol. 18), pp. 105-136 [Lien]

MAU-224. M. AKUNG, « Vie politique et évolution constitutionnelle de Maurice. 1958-1968 », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les états du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 43-69

MAU-225. R. BARRUÉ-BELOU, « The Constitutional Revision Law Review – Comparative Approach Mauritius-France », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 365-376

MAU-226. D. BLANC, « La République de Maurice, du formel au substantiel : d'un modèle à l'autre », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 225-240

MAU-227. V. BOOLELL, « The Influence of the European Convention on the Constitutional Law of Mauritius », *European Human Rights Law Review* 1996, pp. 159-170

MAU-228. A. BUDOO/N. HO TU NAM, « The Republic of Mauritius. Introductory Note », in : *Oxford Constitutions of the World*, Oxford University Press, 2016, 17 pp. [Lien]

MAU-229. M. CARTER, « État et communautarisme : le cas de l'île Maurice », *Cultures et conflits* 1994 (n° 15/16), pp. 89-126 [Lien]

MAU-230. J. CHAN LOW, « L'actualité du débat constitutionnel dans la vie politique de Maurice », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les états du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 71-81

MAU-231. J. COLOM, « La protection du principe d'égalité constitutionnelle des femmes. Île Maurice », in : G. Staudacher-Valliamee (sous la dir.), *La femme et les sociétés pluriculturelles de l'océan Indien*, éd. SEDES, 2002, pp. 131-142

MAU-232. J. COLOM, « L'écriture dirigée par le Colonial Office de la Constitution mauricienne de 1968 », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les états du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 23-42

MAU-233. O. DESAULNAY, « L'accès à la justice constitutionnelle à Maurice dans la Constitution de l'indépendance (1968-2018) », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 193-207

MAU-234. R. P. DOMINGUE, « Contribution of Law Reform Commission to the Strengthening of Constitutionalism in Mauritius », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 37-51

MAU-235. P. DOOKHY/R. DOOKHY, « Le constitutionnalisme mauricien », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1998, pp. 288-299

MAU-236. L. FAVOREU, « Le régime constitutionnel et politique de l'Île Maurice », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1969, pp. 305-318

MAU-237. L. FAVOREU, « L'île Maurice », in : *Encyclopédie politique et constitutionnelle*, série Afrique, éd. Berger-Levrault, 1970, 119 pp.

MAU-238. P. FEKNA, « Is there a Constitutional Right to Vote », *Bar Chronicle* 1997, pp. 22-23 et 25

MAU-239. H. GARRIOCH, « The Constitutionality of Campement and Campement Site Taxes », *The New Bar Chronicle* 2009 (n° 1), pp. 46-51 ; 2010 (n° 2), pp. 5-14 et 2011 (n° 3), pp. 64-67

MAU-240. V. GLOVER, « La constitutionnalisation du droit et la justice à l'île Maurice », *Les Cahiers de droit* 2001 (vol. 42), pp. 631-642 [Lien]

MAU-241. M. GUJADHUR, « Is there Parliamentary Sovereignty in Mauritius: A Serious Question », *Bar Chronicle* 1989 (n° 1), pp. 10-14

MAU-242. R. P. GUNPUTH/L. SERMET, « Chronique de droit constitutionnel étranger. Île Maurice et Seychelles », *Revue française de droit constitutionnel* 2013, pp. 1019-1034 [Lien]

MAU-243. A. HALKHOREE, « The contribution of the Constitutional Judge to the Development of Mauritian Law », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 241-248

MAU-244. G. ITHIER, « The Constitution of Mauritius (Amendment No. 3) Act 1991: A Critical Analysis », *Bar Chronicle* 1992 (no. 4), pp. 19-21

MAU-245. J.-C. LEBLANC, « La vie constitutionnelle et politique de l'île Maurice de 1945 à 1968 », *Annales de l'Université de Madagascar – Droit* 1969 (vol. 6), pp. 9-176

MAU-246. C. LOUIT, « Chronique politique et constitutionnelle. L'Île Maurice. 1977 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 (vol. 4), pp. 371-394 (également reproduit in : CERSOI [sous la dir.], *L'Île Maurice sociale, économique et politique. 1974-1980*, PUAM, 1984, pp. 67-90)

MAU-247. C. LOUIT, « Chronique politique et constitutionnelle. L'Île Maurice. 1979 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1979 (vol. 6), pp. 309-332 (également reproduit in : CERSOI [sous la dir.], *L'Île Maurice sociale, économique et politique. 1974-1980*, PUAM, 1984, pp. 161-184)

MAU-248. C. LOUIT, « Chronique politique et constitutionnelle. L'Île Maurice. 1980 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1980 (vol. 7), pp. 389-411

MAU-249. C. LOUIT, « Chronique politique et constitutionnelle. L'Île Maurice. 1981 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1981 (vol. 8), pp. 291-299

MAU-250. C. LOUIT, « Chronique politique et constitutionnelle. L'Île Maurice. 1982-1983 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1982-1983 (vol. 9), pp. 401-431

MAU-251. R. MATHUR, « Accession of Mauritius to republican status: some political and constitutional changes », *Bulletin mensuel du PROSI* 1992 (n° 278), pp. 14-16, 19

MAU-252. M. J. N. MEETARBHAN, « Souveraineté parlementaire et suprématie constitutionnelle », in : *L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la Communauté francophone*, éd. AUPELF-UREF, 1994, pp. 425-434

MAU-253. M. MEETARBHAN, « L'évolution de la Constitution mauricienne depuis 1968 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1995-1996 (vol. 14), pp. 23-40

MAU-254. M. MEETARBHAN, « The Constitution at 50 », *The New Bar Chronicle* 2018 (n° 6), pp. 10-13

MAU-255. M. J. MEETARBHAN, « Specific Features of the Mauritian Constitutional System », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 53-67

MAU-256. V. MOONEERAM-CHADEE, « L'évolution de la Constitution de la république de l'île Maurice », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les états du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 95-100

MAU-257. J. MUJUZI, « The Supreme Court of Mauritius and Its Reliance on International Treaties to Interpret Legislation: Reconciling the Tension Between International Law and Domestic Law », *Statute Law Review* 2018 (vol. 39), pp. 118-133 [Lien]

MAU-258. X. PHILIPPE, « Les nouvelles constitutions malgache et mauricienne : un renouveau du constitutionnalisme dans l'océan Indien ? », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1995-1996 (vol. 14), pp. 115-149

MAU-259. E. S. PUOPKO, « An Exploratory Study of Constitutional Design in Three Island States: Seychelles, Comoros, and Mauritius », *Journal of Contemporary African Studies* 2017 (vol. 35), pp. 324-348 [Lien]

MAU-260. L. SERMET, « L'île Maurice », in : V. Fayaud/J.-Y. Faberon/J.-M. Régnault (sous la dir.), *Destins des Collectivités politiques d'Océanie. Peuples, populations, nations, États, territoires, pays, patries, communautés, frontières*, vol. 1 : *Théories et pratiques*, PUAM, 2011, pp. 155-164

MAU-261. S. de SMITH, « Mauritius: Constitutionalism in a Plural Society », *Modern Law Review* 1968 (vol. 11), pp. 601-622

MAU-262. B. de SMITH, « L'exportation du modèle de Westminster et la Constitution mauricienne », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1995-1996 (vol. 14), pp. 41-49

MAU-263. B. de SMITH, « Constitutional autochtony and Mauritius Constitution », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les états du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 15-22

1. INSTITUTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES | *POLITICAL AND ADMINISTRATIVE INSTITUTIONS*

MAU-264. P. DOOKHY, « Les institutions politiques de Maurice », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1997, pp. 291-298

2. DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX | *HUMAN RIGHTS LAW*

MAU-265. S. BOOLELL, « A Review of the Law of Privacy: The Right of be Left Alone », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 1-19

MAU-266. A. BUDOO/R. A. MAHADEW, « The Golden Jubilee of the Mauritian Bill of Rights: A Milestone to Celebrate or Time for Reflections? », in : M. Addaney/M. Gyan Nyarko/E. Boshoff (sous la dir.), *Governance, Human Rights, and Political Transformation in Africa*, Palgrave Macmillan, 2020, pp. 91-115

MAU-267. J. COLOM, « La protection constitutionnelle du droit de propriété à l'île Maurice », in : *La formation du droit national dans les pays de droit mixte*, PUAM, 1989, pp. 155-189

MAU-268. J. COLOM, « La protection des droits fondamentaux dans un système de droit mixte : le cas du droit de propriété à Maurice », in : *L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la Communauté francophone*, éd. AUPELF-UREF, 1994, pp. 345-349

MAU-269. P. DOOKHY, « Le juge de l'administration et le droit de propriété de l'île Maurice », in : É. Picard (sous la dir.), *Le juge de l'administration et les droits fondamentaux dans l'espace francophone*, Bruylant, 2000, pp. 447-461

MAU-270. P. DOOKHY/R. DOOKHY, « Le Conseil privé de la Reine d'Angleterre et le droit constitutionnel de la propriété à Maurice », *Revue internationale de droit comparé* 1997, pp. 961-972 [Lien]

MAU-271. S. DREEPAUL-HALKHOREE, « Data Protection. Consent as the Legal Basis for Processing », *The New Bar Chronicle* 2018 (n° 6), pp. 54-56

MAU-272. K. P. DWARKA, « Assessing the effectiveness of the African Charter and its corresponding mechanisms for the Human rights violations in Mauritius », *Revue juridique de l'océan Indien* 2019 (n° 26), pp. 205-238 [Lien]

MAU-273. R. MAHADEW, « Does the Mauritian Constitution Protect the Right to Privacy? An Insight from *Madhewoo v The State of Mauritius* », *African Human Rights Law Journal* 2018 (vol. 18), pp. 189-204 [Lien]

MAU-274. D. MICHEL, « Socio-economic Rights: Useful Ways of Dealing with the Aftermath of Slavery », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 377-389

MAU-275. Y. MOATTY, « La Commission nationale des droits de l'homme à l'île Maurice », *Revue juridique de l'océan Indien* 2003-2004 (n° 4), pp. 183-188 [Lien]

MAU-276. D. NAYAK, « Data Protection Law in Mauritius », *The New Bar Chronicle* 2011 (n° 3), pp. 41-45

MAU-277. K. NEKRAM, « An Assessment of the Culture of Equal Opportunities in Mauritius », *Revue juridique de l'océan Indien* 2020 (n° 27), pp. 17-49 [Lien]

MAU-278. M. RAULT, « L'homme et la machine ou Les mécanismes juridiques de protection des droits de la personne à l'île Maurice », *Mauritius Law Review* 1982 (n° 4), pp. 7-18

MAU-279. D. SEETULSINGH, « La protection des droits fondamentaux et systèmes juridiques. Les appels au comité judiciaire du Conseil privé du Royaume Uni », in : *L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la Communauté francophone*, éd. AUPELF-UREF, 1994, pp. 351-368

MAU-280. M. G. TECHANE/R. MAHADEW, « The Impact of the African Charter and the Maputo Protocol in Mauritius », in : V. Oluwasina Ayeni (sous la dir.), *The impact of the African Charter and the Maputo Protocol in selected African states*, Pretoria University Law Press, 2016, pp. 168-181 [Lien]

MAU-281. S. TURENNE, « Free Speech and Scandalising the Court in Mauritius », *Cambridge Law Journal* 2015 (vol. 74), pp. 7-10 [Lien]

MAU-282. H. VIDAL, « Survivance du droit consulaire : le régime de l'Église catholique dans l'île Maurice », *Revue historique de droit français et étranger* 1974, pp. 278-315 [Lien]

MAU-283. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Commentary on the Human Rights Dimension of the Sexual Offences Bill No VI of 2007*, 2007, 20 pp. [Lien]

MAU-284. LAW REFORM COMMISSION, *Issue paper: Constitutional Protection of Human Rights*, 2010, 8 pp. [Lien]

Dossier bibliographique : La réparation de l'esclavage à Maurice

Bibliographical Portfolio: Reparations for Slavery in Mauritius

MAU-285. D. MICHEL, *La réparation des dommages et préjudices subis par le crime de l'esclavage*, th. Univ. La Réunion, 2018, 404 pp. [Lien]

MAU-286. R. BOSWELL, « Can Justice Be Achieved for Slave Descendants in Mauritius? », *International Journal of Law, Crime and Justice* 2014 (vol. 42), pp. 146-161

MAU-287. R. CROUCHER/D. MICHEL, « Legal at the Time? Companies, Governments and Reparations for Mauritian Slavery », *Journal of African Law* 2014 (vol. 58), pp. 89-108)

MAU-288. R. CROUCHER/M. HOUSSART/D. MICHEL, « The Mauritian Truth and Justice Commission: Legitimacy, Political Negotiation and the Consequences of Slavery », *African Journal of International and Comparative Law* 2017 (vol. 25), pp. 326-346

MAU-289. P. DOMINGUE, « La communauté internationale et l'esclavage », *Research Journal of the University of Mauritius* 2000 (vol. 3), pp. 9-17 [Lien]

3. DROIT PARLEMENTAIRE ET PROCÉDURE LÉGISLATIVE | *PARLIAMENTARY LAW AND LEGISLATIVE PROCEDURE*

MAU-290. H. MATHUR, *Parliament in Mauritius*, éd. de l'Océan indien, 1991, 321 pp.

MAU-291. M. K. VALAYDON, *La procédure législative à l'île Maurice*, mém. Aix-Marseille 3, 1989, 112 pp.

MAU-292. V. M. CHADEE, « Application of the Separation of Powers Mechanism in a Unicameral Framework: the Case of Mauritius / L'application du mécanisme de séparation des pouvoirs dans un cadre monocaméral : le cas de l'Île Maurice », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 69-80

MAU-293. R. CORMACAIN, « Prerogative Legislation as the Paradigm of Bad Law-Making: The Chagos Islands », *Commonwealth Law Bulletin* 2013 (vol. 39), pp. 487-508 [Lien]

MAU-294. V. GLOVER, « Legislative Drafting in Mauritius: A Developing Discipline », *Loophole: Journal of the Commonwealth Association of Legislative Counsel* 2011 (n° 3), pp. 20-25 [Lien]

MAU-295. R. MATHUR, « Parliamentary Representation of Minority Communities; The Mauritian Experience », *Africa Today* 1997 (vol. 44), pp. 61-82 [Lien]

MAU-296. M. MEETARBHAN, « Extra-Constitutional Parliamentary Private Secretaries in Mauritius », *Journal of African Law* 1991 (vol. 35), pp. 194-197 [Lien]

→ sur la souveraineté du Parlement, v. aussi *infra* réf. **MAU-686**

4. DROIT ÉLECTORAL | *ELECTORAL LAW*

MAU-297. K. S. SEEGOBIN, *The Human Rights Implications of the 'Best Loser System' in Mauritius. Critical Analysis from a Human Rights Lens of a Component of an Electoral System and Prospect of Reform*, mém. Univ. Pretoria, Lambert Academic Publishing, 2010 [Lien]

MAU-298. C. BOUDET, « L'émergence de la démocratie consociative à Maurice (1945-1968) », *Annuaire des pays de l'Océan Indien* 2001 (vol. 17), pp. 325-336

MAU-299. Y. FESSHA/N. HO TU NAM, « Is it time to let go? The Best Loser System in Mauritius », *Afrika Focus* 2015 (vol. 28), pp. 63-79 [Lien]

MAU-300. R. GUNPUTH, « Projet de réforme électorale prospective en droit constitutionnel ou la pratique du Best Loser System et du système proportionnel au service du pluralisme ethnique : justice constitutionnelle ou injustice parlementaire ? Le cas de l'île Maurice », *Revue française de droit constitutionnel* 2009, pp. 431-445 [Lien]

MAU-301. R. LANNEAU, « Building a Common Identity in a Multicultural Society Through Electoral Rules, the Case of Mauritius », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 451-467

MAU-302. A. R. MAHADEW, « The best loser system in Mauritius: An essential electoral tool for representing political minorities », in : J. de Visser *et al.* (sous la dir.), *Constitutional Building in Africa*, Nomos, 2015, pp. 135-160

MAU-303. J. RIO, « Le système de représentation politique mauricien : entre symbole et nécessités démocratiques », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 429-449

MAU-304. M. YOON/S. BUNWAREE, « Women's Legislative Representation in Mauritius: 'A Grave Democratic Deficit' », *Journal of Contemporary African Studies* 2006, pp. 229-247

MAU-305. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Electoral Reform*, 2014, 3 pp. [Lien]

5. CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LITIGATION*

MAU-306. J. COLOM, *La justice constitutionnelle dans les États du nouveau Commonwealth : le cas de l'île Maurice*, th. Aix-Marseille 3, 1994, 243 pp.

MAU-307. V. BOOLELL, « Compétence et exercice de la jurisdiction de la Cour suprême de Maurice en matière constitutionnelle », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1995-1996 (vol. 14), pp. 15-21

MAU-308. J. COLOM, « Le modèle de justice constitutionnelle du nouveau Commonwealth : le cas de Maurice », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1992-1994 (vol. 13), pp. 247-254

MAU-309. J. COLOM, « Le Conseil privé et Maurice. Une justice constitutionnelle transnationale à la britannique », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1995-1996 (vol. 14), pp. 151-165

MAU-310. S. B. DOMAH, « La Cour suprême et la construction de la démocratie à l'île Maurice », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les états du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 83-93

MAU-311. Y. DAUDET/M. MEETARBHAN, « La Cour suprême de l'île Maurice », in : G. Conac (sous la dir.), *Les Cours suprêmes en Afrique*, Economica, 1987, pp. 278-289

MAU-312. P. DOOKHY/R. DOOKHY, « Le juge et la séparation des pouvoirs dans le Commonwealth. Le cas de l'île Maurice », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1997, pp. 353-360

MAU-313. S. PUDARUTH/K. SUNJIV SOYDAUDAH/R. GUNPUTH, « Categorisation of Supreme Court Cases Using Multiple Horizontal Thesauri », in : S. Berreí/S. Thampi/S. Dasgupta (sous la dir.), *Intelligent Systems Technologies and Applications*, Springer, 2016, pp. 355-368

B. DROIT ADMINISTRATIF | *ADMINISTRATIVE LAW*

1. DROIT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL | *GENERAL ADMINISTRATIVE LAW*

MAU-314. G. BABINET, « De la responsabilité de l'administration du fait de ses préposés à l'Île Maurice », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1973, pp. 885-894

MAU-315. M. RAULT, « La responsabilité de l'État du fait de ses préposés en droit mauricien », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1973, pp. 873-884

MAU-316. J. BRIDGE, « Judicial Review in Mauritius and the Continuing Influence of English Law », *The International and Comparative Law Quarterly* 1997 (vol. 46), pp. 787-811 [Lien]

MAU-317. S. GUJADHUR/M. GUJADHUR, « To What Extent are Domestic Tribunals Susceptible to Judicial Review », *Bar Chronicle* 1992 (n° 4), pp. 12-18 et 24

MAU-318. M. MINOGUE, « The public administration in Mauritius », *Journal of Administration Overseas* 1976 (vol. 15), pp. 160-166

MAU-319. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Access to Justice and Limitation of Actions against Public Officers and the State*, 2007, 17 pp. [Lien]

MAU-320. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Judicial Review*, 2010, 142 pp. [Lien]

MAU-321. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Access to Justice & Limitation of Actions against Public Officers and the State*, 2008, 26 pp. [Lien]

2. DROIT DES SERVICES PUBLICS | *PUBLIC SERVICE LAW* […]

3. DROIT ADMINISTRATIF DES BIENS | *PUBLIC PROPERTY LAW* […]

4. DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (ADMINISTRATION LOCALE) | *LOCAL GOVERNMENT*

MAU-322. S. BHUCKORY, *Local Government in Mauritius*. The Local Government Ordinance & Urban Authorities, Neo Press, 1963, 151 pp.

MAU-323. S. BHUCKORY, *An Outline of Local Government*, Association of Urban Authorities, 1970, 125 pp.

MAU-324. C. DUKHIRA, *Mauritius and local government management*, All India Institute of Local Self- Government, 1992, 374 pp.

MAU-325. MAHATMA GANDHI INSTITUTE, *The Development of Local Government in Mauritius*, 1982, 39 pp.

MAU-326. L. G. BOULOUX, « The role of Civil Commissioners in Mauritius », *Journal of African Administration* 1959 (vol. 11), pp. 118-123 [Lien]

MAU-327. A. ORAISON, « Réflexions générales sur Rodrigues : une île à la croisée des chemins à l'orée du XXI^{ème} siècle (Intégration pure et simple, autonomie dans le cadre de l'état mauricien ou indépendance aventureuse ?) », in : *Le cabinet de curiosités. Mélanges offerts à Claude Wanquet*, L'Harmattan, 2000, pp. 105-128 (également reproduit in : *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2000, pp. 305-334)

MAU-328. A. ORAISON, « L'avènement d'un régime d'autonomie interne à Rodrigues dans le cadre d'un État mauricien unitaire », *Revue juridique et politique des États francophones* 2005, pp. 78-96

MAU-329. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Local Government Reform*, 2009, 287 pp. [Lien]

MAU-330. LAW REFORM COMMISSION, *Working Paper: Reform of Local Government Framework*, 2008, 29 pp. [Lien]

5. DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE | *PUBLIC EMPLOYMENT LAW* […]

6. PROCÉDURE ADMINISTRATIVE CONTENTIEUSE | *LITIGATION BEFORE ADMINISTRATIVE COURTS*

MAU-331. A. GAYAN, « Public Bodies Appeal Tribunal », *The New Bar Chronicle* 2013 (n° 4), pp. 57-63

MAU-332. R. GUNPUTH, « Le modèle du contentieux administratif anglais dans la Constitution et la fonction publique des anciennes colonies françaises dotées d'un système de droit mixte : le cas de l'Île Maurice », *University of Mauritius Research Journal* 2009 (n° 15), pp. 405-426 [Lien]

C. DROIT FISCAL ET FINANCES PUBLIQUES |
TAX LAW AND BUDGETARY LAW

MAU-333. M. MOSAFEER, *An Insight into Mauritius Tax Conventions*, ELP Publications, 2015, 1216 pp.

MAU-334. A. BEEBEEJAUN, « A Critical Analysis of Fiscal Measures on Unhealthy Foods in Mauritius », *African Journal of Legal Studies* 2019 (vol. 12), pp. 162-182

MAU-335. V. NASSIBOU, « Les traités de non double imposition », *Mauritius Business Law Review* 2012 (n° 4), pp. 31-35

MAU-336. R. RAMLOLL, « Residence based taxation: are we at the end of the road? », *Mauritius Business Law Review* 2011 (n° 3), pp. 8-13

D. DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE | *PUBLIC BUSINESS LAW* […]

V. DROIT PRIVÉ | *PRIVATE LAW*

A. DROIT CIVIL | *CIVIL LAW*

MAU-337. P. HAREL, *L'Angleterre et la loi civile française à l'île Maurice (ancienne île de France)*, th. Paris, A. Rousseau, 1889, 215 pp. [Lien]

MAU-338. R. GUNPUTH, *L'interprétation du Code Napoléon par les juridictions mauriciennes*, th. Montpellier/La Réunion, 2005, 666 pp. [Lien]

MAU-339. R. GUNPUTH, *Traité de droit civil mauricien. Une contribution à la recherche relative à l'interprétation du Code civil mauricien à la lumière de la doctrine et de la jurisprudence française*, Star Publications, 2008, 1114 pp.

MAU-340. R. D'UNIENVILLE, *L'évolution du droit civil à l'île Maurice*, th. Aix-en-Provence, 1968, 391 pp.

MAU-341. É. AGOSTINI, « Actualité des codes français à l'île Maurice », in : *Apprendre à douter : questions de droit, questions sur le droit – Études offertes à Claude Lombois*, Pulim, 2004, pp. 37-51

MAU-342. T. ANGELO, « A Tale of Three Codes », in : *Festschrift für Ingeborg Schwenzer zum 60. Geburtstag*, Staempfli, 2011, t. 1, pp. 51-67

MAU-343. É. BURGEAT, « La révision du Code civil à Maurice », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1975 (vol. 2), pp. 315-321 (également reproduit in : CERSOI [sous la dir.], *L'Île Maurice sociale, économique et politique. 1974-1980*, PUAM, 1984, pp. 367-373)

MAU-344. R. GUNPUTH, « Justifications et enjeux de la codification dans les pays de Common Law : le cas de l'Île Maurice », *Revue juridique de l'océan Indien* 2003-2004 (n° 4), pp. 17-24 [Lien]

MAU-345. R. GUNPUTH, « Le rayonnement du Code Napoléon en droit mauricien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2005 (n° 5), pp. 81-115 [Lien]

MAU-346. R. GUNPUTH, « Étude sur les justifications et enjeux de la codification dans la tradition de *common law* : le cas de l'Île Maurice, pays du *commonwealth* », *Revue de la recherche juridique* 2006, pp. 1694-1721

MAU-347. R. GUNPUTH, « Les limites d'adaptation-interprétation du Code civil français dans la synthèse du droit mixte mauricien », *Revue internationale de droit comparé* 2008, pp. 885-925 [Lien]

MAU-348. R. MARRIER d'UNIENVILLE, « L'évolution du Droit civil mauricien », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 89-108

MAU-349. H. MOOLLAN, « Les difficultés d'application des codes français à l'île Maurice et les projets de codification », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 137-150

MAU-350. E. QUINONES, « Les résultats de la codification dans les pays de tradition anglo-saxonne de l'océan Indien : l'exemple de Maurice et des Seychelles », *Revue juridique de l'océan Indien* 2003-2004 (n° 4), pp. 143-147 [Lien]

MAU-351. J.-B. SEUBE, « Réformes en France. Le droit civil mauricien à la croisée des chemins : Attendre ? Agir ? Adapter ? », *The New Bar Chronicle* 2016 (n° 5), pp. 14-17

1. DROIT DES PERSONNES | *'LAW OF PERSONS'*

MAU-352. S. AUMEERUDDY-CZIFFRA, *The Legal Status of Woman and Family Welfare in Mauritius*, International Planned Parenthood Federation, 1978, 16 pp.

MAU-353. M. LAM HUNG, *La femme devant la loi*, Mauritius Family Planning, 1ère éd. 1998, 114 pp. et 2e éd. 1999, 143 pp.

MAU-354. M. LAM HUNG, *La personne handicapée en milieu mauricien*, T-Printers Co., 2001, 98 pp.

MAU-355. M. LAM HUNG, *L'enfant devant la loi*, Save the children Mauritius/T-Printers Co., 1999, 108 pp.

MAU-356. M. LAM HUNG, *The Rights of the Child in Mauritius*, T-Printers Co., 1ère éd. 2001, 149 pp. et 2e éd. 2013, 346 pp.

MAU-357. M. LAM HUNG, *Rights of Women in Mauritius*, High Quality Press, 2003, 208 pp.

MAU-358. L. VALLET, *Working of Abortion Law in Mauritius*, International Planned Parenthood Federation, 1978

MAU-359. S. AUMEERUDDY-CZIFFRA, « Mauritius: Women Legal Education and Legal Reform », in : M. Schuler (sous la dir.), *Empowerment and the Law: Strategies of Third World Women*, OEF International, 1986, pp. 283-287

MAU-360. A. BUDOO/R. AMAR MAHADEW, « Mauritius », *African Disability Rights Yearbook* 2014 (vol. 2), pp. 227-246 [Lien]

MAU-361. J. COLOM, « La protection du principe d'égalité constitutionnelle des femmes. Île Maurice », in : G. Staudacher-Valliamee (sous la

dir.), *La femme et les sociétés pluriculturelles de l'océan Indien*, éd. SEDES, 2002, pp. 339-348

MAU-362. G. GEORGIJEVIC, « Civil Law Aspects of the Mauritian Children's Bill of 2019 », *Bratislava Law Review* 2020 (vol. 4), pp. 143-165 [Lien]

MAU-363. R. GUNPUTH, « Du droit positif sur les déracinés de la terre dans les anciennes colonies : le cas de l'île Maurice », *Revue juridique et politique des États francophones* 2006, pp. 530-559

MAU-364. R. GUNPUTH, « La malédiction du Code noir de 1723 dans les îles Mascareignes », *Revue de la recherche juridique* 2009, pp. 919-934

MAU-365. C. de LABAUVE d'ARIFAT, « L'enfant devant la justice à l'Île Maurice », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1977, pp. 363-369

MAU-366. L. MOUTOU, « Le droit à l'image », *Bar Chronicle* 1989 (n° 1), pp. 38-43

MAU-367. L. PERTAB, « Remnants of Sex Discrimination », *Bar Chronicle* 1997, pp. 26-28

MAU-368. K. SABIR, « L'émancipation de la femme à l'aune du droit mauricien », in : Y. Combeau/T. Gaillat/Y. Rolland (sous la dir.), *Dire l'océan Indien*, Université de La Réunion/Epica éditions, 2017, vol. 1, pp. 253-267

MAU-369. M. G. TECHANE, « The impact of the African Charter and the Women's Protocol in Mauritius », in : *The Impact of the African Charter and the Women's Protocol in Selected African States*, Pretoria University Law Press, 2012, pp. 91-104

MAU-370. L. VENCHARD, « La femme mauricienne et le droit », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 639-649 (également reproduit in *Mauritius Law Review* 1978 [n° 2], pp. 17-31 et in : CERSOI [sous la dir.], *L'Île Maurice sociale, économique et politique. 1974-1980*, PUAM, 1984, pp. 375-385)

MAU-371. LAW REFORM COMMISSION, *Interim Report: Reform of Code Civil Mauricien (Droit des personnes)*, 2016, 34 pp. [Lien]

MAU-372. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Majeurs Protégés*, 2013, 44 pp. [Lien]

MAU-373. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Personnalité Juridique et Protection de la Personne Humaine*, 2013, 19 pp. [Lien]

MAU-374. MINISTERE DE LA JUSTICE, *Rapport sur les mécanismes juridiques de protection des droits de la personne à l'île Maurice*, reproduit in : *Mauritius Law Review* 1982 (n° 4), pp. 253-269

2. DROIT DE LA FAMILLE | *FAMILY LAW*

MAU-375. R. GUNPUTH, *Cas pratiques du droit de la famille*, Swan Printing, 2009, 102 pp.

MAU-376. R. GARRON, « La réforme du Code Napoléon relative au droit successoral et au droit de la famille », *Mauritius Law Review* 1980 (n° 3), pp. 39-81

MAU-377. R. GUNPUTH, « Le droit de la famille à l'île Maurice », *Revue juridique de l'océan Indien* 2002-2003, pp. 163-168 [Lien]

MAU-378. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Establishment of Family Court and Conduct of Family Proceedings*, 2011, 12 pp. [Lien]

MAU-379. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Aspects of Family Law*, 2014, 21 pp. [Lien]

A) DROIT EXTRAPATRIMONIAL DE LA FAMILLE (COUPLE ET FILIATION) | MARRIAGE LAW AND LAW OF PARENTAGE

MAU-380. Y. HEIN, *La réforme du mariage à l'île Maurice : pour une unification du droit*, th. Aix-Marseille 3, 1984, 138 pp.

MAU-381. M. LAM HUNG, *Divorce & legal implications*, T-Printers Co., 2011, 165 pp.

MAU-382. É. AGOSTINI, « Heurs et malheurs du mariage religieux à l'île Maurice », in : *Liber Amicorum. Études offertes à Pierre Jaubert*, Presses univ. Bordeaux, 1992, pp. 21-33

MAU-383. A. ANGELO, « Comparative Family Law: Mauritius », *Journal of Family Law* 1970-1971 (vol. 10), pp. 144-157 [Lien]

MAU-384. S. AUMEERUDDY-CZIFFRA, « Children in Danger », *Bar Chronicle* 1989 (n° 2), pp. 8-10 et 15

MAU-385. R. GARRON, « La réforme du Code Napoléon relative au statut d'époux et à l'autorité parentale », *Mauritius Law Review* 1982 (n° 4), pp. 83-151

MAU-386. R. GARRON, « La réforme du Code Napoléon relative aux mariages civils et religieux », *Mauritius Law Review* 1982 (n° 4), pp. 153-215

MAU-387. G. GEORGIJEVIC/S. GEORGIJEVIC, « Un autre sens de l'expression 'mariage pour tous' en droit mauricien », *Bulletin du CERFAP* 2013 (n° 15), pp. 15-17 [Lien]

MAU-388. R. GUNPUTH/D. DHOOKY, « Le mariage polygamique : aspects internes et internationaux », *Revue juridique de l'océan Indien* 2006 (n° 6), pp. 183-200 [Lien]

MAU-389. M. MÜHLHANS, « Eheschließungsrecht auf Mauritius », *Das Standesamt* 1987, pp. 292-293

MAU-390. G. OTTO, « Das Eherecht von Mauritius », *Das Standesamt* 1976, pp. 128-132

MAU-391. M. RAULT, « La femme mariée en droit mauricien, apparences et réalités », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1974, pp. 731-742

MAU-392. J.-B. SEUBE, « Le divorce par consentement mutuel : regards croisés franco-mauriciens », *IJLS Law Journal* 7/2017 [Lien]

MAU-393. LAW REFORM COMMISSION, *Interim Report: Reform of Code Civil Mauricien (Droit extrapatrimonial de la famille)*, 2016, 37 pp. [Lien]

MAU-394. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Autorité Parentale*, 2013, 11 pp. [Lien]

MAU-395. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Nom de Famille*, 2013, 5 pp. [Lien]

MAU-396. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Filiation Adoptive*, 2014, 6 pp. [Lien]

MAU-397. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Relationship of Children with Grand Parents and other Persons under the Code Civil Mauricien*, 2007, 8 pp. [Lien]

MAU-398. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Law on Divorce*, 2008, 24 pp. [Lien]

MAU-399. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: Law on Surrogacy [Maternité pour autrui]*, 2013, 36 pp. [Lien]

MAU-400. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: Statut des Personnes non-mariées vivant en couple*, 2015, 28 pp. [Lien]

B) DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE (RÉGIMES MATRIMONIAUX ET SUCCESSIONS) | MATRIMONIAL PROPERTY LAW AND INHERITANCE LAW

MAU-401. C. PÉROMBELON/L. BÉRANGER, *Guide pratique en matière de successions*, Imprimerie Minerva, 1911, 42 pp.

MAU-402. R. GARRON/A. SÉRIAUX, « Le maintien du cadre de vie du conjoint survivant en droit successoral mauricien », *Revue de la recherche juridique* 1995, pp. 359-364

MAU-403. G. GEORGIJEVIC, « Gift of Professional Income Generated by a Spouse to a Third Person in Mauritian Civil Law », *Anali Pravnog fakulteta u Beogradu* 2020 (vol. 68), pp. 28-44 [Lien]

MAU-404. R. HEIN, « La clause de réversion », *Mauritius Law Review* 1978 (n° 2), pp. 7-15

MAU-405. T. HELMS, « Vereinbarung von Gütertrennung durch Wahl des Güterstandes anlässlich einer Eheschließung auf Mauritius », *IPRax* 2012, pp. 324-326

MAU-406. P. MOOTOOSAMY, « Successions et régimes matrimoniaux à l'île Maurice », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1972, pp. 749-756

MAU-407. LAW REFORM COMMISSION, *Interim Report: Reform of Code Civil Mauricien (Droit patrimonial de la famille)*, 2016, 71 pp. [Lien]

MAU-408. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Régimes Matrimoniaux*, 2014, 18 pp. [Lien]

MAU-409. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Successions et libéralités*, 2014, 48 pp. [Lien]

MAU-410. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Other Aspects Law of 'Successions & Libéralités'*, 2014, 23 pp. [Lien]

3. DROIT DES OBLIGATIONS | *LAW OF OBLIGATIONS*

MAU-411. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law of Contract & Regime and Proof of Obligations in Code Civil Mauricien*, 2017, 221 pp. [Lien]

MAU-412. LAW REFORM COMMISSION, *Paper: Changes to Sources and Regime of Law Obligations in Code Civil Mauricien*, 2017, 85 pp. [Lien]

A) CONTRATS (THÉORIE GÉNÉRALE ET CONTRATS SPÉCIAUX) | CONTRACTS (GENERAL RULES AND SPECIFIC CONTRACTS)

MAU-413. G. GEORGIJEVIC, *Droit civil mauricien – Les contrats, partie générale*, préf. Ph. Delmas Saint-Hilaire, Éditions universitaires européennes, 2011, 237 pp.

MAU-414. G. GEORGIJEVIC, *Les promesses de contracter en droit mauricien*, Éditions universitaires européennes, 2011, 148 pp.

MAU-415. D. FOKKAN, « The Duties of the Seller under the Civil Code and under the Hire Purchase and Credit Sale Act. An Unnecessary Duplication? », *University of Mauritius Research Journal* 1999 (n° 2), pp. 79-95 [Lien]

MAU-416. G. GEORGIJEVIC, « Cause de l'engagement en droit mauricien (art. 1131-1133 C. civ. maur.), *The New Bar Chronicle* 2013 (n° 4), pp. 20-30

MAU-417. G. GEORGIJEVIC, « La cause de l'engagement dans le contrat de cautionnement en droit mauricien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2020 (n° 27), pp. 109-129 [Lien]

MAU-418. G. GEORGIJEVIC, « Quelques réflexions sur la proportionnalité en droit mauricien des contrats », *Revue juridique de l'océan Indien* 2020 (n° 27), pp. 131-159 [Lien]

MAU-419. G. GEORGIJEVIC, « La cession conventionnelle de contrat en droit mauricien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2021 (n° 30), pp. 11-33 [Lien]

MAU-420. G. GEORGIJEVIC, « L'obligation de faire dans la phase précontractuelle en droit civil mauricien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2021 (n° 30), pp. 35-60 [Lien]

MAU-421. E. HART DE KEATING, « La vente en l'état futur d'achèvement : un cadre légal moderne pour l'immobilier de demain », *Mauritius Business Law Review* 2010 (n° 2), pp. 39-43

MAU-422. M. OOZEER, « Legal Insight into Electronic Transactions: A Mauritian Perspective », *The New Bar Chronicle* 2011 (n° 3), pp. 46-52

MAU-423. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Crédit-Bail (Leasing)*, 2011, 16 pp. [Lien]

MAU-424. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Specific Contracts in the Code Civil Mauricien (Échange)*, 2019, 14 pp. [Lien]

MAU-425. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Specific Contracts in the Code Civil Mauricien (Dépôt & Séquestre)*, 2019, 47 pp. [Lien]

MAU-426. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Specific Contracts in the Code Civil Mauricien (Contrats Aléatoires)*, 2019, 76 pp. [Lien]

MAU-427. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Specific Contracts in the Code Civil Mauricien (Contrat de Location - Bail)*, 2020, 250 pp. [Lien]

MAU-428. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Specific Contracts in the Code Civil Mauricien (Contrats de Représentation)*, 2020, 121 pp. [Lien]

MAU-429. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Specific Contracts in the Code Civil Mauricien (Vente)*, 2020, 128 pp. [Lien]

MAU-430. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Specific Contracts in the Code Civil Mauricien (Prêt)*, 2020, 77 pp. [Lien]

MAU-431. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Specific Contracts in the Code Civil Mauricien (Contrats de Prestation de Service)*, 2020, 152 pp. [Lien]

MAU-432. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Crédit-Bail (Leasing)*, 2011, 17 pp. [Lien]

MAU-433. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Law of Contracts and Obligations under Code civil Mauricien*, 2013, 216 pp. [Lien]

MAU-434. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Bail d'habitation*, 2014, 13 pp. [Lien]

MAU-435. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Specific Contracts*, 2014, 58 pp. [Lien]

MAU-436. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Reform of Law in Code Civil Mauricien about Contrat de Location-Bail and Contrats de Représentation*, 2020, 49 pp. [Lien]

MAU-437. LAW REFORM COMMISSION, *Paper: Changes to Provisions in Code Civil Mauricien about 'Louage des choses, bail à loyer, et bail d'habitation'*, 2015, 24 pp. [Lien]

MAU-438. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Crédit-Bail (Leasing) & Location Financière*, 2011, 49 pp. [Lien]

B) RESPONSABILITÉ CIVILE | TORT LAW

MAU-439. S. G. DOMAH, *Une analyse des droits français, anglais et mauricien en matière de responsabilité du fait des choses*, th. Aix-Marseille 3, 1979, 229 pp.

MAU-440. É. AGOSTINI, « Responsabilité du fait des choses – L'Île Maurice est encore l'Isle de France », in : *Mélanges Christian Mouly*, Litec, 1998, t. 2, pp. 3-11

MAU-441. A. ANGELO, « The Mauritius Approach to Article 1384 of the French Civil Code », *Comparative & International Law Journal of South Africa* 1971 (vol. 4), pp. 57-71

MAU-442. A. ANGELO, « Article 1384 (1) of the Mauritius Civil Code – The continuing story », *Comparative & International Law Journal of South Africa* 1980 (vol. 13), pp. 204-211

MAU-443. G. GEORGIJEVIC, « L'entrepreneuriat, le développement durable et la responsabilité délictuelle – Droit mauricien », *Revue juridique de l'environnement* 2013, pp. 433-447 [Lien]

MAU-444. G. GEORGIJEVIC, « La réparation des préjudices par ricochet du concubin en droit mauricien », *Carnets de recherche de l'océan Indien* 2019 (n° 4) [Lien]

MAU-445. G. GEORGIJEVIC, « Mauritian Tort Law », *Anali Pravnog fakulteta u Beogradu* 2020 (vol. 68), pp. 184-203 [Lien]

MAU-446. J. KNETSCH, « La réception du droit français de la responsabilité à Maurice », Revue internationale de droit comparé 2017, pp. 67-87

MAU-447. J. KNETSCH, « Le principe de 'non-cumul 'entre la responsabilité contractuelle et délictuelle en droit mauricien. Commentaire de l'arrêt *Mediterranean Shipping Company* v *Sotramon Ltd* [2017] UKPC 23 », *The New Bar Chronicle* 2018 (n° 6), pp. 24-27

MAU-448. B. PARISOT, « La jurisprudence mauricienne et la responsabilité du fait des choses », *Cahiers du Centre universitaire de La Réunion* 1975 (vol. 5), pp. 82-97

MAU-449. A. PILLAY, « Product Liability in Mauritius », *Mauritius Law Review* 1977 (n° 1), pp. 45-58

MAU-450. J.-B. SEUBE, « Responsabilité contractuelle et délictuelle à l'Île Maurice », *IJLS Law Journal* 9/2019 [Lien]

MAU-451. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Responsabilité Civile in the Code Civil Mauricien*, 2017, 212 pp. [Lien]

→ sur la réparation de l'esclavage, v. *supra* réf. **MAU-285 et s.**

→ sur la responsabilité administrative, v. *supra* réf. **MAU-314 et MAU-315**

C) RÉGIME GÉNÉRAL DES OBLIGATIONS | GENERAL RULES ON OBLIGATIONS

MAU-452. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Law of Prescription under Code Civil Mauricien*, 2013, 16 pp. [Lien]

4. DROIT DES BIENS ET DES SÛRETÉS | *PROPERTY LAW AND 'SECURITIES LAW'*

A) DROIT DES BIENS ET DROIT IMMOBILIER | PROPERTY LAW AND REAL ESTATE LAW

MAU-453. M. LAM HUNG, *Property in Mauritius. Acquisition, Inheritance and Taxation*, 2009, 169 pp.

MAU-454. A. ANGELO, « The Trust and Mauritius », in : *De tous horizons : Mélanges Xavier Blanc-Jouvan*, Société de législation comparée, 2005, pp. 681-706

MAU-455. S. B. DOMAH, « The Charitable Trust in English, French and Mauritian Law », *The Charity Law & Practice Review* 1993/1994 (vol. 2), pp. 219-241

MAU-456. A. DWARKA, « Fiducie en common law ou trust en droit civil : le paradoxe mauricien », *Mauritius Business Law Review* 2011 (n° 3), pp. 25-30

MAU-457. C. BELLEGARDE, « L'Act portant réforme de la copropriété des immeubles bâtis, des ventes d'immeubles à construire et des sociétés de construction », *Mauritius Law Review* 1978 (n° 2), pp. 41-68

MAU-458. V. KŒNIG/A. FÉNÉON, « Dix ans d'application de l'ordonnance 32 de 1966 sur la copropriété », *Mauritius Law Review* 1977 (n° 1), pp. 29 et s.

MAU-459. H. MAIGROT/D. MAIGROT, « Constructions illicites dans les ensembles immobiliers réglementés : la sanction est la démolition », *The New Bar Chronicle* 2010 (n° 2), pp. 27-29

MAU-460. V. ROY-BUNWAREE, « IRS and RES projects: the legal framework », *Mauritius Business Law Review* 2010 (n° 2), pp. 35-38

MAU-461. W. SAWMYNADEN, « La prescription acquisitive en droit positif et prospectif mauricien », *IJLS Law Journal* 1/2017 [Lien]

MAU-462. K. SEETHIAH, « Protection against Deprivation of Property », *Bar Chronicle* 1990 (n° 3), pp. 28-30

MAU-463. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Time Share (Droit de Séjour à Temps Partagé)*, 2011, 12 pp. [Lien]

MAU-464. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Droit des biens*, 2015, 57 pp. [Lien]

MAU-465. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Settlement of Disputes in the Construction Industry*, 2019, 48 pp. [Lien]

MAU-466. LAW REFORM COMMISSION, *Paper: Legislative Framework for the Regulation of Activities of Real Estate Agents*, 2016, 104 pp. [Lien]

MAU-467. LAW REFORM COMMISSION, *Report: New Régime for Copropriété*, 2012, 22 pp. [Lien]

MAU-468. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Copropriété des immeubles sociaux*, 2012, 12 pp. [Lien]

MAU-469. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: Regulation of the Activities of Real Estate Agents*, 2016, 56 pp. [Lien]

B) DROIT DES SÛRETÉS | 'SECURITIES LAW'

MAU-470. Z.-B. CASSAMALLY, *L'influence respective de la 'Civil Law' et de la 'Common Law' en droit mauricien des sûretés*, th. Paris 1, 2012, 497 pp.

MAU-471. L. CELESTIN, *Les sûretés fixes et flottantes en droit mauricien*, mém. Aix-Marseille 3, 1985

MAU-472. L. CELESTIN, « Les sûretés fixes et flottantes en droit mauricien », *Mauritius Law Review* 1988 (2e série, n° 1), pp. 1-75

MAU-473. A. DWARKA, « Fiducie en *common law* ou *trust* en droit civil : le paradoxe mauricien », *Mauritius Business Law Review* 2011 (n° 3), pp. 25-30

MAU-474. A. DWARKA, « La fiducie en tant que sûreté réelle : un potentiel inexploité », *Mauritius Business Law Review* 2012 (n° 4), pp. 15-20

MAU-475. R. GARRON, « Un exemple d'interaction des systèmes : le droit des sûretés à l'île Maurice », in : *La formation du droit national dans les pays de droit mixte : Systèmes juridiques de common law et de droit civil*, PUAM, 1989, pp. 137-143

MAU-476. G. GEORGIJEVIC, « Le délai pour contester en justice les sûretés réelles immobilières consenties par un époux seul sur des biens communs », *IJLS Law Journal* 5/2020 [Lien]

MAU-477. R. GUNPUTH, « Droit bancaire et financier : les sûretés fixes et flottantes », *Mauritius Business Law Review* 2010 (n° 2), pp. 28-32

MAU-478. R. HEIN/A. ROBERT, « Analysis of the Loans, Charges and Privileges (Authorised Bodies) Act No. 45 of 1969 », *Mauritius Law Review* 1977 (n° 1), pp. 13-38

MAU-479. R. HEIN/A. ROBERT, « The Loans, Charges and Privileges Act of 1969 », *Mauritius Law Review* 1980 (n° 3), pp. 21-38

MAU-480. G. PIETTE/G. GEORGIJEVIC, « La réforme du droit mauricien des sûretés », *Revue internationale de droit comparé* 2014, pp. 1071-1091

MAU-481. J.-B. SEUBE, « Projet mauricien de réforme du droit des sûretés : Réflexion sur la mention manuscrite et la protection de la caution », *The New Bar Chronicle* 2016 (n° 5), pp. 32-34

MAU-482. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Secured Transactions Reform*, 2013, 65 pp. [Lien]

MAU-483. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Droit des Sûretés*, 2012, 14 pp. [Lien]

B. DROIT DES AFFAIRES | *BUSINESS LAW*

MAU-484. M. LAM HUNG, *Doing Business in Mauritius. A Practical Guide*, 1ère éd. 2009, 241 pp. et 2e éd. 2018, 332 pp.

MAU-485. R. GUNPUTH, « Le droit des affaires 'sans' l'OHADA : l'emprise du Civil Law / Common Law dans un système de droit mixte (le regard de Maurice) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2010 (n° 11), pp. 43-62 [Lien]

MAU-486. S. ROHLFING-DIJOUX, « Droits français et anglais réconciliés dans une synthèse originale du droit des affaires mauricien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2005 (n° spécial), pp. 65-79 [Lien]

1. DROIT COMMERCIAL | *COMMERCIAL LAW*

MAU-487. É. AGOSTINI, « Le code de commerce de 1807 à l'île Maurice », in : *Histoire, théorie et pratique du droit. Études offertes à Michel Vidal*, PUB, 2010, pp. 21-35

MAU-488. M. OOZEER, « What's in a Name? », *The New Bar Chronicle* 2009 (n° 1), pp. 30-34

MAU-489. A. ROBERT, « L'évolution du Droit commercial mauricien », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 109-125

MAU-490. LAW REFORM COMMISSION, *Interim Report: Reform of Code de Commerce*, 2016, 215 pp. [Lien]

MAU-491. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Intermédiaires du commerce*, 2014, 11 pp. [Lien]

MAU-492. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Bail commercial*, 2015, 14 pp. [Lien]

MAU-493. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Miscellaneous Aspects of Code de Commerce*, 2015, 14 pp. [Lien]

MAU-494. LAW REFORM COMMISSION, *Report on Incorporation of Provisions relating to Effets de Commerce (Lettre de change & Billet à Ordre) in the Livre Premier of Code de Commerce*, 2012, 23 pp. [Lien]

MAU-495. LAW REFORM COMMISSION, *Report on Mediation and Conciliation in Commercial Matters*, 2010, 45 pp. [Lien]

2. DROIT DES SOCIÉTÉS | *COMPANY LAW*

MAU-496. *IFS Guide to Mauritian Company Law*, IFS, 2002, 143 pp.

MAU-497. D. ANTELME, *La responsabilité du dirigeant dans les entreprises commerciales de droit mauricien*, mém. La Réunion, 1992, 77 pp.

MAU-498. U. BOOLELL, *Company Law of Mauritius*, Temple Law Books, 1ère éd. 1997, 2e éd. 2012

MAU-499. R. PILLAY, *The Changing Nature of Corporate Social Responsibility: CSR and Development – The Case of Mauritius*, Routledge, 2015, 294 pp.

MAU-500. A. BEEBEEJAUN, « Board Diversity in Terms of Gender: a Recommendation for Mauritius », *African Journal of Legal Studies* 2018 (vol. 11), pp. 282-298

MAU-501. B. DONDERO, « L'expérience des pays de Common Law à travers l'exemple mauricien (comparaison des droits des sociétés français et mauricien) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2008 (n° 8), pp. 37-46 [Lien]

MAU-502. M. OOZEER, « Legal risks associated with web sites », *Mauritius Business Law Review* 2010 (n° 2), pp. 19-22 et 2011 (n° 3), pp. 36-40

MAU-503. A. ROBERT, « Responsabilité des administrateurs de sociétés et de compagnies en droit mauricien », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1973, pp. 801-814

MAU-504. F. de SENNEVILLE/J. JEAUSSERAND, « Du bon usage des sociétés 'offshore' mauriciennes par les entreprises françaises », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001 (n° 1), pp. 171-174 [Lien] et 2001-2002 (n° 2), pp. 299-307 [Lien]

MAU-505. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Social Partnership Framework*, 2009, 11 pp. [Lien]

3. DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ | *BANKRUPTCY LAW*

MAU-506. G. NEWTON, *Bankruptcy Law of Mauritius*, Central Printing Establishment, 1ère éd. 1888, 424 pp. et 2e éd. 1892, 535 pp.

MAU-507. V. CHONG LEUNG, « A critical overview of some of the new features of the Insolvency Act 2009 », *Mauritius Business Law Review* 2010 (n° 2), pp. 8-13

MAU-508. T. KOENIG, « Can the Court Grant Leave Retrospectively, nunc pro tunc », *The New Bar Chronicle* 2011 (n° 3), pp. 23-28

MAU-509. M. NAMDARKHAN, « Overview of Certain Aspects of the Insolvency Act 2009 ('IA 2009') », *The New Bar Chronicle* 2010 (n° 2), pp. 41-45

MAU-510. M. NAMDARKHAN, « Summary of Key Corporate Insolvency Cases Since 2009 », *The New Bar Chronicle* 2013 (n° 4), pp. 12-19

4. DROIT DES ASSURANCES | *INSURANCE LAW*

MAU-511. P. JUGNAUTH, *Les principales réformes apportées aux assurances de dommages en droit mauricien*, mém. Aix-Marseille 3, 1986, 90 pp. (également reproduit in : *Mauritius Law Review* 1988 [2e série, n° 1], pp. 76-130)

MAU-512. A. ROBERT, « Brief overview of the law of insurance in Mauritius », *Mauritius Business Law Review* 2010 (n° 2), pp. 14-19

MAU-513. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Indemnisation des victimes d'accidents de la circulation & Réforme du Droit des Assurances*, 2017, 18 pp. [Lien]

5. DROIT BANCAIRE ET FINANCIER | *BANKING LAW AND FINANCIAL LAW*

MAU-514. B. Z. CHADEE, *Les entités offshore et leur encadrement : le cas de l'île Maurice*, th. Paris 5, 2014

MAU-515. CHARTERED INSTITUTE OF BANKERS, *Traité de pratique des techniques bancaires mauriciennes*, Impr. commerciale, 1988, 2 vol.

MAU-516. B. DONDERO/J.-B. SEUBE, *Manuel de droit bancaire mauricien*, Lextenso, 2012, 626 pp.

MAU-517. P. HOUBERT, *Les instruments normatifs des investissements off-shore à l'Île Maurice*, th. Aix-Marseille 3, 2010, 682 pp.

MAU-518. R. GARRON/G. MAZIOTTA, *A handbook on practice of banking techniques in Mauritius*, Mauritius Bankers' Association, 1996, 2 vol.

MAU-519. N. JOHARIS, « Legal Aspects of Islamic Finance and Banking », *Mauritius Business Law Review* 2012 (n° 4), pp. 5-8

MAU-520. L. NUCKCHADY, « The Stock Exchange Act 1988 (Part VII) », *Bar Chronicle* 1990 (n° 3), pp. 13-16 et 33

MAU-521. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Encadrement des Opérations de Crédit*, 2014, 25 pp. [Lien]

6. DROITS DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION | *COMPETITION LAW AND CONSUMER LAW*

MAU-522. THE MAURITIUS CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY, *The Mauritian Legislation on Competition. A Practical Guide for the Business Community*, MCCI, 60 pp.

MAU-523. K. MEETARBHAN/J. DAVIES, « The New Competition Regime in Mauritius », *The New Bar Chronicle* 2010 (n° 2), pp. 15-17

MAU-524. LAW REFORM COMMISSION, *Report on Review of Aspects of Consumer Protection Laws and Proposals for Reform*, 2010, 268 pp. [Lien]

7. DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE | *INTELLECTUAL PROPERTY LAW*

MAU-525. Y. N. BEEBEEJAUN, « Le droit d'auteur mauricien en comparaison avec son contemporain britannique et français », *IJLS Law Journal* 3/2017 [Lien]

MAU-526. K. GOBURDHUN, « Enforcement of intellectual property rights: blessing or curse? A perspective from Mauritius », *Africa Development* 2007, pp. 131-142 [Lien]

MAU-527. R. GUNPUTH, « Droit de la propriété intellectuelle : le défi de l'île Maurice à l'aube du troisième millénaire », *Mauritius Business Law Review* 2009 (n° 1), pp. 32-41

MAU-528. A. R. MAHADEW, « Assessing the Industrial Property Bill of Mauritius and its Impact on Access to Essential Medicines », *Statute Law Review* 2020 (vol. 41), pp. 338-347 [Lien]

MAU-529. S. ROHLFING-DIJOUX, « Die Reform des Rechts über gewerblichen Rechtsschutz in Mauritius: Ende des Paradieses für Mar-

kenpiraten? », *Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht. Internationaler Teil* 2005, pp. 566-569

8. DROIT DES TRANSPORTS (TERRESTRE, AÉRIEN, MARITIME ET FLUVIAL) | *TRANSPORTATION LAW*

MAU-530. J. COLOM, *Droit maritime mauricien : le contrat de transport maritime de marchandises*, mém. Aix-Marseille 3, 1981

MAU-531. S. BEARE, « The Rotterdam Rules – A New Code for Mauritius », *The New Bar Chronicle* 2013 (n° 4), pp. 31-34

MAU-532. V. BOOLELL/N. SORENSEN, « Les options de l'Île Maurice à la Conférence des Nations Unies sur le transport de marchandises par mer », *Mauritius Law Review* 1978 (n° 2), pp. 159-169

MAU-533. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Code de Commerce (Livre Deuxième) [Navigation & Commerce Maritimes]*, 2012, 87 pp. [Lien]

MAU-534. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Code de Commerce (Livre Troisième) [Navigation & Commerce Aériens]*, 2012, 65 pp. [Lien]

MAU-535. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Domestication of Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment, and its Additional Protocols (Aircraft Equipment, Railway Rolling Stock, and Space Assets)*, 2019, 142 pp. [Lien]

C. DROIT SOCIAL | *SOCIAL LAW*

1. DROIT DU TRAVAIL | *LABOUR LAW*

MAU-536. D. FOK KAN, *Introduction au droit du travail mauricien. Les relations individuelles du travail*, 1ère éd. 1995, 2e éd. 2009, 522 pp.

MAU-537. D. FOK KAN, *Introduction to Mauritius labour law: the law of industrial relations*, 2000, 248 pp.

MAU-538. R. GUNPUTH, *Labour and industrial relations law*, Univ. of Mauritius, 2010, 647 pp.

MAU-539. P. TORUL, *The Mauritian law of procedural fairness within the context of dismissal for misconduct: a comparative study with the South African doctrine of unfair labour practice*, mém. Durban, 2001, 345 pp. [Lien]

MAU-540. P. TORUL/R. GUNPUTH, *Procedural Fairness in the Law of Unfair Dismissal in Mauritius and South Africa*, Star Publications, 2012

MAU-541. MINISTRY OF LABOUR, INDUSTRIAL RELATIONS AND EMPLOYMENT, *Employment rights act 2008: Workers' Guide / Guide à l'intention des travailleurs*, Ministry of Labour, Industrial Relations and Employment, 2014, 40 pp.

MAU-542. A. BEEBEEJAUN, « Unfair dismissal in the Mauritius context: a comparative study », *International Journal of Law and Management* 2018 (vol. 60), pp. 1299-1312 [Lien]

MAU-543. M. BUY, « Le droit des rapports collectifs de travail à l'île Maurice », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1980 (vol. 7), pp. 91-117

MAU-544. M. BUY, « L'utilisation des techniques juridiques anglaises dans la formation du droit des rapports collectifs du travail à l'île Maurice », in : *La formation du droit national dans les pays de droit mixte*, PUAM, 1989, pp. 145-153

MAU-545. D. CHESWORTH, « Statutory Minimum Wage Fixing in the Sugar Industry of Mauritius », *International Labour Review* 1967 (vol. 96), pp. 252-279

MAU-546. R. CROUCHER/J. MCILROY, « Mauritius 1937: The Origins of a Milestone in Colonial Labour Legislation », *Labour History* 2013 (vol. 54), pp. 223-239

MAU-547. D. FOK KAN, « The Legal Nature of Severance Allowance Payments in Mauritian Unfair Dismissal Law », *University of Mauritius Research Journal* 1998 (n° 1), pp. 33-54

MAU-548. D. FOK KAN, « The Development of Industrial Law in Mauritius », *University of Mauritius Research Journal* 2002 (n° 4), pp. 33-59

MAU-549. R. HOSSEN, « The Employment Relations Tribunal. Mission: Promotion Harmonious Industrial Relations », *The New Bar Chronicle* 2018 (n° 6), pp. 60-63

MAU-550. A. LUCHMUN, « Disciplinary Committee, an Adjudicative Measure or a Procedure to Legalise Dismissal? », *IJLS Law Journal* 11/2019 [Lien]

2. DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE | *SOCIAL PROTECTION LAW*

MAU-551. S. MOOTOOSAMY, « Évolution d'un régime de sécurité sociale : l'expérience de l'île Maurice », *Revue internationale de sécurité sociale* 1981 (vol. 34), pp. 485-503 (également paru en langue anglaise sous le titre « Developing the social security system: the experience of Mauritius », *International Social Security Review* 1981 [vol. 34], pp. 446-461 et en langue allemande in : *Internationale Revue für Soziale Sicherheit* 2006 [vol. 59, n° 4], pp. 489-507)

MAU-552. L. WILMORE, « Les pensions de vieillesse universelles dans les pays en développement : l'exemple de Maurice », *Revue internationale de sécurité sociale* 2006 (vol. 59, n° 4), pp. 85-112 (également paru en langue anglaise sous le titre « Universal age pensions in developing countries: The example of Mauritius », *International Social Security Review* 2006 [vol. 59, n° 4], pp. 67-89 [Lien] et en langue allemande in : *Internationale Revue für Soziale Sicherheit* 2006 [vol. 59, n° 4], pp. 83-110)

D. PROCÉDURE CIVILE ET ARBITRAGE | *CIVIL PROCEDURE AND ARBITRATION*

MAU-553. A. DOMINGUE, *The Application of the Law of Injunctions in the Mauritian Case Law*, 1987, 92 pp.

MAU-554. M. NAMDARKHAN/M. MEETARBHAN/Y. RAJAHBALEE, *Why Mauritius? A National Court in Support of International Arbitration*, LCIA MIAC, 2016, 116 pp. [Lien]

MAU-555. D. SORNUM, *Getting into International Arbitration*, Éditions de l'océan Indien, 2013, 400 pp.

MAU-556. L. CHUK HEN SHUN, « Juge judiciaire, acteur de l'essor de l'arbitrage (cas français, malgache et mauricien) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2017 (n° 24), pp. 9-17 [Lien]

MAU-557. A. DESVAUX de MARIGNY, « Hurnam vs Attorney General of Mauritius & Ors [2017] UKPC 33. Does a Defendant have the Right to Defend a Case Without Retaining an Attorney? », *The New Bar Chronicle* 2018 (n° 6), pp. 70-71

MAU-558. R. DIWAN/S. MOOLLAN, « The New Mauritian International Arbitration Act 2008 », *Les Cahiers de l'Arbitrage* 2010, pp. 309-322

MAU-559. J. EL AHDAB/D. GUNOO/J. PEEROO, « MARC 2.0. Pour le développement de l'arbitrage à Maurice et à l'international », *The New Bar Chronicle* 2018 (n° 6), pp. 57-59

MAU-560. D. GUNNOO, « Analyse comparative entre Maurice et Madagascar sur les spécificités liées à l'arbitrage international et à l'arbitrage institutionnel », *Revue juridique de l'océan Indien* 2017 (n° 24), pp. 19-37 [Lien]

MAU-561. S. MOOLLAN, « The Amendments to the Mauritius International Arbitration Act 2008 and the New Mauritian Supreme Court Rules for International Arbitration », *Mauritius Business Law Review* 2013 (n° 5), pp. 12-16

MAU-562. S. MOOLLAN/M. KUSCHER, « Country overview: Mauritius », in : L. Bosman (sous la dir.), *Arbitration in Africa: A Practitioner's Guide*, Wolters Kluwer, 2013, pp. 51-62

MAU-563. S. MOOLLAN/T. LANDAU/R. DIWAN, « Travaux préparatoires de la loi mauricienne », *Revue de l'arbitrage* 2009, pp. 970-1001

MAU-564. J. PEEROO/A. GUILMAIN, « Pour une réforme du droit mauricien de l'arbitrage international en matière de reconnaissance et d'exécution des sentences », *The New Bar Chronicle* 2011 (n° 3), pp. 9-14

MAU-565. J. PEEROO/A. GUILMAIN, « L'arbitrage international dans l'avant-projet de nouveau code de procédure civile : un regard critique », *The New Bar Chronicle* 2013 (n° 4), pp. 53-56

MAU-566. B. PILLAY, « Droit et pratique de l'arbitrage à Maurice », *Les Petites Affiches* 3 décembre 2009, pp. 15-19

MAU-567. F. SMITH, « The Permanent Court of Arbitration and its Role in the Mauritius International Arbitration Project », *Mauritius Business Law Review* 2013 (n° 5), pp. 17-21

MAU-568. S. SOOPRAMANIEN, « The International Arbitration Act of Mauritius: Addressing the Challenges and Opportunities of an Emerging International Arbitration Center in Africa », *International Arbitration Law Review* 2013 (vol. 16), pp. 4-18

MAU-569. J. VELLIEN, « International Arbitration in Mauritius », *Mauritius Business Law Review* 2012 (n° 4), pp. 27-30

MAU-570. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: The New Code de Procédure Civile*, 2012, 45 pp. [Lien]

MAU-571. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Party and Witness Anonymity in Civil Proceedings*, 2012, 2 pp. [Lien]

MAU-572. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Appeal by Vexatious Litigant*, 2011, 5 pp. [Lien]

MAU-573. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Reform of Judicial System of Sale by Levy*, 2018, 31 pp. [Lien]

MAU-574. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Code de Procédure Civile*, 2012, 273 pp. [Lien]

MAU-575. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Prevention of Vexatious Litigation*, 2010, 10 pp. [Lien]

VI. DROIT PÉNAL | *CRIMINAL LAW*

MAU-576. S. CADERVALOO, *L'affaire Gorah Issac : un procès pour l'histoire*, éd. Presses de caractère, 2003, 361 pp.

MAU-577. P. DOMINGUE, « Contribution of the Law Reform Commission to Reform/Development of the Criminal Justice System and Criminal Law », *Mauritius Criminal Law Review* 2013, pp. 15-27

MAU-578. M. LAVOIPIERRE, « L'évolution du Droit pénal mauricien », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 127-135

MAU-579. R. OLLARD, « Réflexions sur la réforme du Code pénal mauricien », *The New Bar Chronicle* 2016 (n° 5), pp. 10-13

MAU-580. D. PERRY, « Interpretation and the Practice of Law », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015, pp. 85-97

MAU-581. L. VENCHARD, « L'évolution du droit pénal mauricien », in : *Codes annotés*, t. 2 : *Code pénal*, vol. 1 : *Lois annotées. Tables*, Best Graphics, 1994, pp. V-XIII

MAU-582. LAW REFORM COMMISSION, *Interim Report: Reform of Criminal Code*, 2016, 282 pp. [Lien]

MAU-583. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: General Principales of Criminal Law*, 2013, 9 pp. [Lien]

MAU-584. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Reform of Criminal Code*, 2011, 6 pp. [Lien]

A. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL | *GENERAL RULES*

MAU-585. S. KADEL, « Les causes d'irresponsabilité pénale », *Mauritius Criminal Law Review* 2013, pp. 74-91

MAU-586. S. KADEL, « Propositions de réforme du code pénal mauricien : Droit pénal général, infraction contre l'État et contraventions », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015, pp. 127-151

MAU-587. D. MOOTOO, « The Common Law in Mauritius », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 183-191

MAU-588. R. OLLARD, « Entre distinction et confusion des qualités d'auteur et de complice. Analyse de droit comparé franco-mauricien », *IJLS Law Journal* 2/2017 [Lien]

MAU-589. R. OLLARD, « L'insuffisance des mécanismes de responsabilité pénale des personnes morales », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 79-91

MAU-590. A. PILLAY, « Of Accomplices and Co-Authors », *Mauritius Law Review* 1978 (n° 2), pp. 69-84

MAU-591. C. POMART, « Réflexions libres autour de la répression de l'instigation : L'éclairage du droit pénal français à l'aube d'une réforme du Code pénal mauricien », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015, pp. 152-163 (également reproduit in : *Revue juridique de l'océan Indien* 2015 [n° 21], pp. 187-199 [Lien])

MAU-592. V. RAMMAYA, « Juvenile Justice and Children's Rights: How should Mauritius implement the minimum age of criminal responsibility? », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 49-78

MAU-593. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of General Principles of Criminal Law*, 2019, 61 pp. [Lien]

MAU-594. LAW REFORM COMMISSION, *Paper: Changes to Books I & II of Criminal Code (General Provisions)*, 2014, 27 pp. [Lien]

MAU-595. LAW REFORM COMMISSION, *Paper: Changes to Book IV of Criminal Code (Contraventions)*, 2014, 22 pp. [Lien]

B. DROIT PÉNAL SPÉCIAL | *SPECIAL CRIMINAL LAW*

MAU-596. S. B. DOMAH, *The Theory and Practice of the Mauritian Law on Swindling*, 1ère éd. 1988, 204 pp. et 2e éd. 2009, 204 pp.

MAU-597. E. F. HORDVIK, *Mauritius – Caught in the Web of Empire: the legal system, crime, punishment and labour 1825–1845*, th. University of Tasmania, 2016, 315 pp. [Lien]

MAU-598. N. JAMALKHAN, *What is the Impact of the Cyber Crime Act on the Business Community in Mauritius?*, th. Durban (gestion), 2004, 86 pp. [Lien]

MAU-599. G. NAPAL, *Disclosing Corruption: A Move Towards Transparency in Mauritius*, éd. Le Printemps, 2001, 170 pp.

MAU-600. R. AHMINE, « Lawyers: Gatekeeper or Facilitator in the Money Laundering Process? », *Mauritius Criminal Law Review* 2020, pp. 46-81

MAU-601. R. B. BANGAROO, « Forgery – The Need of a Probative Force », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 377-390

MAU-602. V. BOOLELL, « The Offence of Money Laundering: Some Issues », *Mauritius Criminal Law Review* 2013, pp. 103-116

MAU-603. R. GARRON, « Commentaires d'Arrêts : Escroquerie – Manœuvres Frauduleuses ; Faux en Ecriture », *Mauritius Law Review* 1980 (n° 3), pp. 127-138

MAU-604. G. GEORGIJEVIC, « L'élément matériel dans les infractions contre les biens », *Mauritius Criminal Law Review* 2013, pp. 63-73

MAU-605. S. KADEL, « Propositions de réforme du Code pénal mauricien de la Law Reform Commission : Infractions contre les personnes et infractions contre les biens », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 127-163

MAU-606. S. KADEL, « Les différentes déclinaisons de l'homicide en droit mauricien », *Mauritius Criminal Law Review* 2020, pp. 278-309

MAU-607. R. A. MAHADEW, « Mauritius Decriminalizes Abortion in Certain Circumstances – Lessons from the Travaux Preparatoires », *Statute Law Review* 2015 (vol. 36), pp. 160-174 [Lien]

MAU-608. R. A. MAHADEW, « The Good Governance and Integrity Reporting Act 2015: Mauritius Legislates Once More on Corruption », *Statute Law Review* 2017 (vol. 38), pp. 170-181 [Lien]

MAU-609. J. MOUTOU-LECKNING, « Regards croisés sur les addictions. Approche du droit comparé dans la zone océan Indien – L'exemple du droit mauricien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2019 (n° 26), pp. 439-445 [Lien]

MAU-610. J. MUJUZI, « Strengthening Democracy Through Investigating, Prosecuting and Punishing Corruption in Mauritius », *East African Journal of Peace & Human Rights* 2015 (vol. 21), pp. 282-326

MAU-611. J. MUJUZI, « Invoking Parliamentary Debates (Hansard) to Interpret Legislation in Mauritius: The Prevention of Corruption Act », *Statute Law Review* 2016 (vol. 37), pp. 77-92 [Lien]

MAU-612. J. MUNEESAMY, « Cultural Heritage and its Protection under Criminal Law », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 345-359

MAU-613. R. OLLARD, « De l'opportunité de la pénalisation de la transmission du virus de l'immuno-déficience humaine par voie sexuelle : Analyse de droit compare franco-mauricien », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015, pp. 44-54

MAU-614. S. ROHLFING-DIJOUX, « La protection pénale de la propriété intellectuelle, à l'exemple du droit des marques : Étude comparée des droits mauricien, français et allemand », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015, pp. 98-112

MAU-615. S. O. SOOPRAMANIEN, « Explaining the Unexplained Wealth Orders: (Mauritius) Good Governance and Integrity Reporting Act », *Statute Law Review* 2018 (vol. 39), pp. 46-62 [Lien]

MAU-616. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Willful Killing in the Criminal Code*, 2017, 34 pp. [Lien]

MAU-617. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Violence in the Criminal Code*, 2017, 38 pp. [Lien]

MAU-618. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Threats in the Criminal Code*, 2017, 22 pp. [Lien]

MAU-619. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Receiving Property Obtained Unlawfully in the Criminal Code*, 2017, 17 pp. [Lien]

MAU-620. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Extortion & Blackmail in the Criminal Code*, 2017, 14 pp. [Lien]

MAU-621. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law relating to Fraudulent Appropriations of Property in the Criminal Code – Miscellaneous Other Offences*, 2017, 31 pp. [Lien]

MAU-622. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Destruction, Degradation and Deterioration of Property in the Criminal Code*, 2017, 43 pp. [Lien]

MAU-623. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Larceny & Aggravated Larceny in the Criminal Code*, 2017, 46 pp. [Lien]

MAU-624. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Swindling in the Criminal Code*, 2017, 27 pp. [Lien]

MAU-625. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Embezzlement in the Criminal Code*, 2017, 30 pp. [Lien]

MAU-626. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Incorporation of Offence of Moral Harassment in the Criminal Code*, 2018, 34 pp. [Lien]

MAU-627. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Violations of Dignity and Liberty of Persons in the Criminal Code*, 2018, 31 pp. [Lien]

MAU-628. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Involuntary Offences against Life & Physical Integrity of Persons in the Criminal Code*, 2018, 31 pp. [Lien]

MAU-629. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Endangering Persons in the Criminal Code*, 2018, 28 pp. [Lien]

MAU-630. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Torture and Acts of Barbarity in the Criminal Code*, 2018, 30 pp. [Lien]

MAU-631. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Offences against Personality*, 2019, 28 pp. [Lien]

MAU-632. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Sexual Offences (not involving a physical contact between the Perpetrator and the Victim) in the Criminal Code*, 2019, 38 pp. [Lien]

MAU-633. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Reform of Law on Sexual Offences involving a physical contact between the Perpetrator and the Victim*, 2019, 70 pp. [Lien]

MAU-634. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Road Traffic Legislation and Penalty Points System*, 2011, 5 pp. [Lien]

MAU-635. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Offences against Persons (Atteintes à la vie & à l'intégrité physique - homicides, menaces, violences)*, 2011, 13 pp. [Lien]

MAU-636. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Offences against Persons (Autres atteintes à la personne humaine)*, 2012, 23 pp. [Lien]

MAU-637. LAW REFORM COMMISSION, *Issue paper Offences against Property (1) [Des appropriations frauduleuses]*, 2013, 18 pp. [Lien]

MAU-638. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Offences against Property (2) [Autres Atteintes aux Biens]*, 2013, 33 pp. [Lien]

MAU-639. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Offenses against Nation, the State and Public Peace*, 2013, 62 pp. [Lien]

MAU-640. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Offences against Persons (Re Draft Criminal Code (Amendment) Bill*, 2012, 2 pp. [Lien]

MAU-641. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Law on Social Media (Fake Profiles, Fake News and other Harmful Digital Communications)*, 2018, 79 pp. [Lien]

MAU-642. LAW REFORM COMMISSION, *Paper: Changes to Book III of Criminal Code (Offences against Nation, State & Public Peace)*, 2014, 46 pp. [Lien]

MAU-643. LAW REFORM COMMISSION, *Paper: Changes to Book III of Criminal Code (Incorporation of Provisions on Cybercrime)*, 2015, 32 pp. [Lien]

MAU-644. LAW REFORM COMMISSION, *Paper: Changes to Book III of Criminal Code (Offences against Property)*, 2015, 48 pp. [Lien]

MAU-645. LAW REFORM COMMISSION, *Paper: Changes to Book III of Criminal Code (Offences against Persons)*, 2015, 78 pp. [Lien]

MAU-646. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: Law on Fraud*, 2016, 39 pp. [Lien]

MAU-647. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: Criminal Protection of Children's Rights*, 2016, 61 pp. [Lien]

MAU-648. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: Criminal Code (Supplementary) Act*, 2017, 42 pp. [Lien]

MAU-649. LAW REFORM COMMISSION, *Working Paper: Reform of Law on Forgery in the Criminal Code*, 2017, 32 pp. [Lien]

→ sur le piratage et le trafic de stupéfiants par voie maritime, v. *supra* réf. **MAU-167 et s.**

C. PROCÉDURE PÉNALE | *CRIMINAL PROCEDURE*

MAU-650. E. BALANCY, *The Information*, coll. Studies in Criminal Law and Procedure, 1983, 130 pp.

MAU-651. E. BALANCY, *The Law of Conspiracy in Mauritius*, coll. Studies in Criminal Law and Procedure, 1985, 83 pp.

MAU-652. E. BALANCY, *Basic Criminal Procedure and Evidence for Prosecutors*, 1ère éd. 1989, 40 pp. et 2e éd. 1992, 50 pp.

MAU-653. R. GUNPUTH, *Treaty of Mauritian Criminal Law and Public Litigation: Practice and Procedure*, Univ. of Mauritius, 2009, 949 pp.

MAU-654. C. KENYON, *Mauritius: Law of Criminal Procedure. A Country Study Prepared for the Department of the Navy*, 1983, 45 pp.

MAU-655. K. RAGHUNANDAN, *Mauritian Criminal Evidence*, Proag Printing, 1990, 280 pp.

MAU-656. R. AHMINE, « The Treatment of Victims of Crime under our Criminal Justice System », *Mauritius Criminal Law Review* 2013, pp. 117-126

MAU-657. R. AHMINE, « Does the Right to a Fair Trial also include a Right to Fair Enquiry – with specific reference to the Duty of Disclosure », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 28-48

MAU-658. V. APPADOO, « The Right to Fair Trial against Article 13.3 of the Code of Ethics for Barristers », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 207-216

MAU-659. V. APPADOO, « Embracing the Burden of Proof, its Characteristics and Complexities », *Mauritius Criminal Law Review* 2020, pp. 247-268

MAU-660. M. ARMOOGUM, « Section 10(3) of the Constitution: Which Record? », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 173-182

MAU-661. S. BEEKARRY, « The Exercise of Prosecutorial Discretion: Considerations and Ethics », *IJLS Law Journal* 4/2018 [Lien]

MAU-662. S. BOOLELL, « Access to Justice and Delay », *Mauritius Criminal Law Review* 2013, pp. 1-14

MAU-663. S. BOOLELL, « Le Juge Constitutionnel et le Statut du Parquet : le Cas du DPP Mauricien », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 175-182

MAU-664. R. GOWRY-BHURRUT, « The Evolution of Section 5(2) of the Constitution – An Arrested Development? », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 28-48

MAU-665. R. GUNPUTH, « To What Extent are Domestic Penal Laws Retroactive for Crime against Humanity? The Mauritian Perspective – The S.I.C.T: A Case to Remember », *University of Mauritius Research Journal* 2009 (n° 15), pp. 268-281 [Lien]

MAU-666. M. IQBAL MAGHOOA, « Hearsay – A Need for Reform », *Mauritius Criminal Law Review* 2013 (n° 1), pp. 36-48

MAU-667. R. LALLAH, « Prisons in the context of human rights norms », *Lazol* 1990 (n° 1), pp. 15-16

MAU-668. M. S. MANRAKHAN, « Rights of Victims of Crimes: A Time for Constitutional or Legal Recognition? », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 192-206

MAU-669. M. S. MANRAKHAN, « Body Worn Cameras – Watch out, you are Being Filmed! », *Mauritius Criminal Law Review* 2020, pp. 144-157

MAU-670. M. McGOWAN, « Changing Attitudes to Achieve Fairness and Justice for the Vulnerable », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015 (n° 2), pp. 8-15

MAU-671. J.-L. MESTRE, « Retour de l'Île de France (île Maurice) et poursuites pénales en 1803 », in : *Le Monde créole. Peuplement, sociétés et condition humaine XVII^e^-XX^e^ siècles. Mélanges offerts à Hubert Gerbeau*, Les Indes Savantes, 2005, pp. 45-50

MAU-672. D. MOOTOO, « Till Death do us Part: Intention to Kill Revisited », *Mauritius Criminal Law Review* 2013 (n° 1), pp. 127-134

MAU-673. D. MOOTOO, « A Charter for Witnesses », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015, pp. 1-7

MAU-674. M. MOURBY, « Tracing the Fault Lines: Prosecutorial Discretion since *Mohit v DPP* », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015, pp. 164-174

MAU-675. J. MUJUZI, « The Evolution of the Meaning(s) of Penal Servitude for Life (Life Imprisonment) in Mauritius: The Human Rights and Jurisprudential Challenges Confronted so far and Those Ahead », *Journal of African Law* 2009 (vol. 53), pp. 222-248 [Lien]

MAU-676. J. MUJUZI, « Spent convictions in Mauritius: Analysing the Police and Criminal Evidence Bill, 2013 », *South African Journal of Criminal Justice* 2015, pp. 284-302

MAU-677. J. MUJUZI, « Disregarding criminal records for the purpose of employment in Mauritius: The making of the Certificate of Character Act and issues that need to be addressed », *Statute Law Review* 2015 (vol. 36), pp. 59-85

MAU-678. J. MUJUZI, « Private Prosecutions in Mauritius: Clarifying *Locus Standi* and Making the Director of Public Prosecutions more Accountable », *African Journal of Legal Studies* 2017 (vol. 10), pp. 1-34

MAU-679. A. NEEROOA, « Thou Shalt Not Torture – The Seventh Commandment under the Constitution of Mauritius », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 217-244

MAU-680. A. NEEROOA, « Confessions cannot be extracted with love: Torture evidence as the absolutely prohibited fruit », *Mauritius Criminal Law Review* 2020, pp. 213-246

MAU-681. R. OLLARD, « Les droits de la défense : analyse de droit comparé franco-mauricien », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 209-223 (également paru sous le titre « L'effectivité des droits de la défenseen droits français et mauricien », in : *IJLS Law Journal* 6/2018 [Lien])

MAU-682. A. PEEROO, « Information – For a Fair Trial », *The New Bar Chronicle* 2010 (n° 2), pp. 63-66

MAU-683. A. D. RAWOAH, « FATF Recommendation 2: The Quest for Co-Operation », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015 (n° 2), pp. 71-84

MAU-684. D. REETOO, « The Criminal Appeal (Amendment) Act 2013 – A Watershed in the Criminal Justice Landscape of Mauritius », *Mauritius Criminal Law Review* 2013, pp. 93-102

MAU-685. K. SOOCHIT, « Between International and Domestic Jurisdictions: Fair Trial Rights of the Accused through the Lens of a Prosecutor », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 20-27

MAU-686. K. SOOCHIT, « Parliamentary Autonomy and Judicial Duty: A Tale of Two Constitutional Supremacies », *Mauritius Criminal Law Review* 2018, pp. 360-376

MAU-687. K. STARMER, « Human Rights, Victims and the Prosecution of Crime in the 21st Century », *Mauritius Criminal Law Review* 2013 (n° 1), pp. 49-62

MAU-688. D. WILLMAN, « Conviction Based Asset Recovery: How Far it Should Extend? », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015, pp. 16-43

MAU-689. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Law and Practice relating to Criminal Investigation, Arrest and Bail*, 2007, 128 pp. [Lien]

MAU-690. LAW REFORM COMMISSION, *Discussion Paper: Forensic Use of DNA*, 2009, 77 pp. [Lien]

MAU-691. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Disclosure in Criminal Proceedings*, 2007, 25 pp. [Lien]

MAU-692. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Evidence of Reluctant/Intimidated Witness in Criminal Proceedings: Proposals for Reform of the Law*, 2010, 8 pp. [Lien]

MAU-693. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: The Office of Director of Public Prosecutions (DPP) and the Constitutional requirement for its Operational Autonomy*, 2010, 5 pp. [Lien]

MAU-694. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Criminal Investigation: Reform of Police Procedures and Practices*, 2010, 34 pp. [Lien].

MAU-695. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Costs in Criminal Cases*, 2011, 4 pp. [Lien]

MAU-696. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Draft Police and Criminal Evidence Bill*, 2012, 5 pp. [Lien]

MAU-697. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion paper: Effective Handling of Criminal Cases*, 2014, 10 pp. [Lien]

MAU-698. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Disclosure in Criminal Proceedings*, 2008, 24 pp. [Lien]

MAU-699. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Bail and other Related Issues*, 2009, 40 pp. [Lien]

MAU-700. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Mechanisms for Review of Alleged Wrongful Convictions or Acquittals*, 2012, 12 pp. [Lien]

MAU-701. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: The Criminal Justice System and the Constitutional Rights of an Accused Person*, 2008, 97 pp. [Lien]

D. CRIMINOLOGIE ET DROIT PÉNITENTIAIRE | *CRIMINOLOGY AND PRISON LAW*

MAU-702. L.-J. PAUL, *Deux siècles d'histoire de la police à l'île Maurice, 1768-1968*, L'Harmattan, 1997, 203 pp.

MAU-703. E. BALANCY, « Le magistrat face aux toxicomanes à Maurice », *Bar Chronicle* 1993 (n° 5), pp. 30-32

MAU-704. A. BHOOKHUN, « Alternatives to Imprisonment », *Lazol* 1991 (n° 2), pp. 21-24

MAU-705. A. COUTURIER, « L'organisation pénitentiaire de l'île Maurice et du Département de la Réunion », *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 213-227

MAU-706. L. DAGA, « Les nouvelles frontières du secteur pénitentiaire », *Lazol* 1990 (n° 1), pp. 37-39

MAU-707. G. GUNNOO, « The probation and aftercare service: an overview », *Lazol* 1990 (n° 1), pp. 35-36

MAU-708. C. HOPE, « The standard minimum rules for the treatment of prisoners », *Lazol* 1990 (n° 1), pp. 9-11

MAU-709. RIGAUD, « Quand le gouverneur anglais de l'île Maurice ressuscitait la gendarmerie française », *Gendarmerie nationale. Revue d'études et d'informations* 1970 (n° 84), pp. 77-84

VII. DROITS MIXTES | *MIXED FIELDS OF LAW*

A. DROIT FONCIER ET DROIT RURAL | *LAND LAW AND RURAL LAW*

MAU-710. A. KAUPPAYMUTHOO, « L'évolution des droits de la terre et de l'eau dans une communauté agricole et industrielle », in : G. Conac et F. Conac (sous la dir.), *La terre, l'eau et le droit en Afrique, à Madagascar et à l'Île Maurice*, Bruylant, 1998, pp. 331-362

MAU-711. C. K. MEEK, « Land Tenure in Mauritius and Fiji », *Journal of Comparative Legislation and International Law* 1944 (n° 3/4), pp. 42-49 [Lien]

MAU-712. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Mechanisms for Settlement of Land Disputes*, 2018, 63 pp. [Lien]

MAU-713. LAW REFORM COMMISSION, *Review Paper: Compulsory Land Acquisition*, 2020, 200 pp. [Lien]

B. DROIT DE L'ENVIRONNEMENT | *ENVIRONMENTAL LAW*

MAU-714. O. J. LIM TUNG, *Environmental Law in Mauritius*, Kluwer Law International, coll. International Encyclopedia of Law, 2018, 334 pp.

MAU-715. P. BOUCHERVILLE BAISSAC, « Mauritius », in : W. Bryony/S. Patel (sous la dir.), *South African Environmental Legislation Handbook*, éd. South African Institute for Environmental Assessment, 2012, pp. 109-124

MAU-716. J. COLOM, « La justice climatique à Maurice : un impératif contemporain au défi du système westminsterien dualiste de l'île », *Revue juridique de l'océan Indien* 2021 (n° 31), pp. 177-204 [Lien]

MAU-717. O. DUPÉRÉ, « L'évaluation du risque requin et la détermination des orientations de sa gestion. Perspectives judiciaires franco-mauriciennes », *Revue juridique de l'océan Indien* 2019 (n° 26), pp. 7-41 [Lien]

MAU-718. A. FONTAINE, « L'intégration juridique des acteurs de protection de l'environnement : pour un renouvellement de la démocratie », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 135-157

MAU-719. J. GRUCHET-AUBRY, « Le statut juridique de l'eau à l'Île Maurice au carrefour du droit français et de la Common Law britannique », *Revue juridique de l'océan Indien* 2007 (n° 7), pp. 89-95 [Lien] (également reproduit in : J.-M. Breton [sous la dir.], *Gestion des ressources en eau et développement local durable (Caraïbe, Amérique latine, Océan indien)*, Karthala, 2008, pp. 295-303)

MAU-720. R. GUNPUTH, « La nécessité d'un cadre légal afin de mieux gérer l'eau en Afrique : le cas de l'île Maurice », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 2009, pp. 504-520

MAU-721. R. GUNPUTH, « Développement durable et changements climatiques dans les petits États insulaires en développement : quelles responsabilités législatives et constitutionnelles à l'île Maurice ? », *Revue juridique de l'océan Indien* 2021 (n° 31), pp. 205-226 [Lien]

MAU-722. O. LIM TUNG, « Development and Balancing of Interests in Environmental Policy and Law in Mauritius », in : M. Faure/W. Du Plessis (sous la dir.), *The Balancing of Interests in Environmental Law in Africa*, Pretoria University Law Press, 2012, pp. 261-294

MAU-723. O. LIM TUNG, « An Appraisal of the Energy Efficiency Regulatory Framework in Mauritius », *Journal of Energy and Natural Resources Law* 2013 (vol. 31), pp. 425-452

MAU-724. O. LIM TUNG, « The Adequacy of the Mauritian Biosafety Framework », *Journal of African Law* 2014 (vol. 58), pp. 109-128

MAU-725. O. LIM TUNG, « Rethinking Environment Impact Assessment and Precaution in Mauritius », *Journal of African Law* 2017 (vol. 61), pp. 227-251

MAU-726. O. LIM TUNG, « Quelques réflexions sur l'environnement et la Constitution mauricienne », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 113-133

MAU-727. O. LIM TUNG, « Justice climatique, énergie et environnement : quelles perspectives contre l'inaction climatique à Maurice ? », *Revue juridique de l'océan Indien* 2021 (n° 31), pp. 273-292 [Lien]

MAU-728. A. MENDOZA-SPINOLA, « Adoption du *Climate Change Act* : l'intégration de l'accord de Paris au droit mauricien de l'environnement », *Revue juridique de l'océan Indien* 2021 (n° 31), pp. 227-245 [Lien]

MAU-729. D. MICHEL, « De la justice climatique à la loi sur le changement climatique : la non-prise en compte de la protection des plus vulnérables dans le contexte mauricien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2021 (n° 31), pp. 247-257 [Lien]

MAU-730. M. PERTAUB, « Increasing Public Trust and Confidence in Environmental Law Through Judicial and Legal Training and the Framework of the Environment & Land Use Appeal Tribunal (ELUAT) », *IJLS Law Journal* 11/2019 [Lien]

MAU-731. R. RAMESSUR/R. GUNPUTH/T. RAMESSUR, « Climate compatible development: legal implications in the coastal zone and inclusive development for Mauritius », *Journal of Coastal Development* 2016 (vol. 16), 7 pp. [Lien]

MAU-732. P. SAND, « Empreinte de l'Empire : la base aéronavale de Diego Garcia face au changement climatique », in : R. Trigo Trindade/H. Peter/C. Bovet (sous la dir.), *Liber Amicorum Anne Petitpierre-Sauvin. Économie, environnement, éthique – De la responsabilité sociale et sociétale*, Schulthess, 2009, pp. 327-330

MAU-733. P. SAND, « The Chagos Archipelago: Footprints of empire, or world heritage », *Environmental Policy and Law* 2010 (vol. 40), pp. 232-242

MAU-734. E. SINATAMBOU, « The restriction order in the La Balise Marina Project: an erosion of environmental protection? », *Mauritius Business Law Review* 2012 (n° 4), pp. 9-14

C. DROIT DE LA SANTÉ | *HEALTH LAW*

MAU-735. J. COLOM, « Protection constitutionnelle égalitaire et non discriminatoire du droit à la santé à Maurice », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 83-97

MAU-736. G. GEORGIJEVIC/S. GEORGIJEVIC, « Maurice : Personne, santé et consentement », *Bulletin du CERFAP* 2011 (n° 12), p. 12 [Lien]

MAU-737. A. R. MAHADEW, « The Right to Health in Mauritius: Is the State Doing Enough or is the Constitutional Protection of the Right to Health Still Required? », in : E. Durojaye (sous la dir.), *Litigating the Right to Health in Africa*, Routledge, 2015, pp. 157-176 [Lien]

MAU-738. L. SERMET, « De la police médicale dans les colonies des îles de France et de Bourbon. Sur les relations entre santé et politique », in : *Thalassa ! Thalassa ! La 'Grande mer' et ses passeurs. Itinéraires en Afrique de l'histoire du droit et des institutions. Mélanges en l'honneur de Bernard Durand*, L'Harmattan, 2020, pp. 371-380

VII. ORGANISATION DE LA JUSTICE | *JUDICIAL ORGANIZATION*

MAU-739. P. DOOKHY, « Le Comité judiciaire du Conseil privé : juridiction constitutionnelle suprême de l'Île Maurice », *Bulletin de l'Association des Cours Constitutionnelles Francophones* 1999 (n° 2), 6 pp. [Lien]

MAU-740. R. GUNPUTH, « Le Comité judiciaire du Conseil privé dans les anciennes colonies anglaises : Les pouvoirs, compétences et mécanismes de pourvoi selon les lois en vigueur », *University of Mauritius Research Journal* 2009 (n° 16), pp. 387-412 [Lien]

MAU-741. R. GUNPUTH, « Le Comité judiciaire du Conseil privé : atouts, enjeux et conséquences », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les états du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 101-113

MAU-742. R. STEPHEN/W. RANGAN/N. OHSAN-BELLEPEAU, « Critical issues in Judicial Reform », *Bar Chronicle* 1997, pp. 13-16

MAU-743. M. UTEEM, « Mauritius », in : D. Taylor (sous la dir.), *Dispute Resolution Review*, éd. Law Business Research, 10e éd. 2018, pp. 305-320 ; 11e éd. 2019, pp. 313-326 et 12e éd. 2020, pp. 297-315 [Lien]

MAU-744. *Report of the Presidential Commission to examine and report upon the structure and operation of the judicial system and legal professions of Mauritius*, Government of Mauritius, 1997, 155 pp.

MAU-745. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Jury System*, 2018, 69 pp. [Lien]

MAU-746. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Reform of Judicial System & Other Related Matters*, 2018, 134 pp. [Lien]

A. PROFESSIONNELS DU DROIT (Y COMPRIS NOTARIAT) | *LEGAL PROFESSIONALS (INCLUDING PUBLIC NOTARIES)*

MAU-747. H. ADOLPHE, *Le notariat à l'Île de France, 1721-1810*, th. Aix-en-Provence, 1971, 247 pp.

MAU-748. J. KŒNIG, *Une vie pour la justice. Biographie de Jules Kœnig. Histoire de l'île Maurice contemporaine*, Mauritius Printing & Co. Ltd., 1979, 140 pp.

MAU-749. L. A. THIBAUD, *Lois de Maurice sur le notariat*, Impr. Engelbrecht, 1893, 119 pp.

MAU-750. T. ANGELO, « Variations on a Theme: When is an Attorney-General not an Attorney-General », *Bond Law Review* 2011 (vol. 23, n° 2), article 1 [Lien]

MAU-751. S. BOOLELL, « Evaluating the Performance of a Prosecuting Agency and of Individual Prosecutors », *Mauritius Criminal Law Review* 2014-2015 (n° 2), pp. 55-70

MAU-752. R. HEIN, « Histoire du barreau mauricien. Une grande figure du barreau mauricien : Sir William Newton », *Mauritius Law Review* 1977 (n° 1), pp. 117-129

MAU-753. R. HEIN, « Histoire du barreau mauricien. Une grande figure du barreau mauricien : Georges Guibert », *Mauritius Law Review* 1978 (n° 2), pp. 139-143

MAU-754. R. HEIN, « Histoire du barreau mauricien. Une grande figure du barreau mauricien : Alfred Herchenroder », *Mauritius Law Review* 1980 (n° 3), pp. 139-144

MAU-755. R. HEIN, « Histoire du barreau mauricien. Une grande figure du barreau mauricien : Louis Leconte », *Mauritius Law Review* 1982 (n° 4), pp. 245-251

MAU-756. C. de LABAUVE d'ARIFAT, « Le Directeur des poursuites publiques à l'île Maurice », Annuaire des pays de l'océan Indien 1976 (vol. 3), pp. 513-518 (également reproduit in : *Mauritius Law Review* 1978 [n° 2], pp. 145-153 et in : CERSOI [sous la dir.], *L'Île Maurice*

sociale, économique et politique. 1974-1980, PUAM, 1984, pp. 361-366)

MAU-757. R. d'UNIENVILLE, « Maxime de Spéville QC, André Nairac QC, André Raffray QC, Raymond Hein QC et Jules Koenig QC. Cinq ténors du barreau de l'époque coloniale », *The New Bar Chronicle* 2018 (n° 6), pp. 38-42

MAU-758. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Attorney's Commission*, 2011, 4 pp. [Lien]

MAU-759. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Liberalization of Usher Services*, 2011, 2 pp. [Lien]

MAU-760. LAW REFORM COMMISSION, *Report: Opening Mauritius to International Law Firms and Formation of Law Firms/Corporations*, 2007, 46 pp. [Lien]

B. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE | *ADMINISTRATION OF JUSTICE*

MAU-761. P. DOOKHY, *Le Comité judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté la Reine Elisabeth II d'Angleterre et le droit mauricien*, th. Paris 1, 1997, 350 pp.

MAU-762. R. GUNPUTH, *La Cour suprême de l'île Maurice. Introduction au Droit mixte mauricien et contribution à la recherche des institutions judiciaires*, Star Publications, 2009, 295 pp.

MAU-763. P. SCHAFFNER, *Le personnel administrative et judiciaire de l'Île de France*, mém. La Réunion (Histoire), 1992, 194 pp.

MAU-764. J. SLADE, *Essay on the Administration of Justice in Mauritius*, Port Louis, 1856, 154 pp.

MAU-765. R. d'UNIENVILLE, *Célicourt Antelme et le français en Cour suprême*, Government Printing Dpt., 2009, 181 pp.

MAU-766. F. BOULAN, « L'organisation judiciaire à l'île Maurice », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 197-214 (également reproduit in : CERSOI [sous la dir.], *L'Île Maurice sociale, économique et politique. 1974-1980*, PUAM, 1984, pp. 343-360)

MAU-767. R. DUBRUEL de BROGLIO, « Cours et tribunaux à l'île Maurice (1815-1965) », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 151-163

MAU-768. J.-P. HENNE, « L'organisation judiciaire mauricienne », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1978 (vol. 87), pp. 79-83

MAU-769. R. JOMADAR/C. de LABAUVE d'ARIFAT, « L'organisation judiciaire de l'Île Maurice en matière civile », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1969, pp. 589-596 et pp. 809-816

MAU-770. Y. MOATTY, « Les institutions judiciaires de l'île Maurice », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1986, pp. 123-152

MAU-771. V. TEEROOVENGADUM, « Constitutional Rights as a Pillar for Sustainable Administration of Justice. A Focus on Mauritius », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 319-333

MAU-772. LAW REFORM COMMISSION, *Issue Paper: Law as to Publicity for Appointment and Revocation of Agent and Proxy*, 2011, 2 pp. [Lien]

MAU-773. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Legal Aid Reform*, 2011, 4 pp. [Lien]

MAU-774. LAW REFORM COMMISSION, *Opinion Paper: Establishment Court of Appeal & Composition of JLSC (Judicial and Legal Service Sommission)*, 2011, 4 pp. [Lien]

Mayotte

Située dans l'archipel des Comores et composée de deux îles principales (Grande-Terre et Petite-Terre), Mayotte est devenue, en 2011, à la suite d'un référendum local, le cinquième département français d'outre-mer et, en 2014, une région ultrapériphérique (RUP) au sein de l'Union européenne. Bien que revendiquée par l'Union des Comores depuis son indépendance en 1975, Mayotte est aujourd'hui, de fait, une partie du territoire français.

La départementalisation de Mayotte a ouvert un processus d'assimilation juridique qui doit conduire, à moyen terme, à une application de plein droit de l'ensemble des dispositions du droit de la métropole, à l'exception du statut personnel. En effet, la grande majorité de la population mahoraise est régie par un « statut civil de droit local », comme le permet l'article 75 de la Constitution française de 1958, comprenant des éléments de droit musulman et de règles coutumières.

Au sein de la doctrine juridique, ce sont quatre grandes problématiques qui ont suscité l'intérêt des auteurs : le contentieux territorial avec l'Union des Comores ; le changement du statut constitutionnel de Mayotte ; sa place au sein de l'Union européenne depuis l'accession au statut de région ultrapériphérique ainsi que la survie du statut civil de droit local dans un environnement politique et juridique poussant à une plus grande assimilation.

L'essentiel des travaux doctrinaux consacré à Mayotte est publié dans des ouvrages et revues en langue française, accessibles dans la plupart des bibliothèques juridiques ou universitaires en France. Il n'existe pas de revue juridique dédiée au droit à Mayotte. Depuis sa création en 2011, le Centre universitaire de Mayotte dispose d'un centre de documentation dont les collections sont pour l'instant encore essentiellement destinées aux étudiants en droit.

*Mayotte is part of the Comoro islands and includes two main islands, Grande-Terre and Petite-Terre. In 2011, it became France's fifth overseas département (*département d'outre-mer*) in consequence of a local referendum. In 2014, it also gained the status of an outermost region of the European Union. Although the independent Union of the Comoros has never ceased to claim sovereignty over Mayotte, Mayotte is today de*

facto an integral part of the French national territory.

The recognition of département *status has also initiated a process of legal assimilation which will lead in the medium term to a full application of the law of the French mainland (*métropole*) except as regards personal status. Indeed, the vast majority of Mayotte's population have a 'local personal status', governed by Islamic law and customary rules, by virtue of Article 75 of the French Constitution.*

Legal research related to Mayotte focuses mainly on four major issues: the territorial dispute with the Union of the Comoros, the evolution of the constitutional status of Mayotte, the place of Mayotte within the European Union since the recognition of its outermost region status, and the future of the 'local personal status' in a political and legal context favourable to greater legal assimilation.

*Legal research is almost exclusively published in French books or journals, which are easily accessible in most legal or university libraries in France. There is no specific law journal dedicated to the law of Mayotte. In 2011, a centre for higher education (*Centre universitaire de Mayotte*) was established. However, for the time being, the collections of its documentation centre are mainly intended for bachelor students attending law courses.*

I. GÉNÉRALITÉS SUR LE DROIT À MAYOTTE | *GENERAL SOURCES ON THE LAW OF MAYOTTE*

MAY-1. P. BOISADAM, *Mais que faire de Mayotte ? Analyse chronologique de l'Affaire de Mayotte (1841-2000)*, L'Harmattan, 2009, 531 pp.

MAY-2. H. BÉRINGER, « Mayotte », *JurisClasseur Collectivités territoriales*, fasc. 462, 2011

MAY-3. V. BERTILE, « Mayotte et La Réunion : les départements français de l'océan Indien », in : *Espaces du service public. Mélanges en l'honneur de Jean du Bois de Gaudusson*, PUB, 2013, t. 2, pp. 801-815

MAY-4. G. DURAND, *v°* Mayotte, in : G. Giraudeau/M. Maisonneuve (sous la dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, LexisNexis, 2021, pp. 345-349

MAY-5. O. GOHIN, « Mayotte française : aspects internationaux, constitutionnels et militaires », in : O. Gohin/P. Maurice (sous la dir.), *Mayotte. Actes du colloque universitaire tenu à Mamoudzou les 23 et 24 avril 1991*, Université de La Réunion, 1992, pp. 155-183 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 [vol. 12],

pp. 115-138 ; version remaniée publiée in : O. Gohin/P. Maurice [sous la dir.], *Mayotte*, Univ. de la Réunion/LGDJ, 2e éd. 1996, pp. 211-235)

MAY-6. C. KUHN, « Dire le droit à Mayotte », in : Y. Combeau/T. Gaillat/Y. Rolland (sous la dir.), *Dire l'océan Indien*, Université de La Réunion/Epica éditions, 2017, vol. 2, pp. 369-379

MAY-7. E. LAMAISON, « La lisibilité du droit à Mayotte », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 201-212

MAY-8. J.-M. PONTIER, « Les petits territoires de la France lointaine : Mayotte, Saint Pierre-et-Miquelon, Terres australes et Antarctiques », *Revue française de droit administratif* 2007, pp. 656-660

MAY-9. F. RAKOTONDRAHASO, « Mayotte », *JurisClasseur Administratif*, Fasc. 130-30, 2018

II. SOURCES DU DROIT À MAYOTTE | *LEGAL SOURCES IN MAYOTTE*

MAY-10. L. BLÉRIOT, « Réflexions sur le régime législatif de Mayotte après la loi du 11 juillet 2001 : entre spécialité et identité législatives », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 185-200

A. RECUEILS DE TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES | *DIGESTS OF LEGISLATION* […]

B. RECUEILS DE JURISPRUDENCE | *DIGESTS OF CASE LAW* […]

C. COUTUMES ET DROIT MUSULMAN | *CUSTOMARY AND RELIGIOUS LAW*

MAY-11. L. AHMED, *La construction d'un système juridique. La confrontation de la coutume et de la loi à Mayotte*, th. Strasbourg, 2015, 382 pp. [Lien]

MAY-12. J.-R. BINET, « Le croissant et la balance. De quelques spécificités du droit applicable à Mayotte au crépuscule de la justice cadiale », *Revue internationale de droit comparé* 2002, pp. 787-809 [Lien]

MAY-13. A. HAMIDOU, « Modernisation du droit mahorais et coutumes locales : la nécessité d'un équilibre pour le maintien d'une cohésion sociale », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1996 (vol. 50), pp. 253-259

MAY-14. P. PERRI, « À Mayotte, le Coran et la Constitution », *Les Cahiers de l'Orient* 1992 (n° 27), pp. 159-165

MAY-15. É. RALSER, « Pluralisme juridique et pluralisme culturel dans la société réunionnaise », *Droit et cultures* 2005 (n° 49), pp. 169-195 [Lien]

MAY-16. P. SCHULTZ, « L'actualisation du droit mahorais par voie d'ordonnances », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 (vol. 12), pp. 147-167

MAY-17. J.-B. TOINETTE, « La reconnaissance du droit coutumier mahorais », in : J.-P. Martres/J. Larrieu (sous la dir.), *Coutumes et droit en Guyane*, Economica, 1993, pp. 57-62

→ sur le statut civil de droit local à Mayotte, v. *infra* **réf. MAY-188 et s.**

D. ENSEIGNEMENT DU DROIT À MAYOTTE | *LEGAL EDUCATION*

MAY-18. L. SERMET, « La création du Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte, en questions », *Les outre-mers français. Actualités et Études* 2012 (vol. 1), pp. 209-221

III. DROIT INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL LAW*

A. DROIT INTERNATIONAL PUBLIC | *PUBLIC INTERNATIONAL LAW*

Dossier bibliographique : Le statut de Mayotte au regard du droit international public

Bibliographical Portfolio: The Legal Status of Mayotte (Public International Law)

MONOGRAPHIES

MAY-19. K. AOIDI LARRABURE, *Sécession ou autodétermination ? Le cas de Mayotte et d'Anguilla*, éd. Imprimerie Le Natal S.A, 1993, 229 pp.

MAY-20. Z. BAMANA, *Le choix du refus. Mayotte et l'indépendance des Comores*, Meso éd., 2008, 179 pp.

MAY-21. P. CAMINADE, *Comores-Mayotte, une histoire néocoloniale*, Agone, 1ère éd. 2003, 187 pp. et 2e éd. 2010, 219 pp.

MAY-22. J. FASQUEL, *Mayotte, les Comores et la France*, L'Harmattan, 1991, 159 pp.

MAY-23. J. MARTIN, *Histoire de Mayotte. Département français*, Les Indes savantes, 2010, 199 pp.

MAY-24. P. PUJO, *Mayotte la française*, éd. France-Empire, 1993, 223 pp.

MAY-25. Y. SALESSES, *Mayotte, l'illusion de la France. Propositions pour une décolonisation*, L'Harmattan, 1995, 159 pp.

MAY-26. A. WADAANE MAHAMOUD, *Mayotte : le contentieux entre la France et les Comores*, L'Harmattan, 1992, 304 pp.

THÈSES ET MÉMOIRES

MAY-27. A. A. ABDALLAH, *Le statut juridique de Mayotte. Concilier droit interne et droit international : réconcilier la France et les Comores*, th. La Réunion, L'Harmattan, 2014, 672 pp. [Lien]

MAY-28. M. S. ATTOUMANE, *Les enjeux juridiques et politiques de la question de Mayotte*, mém. Lomé (Relations internationales), 1987, 111 pp.

MAY-29. J.-F. HORY, *Relations entre le droit international et le droit interne dans l'affaire de Mayotte*, mém. Paris 1 (sc. politiques), 1982, 47 pp.

MAY-30. P. MARCHETTI, *Mayotte durant le processus de la décolonisation*, mém. Aix-Marseille 3, 1991

MAY-31. N. NAHOUZA, *Indépendance et partition des Comores (1974-1978)*, mém. IEP Rennes, KomÉdit, 2005, 120 pp.

ARTICLES ET CHRONIQUES

MAY-32. H. BÉRINGER, « La 'question' de Mayotte sur la scène internationale – acte II – », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 63-71 [Lien]

MAY-33. H. BÉRINGER, « Mayotte », in : V. Fayaud/J.-Y. Faberon/J.-M. Régnault (sous la dir.), *Destins des Collectivités politiques d'Océanie. Peuples, populations, nations, États, territoires, pays, patries, communautés, frontières*, vol. 1 : *Théories et pratiques*, PUAM, 2011, pp. 175-184

MAY-34. S. BLANCHY, « Mayotte : 'française à tout prix' », *Ethnologie française* 2002, pp. 677-687 [Lien]

MAY-35. J. CHARPENTIER, « Référendums mahorais, lois françaises et hégémonie politique comorienne », *Revue française d'études politiques africaines* 1976, pp. 96-116

MAY-36. O. GOHIN, « L'indépendance des Comores et le précédent de Mayotte », in : J.-Y. Faberon (sous la dir.), *L'avenir statutaire de la Nouvelle-Calédonie*, La Documentation française, 1997, pp. 67-81

MAY-37. J. HOUBERT, « France in the Indian Ocean. Decolonizing without Disengaging », *Round Table. Commonwealth Journal of International Affairs* 1986 (vol. 75), pp. 145-166 [Lien]

MAY-38. M. MANOUVEL, « Politique et droit dans les résolutions de l'Assemblée générale. La question de l'île de Mayotte », *Revue générale de droit international public* 2005, pp. 643-663

MAY-39. M. MANOUVEL, « L'évolution du contentieux juridique et politique entre la France et les Comores », in : F. Hermet (sous la dir.), *Mayotte : état des lieux, enjeux et perspectives. Regards croisés sur le dernier-né des départements français*, L'Harmattan, 2015, pp. 69-83

MAY-40. P. MAURICE, « La position de la France et de la communauté internationale à l'égard des îles Comores, in : L. Balmond/P. Maurice (sous la dir.), *Sécurité et insécurités dans l'hémisphère Sud*, éd. Université de Nice – Sophia Antipolis, 2000, pp. 127-187 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1999-2000, pp. 401-457)

MAY-41. A. ORAISON, « Quelques réflexions critiques sur la conception française du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à la lumière du différend franco-comorien sur l'île de Mayotte », *Revue belge de droit international* 1983, pp. 655-698 [Lien] (également paru sous le titre « Le droit à l'autodétermination des Mahorais » dans *Les Dossiers du Centre d'études administratives du Centre Universitaire de la Réunion* 1983 [n° 16], 75 pp. et in : *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 1984, pp. 261-328)

MAY-42. A. ORAISON, « Le différend franco-comorien sur l'île de Mayotte (Les avatars de la décolonisation dans le canal de Mozambique) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 1996, pp. 199-214 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1995-1996 [vol. 14], pp. 181-196)

MAY-43. A. ORAISON, « Réflexions générales sur la présence française dans la zone sud-ouest de l'océan Indien et le canal de Mozambique (Les décolonisations *contraires* au droit international de la décolonisation : le cas des îles Eparses et de Mayotte) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1999-2000 (vol. 16), pp. 385-399

MAY-44. A. ORAISON, « Réflexions sur la double conception française du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à la lumière du 'cas mahorais' (Les problèmes posés à Mayotte sur le plan interne et au niveau international) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2003, pp. 1-93 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2001-2002 [vol. 17], pp. 235-313)

MAY-45. A. ORAISON, « Réflexions générales sur les perspectives de règlement du conflit franco-comorien sur l'île de Mayotte à l'aube du XXI^e^ siècle », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 237-285

MAY-46. A. ORAISON, « Nouvelles réflexions sur la conception française du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à la lumière du 'cas mahorais' », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° 9), pp. 121-192 [Lien]

MAY-47. A. ORAISON, « Nouvelles réflexions sur la conception française du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à la lumière du 'cas mahorais' (Les problèmes juridiques et politiques posés à Mayotte sur le plan interne

et au niveau international après le vote de la loi organique du 21 février 2007) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2009, pp. 1-112

MAY-48. A. ORAISON, « Nouvelles remarques critiques concernant le contentieux franco-comorien sur l'île de Mayotte. Consultation populaire du 29 mars 2009 et loi organique du 3 août 2009 relatives à la départementalisation de Mayotte : deux nouvelles ingérences de la France dans les affaires intérieures de l'Union des Comores », *Revue de la recherche juridique* 2010, pp. 913-927

MAY-49. A. ORAISON, « À propos de la récente proposition faite par le Président Mohamed SAMBI aux Nations Unies le 24 septembre 2009 », *Point d'Orgue. Revue créole de l'Océan Indien* 2010 (n° 4), pp. 14-19

MAY-50. A. ORAISON, « Suggestion de création d'une 'confédération bilatérale' *sui generis* comoro-mahoraise pour résoudre le litige franco-comorien sur Mayotte. Réplique à la proposition faite à l'ONU par le président Mohamed Sambi le 24 septembre 2010 », *Revue de la recherche juridique* 2010, pp. 1725-1737

MAY-51. A. ORAISON, « Radioscopie critique de l'inextricable et regrettable querelle franco-comorienne sur l'île de Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2013 (n° 16), pp. 153-176 [Lien]

1. TRAITÉS INTERNATIONAUX | *INTERNATIONAL TREATIES*

MAY-52. V. GOESEL-LE BIHAN, « Les collectivités de l'océan Indien et la conclusion d'accords internationaux », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 57-64

MAY-53. A. ORAISON, « Les conditions nécessaires pour l'établissement d'une coopération efficiente entre Mayotte française et les Comores indépendantes après le vote de la loi du 11 juillet 2001 relative à Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001-2002 (n° 2), pp. 191-209 [Lien]

MAY-54. A. ORAISON, « Insertion prioritaire ou coopération apaisée », in : Association France Outre-Mer (sous la dir.), *Mayotte à la croisée des chemins*, Association France Outre-Mer, 2002, pp. 68-74

MAY-55. A. ORAISON, « L'émergence de Mayotte sur la scène internationale (les mesures prises par la loi du 11 juillet 2001 pour assurer l'intégration de la 'collectivité départementale de Mayotte' dans son environnement régional immédiat) », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2002, pp. 196-212

2. ORGANISATIONS INTERNATIONALES | *INTERNATIONAL ORGANIZATIONS*

[…]

3. DROIT DE LA MER | *LAW OF THE SEA* […]

B. DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE | *EUROPEAN UNION LAW*

MAY-56. D. BLANC, « La coopération régionale dans l'océan Indien au prisme de l'Union européenne : entre décentralisation et déconcentration, La Réunion – Mayotte », in : H. Pongérard-Payet (sous la dir.), *L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mers. Vers un renforcement du soutien européen ?*, L'Harmattan, 2018, pp. 309-322

MAY-57. T. M'SAÏDIÉ, « L'action de l'Union européenne aux Comores et à Mayotte », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 189-206

MAY-58. H. PONGÉRARD-PAYET, « Les fonds structurels et d'investissement européens à Mayotte », in : J. Dupont-Lassalle/F. Hermet/É. Ralser (sous la dir.), *La départementalisation de Mayotte. Un premier bilan jurdique et économique*, L'Harmattan, 2019, pp. 71-103

MAY-59. H. PONGÉRARD-PAYET, « Les régions ultrapériphériques de l'océan Indien dans la politique européenne de cohésion 2014-2020 », in : Y. Combeau/T. Gaillat/Y. Rolland (sous la dir.), *Dire l'océan Indien*, Université de La Réunion/Epica éditions, 2017, vol. 1, pp. 189-216

MAY-60. H. PONGÉRARD-PAYET, « Les régions ultrapériphériques de l'océan Indien et les fonds structurels européens », in : I. Valente (sous la dir.), *Olhares Cruzados sobre as regiões ultraperiféricas da União Europeia/Crossed Views on the Outermost Regions of European Union*, Coimbra University Press, 2008, pp. 161-194

Dossier bibliographique : Le statut de Mayotte au regard du droit de l'Union européenne

Bibliographical Portfolio: The Status of Mayotte (European Union Law)

MAY-61. F. RAKOTONDRAHASO, *Le statut de Mayotte vis-à-vis de l'Union européenne*, th. Montpellier 1, PUAM, 2014, 333 pp.

MAY-62. F. BOCKEL, « La perspective d'une accession de Mayotte au statut de Région ultrapériphérique », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 91-97 [Lien]

MAY-63. G. CIAVARINI AZZI, « Mayotte et l'Union européenne, entre PTOM et RUP », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 287-294

MAY-64. P. MAURICE, « Mayotte et la Communauté économique européenne », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 (vol. 12), pp. 247-263 (version augmentée publiée in : E. Jos/D. Perrot [sous la dir.], *L'Outre-Mer et l'Europe communautaire : quelle insertion ? pour quel développement ?*, Economica, 1994, pp. 227-250)

MAY-65. T. M'SAÏDIÉ, « Les droits conférés par la citoyenneté de l'Union : le cas de la population de Mayotte », *Revue de l'Union européenne* 2015 (n° 585), pp. 68-82

MAY-66. T. M'SAÏDIÉ, « La jouissance par la population de Mayotte des droits découlant de la citoyenneté de l'Union européenne », *Revue juridique de l'océan Indien* 2015 (n° 21), pp. 133-142 [Lien]

MAY-67. T. M'SAÏDIÉ, « L'apport du statut de département dans le processus d'intégration de Mayotte à l'Union européenne », *Revue de l'Union européenne* 2016 (n° 594), pp. 48-55

MAY-68. T. M'SAÏDIÉ, « La jouissance par la population de Mayotte des droits découlant de la citoyenneté de l'Union », *Revue juridique de l'océan Indien* 2016 (n° 21), pp. 133-142 [Lien]

MAY-69. H. PONGÉRARD-PAYET, « Le statut de Mayotte vis-à-vis de l'Union Européenne : enjeux et perspectives », *Revue juridique de l'océan Indien* 2011 (n° 13), pp. 7-28 [Lien]

MAY-70. H. PONGÉRARD-PAYET, « La rupéisation de Mayotte », in : F. Hermet (sous la dir.), *Mayotte : état des lieux, enjeux et perspectives. Regards croisés sur le dernier-né des départements français*, L'Harmattan, 2015, pp. 159-186

MAY-71. H. PONGÉRARD-PAYET, « Les principales implications du statut de région ultrapériphérique au département de Mayotte », », in : D. Blanc/F. Cafarelli (sous la dir.), *1946-2016 – soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine. Entre unité constitutionnelle et diversité législative*, PUAM, 2018, pp. 199-229

MAY-72. F. RAKOTONDRAHASO, « Mayotte, le statut de pays et territoire d'outre-mer de l'Union Européenne : un pis-aller ? », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 73-89 [Lien]

MAY-73. L. SERMET, « Remarques sur le référendum relatif au traité constitutionnel européen à Mayotte », in : T. Michalon (sous la dir.), *Entre assimilation et émancipation, l'outre-mer français dans l'impasse ?*, éd. Les Perséides, 2006, pp. 351-362 (également reproduit sous le titre « L'Europe et les territoires français de l'océan Indien : le cas de Mayotte », in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 [vol. 18], pp. 139-147)

C. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ | *PRIVATE INTERNATIONAL LAW*

MAY-74. É. RALSER, « Une manifestation de pluralisme juridique : le droit international privé », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 567-584

1. CONFLIT DE LOIS | *CONFLICT OF LAWS* […]

2. CONFLIT DE JURIDICTIONS | *INTERNATIONAL PROCEDURAL LAW* […]

3. DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL BUSINESS LAW* […]

4. DROIT DE LA NATIONALITÉ ET DES ÉTRANGERS | *NATIONALITY LAW AND LEGAL STATUS OF FOREIGN CITIZENS*

MAY-75. M. GHAEM, « Le droit à Mayotte : une fiction ? », *Plein droit* 2019 (n° 120), pp. 41-44 [Lien]

MAY-76. F. JAULT-SESEKE, « Les spécificités du droit des étrangers à Mayotte », in : J. Dupont-Lassalle/F. Hermet/É. Ralser (sous la dir.), *La départementalisation de Mayotte. Un premier bilan jurdique et économique*, L'Harmattan, 2019, pp. 47-63

MAY-77. J. LEPOUTRE, « La réforme du droit de la nationalité à Mayotte », *Actualité juridique. Droit administratif* 2019, pp. 285-287

MAY-78. N. SAHRAOUI, « Mayotte, l'éloignement des femmes enceintes », *Plein droit* 2020 (n° 124), pp. 39-42 [Lien]

MAY-79. P. SCHULTZ, « Le droit de la nationalité à Mayotte », in : O. Gohin/P. Maurice (sous la dir.), *Mayotte. Actes du colloque universitaire tenu à Mamoudzou les 23 et 24 avril 1991*, Université de La Réunion, 1992, pp. 277-286 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 [vol. 12], pp. 315-325 ; version remaniée publiée in : O. Gohin/P. Maurice [sous la dir.], *Mayotte*, Univ. de la Réunion/LGDJ, 2e éd. 1996, pp. 317-327)

MAY-80. D. QUENTIN/R. DOSIÈRE, *Rapport d'information sur la situation de l'immigration à Mayotte*, Doc. AN n° 2932 (2006), 276 pp. [Lien]

MAY-81. H. TORRE, *Rapport d'information sur l'immigration clandestine à Mayotte*, Doc. Sénat n° 461 (2007/2008), 79 pp. [Lien]

IV. DROIT PUBLIC | *PUBLIC LAW*

MAY-82. J. ZILLER, « Mayotte et son insertion dans les institutions françaises et européennes », in : J. Dupont-Lassalle/F. Hermet/É. Ralser (sous la dir.), *La départementalisation de Mayotte. Un premier bilan jurdique et économique*, L'Harmattan, 2019, pp. 15-29

A. DROIT CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LAW*

Dossier bibliographique : Le statut constitutionnel de Mayotte

Bibliographical Portfolio: The Constitutional Status of Mayotte

MONOGRAPHIES

MAY-83. K. B. ADACOLO, *La perception de la transformation de Mayotte en Département d'Outre-Mer*, éd. Menaibuc, 164 pp.

MAY-84. W. BERTILE, *Mayotte à l'heure de la départementalisation*, L'Harmattan, 2012, 221 pp.

MAY-85. M. KAMARDINE, *Discours de la République pour Mayotte*, éd. Orphie, 2007, 463 pp.

MAY-86. D. MABA DALI, *Assimilation et départementalisation des Outremers : la République en échec ? Le cas troublant de Mayotte*, th. Dijon, L'Harmattan, 2016, 683 pp.

MAY-87. C. du PAYRAT, *Pourquoi avoir fait de Mayotte le 101e département français ?*, L'Harmattan, 2012, 170 pp.

MAY-88. L. SERMET/J. COUDRAY (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2004, 715 pp.

MAY-89. D. ANASSI, *Mayotte, le 101ème département français. Les enjeux de la nouvelle départementalisation*, th. Paris 2, 2015, 775 pp.

MAY-90. J.-L. MATHIEU, *La départementalisation de Mayotte. Analyse d'une politique politique*, L'Harmattan, 2015, 176 pp.

MAY-91. A. MOUSSA, *Départementalisation, décentralisation et perspectives d'évolution institutionnelle de Mayotte*, th. Clermont-Ferrand 1, 2015, 694 pp. [Lien]

ARTICLES ET CHRONIQUES

MAY-92. H. BÉRINGER, « Mayotte : une collectivité territoriale de l'outremer français à statut particulier », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1995, pp. 339-346

MAY-93. H. BÉRINGER, « La collectivité départementale de Mayotte : principaux aspects de la loi statutaire n° 2001-616 du 11 juillet 2001 », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2002, pp. 382-391

MAY-94. H. BÉRINGER, « Départementalisation de Mayotte : Un changement de régime statutaire aux enjeux internationaux », *Revue juridique et politique des États francophones* 2010, pp. 176-191

MAY-95. H. BÉRINGER, « Procédure parlementaire et formation de la loi : l'exemple de l'article 63 de la loi organique du 3 août 2009 relative à la départementalisation de Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2011 (n° 12), pp. 125-136 [Lien]

MAY-96. H. BÉRINGER, « La nature juridique de la collectivité territoriale de Mayotte (Mayotte n'est pas un département/région d'outre-mer) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2011 (n° 13), pp. 99-105 [Lien]

MAY-97. H. BÉRINGER, « De la colonie au département d'outre-mer : l'évolution institutionnelle de Mayotte dans la France », *Outre-Mers : Revue d'histoire* 2012 (n° 374-375), pp. 11-24

MAY-98. O. BUSSON, « Mayotte, 101ème département français : un modèle pour une République renouvelée ? », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 2010, pp. 711-728

MAY-99. N. DAMOISEAU, « L'évolution statutaire à Mayotte : déterminants et changements », *Revue juridique et politique des États francophones* 2004, pp. 230-248

MAY-100. I. DENIS, « L'évolution du statut de Mayotte de 1841 à nos jours : image d'une relation particulière avec la métropole », *Ultramarines* 2004 (n° 24), pp. 49-54 [Lien]

MAY-101. S. DIÉMERT, « Le cadre constitutionnel de la départementalisation de Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 41-62 [Lien]

MAY-102. J.-C. DOUENCE/B. FAURE, « Mayotte : Y a-t-il deux Constitutions ? », *Revue française de droit administratif* 2000, pp. 746-761

MAY-103. G. DURAND, « Mayotte, l'autre île singulaire », *Actualité juridique. Collectivités territoriales* 2016, pp. 84-87

MAY-104. J.-Y. FABERON, « La collectivité départementale de Mayotte : vers un statut de droit commun », in : P. Maurice/M. Chauchat (sous la dir.), *Régime politique, développement et insularité dans l'hémisphère sud*, Univ. Pierre Mendès-France, coll. Cahier ORIHS, 2002, pp. 81-96

MAY-105. J.-Y. FABERON, « Mayotte », in : *Encyclopédie des collectivités territoriales*, Dalloz, 2005, Fasc. 1972

MAY-106. O. GOHIN, « L'évolution du statut de Mayotte au sein de la République française : aspects constitutionnels », *Revue française de droit administratif* 2000, pp. 737-745

MAY-107. O. GOHIN, « Le prochain changement de statut de Mayotte », *Administration* 2001 (n° 189), pp. 11-13

MAY-108. O. GOHIN, « La collectivité départementale de Mayotte : Situation et perspectives », in : Association France Outre-Mer (sous la dir.), *Mayotte à la croisée des chemins*, Association France Outre-Mer, 2002, pp. 16-23

MAY-109. O. GOHIN, « La loi du 11 juillet 2001 relative à Mayotte : quel mode de décentralisation entre la loi du 2 mars 1982 et la réforme du titre XII de la Constitution ? », in : L. Sermet/J. Coudray (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 69-82

MAY-110. O. GOHIN, « Mayotte : la longue marche vers le droit commun », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 5-18 [Lien]

MAY-111. O. GOHIN, « La prochaine consultation sur l'évolution statutaire de Mayotte », *La Semaine juridique. Édition administration et collectivités territoriales* 2009, n° 289 (n° 11/12, pp. 3-4)

MAY-112. O. GOHIN, « Le 'oui' au référendum local du 29 mars 2009, à Mayotte : causes et conséquences », *La Semaine juridique. Édition administration et collectivités territoriales* 2009, n° 566 (n° 19, pp. 5-6)

MAY-113. O. GOHIN, « La mise en œuvre de la départementalisation à Mayotte - Rapport de synthèse », *Revue juridique de l'océan Indien* 2011 (n° 13), pp. 89-97 [Lien]

MAY-114. O. GOHIN, « La départementalisation de Mayotte », *La Semaine juridique. Édition administration et collectivités territoriales* 2011, n° 2019 (n° 3, pp. 12-17)

MAY-115. O. GOHIN, « Mayotte en droit constitutionnel français », *Revue juridique de l'océan Indien* 2013 (n° 17), pp. 7-24 [Lien]

MAY-116. H. JEAN-BAPTISTE, « La question de Mayotte et l'outre-mer français dans l'océan Indien », *Revue économique française* 1989 (n° 1), pp. 9-15

MAY-117. M. JOYAU, « Les relations du (futur) D.O.M. de Mayotte avec les régions et les autres départements », *Revue juridique de l'océan Indien* 2011 (n° 13), pp. 77-88 [Lien]

MAY-118. R. LAVOUX, « Le statut administratif de Mayotte (1841-1976) ou à la quête d'un impossible statut », in : L. Sermet/J. Coudray (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 55-65

MAY-119. A.-M. LE POURHIET, « La Constitution, Mayotte et les autres. Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel du 4 mai 2000 portant sur la loi organisant la consultation de la population de Mayotte », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 2000, pp. 883-902

MAY-120. L. LEGEARD, « Mayotte, 101e département français. Histoire, faits et enjeux », *Les outre-mers français. Actualités et Études* 2012 (vol. 1), pp. 57-81

MAY-121. F. LUCHAIRE, « Le Conseil constitutionnel et la consultation de la population de Mayotte », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2000, pp. 243-257

MAY-122. D. MABA DALI, « Réflexions sur la départementalisation de Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2014 (n° 18), pp. 43-115 [Lien]

MAY-123. I. MAMAYE, « 'Mayotte département', la fin d'un combat ? Le Mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine* 2013 (n° 247), pp. 119-135 [Lien]

MAY-124. F. MICLO, « Le statut de Mayotte dans la République française », in : O. Gohin/P. Maurice (sous la dir.), *Mayotte. Actes du colloque universitaire tenu à Mamoudzou les 23 et 24 avril 1991*, Université de La Réunion, 1992, pp. 185-194 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 [vol. 12], pp. 139-146 ; version remaniée publiée in : O. Gohin/P. Maurice [sous la dir.], *Mayotte*, Univ. de la Réunion/LGDJ, 2e éd. 1996, pp. 245-254)

MAY-125. T. M'SAÏDIÉ, « La question autour de la date de l'érection de Mayotte au régime de département », *Revue juridique de l'océan Indien* 2016 (n° 21), pp. 251-255 [Lien]

MAY-126. T. M'SAÏDIÉ, « Mayotte, un département perpétuellement transitoire », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2015, pp. 1093-1118

MAY-127. T. M'SAÏDIÉ, « La réponse juridique à la 'Question de l'Île comorienne de Mayotte' », *Revue juridique de l'océan Indien* 2016 (n° 22), pp. 147-153 [Lien]

MAY-128. T. M'SAÏDIÉ, « L'évolution institutionnelle de Mayotte : les raisons et les solutions », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2016, pp. 791-813

MAY-129. T. M'SAÏDIÉ, « Regard critique sur l'accession de Mayotte au régime de département », in : D. Blanc/F. Cafarelli (sous la dir.), *1946-2016 – soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine. Entre unité constitutionnelle et diversité législative*, PUAM, 2018, pp. 113-129

MAY-130. A. ORAISON, « La collectivité territoriale de Mayotte à la croisée des chemins : la double auto-détermination des Mahorais », *Revue de l'Océan Indien* 1984 (n° 54), pp. 28-35

MAY-131. A. ORAISON, « Réflexions générales sur le nouveau statut administratif provisoire de Mayotte », *Les Petites Affiches* 22 novembre 2001, pp. 4-12

MAY-132. A. ORAISON, « Réflexions générales sur le nouveau statut administratif provisoire de Mayotte (Le processus d'élaboration du statut de 'collectivité départementale' fixé jusqu''à l'horizon 2010' par la loi du 11 juillet 2001 'relative à Mayotte') », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2002, pp. 46-61

MAY-133. R. PIASTRA, « Le Conseil constitutionnel, juge de la constitutionnalité d'une loi prévoyant un référendum local à Mayotte », *Les Petites Affiches* 27 juillet 2000, pp. 12-18

MAY-134. J.-M. PONTIER, « La loi du 11 juillet 2001, Présentation générale des enjeux juridiques de la loi », in : L. Sermet/J. Coudray (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 101-115

MAY-135. F. RAKOTONDRAHASO, « Aperçu rapide des décrets relatifs à la départementalisation de Mayotte », *La Semaine juridique. Édition administration et collectivités territoriales* 2011, n° 2256 (n° 29, pp. 27-28)

MAY-136. E. RICHARD, « Une collectivité en devenir : enjeux et implications de la départementalisation de Mayotte », in : J. Daniel (sous la dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement*, L'Harmattan, 2011, pp. 85-103

MAY-137. F. ROUSSEL, « Mayotte face au défi migratoire : les limites de l'assimilation juridique », *Revue française de droit administratif* 2013, pp. 265-270

MAY-138. A. ROUX, « La place de Mayotte dans les collectivités d'outre-mer depuis la révision constitutionnelle de 2003 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 42-55

MAY-139. E. ROUX, « L'octroi des compétences à la collectivité départementale de Mayotte : alignement ou transfert », in : L. Sermet/J. Coudray (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 129-151

MAY-140. F. SAUVAGEOT, « Mayotte et l'article 72 de la Constitution. Des solutions possibles à celle retenue par le législateur », in : L. Sermet/J. Coudray (sous la dir.), Mayotte dans la République, Montchrestien, 2004, pp. 83-99

MAY-141. P. SCHULTZ, « Le statut constitutionnel et administratif de Mayotte », *Recueil Penant* 1986, pp. 97-128

MAY-142. J.-Ph. THIELLAY, « La loi du 11 juillet 2001 : un nouveau départ pour Mayotte dans la République », *L'actualité juridique. Droit administratif* 2002, pp. 106-112

MAY-143. J.-Ph. THIELLAY, « La perspective 2004-2010 pour la collectivité départementale de Mayotte », in : L. Sermet/J. Coudray (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 117-128

MAY-144. M. VERPEAUX, « Mayotte où la double consultation », *L'actualité juridique. Droit administratif* 2009, p. 505

MAY-145. M. VERPEAUX, « Le nouveaux Département de Mayotte. Espoirs et réalités », *L'actualité juridique. Droit administratif* 2011, pp. 1725-1729

RAPPORTS PUBLICS

MAY-146. F. BONNELLE (sous la dir.), *Réflexions sur l'avenir institutionnel de Mayotte : rapport au secrétaire d'État à l'outre-mer*, La Documentation française, 1998, 128 pp. [Lien]

MAY-147. COUR DES COMPTES, *La départementalisation de Mayotte. Une réforme mal préparée, des actions prioritaires à conduire*, Cour des comptes, 2016, 164 pp. [Lien]

MAY-148. J. FLOCH, *Rapport sur le projet de loi organisant une consultation de la population de Mayotte*, Doc. AN n° 2304 (2000), 99 pp. [Lien]

MAY-149. J.-J. HYEST *et al.*, *Départementalisation de Mayotte : sortir de l'ambiguïté, faire face aux responsabilités*, Doc. Sénat n° 115 (2008-09), 119 pp. [Lien]

MAY-150. D. QUENTIN/P. GOSSELIN/R. DOSIERES, *Rapport d'information sur les perspectives de départementalisation de Mayotte*, Doc. AN n° 1485 (2009), 99 pp. [Lien]

MAY-151. J.-P. SUEUR/C. COINTAT/F. DESPLAN, *Mayotte : un nouveau département confronté à de lourds défis*, Doc. Sénat n° 675 (2011-12), 140 pp. [Lien]

1. DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX | *HUMAN RIGHTS LAW*

MAY-152. V. BERGER, « Le droit international et européen des droits de l'homme et Mayotte », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 333-342

2. DROIT ÉLECTORAL | *ELECTORAL LAW*

MAY-153. H. BÉRINGER, « Mayotte, le vote républicain et les bulletins de couleurs. Note sous CE, 28 juin 2000, n° 222181 », *Les Petites Affiches* 22 mai 2001, pp. 23-25

→ sur le référendum relatif au traité constitutionnel européen, v. *supra* réf. **MAY-73**

3. CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LITIGATION*

→ sur la jurisprudence constitutionnelle en matière de statut civil de droit local, v. *infra* réf. **MAY-210**

B. DROIT ADMINISTRATIF | *ADMINISTRATIVE LAW*

MAY-154. A. CHACOUROU, « Le régime administratif et financier de Mayotte », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 (vol. 12), pp. 265-278

1. DROIT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL | *GENERAL ADMINISTRATIVE LAW* […]

2. DROIT DES SERVICES PUBLICS | *PUBLIC SERVICE LAW* […]

3. DROIT ADMINISTRATIF DES BIENS ET DROIT DE L'URBANISME | *PUBLIC PROPERTY LAW AND PLANNING LAW*

MAY-155. G. KALFLECHE, « La problématique de la maîtrise des sols par les personnes publiques à Mayotte (Domanialité public / urbanisme) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2011 (n° 13), pp. 65-75 [Lien]

MAY-156. F. SAUVAGEOT, « Le droit de l'urbanisme à Mayotte : état des lieux et perspective départementale », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 181-201 [Lien]

4. DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (ADMINISTRATION LOCALE) | *LOCAL GOVERNMENT*

MAY-157. J. MOTTES, « Convergence juridique et contrôle de la gestion publique locale mahoraise », in : L. Sermet/J. Coudray (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 153-163

→ sur le statut constitutionnel de Mayotte, v. *supra* réf. **MAY-83 et s.**

5. DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE | *PUBLIC EMPLOYMENT LAW* […]

6. PROCÉDURE ADMINISTRATIVE CONTENTIEUSE | *LITIGATION BEFORE ADMINISTRATIVE COURTS*

MAY-158. M-C. ABLANCOURT, « Rôle et place du Tribunal administratif de Mamoudzou suite à l'adoption de la loi du 11 juillet 2001 relative à Mayotte », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 165-181

MAY-159. P. CRÉGUT, « Le Conseil du contentieux administratif de Mayotte », in : O. Gohin/P. Maurice (sous la dir.), *Mayotte. Actes du colloque universitaire tenu à Mamoudzou les 23 et 24 avril 1991*, Université de La Réunion, 1992, pp. 209-221 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 [vol. 12], pp. 279-

291 ; version remaniée publiée in : O. Gohin/P. Maurice [sous la dir.], *Mayotte*, Univ. de la Réunion/LGDJ, 2e éd. 1996, pp. 259-264)

MAY-160. P. CRÉGUT, « Le dernier né des Tribunaux administratifs : celui de la collectivité territoriale de Mayotte », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1992-1994 (vol. 13), pp. 525-530

MAY-161. N. NIVERT, « Le système de visio-audience devant les Tribunaux administratifs de Saint-Denis de La Réunion et de Mamoudzou. Progrès technique, certes. Progrès juridictionnel, à voir… », *Revue juridique de l'océan Indien* 2007 (n° 7), pp. 105-118 [Lien]

C. DROIT FISCAL, DROIT DOUANIER ET FINANCES PUBLIQUES | *TAX LAW, CUSTOMS LAW AND BUDGETARY LAW*

MAY-162. R. BONY-CISTERNES, « La stabilisation du cadre juridique du financement de la collectivité de Mayotte : un enjeu d'achèvement de la départementalisation », *Carnets de recherche de l'océan Indien* 2020 (n° 5) [Lien]

MAY-163. B. GILLE, « Le contrôle financier de la collectivité territoriale de Mayotte », in : O. Gohin/P. Maurice (sous la dir.), *Mayotte. Actes du colloque universitaire tenu à Mamoudzou les 23 et 24 avril 1991*, Université de La Réunion, 1992, pp. 223-232 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 [vol. 12], pp. 293-301 ; version remaniée publiée par C. DECONFIN in : O. Gohin/P. Maurice [sous la dir.], *Mayotte*, Univ. de la Réunion/LGDJ, 2e éd. 1996, pp. 265-270)

MAY-164. N. MOHAMED, « La fiscalité locale à Mayotte à l'épreuve de la départementalisation », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 175-179 [Lien]

MAY-165. F. RAKOTONDRAHASO, « Les futures ressources du département de Mayotte », *La Semaine juridique. Édition administration et collectivités territoriales* 2011, 2255 (n° 29, pp. 23-27)

MAY-166. F. RAKOTONDRAHASO, « Régime douanier et rupéisation », in : J. Dupont-Lassalle/F. Hermet/É. Ralser (sous la dir.), *La départementalisation de Mayotte. Un premier bilan jurdique et économique*, L'Harmattan, 2019, pp. 129-143

MAY-167. R. ROUGEOLLE, « La mise en place du contrôle budgétaire à Mayotte », *Revue française de finances publiques* 2012 (n° 118), pp. 173-190

D. DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE | *PUBLIC BUSINESS LAW*

MAY-168. É. DUGOUJON, « Le Code des marchés publics n'est applicable à Mayotte que depuis le 1er janvier 2008 », *La Semaine juridique. Édition administration et collectivités territoriales* 2008, 2048 (n° 9, pp. 25-26)

V. DROIT PRIVÉ | *PRIVATE LAW*

A. DROIT CIVIL | *CIVIL LAW*

MAY-169. R. CABRILLAC, « La spécificité du droit civil applicable à Mayotte et ses conséquences sur le droit civil », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 93-99

MAY-170. R. CABRILLAC/J.-B. SEUBE, « Pitié pour le Code civil ! (À propos de l'ordonnance n° 2002-1476 du 19 décembre 2002) », *Recueil Dalloz* 2003, pp. 1058-1059

MAY-171. M. IMBERT-QUARETTA, « Code civil et outre-mer, une illustration : Mayotte », in : *Journées d'étude à l'occasion du bicentenaire du Code civil*, vol. 2 : *Le Conseil d'État et le Code civil. Journée du 26 novembre 2004*, éd. des Journaux officiels, 2005, pp. 191-205

MAY-172. C. KUHN/C. POPINEAU, « Mayotte et pratique notariale », *La Semaine juridique Notariale et Immobilière* 2019, 1335 (n° 49, pp. 21-25)

MAY-173. S. RETTERER, « Les incidences privées de la départementalisation de Mayotte », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 1997, pp. 1071-1092

MAY-174. J.-B. SEUBE, « Les articles 2284 à 2302 du Code civil : Mayotte honorée, le Code civil défiguré », *Revue juridique de l'océan Indien* 2002-2003 (n° 3), pp. 153-161 [Lien]

MAY-175. J.-B. SEUBE, « Les techniques de codification : l'expérience mahoraise », *Revue juridique de l'océan Indien* 2003-2004 (n° 4), pp. 85-93 [Lien]

MAY-176. J.-B. SEUBE, « La lisibilité du droit civil à Mayotte. À propos des articles 2284 à 2302 du Code civil », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 225-233

MAY-177. J.-B. SEUBE, « Les causes et les techniques de codification à Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2006 (n° spécial), pp. 20-27 [Lien]

MAY-178. J.-B. SEUBE, « Questions de droit privé à Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 133-137 [Lien]

MAY-179. J.-B. SEUBE, « L'application de la loi à Mayotte », *JurisClasseur Civil Code*, Art. 1, fasc. 50, 2014, 21 pp.

1. DROIT DES PERSONNES | *'LAW OF PERSONS'*

Dossier bibliographique : L'état civil à Mayotte

Bibliographical Portfolio: The 'Civil Status' in Mayotte

MONOGRAPHIES

MAY-180. P. BROSSIER, « L'état civil à Mayotte », in : O. Gohin/P. Maurice (sous la dir.), *Mayotte. Actes du colloque universitaire tenu à Mamoudzou les 23 et 24 avril 1991*, Université de La Réunion, 1992, pp. 233-276 (également reproduit *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 [vol. 12], pp. 327-353 et in : O. Gohin/P. Maurice [sous la dir.], *Mayotte*, Univ. de la Réunion/LGDJ, 2e éd. 1996, pp. 275-316)

MAY-181. J.-F. HORY, « L'introduction à Mayotte du système patronymique », *Études Océan Indien* 2002 (n° 33-34), pp. 255-288

MAY-182. M. M'TRENGOUENI/S. MOUHKTAR/N. GUEUNIER, « 'NOM, Prénom' : une étape vers l'uniformisation culturelle ? Identité et statut juridique à Mayotte », *Revue des sciences sociales de la France de l'Est* 1999 (n° 26), pp. 45-53 [Lien]

MAY-183. C. MOURIAPREGASSIN, « La révision de l'état civil à Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 99-115 [Lien]

MAY-184. S. PARICARD, « L'épreuve des traditions : la création d'un état civil à Mayotte », in C. Neirinck (sous la dir.), *L'État civil dans tous ses états*, LGDJ, 2008, pp. 87-107

MAY-185. F. PERRON, « La Commission de révision de l'état civil à Mayotte », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 345-368

MAY-186. K. SZKLARZ, « La nécessaire réforme de l'état civil ou les progrès de l'état civil », in : Association France Outre-Mer (sous la dir.), *Mayotte à la croisée des chemins*, Association France Outre-Mer, 2002, pp. 48-55

MAY-187. COMMISSION SPECIALE RELATIVE AUX NOMS PATRONYMIQUES A MAYOTTE, *Le Livre des noms et prénoms mahorais. Rapport d'étape remis à Monsieur le Préfet, représentant du Gouvernement à Mayotte et à Monsieur le Procureur de la République*, 1997, 35 pp.

Dossier bibliographique : Le statut civil de droit local à Mayotte

Bibliographical Portfolio: The Local 'Civil Status' of Mayotte

MAY-188. A. ALI, *L'assimilation juridique du statut personnel mahorais*, th. Aix-Marseille, 2016, 506 pp. [Lien]

MAY-189. A. ALI ABDALLAH, « Le statut personnel mahorais à l'aube de la départementalisation de Mayotte », *Les outre-mers français. Actualités et Études* 2012 (vol. 1), pp. 179-208

MAY-190. S. BLANCHY, « Les familles face au nouveau droit local à Mayotte. Continuité, adaptation et redéfinition des pratiques », *Ethnologie française* 2018 (vol. 48/1), pp. 47-56 [Lien]

MAY-191. S. BLANCHY/Y. MOATTY, « Le statut civil de droit local à Mayotte : une imposture ? », *Droit et société* 2012, pp. 117-139 [Lien]

MAY-192. A. BUSSEUIL, « Le statut personnel mahorais dans la départementalisation de Mayotte », in : Y. Combeau/T. Gaillat/Y. Rolland (sous la dir.), *Dire l'océan Indien*, Université de La Réunion/Epica éditions, 2017, vol. 1, pp. 235-251

MAY-193. A. CARBONEILL, « Le pluralisme juridique : hypothèses de conflits et de leurs solutions », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 543-566

MAY-194. A. CHATEAUNEUF, « La procédure de renonciation au statut civil de droit local applicable aux originaires de Mayotte », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 369-391

MAY-195. J.-P. DURAND, « En outre-mer à Mayotte. Intégration du statut personnel de culture musulmane à l'ordre républicain et laïc », *L'année canonique* 2003, pp. 358-362

MAY-196. O. GUILLAUMONT, « Le statut civil de droit local applicable à Mayotte », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2002, pp. 213-230

MAY-197. O. GUILLAUMONT, « La réforme du statut civil de droit local et l'abandon de la polygamie à Mayotte. Loi de programme pour l'outre-mer n° 2003-660 du 21 juillet 2003 (art. 68) », *La Semaine juridique. Édition générale* 2003, act. 417 (pp. 1553-1554)

MAY-198. O. GUILLAUMONT : « Adieu polygamie, répudiation, inégalités successorales… Ou la mort à petit feu du statut civil de droit local applicable à Mayotte et les délices de l'article 75 de la Constitution du 4 octobre 1958 », *Revue juridique et politique des États francophones* 2005, pp. 97-114

MAY-199. O. GUILLAUMONT, « De quelques remarques au sujet de l'article 75 de la Constitution et des règles religieuses et coutumières existant en

matière de mariage à Mayotte », *Droit et Religions. Annuaire* 2006/2007 (vol. 2), t. 1, pp. 131-144

MAY-200. J.-F. HORY, « Statuts personnels et conflits de lois ou conflits de droits à Mayotte », in : Association France Outre-Mer (sous la dir.), *Mayotte à la croisée des chemins*, Association France Outre-Mer, 2002, pp. 43-47

MAY-201. M. KAMARDINE, « La marche mahoraise vers le droit commun… ou de la difficulté de demeurer français », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 19-39 [Lien]

MAY-202. C. KUHN, « Statut personnel et union de droit local à Mayotte. Quelle visibilité pour le droit local ? », *Carnets de recherche de l'océan Indien* 2020 (n° 5) [Lien]

MAY-203. C. KUHN/C. POPINEAU, « La dualité droit commun – droit local : une difficile coexistence », *Revue juridique de l'océan Indien* 2011 (n° 13), pp. 49-63 [Lien]

MAY-204. R. LAFARGUE, « Les contraintes posées par l'article 75 de la Constitution : entre héritage colonial et volonté de modernisation de la société mahoraise », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 305-331

MAY-205. M. LAMARCHE, « État civil et statut personnel à Mayotte (de l'ordonnance de Villers-Cotterêts à la recherche d'une identité pour les Mahorais du 101e département français », *Droit de la famille* 2009 (n° 4), p. 3

MAY-206. F. LEMAIRE, « La question de la libre détermination statutaire des populations d'outre-mer devant le Conseil constitutionnel (La décision n° 2000-428 DC du 4 mai 2000) », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 2000, pp. 907-931

MAY-207. É. RALSER, « Conflits de familles et conflits internes de lois à Mayotte », in : *Familles. Liber amicorum Françoise Ringel*, PUAM, 2007, pp. 281-287

MAY-208. É. RALSER, « Le statut de droit civil applicable à Mayotte. Un fantôme de statut personnel coutumier », *Revue critique de droit international privé* 2012, pp. 733-774

MAY-209. É. RALSER, « L'avenir (incertain ?) du statut personnel mahorais », in : F. Hermet (sous la dir.), *Mayotte : état des lieux, enjeux et perspectives. Regards croisés sur le dernier-né des départements français*, L'Harmattan, 2015, pp. 85-96

MAY-210. C. ROBACZEWSKI, « Jurisprudence du Conseil constitutionnel et de la Cour de cassation en matière de régulation du droit local à Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2007 (n° 7), pp. 151-156 [Lien]

MAY-211. P. SCHULTZ, « Le statut personnel à Mayotte », *Droits et cultures* 1991 (n° 37), pp. 95-114

MAY-212. L. SERMET, « L'article 68 de la loi de programme sur l'outre-mer du 21 juillet 2003. Réflexion sur l'actualisation du statut personnel de droit local à Mayotte », in : J.-Y. Faberon (sous la dir.), *L'outre-mer français : la nouvelle donne institutionnelle*, La Documentation française, 2004, pp. 185-196

MAY-213. J.-B. SEUBE, « Le droit local à Mayotte : une spécificité menacée ? », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 85-92

MAY-214. J.-B. SEUBE, « L'avenir menacé du statut civil de droit local », in : *Familles. Liber amicorum Françoise Ringel*, PUAM, 2007, pp. 249-260

MAY-215. J.-B. SEUBE, « Les dispositions de la loi 'immigration et intégration' touchant au statut civil de droit local de Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 139-143 [Lien]

2. DROIT DE LA FAMILLE | *FAMILY LAW*

MAY-216. S. BLANCHY, « Famille et parenté dans l'archipel des Comores », *Journal des Africanistes* 1992 (vol. 62), pp. 7-53 [Lien]

MAY-217. E. CADOU, « Le statut de l'enfant dans l'océan indien : l'enfant mahorais », *Revue internationale de droit comparé* 2005, pp. 291-343 [Lien]

MAY-218. V. HARMANT, « Quête identitaire et troubles de la filiation : Réflexion sur un cas de possession par les djinns à Mayotte », *L'autre* 2013 (vol. 14, n° 1), pp. 54-62 [Lien]

→ sur le contentieux familial et les (anciennes) juridictions des cadis, v. *infra* réf. **MAY-249 et MAY-250**

3. DROIT DES OBLIGATIONS | *LAW OF OBLIGATIONS* […]

4. DROIT DES BIENS ET DES SÛRETÉS | *PROPERTY LAW AND 'SECURITIES LAW'* […]

B. DROIT DES AFFAIRES | *BUSINESS LAW*

MAY-219. J.-B. SEUBE, « La lisibilité du droit commercial à Mayotte. À propos du livre IX du Code de commerce : attraction du droit métropolitain ou maintien de la singularité mahoraise », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 213-223

MAY-220. J.-B. SEUBE, « Code de commerce et Outre-Mer », *Revue juridique de l'océan Indien* 2008 (n° 8), pp. 19-24 [Lien]

C. DROIT SOCIAL | *SOCIAL LAW*

1. DROIT DU TRAVAIL | *LABOUR LAW*

MAY-221. S. FARNOCCHIA, « Les spécificités du droit du travail mahorais », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 75-83

MAY-222. F. HERMET/A. PARMENTIER/M. PAUL, « Durée légale du travail à Mayotte : le 101e département chausse-t-il du 35 heures ? », in : J. Dupont-Lassalle/F. Hermet/É. Ralser (sous la dir.), *La départementalisation de Mayotte. Un premier bilan jurdique et économique*, L'Harmattan, 2019, pp. 165-199

2. DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE | *SOCIAL PROTECTION LAW*

MAY-223. O. BÉNARD, « La protection sociale à Mayotte à l'ère de la départementalisation », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 203-208 [Lien]

MAY-224. O. BÉNARD, « Les impacts de la départementalisation sur la politique publique en matière de logement social à Mayotte », *Revue juridique de l'océan Indien* 2011 (n° 13), pp. 29-48 [Lien]

D. PROCÉDURE CIVILE | *CIVIL PROCEDURE*

MAY-225. D. VOINOT, « Les spécificités processuelles des territoires français de l'océan indien », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 101-109

→ sur la justice cadiale et l'organisation de la justice dans son ensemble, v. *infra* réf. **MAY-242 et s.**

VI. DROIT PÉNAL | *CRIMINAL LAW*

MAY-226. A. ALI, « Un pas vers l'application des règles communes du Code de procédure pénale à Mayotte. À propos de la décision n° 2016-544 QPC sur la composition et les règles de majorité applicables à la Cour d'assises de Mayotte », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2017, pp. 111-122

VII. DROITS MIXTES | *MIXED FIELDS OF LAW*

A. DROIT FONCIER ET DROIT RURAL | *LAND LAW AND RURAL LAW*

MAY-227. A. ASKANDARI, *L'évolution du marché foncier à Mayotte. De 1841 à nos jours*, L'Harmattan, 2006, 179 pp.

MAY-228. C. BARTHÈS, *Changement institutionnel à Mayotte : transition ou métissage ? La recomposition des pratiques agricoles et foncières face à une politique de « développement »*, th. ENSA Rennes, 2001, 381 pp. [Lien] (version remaniée publiée sous le titre *L'État et le monde rural à Mayotte*, éd. CIRAD/Karthala, 2003, 245 pp.)

MAY-229. P. FORTIN, *Étude de l'impact de la départementalisation de Mayotte sur son système foncier*, mém. ESGT (géographie), 2013, 96 pp. [Lien]

MAY-230. C. BARTHÈS, « Effets de la régularisation foncière à Mayotte. Pluralisme, incertitude, jeux d'acteurs et métissage », *Économie rurale* 2009 (n° 313-314), pp. 99-114 [Lien]

MAY-231. S. BLANCHY, « Les Mahorais et leur terre. Autochtonie, identité et politique », *Droit et cultures* 1999 (n° 37), pp. 165-183

MAY-232. M. LAGARDE, « La législation forestière de la collectivité territoriale de Mayotte », in : O. Gohin/P. Maurice (sous la dir.), *Mayotte*, Univ. de la Réunion/LGDJ, 2e éd. 1996, pp. 329-346

MAY-233. C. POPINEAU, « L'aménagement du territoire et la question de la propriété foncière à Mayotte », in : J. Dupont-Lassalle/F. Hermet/É. Ralser (sous la dir.), *La départementalisation de Mayotte. Un premier bilan jurdique et économique*, L'Harmattan, 2019, pp. 65-70

MAY-234. J.-B. SEUBE/T. REVET, « Prouver sa propriété à Mayotte : entre tradition et modernité. Obs. sous Civ. 3, 15 mai 2008, n° 04-18.932 », *Droit & Patrimoine* 2009 (n° 178), pp. 135-136

B. DROIT DE L'ENVIRONNEMENT | *ENVIRONMENTAL LAW*

MAY-235. V. ROUX, *Droit de l'environnement et développement durable dans une collectivité territoriale française d'Outre-Mer : le cas de Mayotte*, th. Aix-Marseille, 2013, 665 pp. [Lien]

MAY-236. M. TROUVÉ, *La protection de la biodiversité marine à Mayotte*, mém. Limoges, 2020, 107 pp.

MAY-237. K. BALLORAIN/N. NIVERT, « L'évolution statutaire de Mayotte et les enjeux environnementaux : l'exemple de la protection des tortues marines », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° spécial), pp. 209-238 [Lien]

MAY-238. F. LEMAIRE, « La protection des animaux à La Réunion. L'exemple du choix cornélien entre les chats et les pétrels », *Revue semestrielle de droit animalier* 2016 (n° 2), pp. 249-275 [Lien]

MAY-239. É. NAIM-GESBERT, « Les aspects juridiques du développement durable à Mayotte », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 637-651

C. DROIT DE LA SANTÉ | *HEALTH LAW*

MAY-240. C. ROULHAC, « La reconnaissance du caractère discriminatoire du dispositif d'accès aux soins des étrangers en situation irrégulière à Mayotte : une illustration de l'applicabilité et de l'universalité des droits sociaux », *Revue de droit sanitaire et social* 2010, pp. 704-713

VII. ORGANISATION DE LA JUSTICE | *JUDICIAL ORGANIZATION*

MAY-241. P. GUY, *Mayotte et les Comores. Essai de chronique judiciaire (1848-1960)*, 1972, 173 pp.

MAY-242. M. SAIDAL, *L'organisation de la justice à Mayotte depuis 1841*, th. Paris 5, 2001, 543 pp.

MAY-243. J.-B. FALDUTO/J.-C. ESCARRAS, « La disparition du particularisme mahorais en matière juridictionnelle : la fin de la justice cadiale ? », *Procédures* 2010, alerte 35

MAY-244. J.-B. FLORI, « L'organisation judiciaire de Mayotte », in : O. Gohin/P. Maurice (sous la dir.), *Mayotte. Actes du colloque universitaire tenu à Mamoudzou les 23 et 24 avril 1991*, Université de La Réunion, 1992, pp. 197-208 (également reproduit in : *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1990-1991 [vol. 12], pp. 303-314)

MAY-245. J.-B. FLORI, « Le Tribunal supérieur d'appel de Mayotte : cheminement entre spécificité et assimilation », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 413-430

MAY-246. M. HACHIMI ALAOUI/E. LEMERCIER, « Que faire des cadis de la République ? Enquête sur la reconfiguration de l'institution cadiale à Mayotte », *Ethnologie française* 2018 (vol. 48/1), pp. 37-46 [Lien]

MAY-247. J.-F. HORY, « À propos de quelques coutumes mahoraises. Les procédures infrajudiciaires de règlement des conflits », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 393-411

MAY-248. M. LEFEBVRE, « La Chambre d'annulation musulmane de Mayotte. Îlot de cohabitation entre la *Chariâ'ah* et le droit européen », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 431-438

MAY-249. Y. MOATTY, « Une espèce endémique : le juge des enfants de Mayotte, un caméléon judiciaire entre droit commun et droit local », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 469-495

MAY-250. Z. NOURDINE-ABDALLAH, « Le contentieux familial à Mayotte et la disparition de la juridiction des Cadis », in : J. Dupont-Lassalle/F. Hermet/É. Ralser (sous la dir.), *La départementalisation de Mayotte. Un premier bilan jurdique et économique*, L'Harmattan, 2019, pp. 31-46

MAY-251. L. SERMET, « Regards sur la justice musulmane à Mayotte », *Droits et cultures* 1999 (n° 37), pp. 185-201

MAY-252. L. SERMET, « Pour une réforme de la justice musulmane à Mayotte », in : J. Coudray/L. Sermet (sous la dir.), *Mayotte dans la République*, Montchrestien, 2004, pp. 439-468

MAY-253. L. SERMET, « Les Amérindiens de Guyane devant la justice et l'exemple de la justice cadiale à Mayotte », in : J.-Y. Faberon (sous la dir.), *Les collectivités françaises d'Amérique au carrefour des institutions*, La Documentation française, 2006, pp. 99-114

MAY-254. A. SIRI/G. BOUDOU, *v°* Justice cadiale, in : G. Giraudeau/M. Maisonneuve (sous la dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, LexisNexis, 2021, pp. 294-304

→ sur l'organisation de la justice administrative à Mayotte, v. *supra* réf. **MAY-158 et s.**

Mozambique

Deuxième pays lusophone d'Afrique par sa population et sa superficie, le Mozambique est une ancienne colonie du Portugal qui a accédé à l'indépendance, en 1975, au terme d'une guerre d'indépendance de dix ans. Gouverné par l'ancien mouvement indépendantiste, le FRELIMO, qui a abandonné l'idéologie marxiste-léniniste en 1992, la République du Mozambique est aujourd'hui membre de la Communauté des pays de langue portugaise, de l'Organisation internationale de la francophonie, du Commonwealth et de l'Organisation de la coopération islamique.

Le droit mozambicain se caractérise par ses liens historiques avec le droit portugais. À titre d'exemple, le code civil applicable dans le pays est celui du Portugal, en vigueur au moment de l'accession à l'indépendance. La majorité des études doctrinales sont publiées en langue portugaise et un nombre considérable d'ouvrages sont parus chez des éditeurs portugais ou brésiliens. Néanmoins, la présence de quelques juristes francophones au Mozambique et les liens entretenus avec les universitaires français (notamment de l'Université de La Réunion) ont permis la réalisation d'études en langue française, surtout dans le domaine du droit des collectivités territoriales.

Comme dans d'autres pays de l'océan Indien, il n'y a guère de revues juridiques établies. Pendant la période communiste, le magazine *Justiça popular* a cherché à vulgariser les recherches juridiques, notamment sur les modes traditionnels de règlement des différends. La faculté de droit de l'Université Eduardo Mondlane a lancé en 1996 une *Revista jurídica* dont sept numéros sont parus jusqu'en 2004. On ne peut que regretter que ce périodique dont les contributions couvraient l'ensemble des branches du droit, n'ait pu se maintenir.

Au Mozambique, il n'existe pas de bibliothèque de droit à proprement parler. Créée en 1962 comme un centre d'enseignement supérieur, l'Université Eduardo Mondlane dispose d'une bibliothèque universitaire dont le fonds documentaire compte de nombreux ouvrages juridiques[1].

[1] Le catalogue de la bibliothèque est accessible en ligne : http://bce.uem.mz/site/php/index.php. Le site internet de la bibliothèque permet également d'accéder à la version dématérialisée des mémoires de fin d'études qui ont été soutenus à l'université, notamment en droit (http://www.repositorio.uem.mz/).

Les centres de documentation d'autres établissements d'enseignement supérieur, tels que l'Université catholique de Mozambique[1], peuvent également faciliter l'accès aux sources. Par ailleurs, il faut mentionner l'existence d'un Institut de coopération juridique (*Instituto de cooperação jurídica*) à l'Université de Lisbonne, au sein duquel ont été préparées des études de droit mozambicain[2]. Enfin, signalons le portail d'information LegisPalop, créé sous l'égide la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), qui permet, sur abonnement, un accès à la législation et jurisprudence mozambicaines[3].

Mozambique is the second largest lusophone country of Africa by population and geographical size. It was a Portuguese colony until 1975 when it became independent after ten years of war. Since then, the Republic of Mozambique has been governed by the former nationalist movement FRELIMO which abandoned its Marxist-Leninist ideology in 1992. Today, the country is a member of the Community of Portuguese Language Countries, the International Organisation of La Francophonie, *the Commonwealth and the Organisation of Islamic Cooperation.*

The law of Mozambique is characterized by its historical ties with Portuguese law. For instance, the Civil Code applicable in Mozambique is the Portuguese Civil Code in force at the time of independence. Legal research is primarily conducted in Portuguese and a considerable number of books are published by Portuguese or Brazilian publishing houses. However, the presence of some French-speaking lawyers in Mozambique, and the existing relations with French academics (particularly from the University of Reunion Island), have made it possible to carry out some studies in French, especially in the field of local government.

As in other territories of the Indian Ocean, there are only a few law journals, published from time to time. During the communist period, the magazine Justiça Popular *tried to ensure the dissemination of legal research, particularly research on the traditional methods of dispute resolution. In 1996, the Faculty of Law of the Eduardo Mondlane University in Maputo launched its own law journal (*Revista jurídica*). It is regrettable that this journal, covering all branches of law, ceased to*

[1] Pour accéder au catalogue de la bibliothèque, v. le site internet http://koha.ucm.ac.mz/.

[2] http://www.fd.ulisboa.pt/investigacao/producao-cientifica/estudos-direito-africano/.

[3] https://www.legis-palop.org (sans abonnement, un accès très restreint est possible après enregistrement).

exist in 2004.

There is no specific law library in Mozambique. Set up in 1962 as a centre for higher education, the Eduardo Mondlane University has its own library with a collection of legal resources (books and periodicals).[1] *The documentation centres of other universities, such as the Catholic University of Mozambique,*[2] *may also give access to Mozambican sources. Special mention has to be made of the Institute of Legal Cooperation of the University of Lisbon (*Instituto de cooperação jurídica*), where a large number of in-depth studies on the law of Mozambique have been carried out.*[3] *Finally, the information portal LegisPalop is also worth mentioning; this was established under the aegis of the Community of Portuguese Language Countries (CPLP) and gives access to the legislation and case law of Mozambique, but only with a subscription.*[4]

I. GÉNÉRALITÉS SUR LE DROIT MOZAMBICAIN | *GENERAL SOURCES ON THE LAW OF MOZAMBIQUE*

MOZ-1. B. ALFREDO, *Noções elementares de Direito*, Maputo, 2014, 333 pp.

MOZ-2. M. GUADAGNI, *Il diritto in Mozambico. Introduzione al sistema giuridico di un paese africano*, éd. Università degli Studi di Trento. Facultà di Giurisprudenza, 1989, 274 pp.

MOZ-3. G. FEIX, « Zum aktuellen Stand der Gesetzlichkeit in der Volksrepublik Mozambique », *Staat und Recht* 1979 (vol. 28), pp. 913-920

MOZ-4. M. GUADAGNI, « Mozambique », in : R. Sacco (sous la dir.), *Le droit africain. Anthropologie et droit positif*, Dalloz, 2009, pp. 431-439

[1] *The library catalogue is available online:* http://bce.uem.mz/site/php/index.php. *The website of the library also provides access to the electronic version of some master dissertations on legal issues (*http://www.repositorio.uem.mz/*).*

[2] *The library catalogue is available on the website of the university:* http://koha.ucm.ac.mz/.

[3] http://www.fd.ulisboa.pt/investigacao/producao-cientifica/estudos-direito-africano/.

[4] https://www.legis-palop.org *(without a subscription, restricted access to some resources is possible after registration).*

MOZ-5. A. ISAACMAN/B. ISAACMAN, « Creating a new legal system », *Africa Report* 1981 (n° 26), pp. 19-22

MOZ-6. B. ISAACMAN/A. ISAACMAN, « A socialist legal system in the making: Mozambique before and after independence », in : R. Abel (sous la dir.), *The politics of informal justice*, Academic Press, 1982, pp. 281-323

II. SOURCES DU DROIT | *LEGAL SOURCES*

MOZ-7. A. MARQUES GUEDES, *O Estudo dos Direitos Africanos. Estado, Sociedade, Direito e Poder*, Almedina, 2004, 216 pp.

MOZ-8. J. OBARRIO, *The spirit of the laws in Mozambique*, th. Columbia University (États-Unis), The University of Chicago Press, 2014, 274 pp. (compte-rendu de D. BURBIDGE, in : *African Affairs* 2015 [vol. 114], pp. 478-479)

MOZ-9. J. GOUVEIA, « As fontes do Direito de Moçambique », *Revista do Direito de Língua Portugues* 2015 (n° 6), pp. 107-135 [Lien]

MOZ-10. A. SACHS, « Mozambique: the survival of legal doctrine in a revolutionary society », *International Journal of the Sociology of Law* 1979 (vol. 7), pp. 31-36

MOZ-11. A. SACHS, « The two dimensions of socialist reality: recent experience in Mozambique », *International Journal of Sociology of Law* 1985 (vol. 13), pp. 133-146 [Lien]

A. RECUEILS DE TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES | *DIGESTS OF LEGISLATION*

MOZ-12. *Boletim Oficial*, Imprensa Nacional, 1854-1975

MOZ-13. *Boletim da República*, Imprensa Nacional, 1975-

MOZ-14. *Principal Legislação promulgada pelo Governo*, 1975-

MOZ-15. A. COTA MESQUITA, *Indices alfabético e cronólogico da principal legislação publicada nos Boletins Oficiais da Colónia de Moçambique desde 1854 a 1920*, Imprensa Nacional, 1941, 663 pp.

MOZ-16. F. PINTO RAMOS, *Resumo sinóptico de legislação da Província de Moçambique*

- vol. 1 : 1900-1954, Artes Gráficas, 1955, 611 pp.
- vol. 2 : 1955-1956, Grafitécnica, 1957, 106 pp.
- vol. 3 : 1957-1958, Grafitécnica, 1959, 80 pp.
- vol. 4 : 1959-1963, Sociedade do Niassa, 1964, 231 pp.
- vol. 5 : 1964-1965, Sociedade do Niassa, 1966, 89 pp.

MOZ-17. J. CARAMONA RIBEIRO, *Sumários do Buletim Oficial de Moçambique, anos de 1855-1965*, Barbosa e Xavier, [1968], 924 pp.

B. RECUEILS DE JURISPRUDENCE | *DIGESTS OF CASE LAW*

MOZ-18. G. CISTAC (sous la dir.), *Jurisprudência Administrativa de Moçambique*,

- vol. 1 : 1994-1999, Tribunal Administrativo, 2003, 897 pp.
- vol. 2 : Textos Editores, 2007, 639 pp.

MOZ-19. J. F. GUIBUNDA, *100 Acórdãos da Jurisdição Administrativa com Sumarios e Resumos*, Alcance Editores, 2012, 335 pp.

C. COUTUMES ET DROIT MUSULMAN | *CUSTOMARY AND RELIGIOUS LAW*

MOZ-20. J. I. ABUDO, *Direito a alimentos na lei e à luz das práticas e normas baseadas na tradição e no Islam*, Maputo, 2006, 41 pp.

MOZ-21. I. BAPTISTA-LUNDIN/F. MACHAVA (sous la dir.), *Autoridade e Poder Tradicional*, Ministério da Administração Estatal, 2 vol., 1995-1998

MOZ-22. B. BUCHILI, *O pluralismo jurídico e a realidade sociocultural de Moçambique*, th. Univ. Porto Alegre (Brésil), 2006 [Lien]

MOZ-23. M. CORREIO DE MATOS, *Portuguese law and administration in Mozambique and their effect on costumary land laws of three tribes of the Lake Nyasa region*, th. Londres, 1969, 373 pp.

MOZ-24. A. MARQUES GUEDES/M. J. LOPES, *State and Traditional Law in Angola and Mozambique*, Almedina, 2006, 261 pp.

MOZ-25. M. MENESES, *Traditional authorities in Mozambique : between legitimisation and legitimacy*, Oficina do CES, 2005, 30 pp. [Lien]

MOZ-26. M. MENESES, *Pluralism, Law and Citizenship in Mozambique: Mapping the Complexity*, CES-FEUC, 2007, 51 pp. [Lien]

MOZ-27. C. M. SERRA, *Estado, pluralismo jurídico e recursos naturais: avanços e recuos na construção do Direito Moçambicano*, th. Lisbonne/ISCTEM, Escolar Editora, 2014, 792 pp.

MOZ-28. G. ESPADA, « Codificação de Usos e Costumes em Moçambique no Século XIX – inícios do século XX », *Revista do Direito de Língua Portugues* 2015 (n° 5), pp. 97-133 [Lien]

MOZ-29. S. GLOPPEN *et al.*, « Does Legal Tradition Matter? The Emerging Accountability Functions of Mozambican High Courts », in : *Courts and Power in Latin America and Africa*, Palgrave Macmillan, 2010, pp. 127-147

MOZ-30. C. V. J. JUNIOR, « Pluralismo Jurídico: o Palimpsesto Político e Jurídico em Moçambique e Direito de Pasárgada no Brasil », *Cadernos do Programa de Pós-Graduação em Direito/UFRGS* 2013, pp. 447-497 [Lien]

MOZ-31. H. KYED, « The Politics of Legal Pluralism: State Policies on Legal Pluralism and Their Local Dynamics in Mozambique », *Journal of Legal Pluralism* 2009 (vol. 59), pp. 87-120 [Lien]

MOZ-32. H. KYED, « Traditional Authority and Localization of State Law: The Intricacies of Boundary Making in Policing Rural Mozambique », in : S. Jensen/A. Jefferson (sous la dir.), *State Violence and Human Rights*, Routledge, 2009, pp. 40-59

MOZ-33. H. KYED/L. BUUR, « New Sites of Citizenship: Recognition of traditional authority and group-based citizenship in Mozambique », *Journal of Southern African Studies* 2006 (vol. 32), pp. 563-581

MOZ-34. V. LOURENÇO, « Entre Estado e Autoridades Tradicionais em Moçambique: Velhas Aporias ou Novas Possibilidades Políticas? », *Revista Lusófona de Ciência Política e Relações Internacionais* 2007 (n° 5/6), pp. 195-207 [Lien]

MOZ-35. E. MABASSO, « Língua oficial, direito positivo e direito costumeiro nas Esquadras de Moçambique: Um caso para a linguística forense », *Revista Científica da Universidade Eduardo Mondlane: Série C Letras e Ciências Sociais* 2012 (vol. 1), pp. 40-61 [Lien]

MOZ-36. M. MENESES, « Toward inter-legality? Traditional healers and the law in post-colonial Mozambique », *Beyond Law* 2004 (vol. 30), pp. 7-31

MOZ-37. M. MENESES, « Poderes, direitos e cidadania: O 'retorno' das autoridades tradicionais em Moçambique », *Revista Crítica de Ciências Sociais* 2009 (n° 87), pp. 9-42 [Lien]

MOZ-38. M. MENESES *et al.*, « As autoridades tradicionais no contexto do pluralismo jurídico », in : B. de Sousa Santos/J. Trindade (sous la dir.), *Conflito e transformação social : uma paisagem das justiças em Moçambique*, éd. Afrontamento, 2003, vol. 2, pp. 341-426

MOZ-39. M. LEITAO MARQUES/J. PEDROSO, « Etnicidades, Nacionalismo e o Estado: Transição Inacabada », in : B. Santos/J. Trindade (sous la dir.), *Conflito e transformação social : uma paisagem das justiças em Moçambique*, éd. Afrontamento, 2003, vol. 2, pp. 35-62

MOZ-40. R. M. PEREIRA, « A 'Missão Etognósica de Moçambique'. A codificação dos 'usos e costumes indígenas' no direito colonial português », *Cadernos de Estudos Africanos* 2001 (n° 1), pp. 125-177 [Lien]

MOZ-41. D. PIMENTEL, « Legal Pluralism in Post-Colonial Africa: Linking Statutory and Customary Adjudication in Mozambique », *Yale Hu-*

man Rights & Development Law Journal 2011 (vol. 14), pp. 59-104 [Lien]

MOZ-42. M. RAYNAL, « O Pluralismo Jurídico et Judiciário em África: do mito africano às realidades moçambicanas », *Revista jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 1997 (n° 3), pp. 7-32

MOZ-43. B. de SOUSA SANTOS, « The Heterogeneous State and Legal Pluralism in Mozambique », *Law & Society Review* 2006 (vol. 40), pp. 39-76 [Lien]

III. DROIT INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL LAW*

MOZ-44. F. BASTOS, « O Direito Internacional na Constituição moçambicana », *O direito* 2010 (vol. 142), pp. 435-464 (également reproduit in : *Direito constitucional em homenagem a Jorge Miranda*, Del Rey, 2011, pp. 171-202) [Lien]

MOZ-45. E. MACÚACUA, « A problemática da posição hierárquica do Direito Internacional na ordem jurídica Moçambicana », *Julgar Online* novembre 2020, pp. 1-29 [Lien]

MOZ-46. F. PEREIRA COUTINHO, « O Direito Internacional na Ordem Jurídica Moçambicana », in : J. B. Gouveia/F. Pereira Coutinho (sous la dir.), *O Direito Internacional Público nos Direitos de Língua Portuguesa*, CEDIS, 2018, pp. 229-263 [Lien]

A. DROIT INTERNATIONAL PUBLIC | *PUBLIC INTERNATIONAL LAW*

MOZ-47. M. CHICONELA, « L'action de l'Union européenne au Mozambique », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 179-188

MOZ-48. W. GEHRKE, « The Mozambique Crisis: A Case for United Nations Military Intervention », *Cornell International Law Journal* 1991 (vol. 24), pp. 135-164 [Lien]

MOZ-49. M. SINJELA, « Mozambique: A Successful Conflict Resolution », *African Yearbook of International Law* 1996 (vol. 4), pp. 37-49

1. TRAITÉS INTERNATIONAUX | *INTERNATIONAL TREATIES* […]

2. ORGANISATIONS INTERNATIONALES | *INTERNATIONAL ORGANIZATIONS*

→ sur la Commission de l'océan Indien, v. *infra* réf. **TRV-18 et s.**

3. DROIT DE LA MER | *LAW OF THE SEA*

MOZ-50. V. VIRGILIO, *Direitos e deveres do Estado Moçambicano na zona económica exclusive*, mém. Lisbonne, 2011, 138 pp.

MOZ-51. A. CHIRCOP/J. FRANCIS, « Governance of Marine Protected Areas in East Africa: A Comparative Study of Mozambique, South Africa, and Tanzania », *Ocean Development and International Law* 2010 (vol. 41), pp. 1-33 [Lien]

MOZ-52. A. TAVARES DE PINHO, *Projecto de regulamento da pesca maritima Moçambique*, FAO, 1994, 62 pp.

→ sur le droit de la mer dans l'océan Indien, v. *infra* **TRV-33 et s.**

B. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL | *PRIVATE INTERNATIONAL LAW AND INTERNATIONAL COMMERCIAL LAW*

MOZ-53. G. CISTAC, *Aspectos jurídicos da integracção regional*, Escolar Editora, 2012, 387 pp.

MOZ-54. A. PEREIRA DO COUTO, *Les pays africains lusophones dans le système des accords de Lomé*, th. Aix-Marseille 3, 1995, 270 pp.

MOZ-55. A. ZACARIAS MACHAVA, *Free trade and regional integration in a globalized world: The Case of Southern Africa Development Community and its impact in Mozambique*, mém. Macao, 2008, 127 pp.

MOZ-56. G. CISTAC, « Le regard du Mozambique et de la SADC [sur le droit de l'OHADA] : entre indifférence et espérance », *Revue juridique de l'océan Indien* 2010 (n° 11), pp. 63-69 [Lien]

MOZ-57. D. MOURA VICENTE, *v°* Mozambique, in : J. Basedow/G. Rühl/F. Ferrari/P. de Miguel Asensio (sous la dir.), *Encyclopedia of Private International Law*, Elgar, 2017, pp. 2354-2357

IV. DROIT PUBLIC | *PUBLIC LAW*

A. DROIT CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LAW*

MOZ-58. L. BARBOSA RODRIGUES/S. ALVES/J. NGUENHA, *Constituição da Republica de Moçambique e Legislação Constitucional*, Almedina, 2006, 947 pp.

MOZ-59. B. CAMURCA/R. SCHATTENFROH, *Die Verfassung der Republik Moçambique vom 30.11.1990*, Sonderband 6 der DASP-Hefte (Nr. 27), 1991, 102 pp.

MOZ-60. J. N. CARRILHO, *Colectânea de legislação constitucional*, CFJJ, 2009, 701 pp.

MOZ-61. A. CHUVA *et al.*, *Estudos de Direito Constitucional Moçambicano – contributo para reflexão*, CFJJ, 2012, 511 pp.

MOZ-62. G. CISTAC (sous la dir.), *Contributo para o Debate sobre a Revisão Constitucional*, Univ. Eduardo Mondlane, 2004, 362 pp.

MOZ-63. E. DA GRAÇA MACUACUA, *Constituição da Republica de Moçambique*, Escolar Editora, 2018, 107 pp.

MOZ-64. J. GOUVEIA, *Reflexões sobre a próxima revisão da Constituição Moçambicana de 1990*, Minerva Central, 1999, 52 pp. (également reproduit sous le titre « A próxima revisão da Constituição de Moçambique de 1990 – um comentário », in : *Revista da Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa* 1998, pp. 709-740 et in : *Revista Jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 2000 [vol. 4], pp. 27-61)

MOZ-65. J. GOUVEIA, *Direito constitucional de Moçambique (parte geral : parte especial)*, Universidade de Lisboa, 2015, 724 pp.

MOZ-66. A. KOGONDAH ZENTHO BADY, *Naissance et évolution d'un État par la lutte de libération nationale : La République populaire du Mozambique*, th. Paris 1, 1982, 599 pp.

MOZ-67. J. MIRANDA, *As novas Constituições de Cabo Verde, São Tomé e Príncipe e Moçambique*, AAFDL, 1991, 189 pp.

MOZ-68. A. ROSENFELD, *Die Verfassungsentwicklung von Mosambik: ein Beitrag zur rechtsstaatlichen Transformation im südlichen Afrika*, th. Munich, Peter Lang, 2001, 298 pp.

MOZ-69. A. SACHS (sous la dir.), *Principles of revolutionary justice: the Constitution and other documents on law and state from the People's Republic of Mozambique*, MAGIC, 1979, 62 pp.

MOZ-70. A. SIMANGO, *Introdução à Constituição Moçambicana*, AAFDL, 1999, 136 pp.

MOZ-71. L. BUUR/H. KYED, « Contested Sources of Authority: Reclaiming State Sovereignty and Formalizing Traditional Authority in Post-conflict Mozambique », *Development and Change* 2006 (vol. 37), pp. 847-869 [Lien]

MOZ-72. M. CAHEN, « Unicidade, unidade ou pluralismo do Estado? », in : J. Magode (sous la dir.), *Moçambique: Etnicidades, Nacionalismo e o Estado. Transição Inacabada*, Centro de Estudos Estratégicos e Internacionais, 1996, pp. 18-39

MOZ-73. V. CANAS, « O sistema de governo moçambicano na Constituiçao de 1990 », *Revista Luso-Africana de Direito* 1997, pp. 167-178

MOZ-74. G. CISTAC, « Historia inacapada de uma revisão constitucional anunciada », in : *Proposta de Revisão Constitucional para Boa Governação*, CIEDIMA, 2011, pp. 23-51

MOZ-75. G. CISTAC, « Historia da Evolução Constitucional da Patria Amada », in : B. Pequenino (sous la dir.), *Evolução Constitucional da Patria Amada*, CEDIMO, 2009, pp. 7-112

MOZ-76. G. CISTAC, « Olhar Critico sobre o Projecto de Revisão da Constituição: Questões de método », in : G. Cistac (sous la dir.), Contributo para o Debate sobre a Revisão Constituciona, Universidade Eduardo Mondlane, 2004, pp. 7-42

MOZ-77. F. CONSTANTIN, « Chronique politique et constitutionnelle. Mozambique. 1975 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 465-485

MOZ-78. F. CONSTANTIN, « Chronique politique et constitutionnelle. Mozambique. 1977 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 (vol. 4), pp. 461-483

MOZ-79. F. CONSTANTIN, « Chronique politique et constitutionnelle. Mozambique. 1978 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1978 (vol. 5), pp. 347-370

MOZ-80. F. CONSTANTIN, « Chronique politique et constitutionnelle. Mozambique. 1979 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1979 (vol. 6), pp. 333-349

MOZ-81. F. CONSTANTIN, « Chronique politique et constitutionnelle. Mozambique (1980-81) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1981 (vol. 8), pp. 301-315

MOZ-82. D. DARBON, « Chronique politique et constitutionnelle. Mozambique : La fin… et les moyens. 1983-1984 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1984-1985 (vol. 10), pp. 351-370

MOZ-83. J. GOUVEIA, « O princípio democrático no novo Direito Constitucional Moçambicano », *Revista da Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa* 1995, pp. 457-491

MOZ-84. J. GOUVEIA, « A Próxima Revisão da Constituição de Moçambique de 1990 – Um Comentário », *Revista da Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa* 1998, pp. 709-740 (également reproduit in : *Revista Jurídica da Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 2000 [vol. 4], pp. 27-61)

MOZ-85. M. HALL/T. YOUNG, « Recent Constitutional Developments in Mozambique », *Journal of African Law* 1991 (vol. 35), pp. 102-115 [Lien]

MOZ-86. H. MARDEK, « Die Verfassung der Volksrepublik Moçambique – ein programmatisches antiimperialistisches Rechtsdokument », *Staat und Recht* 1975 (vol. 24), pp. 1552-1561

1. INSTITUTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES | *POLITICAL AND ADMINISTRATIVE INSTITUTIONS*

MOZ-87. V. CANAS, « O sistema de governo moçambicano na Constituição de 1990 », *Revista luso-africana de direito* 1997 (n° 1), pp. 167-178

MOZ-88. B. F. SICOCHE, « Reforma das Instituições Políticas em Moçambique », *Revista da Faculdade de Direito da Universidade Federal de Minas Gerais* 2014 (n° 65), pp. 91-119 [Lien]

2. DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX | *HUMAN RIGHTS LAW*

MOZ-89. V. IGREJA, « Mozambique », in : L. Stan/N. Nedelsky (sous la dir.), *Encyclopedia of Transitional Justice*, vol. 2, CUP, 2013, pp. 305-311 [Lien]

MOZ-90. V. IGREJA/E. SKAAR, « A Conflict Does Not Rot: State and Civil Society Responses to Civil War Offences in Mozambique », *Nordic Journal of Human Rights* 2013 (vol. 13), pp. 149-175 [Lien]

MOZ-91. S. NKAMATE, « The Struggle for the Recognition of Human Rights in Mozambique: Advances and Setbacks », *sur. International Journal on Human Rights* 2014 (vol. 20), pp. 219-224 [Lien]

MOZ-92. C. OMLOO, « Steps towards Linking Development Policy and Human Rights: The Netherlands and Mozambique », *Human Rights in Development* 1997 (vol. 4), pp. 35-59

MOZ-93. F. RODRIGUES, « A próxima revisão da Constituição de Moçambique: ampliação das liberdades como factor de desenvolvimento », *Revista do Direito de Língua Portugues* 2014 (n° 4), pp. 23-68 [Lien]

MOZ-94. G. J. ROSSOUW/E. MACAMO, « Church-State Relationship in Mozambique », *Journal of Church and State* 1993 (vol. 35), pp. 537-546 [Lien]

MOZ-95. L. B. SERAPIAO, « The Roman Catholic Church and the Principle of Self-Determination: A Case Study in Mozambique », *Journal of Church and State* 1981 (vol. 23), pp. 323-335 [Lien]

MOZ-96. E. VIEIRA, « Os Direitos Fundamentais na perspectiva da Revisão Constitucional: Ampliação e Efectivação », in : *Proposta de Revisão Constitucional para Boa Governação*, CIEDIMA, 2011, pp. 207-259

3. DROIT PARLEMENTAIRE ET PROCÉDURE LÉGISLATIVE | *PARLIAMENTARY LAW AND LEGISLATIVE PROCEDURE* […]

MOZ-97. A. MACIE, *Direito do Processo Parlamentar Moçambicano*, Escolar Editora, 2012, 178 pp.

MOZ-98. M. MUNGUAMBE, « O regime de funcionamento do parlamento Moçambicano », in : J. Miranda (sous la dir.), *Estudos de Direito Parlamentar*, AAFDL, 1997, pp. 112 et s.

4. DROIT ÉLECTORAL | *ELECTORAL LAW*

MOZ-99. G. CISTAC, *Manual prático de jurisprudência eleitoral*, Escolar Editora, 2011, 90 pp.

MOZ-100. U. DAUTO, *Legislação eleitoral*, Bureau de Informação Pública, 1999, 257 pp.

MOZ-101. G. CISTAC, « Evolução da Jurisprudência do Conselho Constitucional no Contexto da Gestão dos Processos Eleitorais em Moçambique », communication non publiée, 13 pp. [Lien]

MOZ-102. J. GOUVEIA, « Legislação eleitoral em Moçambique », *Direito e Cidadania* 1999 (vol. 3), pp. 261 et s.

MOZ-103. J. GUENHA, « Os sistemas eleitorais em Moçambique », *Revista luso-africana de direito* 1997 (n° 1), pp. 223-247

5. CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LITIGATION*

MOZ-104. F. RODRIGUES, *A Justiça Constitucional Moçambicana : Um Breve Olhar Sobre a Jurisprudência do Conselho Constituçional*, Alcance, 2017, 400 pp.

B. DROIT ADMINISTRATIF | *ADMINISTRATIVE LAW*

1. DROIT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL | *GENERAL ADMINISTRATIVE LAW*

MOZ-105. J. F. GUIBUNDA, *Dúvidas em Direito Administrativo*, Alcance Editores, 2012, 167 pp.

MOZ-106. A. MACIE, *Lições de Direito Administrativo Moçambicano*, Escolar Editore, vol. 1, 2012, 378 pp.

2. DROIT DES SERVICES PUBLICS | *PUBLIC SERVICE LAW* […]

3. DROIT ADMINISTRATIF DES BIENS | *PUBLIC PROPERTY LAW*

MOZ-107. M. MUNGUAMBE, *Os contratos de obras públicas no sistema Jurídico Moçambicano: contribuições para a caracterização da situação prevalescente e perspectivas*, th. Lisbonne, 1998, 340 pp. [Lien]

4. DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (ADMINISTRATION LOCALE) | *LOCAL GOVERNMENT*

MOZ-108. L. BUUR/T. DA SILVA/H. M. KYED, *State recognition of local authorities and public participation : experiences, obstacles and possibilities in Mozambique / O reconhecimento pelo estado das autoridades locais e da participação pública : experiências, obstáculos e possibilidades em Moçambique*, CFJJ, 2007, 205 pp.

MOZ-109. M. CHICONELA SANTANA, *Éducation et décentralisation. Le régime juridique du transfert de compétences de l'État aux collectivités territoriales au Mozambique*, th. Paris 8, 2013, 461 pp. [Lien]

MOZ-110. E. CHIZIANE, *Trends of recentralization of the administrative power in Mozambique*, préf. G. Cistac, Imprensa Universitária, 2011, 148 pp.

MOZ-111. E. CHIZIANE, *Colectânea de Legislação sobre a Administração Local em Moçambique*, Ministério da Justiça, 2014, 281 pp.

MOZ-112. G. CISTAC, *Manual de direito das autarquias locais*, Univ. Eduardo Mondlane, 2001, 730 pp.

MOZ-113. Y.-A. FAURE/C. UDELSMANN RODRIGUES, *Descentralização e Desenvolvimento Local em Angola e Moçambique*, Almedina, 2012, 358 pp.

MOZ-114. T. FERNANDES, *O Poder Local em Moçambique – Descentralização, Pluralismo Jurídico e Legitimação*, Edições Afrontamento, 2009, 232 pp.

MOZ-115. F. FLORÊNCIO, *As Autoridades Tradicionais vaNdau. Estado e Política Local em Moçambique*, th. Lisbonne/ISCTEM, 2003, 476 pp.

MOZ-116. J. J. MACUANE/B. WEIMER (sous la dir.), *Governos Locais em Moçambique. Comunicações do Seminario Internacional*, 2002, 224 pp.

MOZ-117. A. MAZULA *et al.*, *As Autarquias Locais em Moçambique : antecedentes e regime jurídico*, Lisboa/Maputo, 1998, 339 pp.

MOZ-118. A. J. VARIMELO, *La décentralisation en Angola et au Mozambique, du discours à la consécration juridique*, th. Bordeaux, 2017, 390 pp. [Lien]

MOZ-119. G. J. B. ZAVALE, *Muncipalismo e Poder Local em Moçambique*, Escolar Editora, 2011, 317 pp.

MOZ-120. F. BASTOS, « Municípios, legislação autárquica e contencioso administrativo em Moçambique : oito problemas à procura de solução », *Revista da Faculdade de Direito de Lisboa* 1999 (vol. 40), pp. 45-70

MOZ-121. F. BASTOS, « As relações entre os órgãos do município na legislação autárquica », *Revista da Faculdade de Direito de Lisboa* 2000 (vol. 41), pp. 1051-1123

MOZ-122. V. CANAS, « A Lei 3/94, de 13 de Setembro, da República de Moçambique, sobre o quadro institucional dos distritos municipai », *Revista da Faculdade de Direito de Lisboa* 1995 (vol. 36), pp. 223-254

MOZ-123. G. CISTAC, « Moçambique : institucionalização, organização e problemas do poder local », *Jornadas de direito municipal comparado lusófono* 2014, pp. 75-120

MOZ-124. T. FERNANDES, « Descentralizar é fragmentar? Riscos do pluralismo administrativo para a unidade do Estado em Moçambique », *Revista Crítica de Ciências Sociais* 2007 (n° 77), pp. 151-164 [Lien]

MOZ-125. F. FLORÊNCIO, « Autoridades tradicionais vaNdau de Moçambique: o regresso do *indirect rule* ou uma espécie de *neo-indirect rule*? », *Análise Social* 2008 (vol. 18), pp. 369-391 [Lien]

MOZ-126. A. LEÃO, « Entre o 'nome' e a 'coisa' da regionalização: algumas notas para o debate da regionalização em Moçambique, no quadro de uma (eventual) reforma constitucional », *Revista do Direito de Língua Portugues* 2016 (n° 7), pp. 73-93 [Lien]

MOZ-127. B. F. SICOCHE, « Estudo Comparativo do Poder de Decidir do Município no Estado Brasileiro e Mocambicano », *REDES. Revista Eletronica Direito e Sociedade* 2014 (vol. 2), pp. 17-33 [Lien]

→ sur la décentralisation financière, v. aussi *infra* réf. **MOZ-146**

5. DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE | *PUBLIC EMPLOYMENT LAW* […]

MOZ-128. P. D. COMOANE, *A Aplicação da Lei do Trabalho nas Relações de Emprego Público*, Almedina, 2007

MOZ-129. E. CHIZIANE, « Lei de Ética do Servidor Público: um Olhar Critico », *Revista de Estudos Jurídicos UNESP* (vol. 18, n° 27), 16 pp. [Lien]

6. PROCÉDURE ADMINISTRATIVE CONTENTIEUSE | *LITIGATION BEFORE ADMINISTRATIVE COURTS*

MOZ-130. G. CISTAC, *O tribunal administrativo de Moçambique*, Univ. Eduardo Mondlane, 1997, 259 pp.

MOZ-131. G. CISTAC, *Direito processual administrativo contencioso: teoria e prática*, Escolar Editora, 2010, 255 pp.

MOZ-132. G. CISTAC/E. CHIZIANE (sous la dir.), *10 anos de descentralização em Moçambique : os caminhos sinuosos de um processo emergente*, Univ. Eduardo Mondlane, 2008, 211 pp.

MOZ-133. I. LISBOA, *O Visto dos Tribunais Administrativos de Moçambique*, Escolar Editora, 2014, 210 pp.

MOZ-134. M. OSARIO *et al.*, *A Ilusão da Transparência na Administração da Justiça*, Woman and Law in Southern Africa Research Trust, 2e éd. 2008, 185 pp. [Lien]

MOZ-135. G. CISTAC, « Os Recursos Jurisdicionais no Ante-Projecto de Reforma do Processo Administrativo Contencioso », *Revista jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 1997 (n° 3), pp. 33-67

MOZ-136. G. CISTAC, « História do direito processual administrativo contencioso moçambicano », communication non publiée, 46 pp. [Lien]

MOZ-137. G. ESPADA, « Provedor de Justiça e acesso à Justiça Administrativa: uma perspectiva moçambicana », *Revista do Direito de Língua Portuguesa* 2016 (n° 7), pp. 95-129 [Lien]

MOZ-138. J. M. MARTINS, « O papel dos Tribunais Administrativos num Estado de Direito », *Revista jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 1997 (n° 3), pp. 107-118

C. DROIT FISCAL, DROIT DOUANIER ET FINANCES PUBLIQUES | *TAX LAW, CUSTOMS LAW AND BUDGETARY LAW*

MOZ-139. B. ALFREDO, *The informal sector and its taxation system in Mozambique*, mém. UNISA (Afrique du Sud), 2001

MOZ-140. A. DOURADO, *Reformas fiscais na CPLP: anteprojectos para Cabo Verde e Moçambique*, Almedina, 2008, 313 pp.

MOZ-141. V. B. GUIAMARÃES, *Manual de Direito Fiscal Moçambicano*, Editorial Chitlango, 1993, 173 pp.

MOZ-142. A. GUIAMARÃES, *Direito aduaneiro e fiscal e procedimentos técnicos aduaneiros*, préf. G. Cistac, Maputo, 2005, 556 pp.

MOZ-143. C. PALMA, *Introdução ao imposto sobre o valor acrescentado moçambicano*, Almedina, 2012, 198 pp.

MOZ-144. B. SANTIAGO/S. TEIXEIRA, *International Tax Law from Mozambique/Direito Fiscal Internacional de Moçambique*, Almedina, 2017, 478 pp.

MOZ-145. S. VASQUES/C. GAMITO, *Legislação fiscal de Moçambique*, Fim de Século, 1999, 310 pp.

MOZ-146. T. WATY, *Contributo para uma teoria de descentralização financeira em Moçambique*, th. Lisbonne, Almedina, 2010, 698 pp.

MOZ-147. F. RODRIGUES, « O novo IRPS Moçambicano: Da (in)constitucionalidade das alterações introduzidas pela Lei 20/2013, de 23 de Setembro », *Revista de Finanças Públicas e Direito Fiscal* 2014 (vol. 7), pp. 53-79

D. DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE | *PUBLIC BUSINESS LAW*

MOZ-148. S. VASQUES, *Legislação Económica de Moçambique*, Almedina, 2004, 753 pp.

MOZ-149. D. JOSEPH, « Zum Gesetz über den Schutz der Wirtschaft in der Volksrepublik Moçambique », *Staat und Recht* 1983 (vol. 32), pp. 140-145

1. CONTRATS ADMINISTRATIFS | *ADMINISTRATIVE CONTRACTS*

MOZ-150. J. ANDRADE da SILVA, *Regime Jurídico da Contratação Pública de Moçambique - Comentado e Anotado*, Almedina, 2012

MOZ-151. B. PEQUENINO, *O Contrato de Parceria Publico-Privada em Moçambique*, Escolar Editora, 2017, 118 pp.

2. ENTREPRISES PUBLIQUES | *STATE-OWNED COMPANIES*

MOZ-152. A. SAMUSSONE, *Principal Legislação de Moçambique sobre Intervenção, Nacionalização e Privatização de Empresas do Sector Empresarial do Estado*, Escolar Editora, 2014, 293 pp.

3. DROIT DES INVESTISSEMENTS | *INVESTMENT LAW*

MOZ-153. G. CISTAC/E. CHIZIANE (sous la dir.), *Turismo e desenvolvimento local*, Univ. Eduardo Mondlane, 2007, 366 pp.

4. DROIT MINIER ET DES HYDROCARBURES | *MINING LAW, OIL AND GAS LAW* […]

V. DROIT PRIVÉ | *PRIVATE LAW*

A. DROIT CIVIL | *CIVIL LAW*

1. DROIT DES PERSONNES (Y COMPRIS DROIT DES MINEURS) | *'LAW OF PERSONS' (INCLUDING RIGHTS OF CHILDREN)*

MOZ-154. A. ARMSTRONG (sous la dir.), *Women and Law in Mozambique*, Southern Africa Research Project, Working Paper no. 4, 1992, 110 pp.

MOZ-155. V. de CARVALHO, *Os direitos da criança e a sua protecção jurídico-constitucional : a questão do tráfico de menores na CPLP : (o caso de Moçambique)*, mém. ISCTEM/UNL (Portugal), Chiado editora, 2016, 254 pp

MOZ-156. L. F. SARAIVO, *Colectânea da Legislação Migratória/Migration Complementary Legislation*, Minervapress, 2017, 132 pp.

MOZ-157. N. TELES/E. J. BRAS (sous la dir.), *Género e Direitos Humanos em Moçambique*, Universidade Eduardo Mondlane, 2010, 225 pp.

MOZ-158. E. C. U. LOPES, « Mozambique », *African Disability Rights Yearbook* 2013 (vol. 1), pp. 245-260 [Lien]

MOZ-159. B. F. SICOCHE, « O direito internacional e a proteção dos direitos de crianças e de adolescentes em conflito com a lei em Mozambique », *Revista de Direito Internacional / Brazilian Journal of International Law* 2015 (vol. 12), pp. 665-683 [Lien]

2. DROIT DE LA FAMILLE | *FAMILY LAW*

MOZ-160. J. I. ABUDO, *Direito da Família*, Maputo, 2005, 403 pp.

MOZ-161. J. I. ABUDO, *A problemática e complexidade da aplicação da lei de família em Moçambique*, th. Lisbonne, 2008, 3 vol., 516 pp. [Lien]

MOZ-162. E. JAYME, « Die Reform des Familienrechts in Mosambik », *Das Standesamt* 2006, pp. 43-46

MOZ-163. A. M. LAFORTE, « Street Children in Mozambique », *International Journal of Children's Rights* 1994 (vol. 2), pp. 149-168 [Lien]

MOZ-164. A. PINTO/L. F. SACRAMENTO, « A Familia no Quadro Juridico-Constitucional », *Revista jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 1997 (n° 3), pp. 119-130

MOZ-165. L. F. SACRAMENTO, « Reforma Legal no Âmbito do Direito de Família e das Sucessões – Algumas Reflexões », *Revista jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 2000 (n° 4), pp. 107-114

MOZ-166. G. WELCH/F. DAGNINO/A. SACHS, « Transforming the Foundations of Family Law in the Course of Mozambican Revolution », *Journal of Southern African Studies* 1985 (vol. 12), pp. 60-74

3. DROIT DES OBLIGATIONS | *LAW OF OBLIGATIONS*

MOZ-167. B. ALFREDO, *Iniciação ao estudo dos contratos*, Maputo, 2012, 140 pp.

MOZ-168. A. OLIVEIRA FRAGOSO, « Contratos de Adesão no Novo Código. Comercial de Moçambique », communication non publiée, 32 pp. [Lien]

MOZ-169. A. SANTOS, « A teoria da imprevisão ou da superveniência contratual e o novo Código Civil », in : Centro de Estudos de Direito Civil da Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa (sous la dir.), *Actas das Jornadas sojbre o Novo Código Civil em Angola e Moçambique*, Univ. Lisboa, 1974, pp. 167-248

→ sur le déni de justice comme fondement d'une action responsabilité civile, v. *infra* réf. **MOZ-290**

→ sur la responsabilité civile des dirigeants sociaux, v. *infra* réf. **MOZ-174**

4. DROIT DES BIENS ET DES SÛRETÉS | *PROPERTY LAW AND 'SECURITIES LAW'*

MOZ-170. J. J. NDAIPA, *Regime Jurídico da Hipoteca no Direito Positivo Moçambicano*, mem. UEM, Escolar Editora, 2015, 185 pp.

B. DROIT DES AFFAIRES | *BUSINESS LAW*

1. DROIT COMMERCIAL | *COMMERCIAL LAW*

MOZ-171. J. I. ABUDO, *Direito Comercial*, Maputo, 2009, 344 pp.

MOZ-172. F. de ABREU, *O Princípio da Protecção do Consumidor na Constituição Económica*, W Editora, 2017, 102 pp.

2. DROIT DES SOCIÉTÉS | *COMPANY LAW*

MOZ-173. J. I. ABUDO, *Direito Empresarial*, éd. Jorge de Oliveira, 1998, 93 pp.

MOZ-174. D. da CONCEIÇÃO CASIMIRO, *A Transmissão da Empresa à Luz da Lei do Trabalho Moçambicana*, mém. UEM (Maputo), Almedina, 2006, 160 pp.

MOZ-175. S. MARROQUIM, *A Responsabilidade Civil dos Administradores das Sociedades Comerciais em Moçambique*, Almedina, 2011, 186 pp.

MOZ-176. F. LOPES, *Das Sociedades por Quotas no Código Comercial de Moçambique*, Alcance Editores, 2011, 160 pp.

MOZ-177. R. CASTRO/F. CASTRO RUSSO/P. DUARTE ROCHA, « Os Acordos Parassociais em Moçambique : análise de algumas questões práticas », *Revista do Direito de Língua Portugues* 2014 (n° 4), pp. 177-188 [Lien]

MOZ-178. T. FERREIRA, « Administração e governação de sociedades em Moçambique », in : P. Câmara (sous la dir.), *Administração e governação das sociedades*, Almedina, 2020, pp. 571-617

MOZ-179. F. GOMES, « A representação escritural das acções das sociedades anónimas em Moçambique », *Revista Jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 2004 (n° 6), pp. 129-166

MOZ-180. M. A. PITA, « Apontamento sobre capital social e obrigações dos sócios nas sociedades por quotas e anónimas de Moçambique », in : *Estudos em homenagem ao Prof. Doutor José Lebre de Freitas*, Coimbra Editora, 2013, vol. 1, pp. 325-362

3. DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ | *BANKRUPTCY LAW*

MOZ-181. J. I. ABUDO, *Pessoas Colectivas*, éd. Jorge de Oliveira, 2000, 183 pp.

4. DROIT DES ASSURANCES | *INSURANCE LAW* […]

5. DROIT BANCAIRE ET FINANCIER | *BANKING LAW AND FINANCIAL LAW*

MOZ-182. J. I. ABUDO, *Do contrato de depósito bancário*, Almedina, 2004, 247 pp.

MOZ-183. M. HUNGUANA, *A protecção do consumidor e o direito bancário moçambicano*, mém. Lisbonne, 2006, 241 pp.

MOZ-184. A. PAULINO, *Concessão de Crédito e Responsabilidade Bancária no Direito Moçambicano*, Almedina, 2009, 215 pp.

MOZ-185. A. PAULINO, *A Tutela dos Consumidores de Produtos e Serviços Financeiros no Direito Moçambicano*, Almedina, 2017, 402 pp.

MOZ-186. M. RAIBO, *Do contrato de abertura de crédito bancário : evolução histórica, perspectiva e prática em Moçambique*, mém. Lisbonne, 2005, 165 pp.

MOZ-187. A. SAMUSSON, *O Regime Jurídico do* Factoring *no Direito Moçambicano*, Escolar Editora, 2016, 124 pp.

MOZ-188. A. SAMUSSONE, *Legislação Bancária de Moçambique Anotada*, Escolar Editora, 1ère éd. 2013, 581 pp. et 2e éd. 2018, 888 pp.

6. DROIT DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION | *COMPETITION LAW AND CONSUMER LAW* […]

MOZ-189. A. PAULINO, *A Tutela dos Consumidores de Produtos e Serviços Financeiros no Direito Moçambicano*, Almedina, 2017, 402 pp.

7. DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE | *INTELLECTUAL PROPERTY LAW*

MOZ-190. A. BELO MARQUES/A. SACHS/D. M. da SILVA (sous la dir.), *Direitos de Autor e Direitos Vizinhos*, EDICIL, 1986, 113 pp.

MOZ-191. J. J. MAZIVE, *Direito do Autor e Propriedade Industrial. Legislação com Notas Remissivas e Acordos Internacionais*, CEGRAF, 1992, 255 pp.

8. DROIT DES TRANSPORTS (TERRESTRE, AÉRIEN, MARITIME ET FLUVIAL) | *TRANSPORTATION LAW* […]

C. DROIT SOCIAL | *SOCIAL LAW*

1. DROIT DU TRAVAIL | *LABOUR LAW*

MOZ-192. B. ALFREDO, *Noções gerais do direito do trabalho*, Maputo, 2010, 204 pp.

MOZ-193. B. ALFREDO, *Noções gerais do regime juridico do processo disciplinar, despedimento e outras formas de cessação do contrato de trabalho*, éd. Monde Grafica, 2008, 307 pp.

MOZ-194. B. ALFREDO, *O regime jurídico do processo disciplinar e do despedimento*, Maputo, 2002, 287 pp.

MOZ-195. C. ANTUNES *et al.*, *Lei do Trabalho de Moçambique Anotada*, Escolar Editora, 2015, 727 pp.

MOZ-196. T. L. TIMBANE, *A Rescisão Unilateral do Contrato de Trabalho com Justa Causa*, mém. UEM (Maputo), Almedina, 2006, 167 pp.

MOZ-197. M. WATY, *Direito do Trabalho*, W&W (Maputo), 2008

→ sur l'incidence du transfert d'entreprise en droit du travail, v. aussi *supra* réf. **MOZ-174**

2. DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE | *SOCIAL PROTECTION LAW*

MOZ-198. A. LOPES DIAS, *Lei de Bases da Protecção Social Anotada e Commentada*, Escolar Editora, 2018, 114 pp.

MOZ-199. S. A. QUIVE, *Mosambiks sozialstaatliche Sicherungsinstrumente. Soziales Sicherungsnetz eines Entwicklungslandes*, th. FU Berlin, Logos Verlag Berlin, 2000, 250 pp.

D. PROCÉDURE CIVILE ET ARBITRAGE | *CIVIL PROCEDURE AND ARBITRATION*

MOZ-200. T. TIMBANE, *A Revisão do Processo Civil*, Maputo, 2007, 306 pp.

MOZ-201. T. TIMBANE, *Lições de Processo Civil*, vol. 1, Escolar Editora, 2010, 429 pp.

MOZ-202. J. M. CALDEIRA, « Projecto de Revisão do Código de Processo Civil », *Revista jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 2000 (n° 4), pp. 87-106

MOZ-203. C. FARIA, « Da necessidade de reforma do código de processo civil em moçambique », *Boletim da Faculdade de Direito (Macau)* 2000 (n° 10), pp. 155-159

MOZ-204. J. GRAÇA, « A arbitragem voluntária em Moçambique: quadro normativo e perspectivas », in : Centro de Arbitragem Comercial (sous la dir.), *II Congresso do Centro de Arbitragem da Câmara de Comércio e Indústria Portuguesa. Intervenções*, Almedina, 2009, pp. 47-77 [Lien]

MOZ-205. J. GRAÇA, « Country overview: Mozambique », in : L. Bosman (sous la dir.), *Arbitration in Africa: A Practitioner's Guide*, Wolters Kluwer, 2013, pp. 63-68

MOZ-206. R. PINTO, « Apreciação do Anteprojecto de Revisão do Código de Processo Civil », *Revista jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 1997 (n° 3), pp. 69-105

MOZ-207. R. PINTO, « Apreciação do Anteprojecto de Revisão do Código de Processo Civil (3ª versão final) », *Revista jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 2000 (n° 4), pp. 63-85

MOZ-208. R. PINTO, « Apreciação do anteprojecto de revisão do Código de Processo Civil de Moçambique : 1ª versão para discussão alargada », *Revista da Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa* 2001 (vol. 42), pp. 1607-1658

MOZ-209. T. TIMBANE, « A arbitragem institucionalizada em Moçambique: ponto da situação e perspetivas de evolução futura », in : *Estudos de Direito da Arbitragemem Homenagem a Mário Raposo*, Universidade Católica Editora, 2015, pp. 301-319

MOZ-210. T. TIMBANE/F. C. CARVALHO, « An Insight into Arbitration in Mozambique / Panorama de l'arbitrage au Mozambique », *International Business Law Journal* 2014 (n° 3), pp. 197-202 [Lien]

VI. DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | *CRIMINAL LAW AND CRIMINAL PROCEDURE*

MOZ-211. M. CHIZIANE, *Delinquêncoa e Menoridade em Moçambique*, Escolar Editora, 2012, 262 pp.

MOZ-212. A. SITOE, *Uma abordagem jurídica à volta dos linchamentos : contributo para o sistema da administração da justiça em Moçambique*, CFJJ, 2012, 216 pp.

MOZ-213. E. de SOUSA, *Código Penal Moçambicano Anotado e Comentado*, Escolar Editora, 1ère éd. 2015, 833 pp. et 2e éd. 2016, 873 pp.

MOZ-214. E. de SOUSA, *Direito Penal Moçambicano*, Escolar Editora, 1ère éd. 2012, 132 pp.

MOZ-215. E. de SOUSA, *Manual de direito criminal moçambicano*, Escolar Editora, 2016, 216 pp.

MOZ-216. F. UACHE, *Manual prático de processo penal*, Alcance Editores, 2014, 127 pp.

MOZ-217. B. BAKER, « Policing and the rule of law in Mozambique », *Policing & Society* 2003 (vol. 13), pp. 139-158 [Lien]

MOZ-218. T. GIFFORD, « Criminals into 'new men': penal justice in Mozambique », *People's Power in Mozambique, Angola and Guinea-Bissau* 1981 (n° 17), pp. 37-43

MOZ-219. M. MALAN, « Peacebuilding in Southern Africa: Police reform in Mozambique and South Africa », *International Peacekeeping* 1999 (vol. 6), pp. 171-190 [Lien]

MOZ-220. C. SALGADO, « Do regime jurídico da violência doméstica praticada contra a mulher no direito penal moçambicano –Algumas considerações », communication non publiée, 15 pp. [Lien]

VII. DROITS MIXTES | *MIXED FIELDS OF LAW*

A. DROIT FONCIER ET DROIT RURAL | *LAND LAW AND RURAL LAW*

MOZ-221. B. ALFREDO, *Alguns aspectos do regime jurídico da posse e do direito de uso e aproveitamento da terra e os conflitos emergentes em Moçambique*, th. UNISA (Afrique du Sud), 2009, 345 pp. [Lien]

MOZ-222. A. CALENGO, *Lei de Terras anotada e Commentada*, Centro de Formação Jurídica e Judiciária, 2005, 242 pp.

MOZ-223. G. CISTAC/E. CHIZIANE (sous la dir.), *Aspectos jurídicos, económicos e sociais do uso e aproveitamento da terra*, Univ. Eduardo Mondlane, 2003, 236 pp.

MOZ-224. R. PINTO, *Direitos reais de Moçambique : teoria geral dos direitos reais posse ; direito de uso e aproveitamento da terra*, Almedina, 2012, 691 pp.

MOZ-225. H. HAALAND, *Narrating history, negotiating rights: a discussion of knowledge, land right and matters of identity in Madjadjane, Mozambique*, th. Ås (Norvège), 2008, 394 pp. [Lien]

MOZ-226. M. QUADROS/J. ASSULAI, *Manual de Direito da Terra*, Centro de Formação Jurídica e Judiciária, 2004, 162 pp.

MOZ-227. C. SERRA, *Colectânea de Legislação sobre a Terra*, Centro de Formação Jurídica e Judiciária, 2009, 276 pp.

MOZ-228. J. UNRUH, *Land Tenure and the Peace Process in Mozambique: The Role of Land Dispute Resolution in 'Critical Resource' Areas*, th. Univ. Arizona (géographie), 1997, 288 pp. [Lien]

MOZ-229. L. BONATE, « Women's land rights in Mozambique: Cultural, legal and social contexts », in : L. Wanyeki (sous la dir.), *Women and land in Africa: Culture, religion and realizing women's rights*, Zed Books, 2003, pp. 96-132

MOZ-230. K. BURR, « Evolution of the International Law of Alienability: The 1997 Land Law of Mozambique as a Case Study », *Columbia Journal of Transnational Law* 2005 (vol. 43), pp. 961-998 [Lien]

MOZ-231. A. CALENGO, « A classificação das terras em Moçambique », in : M. J. Cazorla/E. Chiziane (sous la dir.), *Direito da Terra e Ques-*

tões Agrárias. Uma Aproximação entre Espanha e Moçambique, Escolar Editora, 2014, pp. 21-76

MOZ-232. M. CAMARATE de CAMPOS, « O desafio da modernização do registo predial de Moçambique », *Vida judiciária* 2017 (n° 201), pp. 36-37

MOZ-233. J. CARRILHO/U. MANDAMULE, « Lei de Terras, poder e desenvolvimento rural no Moçambique pós-independente », in : U. Mandamule (sous la dir.), *Terra, poder e desenvolvimento em Moçambique*, Escolar Editora, 2017, pp. 69-86

MOZ-234. E. CHIZIANE, « Implicações juridicas do debate sobre a implementação da Legislação sobre terras », communication non publiée, 2007, 40 pp. [Lien]

MOZ-235. E. CHIZIANE, « O estatuto Jurídico da terra e a promoção do investimento agrário em Moçambique », in : M. J. Cazorla/E. Chiziane (sous la dir.), *Direito da Terra e Questões Agrárias. Uma Aproximação entre Espanha e Moçambique*, Escolar Editora, 2014, pp. 305-324

MOZ-236. E. CHIZIANE, « Legislação sobre os recursos naturais em Moçambique: convergências e conflitos na relação com a terra », in : U. Mandamule (sous la dir.), *Terra, poder e desenvolvimento em Moçambique*, Escolar Editora, 2017, pp. 15-50

MOZ-237. E. CHIZIANE, « Lei de Terras: entre a Lei e as práticas na defesa de direitos sobre a terra », in : U. Mandamule (sous la dir.), *Terra, poder e desenvolvimento em Moçambique*, Escolar Editora, 2017, pp. 51-68

MOZ-238. S. FLEMING, « Trading in ambiguity: law, rights and realities in the distribution of land in Northern Mozambique », in : O. Harris (sous la dir.), *Inside and Outside the Law*, Routledge, 1996, pp. 45-59

MOZ-239. J. GARVEY, « Mozambique's Land Law: Contradictions within the Legislative Framework », in : R. Weiss/G. Myers (sous la dir.), *Second National Land Conference in Mozambique. Briefing Book*, 1994, pp. 56-63

MOZ-240. C. HAYWOOD, « Legal Frameworks for Implementing REDD+ in Zambia, Mozambique and Tanzania: Opportunities for a Sustainable Landscapes Approach », *Carbon & Climate Law Review* 2015, pp. 130-142 [Lien]

MOZ-241. G. LUDWIG, « Property Rights and Participation in REDD+: The Case of Mozambique », *Transnational Environmental Law* 2012 (vol. 1), pp. 381-401 [Lien]

MOZ-242. S. NORFOLK/M. COSIJN, « Towards the Legal Recognition and Governance of Forest Ecosystem Services in Mozambique », *Potchefstroom Electronic Law Journal* 2013 (vol. 16), pp. 121-183 [Lien]

MOZ-243. A. SACHS, « Liberating the land, liberating the law », in : M. Marasinghe/W. Conklin (sous la dir.), *Essays on Third World perspectives in jurisprudence*, Malayan Law Journal, 1984, pp. 355-374

MOZ-244. C. TANNER, « Law-making in an African context: The 1997 Mozambican land law », *FAO Legal Papers Online* 2002, n° 26, 62 pp. [Lien]

MOZ-245. J. UNRUH, « Land Tenure and Identity Change in Postwar Mozambique », *GeoJournal* 1998 (vol. 46), pp. 89-99 [Lien]

MOZ-246. J. UNRUH, « Postwar Land Dispute Resolution: Land Tenure and the Peace Process in Mozambique », *International Journal of World Peace* 2001 (vol. 18), pp. 3-30

MOZ-247. J. UNRUH, « Property Restitution Laws in a Post-War Context: The Case of Mozambique », *African Journal of Legal Studies* 2005 (vol. 1), pp. 147-165 [Lien]

MOZ-248. P. DE WIT, « Land Law Reform in Mozambique: Acquired Values and Needs for Consolidation », *Land Reform, Land Settlement and Cooperatives* 2000, pp. 42-52 [Lien]

B. DROIT DE L'ENVIRONNEMENT | *ENVIRONMENTAL LAW*

MOZ-249. C. M. SERRA, *Estado, Pluralismo Jurídico e Recursos Naturais. Avanços e Recuos na Construçao do Direito Moçambicano*, Escolar Editora, 2014, 792 pp. (compte-rendu de T. LORIZZO, in : *Journal of Comparative Law in Africa* 2015, pp. 111-117)

MOZ-250. F. da CUNHA, « Direito do ambiente em Mocambique », *Revista Jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 1997 (n° 2), pp. 35-66

MOZ-251. C. GRAHAM, « Mozambique's Battle to Protect its Marine Resources », *Journal of Animal & Environmental Law* 2011 (vol. 2), pp. 67-94 [Lien]

MOZ-252. G. JOHNSTONE/R. JOHNSTONE, « The impact of policy and law on benefit-sharing: a case from Mozambique », in : R. Wynberg/M. Hauck (sous la dir.), *Sharing Benefits from the Coast: Rights, Resource and Livelihoods*, UCT Press, 2014, pp. 125-142

MOZ-253. G. LUDWIG, « Nationalparke und einheimische Bevölkerung – Naturschutzrecht in Mosambik », *Natur und Recht* 2007, pp. 172-176

MOZ-254. H. RIBEIRO/L. BUQUE, « Legislação e Quadro Legal da Gestão de Resíduos Sólidos Urbanos em Moçambique », *Revista de Direito Sanitário* 2013/2014 (vol. 14), pp. 132-147 [Lien]

MOZ-255. P. SILVEIRA, « Algumas considerações sobre a Lei do Ambiente em Moçambique », communication non publiée, 40 pp. [Lien]

MOZ-256. P. SILVEIRA, « Marés negras, dano à ecodiversidade e responsabilidade: o caso moçambicano », in : C. AMADO GOMES (sous la dir.), *Temas de Direito Ambiental Lusófono*, ICJP/CIDP, 2020, pp. 131-161 [Lien]

C. DROIT DE LA SANTÉ | *HEALTH LAW* […]

MOZ-257. M. MENESES, « Toward Interlegality? Traditional Healers and the Law in Post-Colonial Mozambique », *Beyond Law* 2004 (vol. 30), pp. 1-39 [Lien] (également reproduit in: B. de Sousa Santos/J. C. Trindade/M. P. Meneses [sous la dir.], *Law and justice in a multicultural society: the case of Mozambique*, Council for the Development of Social Science Re-search in Africa, 2006, pp. 63-88 [Lien])

MOZ-258. A. OLIVEIRA FRAGOSO, « O HIV/SIDA em Moçambique - Breves considerações jurídico-laborais », communication non publiée, 36 pp. [Lien]

VII. ORGANISATION DE LA JUSTICE | *JUDICIAL ORGANIZATION*

MOZ-259. R. J. CUNA, *A Organização Judiciária em Moçambique. Continuidades e Rupturas*, Escolar Editora, 2013, 289 pp.

MOZ-260. H. FILIMONE, *Juiz Paulino – Caso Cardoso: Um Marco no Sistema Judicial Moçambicano*, Alcance Editores, 2015, 296 pp.

MOZ-261. C. JACOBS, *Plurality of Religion, Plurality of Justice: exploring the role of religion in disputing processes in Gorongosa, Central Mozambique*, th. Leiden, 2010, 251 pp. [Lien]

MOZ-262. A. C. JOSÉ/S. ARAÚJO/J. FUMO, *Retratos da justiça Moçambicana : redes informais de resolução de conflitos em espaços urbanos e rurais*, CFJJ, 2014, 333 pp.

MOZ-263. A. SACHS/G. HONWANA WELCH, *Liberating the Law: Creating Popular Justice in Mozambique*, Zed Books, 1990, 136 pp.

MOZ-264. B. de SOUSA SANTOS/J. TRINDADE (sous la dir.), *Conflito e transformação social: uma paisagem das justiças em Moçambique*, éd. Afrontamento, 2003, 2 vol.

MOZ-265. B. de SOUSA SANTOS/J. C. TRINDADE/M. P. MENESES (sous la dir.), *Law and justice in a multicultural society: the case of Mozambique*, Council for the Development of Social Science Research in Africa, 2006, 251 pp.

MOZ-266. S. ARAUJO, « Acesso à justiça e pluralismo jurídico em Moçambique. Resolução de litígios no bairro 'Jorge Dimitrov' », in : *VI Congresso Português de Sociologia*, 2008, 13 pp. [Lien]

MOZ-267. S. ARAUJO, « O Estado moçambicano e as justiças comunitárias: Uma história dinâmica de imposições e respostas locais diferenciadas », in : *7º Congresso Ibérico de Estudos Africanos*, 17 pp. [Lien]

MOZ-268. M. ARTHUR/M. MEIJA, « Instâncias locais de resolução de conflitos e o reforço dos papéis de género. A resolução de casos de violência doméstica », *Outras Vozes* 2006 (n° 16), pp. 1-8 [Lien]

MOZ-269. B. BERTELSEN, « Multiple sovereignties and summary justice in Mozambique: A critique of some legal anthropological terms », *Social Analysis* 2009 (vol. 53), pp. 123-147 [Lien]

MOZ-270. J. BIDAGUREN/D. ESTRELLA, « Governability and forms of popular justice in the new South Africa and Mozambique. Community courts and vigilantism », *Journal of Legal Pluralism* 2002 (vol. 47), pp. 113-135 [Lien]

MOZ-271. G. CORRADI, « Access to Justice in Pemba City: How Exploring Women's Lived Realities with Plural Law Uncovers Programmatic Gaps », *Journal of Legal Pluralism* 2011 (vol. 64), pp. 1-31

MOZ-272. E. FEINGLASS/N. GOMES/V. MARU, « Transforming Policy into Justice: The Role of Health Advocates in Mozambique », *Health and Human Rights Journal* 2016 (vol. 18), pp. 233-246 [Lien]

MOZ-273. C. GOMES *et al.*, « Os tribunais comunitários », in : B. Santos/J. Trindade (sous la dir.), *Conflito e transformação social: uma paisagem das justiças em Moçambique*, éd. Afrontamento, 2003, vol. 2, pp. 189-340

MOZ-274. A. GUNDERSEN, « Popular Justice in Mozambique: Between state law and folk law », *Social & Legal Studies* 1992, pp. 257-282 [Lien]

MOZ-275. V. IGREJA, « Traditional Courts and the Struggle against State Impunity for Civil Wartime Offences in Mozambique », *Journal of African Law* 2010 (vol. 54), pp. 51-73 [Lien]

MOZ-276. V. IGREJA, « Justice and reconciliation in the aftermath of die civil war in Gorongosa, Mozambique central », in : K. Ambos/J. Large/M. Wierda (sous la dir.), *Building a Future on Peace and Justice: Studies on Transitional Justice, Peace and Development*, Springer, 2009, pp. 423-437 [Lien]

MOZ-277. C. JACOBS, « From Truth Seeking to Verdict in Mozambique – (In)Formal Procedures and Spirit Consultations », *Recht in Afrika* 2012 (vol. 15), pp. 79-96

MOZ-278. C. JACOBS, « Toward reconciliation: Religiously oriented disputing processes in Mozambique », in : F. von Benda-Beckmann/K. von Benda-Beckmann/M. Ramstedt/B. Turner (sous la dir.), *Religion in Disputes: Pervasiveness of religious normativity in disputing processes*, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 93-110

MOZ-279. D. JOSEPH, « Der Aufbau des neuen Justizsystems in der Volksrepublik Mozambique », *Staat und Recht* 1979 (vol. 28), pp. 435-444

MOZ-280. S. LENART, « From Truth Seeking to Verdict in Mozambique – a Comment », *Recht in Afrika* 2012 (vol. 15), pp. 97-103

MOZ-281. L. MONDLANE, « O acesso à justiça e meios alternativos d e resolução de conflitos », *Revista jurídica : Faculdade de Direito da Universidade Eduardo Mondlane* 1997 (n° 2), pp. 98-109

MOZ-282. L. MONDLANE, « Mozambique. Nurturing Justice from Liberation Zones to a Stable Democratic State », in : A. A. An-Na'im (sous la dir.), *Human Rights Under African Constitutions*, University of Pennsylvania Press, 2013, pp. 182-210

MOZ-283. J. OBARRIO, « Beyond equivalence: The gift of justice (Mozambique, 1976, 2004) », *Anthropological Theory* 2010 (vol. 10), pp. 163-170

MOZ-284. M. OSARIO/E. TEMBA, « A justiça no feminino », in : B. Santos/J. Trindade (sous la dir.), *Conflito e transformação social : uma paisagem das justiças em Moçambique*, éd. Afrontamento, 2003, vol. 2, pp. 165-188

MOZ-285. J. PEDROSO/A. CRISTIANO JOSE, « A justiça nos tribunais distritais », in : B. de Sousa Santos/J. Trindade (sous la dir.), *Conflito e transformação social : uma paisagem das justiças em Moçambique*, éd. Afrontamento, 2003, vol. 2, pp. 475-517

MOZ-286. A. SACHS, « Changing the Terms of the Debate: A Visit to a Popular Tribunal in Mozambique », *Journal of African Law* 1984 (vol. 28), pp. 99-108 [Lien]

MOZ-287. J. TRINDADE/J. PEDROSO, « A caracterização do sistema judicial e do ensino e formação jurídica », in : B. de Sousa Santos/J. Trindade (sous la dir.), *Conflito e transformação social : uma paisagem das justiças em Moçambique*, éd. Afrontamento, 2003, vol. 1, pp. 259-318

MOZ-288. J. TRINDADE/J. PEDROSO, « The judicial system: Structure, legal education and legal training », in : B. de Sousa Santos/J. C. Trindade/M. P. Meneses (sous la dir.), *Law and justice in a multicultural society : the case of Mozambique*, Council for the Development of Social Science Research in Africa, 2006, pp. 113-143

A. PROFESSIONNELS DU DROIT | *LEGAL PROFESSIONALS*

MOZ-289. *Estatuto da Ordem dos Advogados. Moçambique*, Escolar Editora, 2009, 276 pp.

B. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE | *ADMINISTRATION OF JUSTICE*

MOZ-290. H. P. CHAMBAL, *A denegação de justiça como fundamento da responsabilidade civil por actos jurisdicionais*, CFJJ, 2009, 120 pp.

MOZ-291. G. CISTAC, « L'état de l'indépendance du pouvoir juridictionnel au Mozambique », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° 9), pp. 69-97 [Lien]

MOZ-292. J. C. TRINDADE, « Notas sobre uma proposta de reforma da administração da justiça em Moçambique », *Revista do Ministério Público* 2006 (vol. 27), pp. 27-43

La Réunion

Réunion

Située dans l'archipel des Mascareignes, l'île de La Réunion constitue à la fois un département et une région d'outre-mer français. Elle est, à ce titre, partie intégrante du territoire national français. À la différence des autres territoires ultramarins, son statut constitutionnel interdit aux autorités locales d'adopter sur habilitation du Parlement des règles spécifiques relevant du domaine de la loi, ce qui fait de La Réunion la collectivité d'outre-mer la plus intégrée à la République française.

En vertu du principe d'assimilation législative, le droit français est applicable de plein droit à La Réunion. Bien que l'article 73 de la Constitution prévoie des adaptations « tenant aux caractéristiques et contraintes particulières », les particularités juridiques sont, dans l'ensemble, peu nombreuses. Dès lors, les études doctrinales consacrées à La Réunion portent essentiellement sur l'histoire du droit et de la justice, avec un regard particulier sur la dimension juridique de l'esclavage et de l'engagisme. S'y ajoutent de nombreuses études juridiques sur le statut constitutionnel de La Réunion, les prérogatives des collectivités territoriales et, plus récemment, sur la protection de l'environnement.

La *Revue juridique de l'océan Indien*, lancée en 2001 par des enseignants-chercheurs de l'Université de La Réunion, n'est pas spécifiquement dédiée à l'île de La Réunion. Compte tenu du faible particularisme de La Réunion sur le plan juridique, on comprend l'absence de revue consacrée au droit applicable dans ce territoire. Tout au plus peut-on signaler l'existence de la *Revue de l'Association réunionnaise de criminologie* entre 1984 et 2000 portant sur des questions qui se situent cependant à la marge de la science juridique.

L'essentiel des publications, quasiment toutes parues en langue française, peuvent être consultées dans les bibliothèques universitaires françaises ayant un fonds documentaire en droit. Signalons cependant les collections particulièrement riches du Service commun de documentation de

l'Université de La Réunion qui, avec son « Espace Océan Indien », permet un accès à de très nombreuses sources référencées ci-après[1].

As a part of the Mascarene Islands, Réunion (or Reunion Island) is both a French overseas département and a region and, as such, is an integral part of the French national territory. Unlike other French overseas territories, its constitutional status does not allow the local authorities to adopt specific rules falling within the jurisdiction of the national parliament, which makes Réunion the most integrated overseas territory of the French Republic.

*According to the principle of legal assimilation (*assimilation législative*), French law is automatically applicable on Réunion. Even though Article 73 of the Constitution allows the national legislature to adjust statutes and regulations 'in the light of the specific characteristics and constraints', there are only a few legal peculiarities. As a consequence, legal research dedicated to Réunion is mostly on issues related to legal history with a special focus on slavery and indentured servitude (*engagisme*). Numerous studies have also been devoted to the constitutional status of Réunion, to the prerogatives of local government and, more recently, to environmental law.*

In 2000, a group of legal academics of the University of Reunion Island launched the Revue juridique de l'océan Indien, *as a law journal dedicated to the Indian Ocean. Considering that there are very few legal peculiarities, it is understandable that no law journal specific to Réunion exists. At most, it may be noted that, from 1984 to 2000, the Reunionese Association of Criminology issued a periodical on issues which barely fall within the field of legal research.*

Most studies, almost all of them written in French, can be accessed in any French university library with a legal collection. Particular attention should be given to the collections of the library of the University of Reunion Island and, especially, its Espace Océan Indien.[2]

---

[1] Le fonds documentaire de l'Espace Océan Indien a reçu, en 2018, le label Collection d'excellence pour la recherche (Collex), avec le soutien du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

[2] *In 2018, the collections of the* Espace Océan Indien *were recognized by the Ministry of Higher Education and Research with the label '*Collection d'excellence pour la recherche*' (Collex).*

I. GÉNÉRALITÉS SUR LE DROIT À LA RÉUNION | *GENERAL SOURCES ON THE LAW OF RÉUNION*

RÉU-1. F. BORELLA, « La Compagnie des Indes à l'île Bourbon », in : Faculté de droit et des sciences économiques d'Aix-en-Provence (sous la dir.), *Études réunionnaises. Histoire, droit et économie de La Réunion*, éd. Cujas, 1965, pp. 13-72

RÉU-2. J. BOUTIER, « L'élaboration du droit colonial à la Réunion : une coexistence parcellaire avec le droit commun métropolitain au XIX[e] siècle », in : E. Rhinn *et al.* (sous la dir.), *La coexistence des droits*, éd. Mare & Martin, 2019, pp. 69-80

RÉU-3. É. GASTRIN, « Habitude et droit à l'île de La Réunion », *Revue juridique de l'océan Indien* 2020 (n° 27), pp. 195-207 [Lien]

RÉU-4. C. GÉRARD, « Liberté et justice à La Réunion à travers le temps », *Bulletin de l'Académie de l'île de La Réunion* 1981 (vol. 26), pp. 31-46

RÉU-5. J. LASSALLE, v° La Réunion, in : G. Giraudeau/M. Maisonneuve (sous la dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, LexisNexis, 2021, pp. 322-326

RÉU-6. A. SCHERER, « Histoire des institutions de La Réunion de 1815 à 1947 », *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 43-53

RÉU-7. A. TOUSSAINT, « Histoire du Droit et des Institutions de l'Ile-de-France et de l'Île Bourbon jusqu'en 1815 », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 35-42

II. SOURCES DU DROIT | *LEGAL SOURCES*

A. RECUEILS DE TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES | *DIGESTS OF LEGISLATION*

RÉU-8. *Bulletin officiel de l'île Bourbon*, puis : *Bulletin officiel de l'Île de la Réunion*, Impr. du Gouvernement, 1817-1909

RÉU-9. *Journal officiel de l'Île de la Réunion*, Impr. du Gouvernement, 1862-1909

RÉU-10. *Journal et Bulletin officiels de l'Île de La Réunion*, Impr. du Gouvernement, 1910-1947

RÉU-11. *Recueil des actes administratifs de la Préfecture de La Réunion*, Préfecture de La Réunion, 1948- [Lien]

RÉU-12. *Recueil des délibérations du Conseil général de La Réunion*, 1982-

RÉU-13. *Répertoire des textes législatifs et réglementaires et des questions parlementaires concernant la Réunion*, Centre d'études administratives du Centre universitaire de la Réunion, 1976-1984

RÉU-14. A. DELABARRE de NANTEUIL, *Législation de l'île Bourbon*, Imprimerie J.-B. Gros, 1ère éd. 1844, 3 vol. [Lien] [Lien] [Lien] ; 2e éd. 1861-1863, 6 vol. [Lien]

→ pour un répertoire de publications officielles concernant La Réunion, v. aussi J. WITHERELL, *A Guide to Official Publications. Madagascar and Adjacent Islands*, Library of Congress, 1965, pp. 20-21

B. RECUEILS DE JURISPRUDENCE | *DIGESTS OF CASE LAW*

RÉU-15. *Chroniques de jurisprudence*, Revue juridique de l'océan Indien, 2001- [Lien]

RÉU-16. *Commentaire des principales décisions du Tribunal administratif de la Réunion*, Dossiers du Centre d'études administratives du Centre Universitaire de la Réunion, 1975-1981

C. ENSEIGNEMENT DU DROIT À LA RÉUNION | *LEGAL EDUCATION IN RÉUNION*

RÉU-17. J. BOUTIER, « Les débuts de l'enseignement du droit à l'Île Bourbon (1825-1837) », *Outre-Mers. Revue d'histoire* 2017 (n° 394-395), pp. 15-38

RÉU-18. G. CONAC, « Les débuts de l'enseignement supérieur à La Réunion », in : *Itinéraires du droit et terres des hommes. Mélanges en l'honneur de Jean-Marie Breton*, Mare & Martin, 2017, pp. 869-880 (également reproduit in : *Bulletin de l'Acaémie de l'île de La Réunion* 1984 [vol. 24], pp. 104-122)

RÉU-19. P. DUCRET, « La création d'une École de droit à Bourbon : Une longue lutte entre Maître Lesueur et le pouvoir central », in : S. Geoffroy (sous la dir.), *Artisans de la paix et passeurs. Peacemakers and Bridgebuilders*, éd. Michel Houdiard, 2018, pp. 139-157

RÉU-20. R. LUCAS, « Des Écoles de Droit aux Établissements universitaires autonomes aux Antilles-Guyane et à la Réunion », in : R. Lucas/K. Radojcic (sous la dir.), *L'enseignement supérieur dans les régions ultrapériphériques (RUP) (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion)*, Karthala, 2006, pp. 27-72

RÉU-21. H. NÉGREL, « Les origines de l'enseignement du droit à La Réunion », *Bulletin de l'Académie de l'île de La Réunion* 1963-1964 (vol. 21), pp. 152-171

III. DROIT INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL LAW*

A. DROIT INTERNATIONAL PUBLIC | *PUBLIC INTERNATIONAL LAW*

RÉU-22. D. DORMOY, « Le droit de la participation aux organisations internationales régionales de l'océan Indien : quelles perspectives pour la participation de La Réunion ? », *Carnets de recherche de l'océan Indien* 2019 (n° 4) [Lien]

RÉU-23. V. GOESEL-LE BIHAN, « Les collectivités de l'océan Indien et la conclusion d'accords internationaux », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 57-64

B. DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE | *EUROPEAN UNION LAW*

RÉU-24. S. CAZET, « L'action territoriale de l'Union européenne à La Réunion », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 217-228

RÉU-25. G. GONZALEZ, « La Réunion et la construction européenne (le référendum du 20 septembre 1992 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1992-1994 (vol. 13), pp. 489-502

RÉU-26. H. PONGÉRARD-PAYET, « Les régions ultrapériphériques de l'océan Indien dans la politique européenne de cohésion 2014-2020 », in : Y. Combeau/T. Gaillat/Y. Rolland (sous la dir.), *Dire l'océan Indien*, Université de La Réunion/Epica éditions, 2017, vol. 1, pp. 189-216

RÉU-27. H. PONGÉRARD-PAYET, « Les régions ultrapériphériques de l'océan Indien et les fonds structurels européens », in : I. Valente (sous la dir.), *Olhares Cruzados sobre as regiões ultraperiféricas da União Europeia/Crossed Views on the Outermost Regions of European Union*, Coimbra University Press, 2008, pp. 161-194

→ sur le statut de La Réunion au regard de l'Union européenne et des organisations internationales, v. *infra* réf. **RÉU-48** et **RÉU-25**

C. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ | *PRIVATE INTERNATIONAL LAW*

→ sur la condition des immigrés, v. *infra* réf. **RÉU-94** et **RÉU-97 et s.**

IV. DROIT PUBLIC | *PUBLIC LAW*

A. DROIT CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LAW*

RÉU-28. J. HOUBERT, « Réunion: I French Decolonization in the Mascareignes », *Journal of Commonwealth and Comparative Politics* 1980 (vol. 18), pp. 145-171 [Lien]

RÉU-29. J. HOUBERT, « Réunion: II The Politics of *Départementalisation* », *Journal of Commonwealth and Comparative Politics* 1980 (vol. 18), pp. 325-347 [Lien]

RÉU-30. J. HOUBERT, « France in the Indian Ocean. Decolonizing without Disengaging », *Round Table. Commonwealth Journal of International Affairs* 1986 (vol. 75), pp. 145-166 [Lien]

RÉU-31. F. MÉLIN-SOUCRAMANIEN, « La Réunion dans la Constitution », in : E. Maestri (sous la dir.), La décentralisation. Histoire, bilans, évolutions, L'Harmattan/Univ. Réunion, 2004, pp. 353-358

RÉU-32. F. MÉLIN-SOUCRAMANIEN, « Fragments d'une histoire constitutionnelle de l'île de La Réunion. Les 'bases constitutionnelles' de 1795 à aujourd'hui », in : *Des racines du Droit & des contentieux. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Louis Mestre*, éd. L'Épitoge, 2020, t. 1, pp. 173-182

RÉU-33. C. MEURE, « Batailles pour un statut colonial : La Réunion (1870-1881) », in : Y. Combeau (sous la dir.), *La Réunion sous la Troisième République, une colonie républicaine, 1870-1940*, Océan Éditions, 2005, pp. 23-40

RÉU-34. A. ORAISON, « À propos de la décolonisation de l'île de la Réunion (L'attitude des communistes réunionnais de 1946 à 1996 : qui est responsable de la départementalisation sur le plan politique ?) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 1998 (vol. 76), pp. 1-34

RÉU-35. A. ORAISON, « La présence française en océan Indien et en Antarctique (Les décolonisations conformes au droit international de la décolonisation : le cas des Terres australes et antarctiques françaises et le cas de l'île de La Réunion) », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1999, pp. 205-211

RÉU-36. A. ORAISON, « Quelques réflexions générales sur l'article 73 de la Constitution de la V^{ème} République, corrigé et complété par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003. Les possibilités offertes aux départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique) en matière d'habilitation législative et l'exception insolite du département de La Réunion », *Revue française de droit administratif* 2003, pp. 684-693

RÉU-37. A. ORAISON, « La révision constitutionnelle du 28 mars 2003 et les incidences de la nouvelle décentralisation dans les départements d'outre-mer (Le déclin programmé de la notion de D.O.M. en Amérique et la regrettable exception de la région monodépartementale de La Réunion dans l'océan Indien) », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2003, pp. 1337-1367 et pp. 2015-2045

RÉU-38. E. RAMARO, « La Réunion : entre le département et la nation », *Revue française d'études politiques africaines* 1972, pp. 38-50

RÉU-39. J. RIO, *v°* Amendement Virapoullé, in : G. Giraudeau/M. Maisonneuve (sous la dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, LexisNexis, 2021, pp. 18-19

1. INSTITUTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES | *POLITICAL AND ADMINISTRATIVE INSTITUTIONS* […]

2. DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX | *HUMAN RIGHTS LAW*

RÉU-40. P. ÈVE, « L'Église à La Réunion à l'épreuve de la loi du 9 décembre 1905 », *Outre-Mers* 2005 (n° 348-349), pp. 23-37 [Lien]

3. DROIT PARLEMENTAIRE ET PROCÉDURE LÉGISLATIVE | *PARLIAMENTARY LAW AND LEGISLATIVE PROCEDURE* […]

4. DROIT ÉLECTORAL | *ELECTORAL LAW*

RÉU-41. D. GAGNEUR, « L'influence des groupes de pression lors des élections législatives et sénatoriales à La Réunion entre 1870 et 1914 : 'l'échiquier des pouvoirs' », in : L. Jalabert/B. Joly/J. Weber (sous la dir.), *Les élections législatives et sénatoriales outre-mer (1848-1981)*, éd. Les Indes Savantes, 2010, pp. 71-88

RÉU-42. H. GERBEAU, « Le droit et le fait : les élections législatives de 1849 à La Réunion. Un souffrage peu universel », in : L. Jalabert/B. Joly/J. Weber (sous la dir.), *Les élections législatives et sénatoriales outre-mer (1848-1981)*, éd. Les Indes Savantes, 2010, pp. 59-70

RÉU-43. L. SERMET, « La parité homme/femme en politique », in : G. Staudacher-Valliamee (sous la dir.), *La femme et les sociétés pluriculturelles de l'océan Indien*, éd. SEDES, 2002, pp. 311-318

→ sur le droit de vote des affranchis lors des élections de 1851, v. *infra* réf. **RÉU-90**

5. CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LITIGATION* […]

B. DROIT ADMINISTRATIF | *ADMINISTRATIVE LAW*

1. DROIT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL | *GENERAL ADMINISTRATIVE LAW* […]

2. DROIT DES SERVICES PUBLICS | *PUBLIC SERVICE LAW* […]

3. DROIT ADMINISTRATIF DES BIENS | *PUBLIC PROPERTY LAW* […]

4. DROIT DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE | *PLANNING LAW*

RÉU-44. P. CRÉGUT, « Vers un nouveau régime juridique des ravines à La Réunion ? », in : *Droit et anthropologie de la complexité. Mélanges dédiés à Jean Mas*, Economica, 1996, pp. 109-115

RÉU-45. J.-C. MAESTRE, « La réparation des dommages causés aux usagers des routes réunionnaises par les éboulements de pierres », *Cahiers du Centre universitaire de La Réunion* 1975 (vol. 5), pp. 38-46

RÉU-46. E. NAIM-GESBERT, « La construction d'un système d'écriture du droit de l'aménagement du territoire à La Réunion », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001-2002 (n° 2), pp. 167-180 [Lien]

RÉU-47. P. SOLER-COUTEAUX, « Le schéma d'aménagement régional de La Réunion : une expérience et un modèle pour les documents d'aménagement », in : *Droit et anthropologie de la complexité. Mélanges dédiés à Jean Mas*, Economica, 1996, pp. 347-364

5. DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (ADMINISTRATION LOCALE) | *LOCAL GOVERNMENT*

RÉU-48. W. BERTILE, *La Réunion. Département français d'outre-mer, région européenne ultrapériphérique*, th. La Réunion, 2000, 986 pp.

RÉU-49. J. BOUTIER, *La question de l'assimilation politico-juridique de l'île de La Réunion à la Métropole (1815-1906)*, th. Aix-Marseille, 2015, 594 pp.

RÉU-50. A. ORAISON, *Quelques réflexions critiques sur l'organisation et les attributions des régions d'outre-mer (Les avatars de la décentralisation dans les DOM)*, Service des publications de l'Université de La Réunion, 1985, 140 pp.

RÉU-51. F. PAYET, *La vie politique à la Réunion 1946-1982 : permanence de la question du statut*, th. La Réunion, 2006, 2 vol., 836 pp. [Lien]

RÉU-52. W. BERTILE, « Mayotte et La Réunion : les départements français de l'océan Indien », in : *Espaces du service public. Mélanges en l'honneur de Jean du Bois de Gaudusson*, PUB, 2013, t. 2, pp. 801-815

RÉU-53. C. CADOUX, « Les institutions décentralisées : région et département », in : *La Réunion dans l'océan Indien*, CHEAM, 1986, pp. 163-196

RÉU-54. J. DUPONT-LASSALLE, « Quel avenir pour le département de La Réunion ? La perspective de la collectivité unique ? », in : D. Blanc/F. Cafarelli (sous la dir.), *1946-2016 – soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine. Entre unité constitutionnelle et diversité législative*, PUAM, 2018, pp. 131-148

RÉU-55. P. ÈVE, « La critique de la tutelle de l'État à Bourbon à l'époque de l'esclavage », in : E. Maestri (sous la dir.), *La décentralisation : histoire, bilans, évolutions. Actes du colloque de Saint-Denis de La Réunion*, Univ. Réunion/L'Harmattan, 2003, pp. 67-86

RÉU-56. L. FAVOREU, « La Réunion dans la République », in : *La Réunion dans l'océan Indien*, CHEAM, 1986, pp. 197-205

RÉU-57. R. GHEVONTIAN, « La Réunion et les lois de décentralisation : la singularité dans le droit commun », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 35-41

RÉU-58. U. LARTIN, « L'institution des municipalités à l'île Bourbon sous la Révolution », in : C. Wanquet/B. Julien (sous la dir.), *Révolution française et océan Indien. Prémices, paroxysmes, héritages et déviances*, Univ. Réunion/L'Harmattan, 1996, pp. 129-141

RÉU-59. J.-C. MAESTRE, « Le département de la Réunion, vingt-troisième région », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1974 (vol. 1), pp. 289-323 (également publié dans la collection des *Dossiers du Centre d'études administratives* du Centre universitaire de la Réunion, 1974, 88 pp.)

RÉU-60. A. ORAISON, « La sous-administration communale à La Réunion (objectif : 40 collectivités de base) », *La Revue administrative* 1977, pp. 301-304 [Lien]

RÉU-61. A. ORAISON, « À propos du projet de bidépartementalisation à La Réunion (une réforme administrative salutaire) », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2000 (vol. 54), pp. 191-206

RÉU-62. A. ORAISON, « Le réaménagement en profondeur de la carte communale à La Réunion », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001 (n° 1), pp. 139-154 [Lien] (également reproduit in : *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2001, pp. 178-194)

RÉU-63. A. ORAISON, « Réflexions au sujet d'une éventuelle création d'une collectivité territoriale unique à La Réunion compatible avec la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2012, pp. 2045-2057

RÉU-64. A. ORAISON, « Plaidoyer pour la fusion de la région et du département de La Réunion », *Revue juridique de l'océan Indien* 2014 (n° 19), pp. 139-168 [Lien]

RÉU-65. F. PAYET, « Aspect du débat politique réunionnais à la fin du XIX^e^ : affrontement politique entre assimilationniste et autonomistes, sous la III^e^ République », in : Y. Combeau (sous la dir.), *La Réunion sous la Troisième République, une colonie républicaine, 1870-1940*, Océan Éditions, 2005, pp. 49-61

RÉU-66. F. SAUVAGEOT, « La Réunion et le droit commun de la réforme territoriale », in : J. Daniel (sous la dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement*, L'Harmattan, 2011, pp. 123-133

6. DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE | *PUBLIC EMPLOYMENT LAW* […]

RÉU-67. P. SOLER-COUTEAUX, « La fonction publique locale à La Réunion », *Revue française d'administration publique* 1984, pp. 549-560

7. PROCÉDURE ADMINISTRATIVE CONTENTIEUSE | *LITIGATION BEFORE ADMINISTRATIVE COURTS*

RÉU-68. B. ENJOUVIN, « Le Tribunal administratif de Saint-Denis-de-La-Réunion en 1976 : le retour d'un président permanent », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 507-511

RÉU-69. E.-P. LUCE, « Un tribunal administratif d'outre-mer : Saint-Denis de la Réunion », *L'actualité juridique. Droit administratif* 1981, pp. 171-175

RÉU-70. J.-P. NÉGRIN, « L'exécution de la chose jugée en 1977 et 1978 par le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1980 (vol. 7), pp. 413-419

RÉU-71. N. NIVERT, « Le système de visio-audience devant les Tribunaux administratifs de Saint-Denis de La Réunion et de Mamoudzou. Progrès technique, certes. Progrès juridictionnel, à voir… », *Revue juridique de l'océan Indien* 2007 (n° 7), pp. 105-118 [Lien]

→ v. aussi le recueil des principales décisions du Tribunal administratif de La Réunion (*supra* **RÉU-16**)

C. DROIT FISCAL, DROIT DOUANIER ET FINANCES PUBLIQUES | *TAX LAW, CUSTOMS LAW AND BUDGETARY LAW*

RÉU-72. M. PAOLI, « Le régime douanier du département de La Réunion », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1982-1983 (vol. 9), pp. 79-82

RÉU-73. A. DOLABARATE, « Le régime douanier de l'Île de la Réunion, in : Fédération intercoloniale (sous la dir.), *La réforme du régime douanier colonial et la fédération intercoloniale*, Impr. Dessaint 1913, pp. 159-162

RÉU-74. H. GÉRARD, « Étude historique du régime du commerce extérieur et de l'organisation douanière à l'Île de La Réunion », *Bulletin de l'Académie de l'île de La Réunion* 1922 (vol. 5), pp. 31-135 et 1923 (vol. 6), pp. 5-58

RÉU-75. M. MARTEAU-PETIT, « Les spécificités fiscales de La Réunion (volet 1) : la TVA non perçue », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001-2002 (n° 2), pp. 309-333 [Lien] (version réduite publiée in : *Revue de droit fiscal* 2002, pp. 1618-1624)

RÉU-76. M. MARTEAU-LAMARCHE, « Premières remarques sur les aspects fiscaux de la 'LODEOM' (contexte réunionnais). 1ère partie : les innovations de la loi », *Revue juridique de l'océan Indien* 2010 (n° 10), pp. 75-96 [Lien]

RÉU-77. J.-P. NÉGRIN, « Les déboires contentieux du département de La Réunion. A propos des garanties d'emprunt accordées à la société professionnelle et agricole de la Sakay », in : *Droit et anthropologie de la complexité. Mélanges dédiés à Jean Mas*, Economica, 1996, pp. 269-296

D. DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE | *PUBLIC BUSINESS LAW*

1. CONTRATS ADMINISTRATIFS | *ADMINISTRATIVE CONTRACTS*

RÉU-78. M. TASSONNE, « La Réunion, quel modèle de relance de l'économie par les marchés publics ? », *Revue juridique de l'océan Indien* 2012 (n° 14), pp. 131-138 [Lien]

2. ENTREPRISES PUBLIQUES | *STATE-OWNED COMPANIES* […]

3. DROIT DES INVESTISSEMENTS | *INVESTMENT LAW* […]

4. DROIT MINIER ET DES HYDROCARBURES | *MINING LAW, OIL AND GAS LAW* […]

V. DROIT PRIVÉ | *PRIVATE LAW*

RÉU-79. J. VINSON, « La législation applicable en matière de droit privé [à la Réunion] », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 165-176

A. DROIT CIVIL | *CIVIL LAW*

1. DROIT DES PERSONNES | *'LAW OF PERSONS'*

Dossier bibliographique : esclavage et engagisme à La Réunion

Bibliographical Portfolio: Slavery and Indentured Servitude in Réunion

RÉU-80. J. BARBIER/J. BOUTIER (sous la dir.), *L'étrange histoire de Furcy Madeleine*, Musée historique de Villèle/Univ. Réunion, 2020, 296 pp.

RÉU-81. G. GÉRARD/M. GRIMAUD, *Des esclaves sous le fouet. Le procès Morette à l'île Bourbon*, L'Harmattan, 2016, 148 pp.

RÉU-82. P. GUIRAL, *L'immigration réglementée aux Antilles françaises et à la Réunion*, th. Paris, Jouve & Cie, 1911, 154 pp.

RÉU-83. S. LAW-HANG, *L'histoire de l'engagisme à la Réunion au XIX*^{ème} *siècle : heurs et malheurs de l'habillage juridique d'une réalité servile dans le bassin de l'Océan Indien (1828-1914)*, th. Aix-Marseille 3, 2007, 1034 pp.

RÉU-84. L. WICKERS, *L'immigration réglementée à la Réunion*, th. Paris, J. Rousset, 1911, 160 pp.

RÉU-85. L. BENOITON, « Le droit de l'esclavage à l'île Bourbon : un exemple d''antidroit' », *Revue juridique de l'océan Indien* 2010 (n° 11), pp. 111-121 [Lien]

RÉU-86. L. BENOITON, « La prohibition des unions mixtes à l'île Bourbon. Scolie sur une société divisée par le droit », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2007, pp. 955-961

RÉU-87. J. BOUTIER, « L'ordre public : Sully Brunet et les contradictions de la justice et de la politique dans l'Affaire Furcy (Île Bourbon, 1817-1818) », *French Colonial History* 2014 (vol. 15), pp. 135-163 [Lien]

RÉU-88. J. BOUTIER, « Procès et luttes pour la liberté : le cas singulier de Furcy », in : J.-P. Jean/S. Humbert/O. Pluen/A. Bendjebbar (sous la dir.), *Justice et esclavages*, La Documentation française, 2021, pp. 85-93

RÉU-89. P. ÈVE, « Le sens de la notion d'égalité à la Réunion à la veille de la Première Guerre mondiale », in : C. Wanquet/B. Julien (sous la dir.), *Révolution française et océan Indien. Prémices, paroxysmes, héritages et déviances*, Univ. Réunion/L'Harmattan, 1996, pp. 405-417

RÉU-90. P. ÈVE, « La question du vote des affranchis lors des élections législatives des 29 et 30 décembre 1851 », in : L. Jalabert/B. Joly/J. Weber (sous la dir.), *Les élections législatives et sénatoriales outre-mer (1848-1981)*, éd. Les Indes Savantes, 2010, pp. 71-88

RÉU-91. J.-F. GÉRAUD, « Bourbon, août 1848, l'affaire Page-Graëb : contradiction de la République et de la colonie », *Revue Historique de l'océan Indien* 2007 (n° 3), pp. 16-34

RÉU-92. B. JULLIEN, « La justice en face des excès de la société coloniale : le cas d'un procès pour traitements barbares et inhumains à Bourbon en 1846 », in : E. Maestri (sous la dir.), *Esclavage et abolitions dans l'océan Indien (1723-1860). Actes du colloque de Saint-Denis-de-la-Réunion, 4-8 décembre 1998*, L'Harmattan, 2002, pp. 361-372

RÉU-93. S. LAW-HANG, « La définition de l'engagisme indien à l'île Bourbon au XIX^e^ siècle : entre complexité juridique et modernité sociale », *Cahiers aixois d'histoire des droits de l'outre-mer français* 2004 (n° 2), pp. 217-231

RÉU-94. M. MARIMOUTOU, « A la fin du XIX^e^ siècle, les enjeux de la naturalisation des Indiens de La Réunion », in : C. Wanquet/B. Julien (sous la dir.), *Révolution française et océan Indien. Prémices, paroxysmes, héritages et déviances*, Univ. Réunion/L'Harmattan, 1996, pp. 385-390 [Lien]

RÉU-95. S. PEABODY, « La question raciale et 'le sol libre de France' : l'affaire Furcy », *Annales : Histoire, Sciences Sociales* 2009 (n° 6), pp. 1305-1334 [Lien]

RÉU-96. S. PEABODY, « Free Soil in the Indian Ocean: French Slave Law on the Eve of Emancipation », in : *Slavery and the Slave Trades in the Indian Ocean and Arab Worlds: Global Connections and Disconnections*, 2008, 35 pp. [Lien]

RÉU-97. É. RALSER, « Le statut personnel de l'immigrant indien », *Revue juridique de l'océan* Indien 2012 (n° 14), pp. 119-130 [Lien]

RÉU-98. A. SCHERER, « La convention franco-britannique du 25 juillet 1860 sur le recrutement des travailleurs indiens pour La Réunion », in : *Les relations historiques et culturelles entre la France et l'Inde (XVII^e^ – XX^e^ siècles)*, AHIOI, 1987, t. 2, pp. 243-255

RÉU-99. L. SERMET, « 'Être esclave selon la loi' : norme juridique et injustice », in : *Île de La Réunion : Regards croisés sur l'esclavage 1794-1848*, Somogy/Les Cahiers de Notre Histoire, 1998, pp. 97-101

RÉU-100. L. SERMET, « Réflexions sur le statut juridique du poète Auguste Lacaussade », in : P. Ève (sous la dir.), *Auguste Lacaussade (1815-1897). Le fils d'une affranchie d'avant 1848*, Océan Éditions, 2004, pp. 127-137

RÉU-101. L. SERMET, « La répression selon le code noir pénal : droit, déviance et esclavage à l'île de La Réunion au début du XIX^e^ siècle », in : C. Duboin (sous la dir.), *Dérives et déviances*, Le Publieur, 2005, pp. 73-83

RÉU-102. L. SERMET, « Esclavage, libertés et droit : le code civil colonial des îles de France et de la Réunion du 1^er^ brumaire an XIV », in : S. Fuma (sous la dir.), *Regards sur l'Afrique et l'océan Indien*, Le Publieur, 2005, pp. 139-146

2. DROIT DE LA FAMILLE | *FAMILY LAW*

RÉU-103. J.-M. AUGUSTIN, « Les premiers contrats de mariage à l'île Bourbon : 1704-1736 », *Cahiers aixois d'histoire des droits de l'outre-mer français* 2002 (n° 1), pp. 61-75

3. DROIT DES OBLIGATIONS | *LAW OF OBLIGATIONS*

→ sur la responsabilité du fait des éboulements de pierres, v. *supra* réf. **RÉU-45**

4. DROIT DES BIENS ET DES SÛRETÉS | *PROPERTY LAW AND 'SECURITIES LAW'*

→ sur le colonat partiaire, v. *infra* réf. **RÉU-124 et s.**

B. DROIT DES AFFAIRES | *BUSINESS LAW*

1. DROIT COMMERCIAL | *COMMERCIAL LAW* […]

2. DROIT DES SOCIÉTÉS | *COMPANY LAW* […]

3. DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ | *BANKRUPTCY LAW* […]

4. DROIT DES ASSURANCES | *INSURANCE LAW* […]

5. DROIT BANCAIRE ET FINANCIER | *BANKING LAW AND FINANCIAL LAW*

RÉU-104. L. OZOUX, *Le crédit à l'île de La Réunion*, th. Bordeaux, 1902, 143 pp.

RÉU-105. G. GÉRARD, « Historique du crédit et des établissements bancaires à La Réunion pendant les 18e et 19e siècles », *Bulletin de l'Académie de l'île de La Réunion* 1979-1980 (vol. 25), pp. 11-36

RÉU-106. C. MERLE, « La réforme monétaire internationale de 1873 et ses conséquences pour La Réunion », *Bulletin de l'Académie de l'île de La Réunion* 1969-1978 (vol. 24), pp. 15-22

6. DROIT DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION | *COMPETITION LAW AND CONSUMER LAW*

RÉU-107. A. DAMOUR *et al.*, « Les acteurs du droit de la consommation à La Réunion », *Revue juridique de l'océan Indien* 2010 (n° 11), pp. 105-109 [Lien]

7. DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE | *INTELLECTUAL PROPERTY LAW* […]

8. DROIT DES TRANSPORTS (TERRESTRE, AÉRIEN, MARITIME ET FLUVIAL) | *TRANSPORTATION LAW*

C. DROIT SOCIAL | *SOCIAL LAW*

RÉU-108. M. BUY, « La spécificité du droit social réunionnais », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 65-73

D. PROCÉDURE CIVILE | *CIVIL PROCEDURE*

RÉU-109. R. KICHENIN, « L'organisation judiciaire et ses particularités de procédure civile à la Réunion », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 201-212

VI. DROIT PÉNAL ET CRIMINOLOGIE | *CRIMINAL LAW AND CRIMINOLOGY*

RÉU-110. J.-C. LAVAL, *La justice répressive à la Réunion de 1848 à 1870*, mém. La Réunion (histoire), 1986, 264 pp. [Lien] (version remaniée publiée sous le titre *La justice à La Réunion de 1848 à 1870. La répression au lendemain de l'abolition de l'esclavage*, Océan éditions, 1999, 204 pp.)

RÉU-111. B. MAILLARD, *Les noirs des geôles. La répression pénale des esclaves à l'île Bourbon, entre puissance publique et pouvoir despotique des maîtres, 1815-1848*, th. Paris 7 (histoire), 2010, 1071 pp.

RÉU-112. C. POMART/D. RAMAYE, *Féminicides conjugaux à La Réunion entre 2006 et 2019*, Univ. Réunion/IRTS La Réunion, 2020, 112 pp. [Lien]

RÉU-113. B. RÉMY, *La délinquance à La Réunion. Approche géographique d'une situation dans un espace insulaire*, Univ. Réunion/L'Harmattan, 2000, 269 pp.

RÉU-114. H. AZEMA, « Première peines et premières prisons à l'île Bourbon », *Bulletin de l'Académie de La Réunion* 1930, pp. 135-153

RÉU-115. M. BONNARDEAU, « La répression des délits contre la famille à la Réunion », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 189-199

RÉU-116. A. COUTURIER, « L'organisation pénitentiaire de l'île Maurice et du Département de la Réunion », *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 213-227

RÉU-117. J. GRANIER, « Problèmes de criminologie et de droit pénal à La Réunion », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 177-187

RÉU-118. B. MAILLARD, « Carcer sous les tropiques. La prison pénale à l'île Bourbon (la Réunion) sous la Monarchie de Juillet », *Histoire pénitentiaire* 2004 (vol. 1), pp. 34-69 [Lien]

RÉU-119. B. RÉMY, « La délinquance à La Réunion : dynamique et disparités (1984-2002) », in : J.-M. Jauze/J.-L. Guébourg (sous la dir.), *Inégalités et spatialité dans l'océan Indien. Actes du colloque de Saint-Denis de la Réunion (24-26 novembre 2004)*, L'Harmattan, 2005, pp. 209-218

VII. DROITS MIXTES | *MIXED FIELDS OF LAW*

A. DROIT FONCIER ET DROIT RURAL | *LAND LAW AND RURAL LAW*

RÉU-120. D. BRUNET, *De la réserve domaniale dite des pas géométriques à l'île de la Réunion*, Impr. Th. Drouhet, 1881, 182 pp. [Lien]

RÉU-121. DUREAU DE VAULCOMTE, *Notes sur le régime domanial à l'île Bourbon : 1665-1901*, Impr. G. Lahuppe, 1902, 96 pp.

RÉU-122. E. DURAND, *L'île de la Réunion et le crédit foncier colonial*, th. Paris, Sirey, 1914, 220 pp.

RÉU-123. J. MAS, *Droit de propriété et paysage rural de l'Île de Bourbon-La Réunion*, th. Paris 1, 1971, 344 pp. [Lien]

RÉU-124. H. CORNU, « Les colons partiaires de La Réunion », *Penant. Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes* 1958, pp. 11-21

RÉU-125. L. CRÉMAZY, « De la domanialité publique à la Martinique et à l'île de la Réunion », *Revue générale de droit, de la législation et de la jurisprudence* 1889, pp. 22-28 ; 1890, pp. 41-51, pp. 393-418 ; 1892, pp. 531-540 et 1893, pp. 67-73, pp. 161-165, pp. 417-426

RÉU-126. R. LEGRAS, « Étude sur le domaine colonial à La Réunion », *Recueil trimestriel de documents et travaux inédits pour servir à l'histoire des Mascareignes françaises* 1944 (vol. 6), pp. 207-237

RÉU-127. B. PARISOT, « Le Colonat partiaire à la Réunion », in : Faculté de droit et des sciences économiques d'Aix-en-Provence (sous la dir.), *Études réunionnaises. Histoire, droit et économie de La Réunion*, éd. Cujas, 1965, pp. 74-109

B. DROIT DE L'ENVIRONNEMENT | *ENVIRONMENTAL LAW*

RÉU-128. P. KAMKAR, *Le photovoltaïque, une « innovation verte » à l'épreuve du droit : analyse synthétique et critique du cadre juridique photovoltaïque visant le particulier à la Réunion*, th. La Réunion, 2015, 543 pp. [Lien]

RÉU-129. A. DAMERON, « L'adaptation aux changements climatiques par les documents d'urbanisme », in : A.-S. Tabau (sous la dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion*, éd. Confluence des droits, 2018, pp. 79-98 [Lien]

RÉU-130. O. DUPÉRÉ, « L'évaluation du risque requin et la détermination des orientations de sa gestion. Perspectives judiciaires franco-mauriciennes », *Revue juridique de l'océan Indien* 2019 (n° 26), pp. 7-41 [Lien]

RÉU-131. J.-C. ESPÉRANCE, « Du 'tangue' au 'corce blanc bâtard', ou le marais de compétences de la DIREN à La Réunion. Quelques réflexions sur le rôle de l'État dans la protection de l'environnement », in : *Droit et anthropologie de la complexité. Mélanges dédiés à Jean Mas*, Economica, 1996, pp. 139-149

RÉU-132. M. FABRE/D. GATUMEL/H. PUJOL, « Le traitement juridique des infractions contre la nature à La Réunion », *Revue juridique de l'océan Indien* 2007 (n° 7), pp. 11-40 [Lien]

RÉU-133. S. FERRARI, « Espaces littoraux et capital naturel critique : la ressource en eau en milieu insulaire (une application à la Réunion et à la Guadeloupe) », in : J.-M. Breton (sous la dir.), *Gestion des ressources en eau et développement local durable (Caraïbe, Amérique latine, Océan indien)*, Karthala, 2008, pp. 267-286

RÉU-134. G. FUTHAZAR, « Changements climatiques globaux, crise requin locale : l'adaptation aux changements climatiques comme grille de lecture de la gestion d'un risque naturel nouveau », in : A.-S. Tabau (sous la dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion*, éd. Confluence des droits, 2018, pp. 235-252 [Lien]

RÉU-135. J. GRUCHET-AUBRY, « Droit et gestion de l'eau à Madagascar et à La Réunion : convergences de deux droits d'origines différentes », *Revue juridique de l'océan Indien* 2007 (n° 7), pp. 65-88 [Lien] (également reproduit in : J.-M. Breton [sous la dir.], *Gestion des ressources en eau et développement local durable (Caraïbe, Amérique latine, Océan indien)*, Karthala, 2008, pp. 237-266)

RÉU-136. E. LAGABRIELLE *et al.*, « Modelling with stakeholders to integrate biodiversity into land-use planning – Lessons learned in Reunion

Island (Western Indian Ocean) », *Environmental Modelling and Software* 2010 (vol. 25), pp. 1413-1427 [Lien]

RÉU-137. M. LEMOINE-SCHONNE, « La différenciation des territoires insulaires dans l'application du marché du carbone du secteur de l'aviation (CORSIA) », in : A.-S. Tabau (sous la dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion*, éd. Confluence des droits, 2018, pp. 221-234 [Lien]

RÉU-138. H. MAZZAGGIO/M. POUCET, *L'environnement à La Réunion : droit et politiques*, Observatoire départemental de La Réunion, 1991, 89 pp.

RÉU-139. É. NAIM-GESBERT, *Le droit de la gestion durable de l'eau*, Laboratoire de Droit Public et Laboratoire d'Écologie Marine, Université de La Réunion et Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (PPF Mer), 2000, 85 pp.

RÉU-140. É. NAIM-GESBERT, *Le droit de l'environnement à La Réunion. La normativité environnementale face au milieu tropical insulaire*, Université de La Réunion, 2000, 109 p.

RÉU-141. É. NAIM-GESBERT, « Le droit international de la gestion intégrée des zones côtières », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1999-2000 (vol. 16), pp. 181-201 (également reproduit in : *Revue juridique de l'océan Indien* 2001 [n° 1], pp. 89-104 [Lien])

RÉU-142. É. NAIM-GESBERT, « Le projet de parc national de La Réunion, parc de seconde génération ? Anatomie d'une législation controversée en cours de réforme », *Revue juridique et politique des États francophones* 2006, pp. 103-119

RÉU-143. É. NAIM-GESBERT, « Le principe de la gestion équilibrée de l'eau à La Réunion », *Revue juridique de l'océan Indien* 2006 (n° 6), pp. 157-167 [Lien] (également reproduit in : J.-M. Breton [sous la dir.], *Gestion des ressources en eau et développement local durable (Caraïbe, Amérique latine, Océan indien)*, Karthala, 2008, pp. 225-236)

RÉU-144. É. NAIM-GESBERT, « Parc national de La Réunion, un facteur de nouvelles solidarités territoriales », *L'actualité juridique. Droit administratif* 2007, pp. 1226 -1230

RÉU-145. A. ORAISON, « Comment le droit international a sauvé la *chelonia mydas* originaire des Îles Éparses : de la ferme C.O.R.A.I.L. au Centre d'études et de découverte des tortues marines de La Réunion (C.E.D.T.M.) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001-2002 (n° 2), pp. 181-189 [Lien]

RÉU-146. L. PEYEN, « Le 'risque requin' devant le juge des référés », *Revue juridique de l'océan Indien* 2014 (n° 18), pp. 117-126 [Lien]

RÉU-147. L. PEYEN, « Le 'risque requin' et le droit », in : É. Naim-Gesbert/L. Peyen/R. Radiguet (sous la dir.), *Figures de la préservation de l'environnement en outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires*, PUAM, 2015, pp. 119-134

RÉU-148. L. PEYEN, « Le risque requin, le droit et la société : scolies sur l'encadrement d'un risque naturel », *Droit administratif* 2016 (n° 1), pp. 17-20

RÉU-149. L. PEYEN, « La démocratie locale en matière d'adaptation au changement climatique », in : A.-S. Tabau (sous la dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion*, éd. Confluence des droits, 2018, pp. 63-76 [Lien]

RÉU-150. H. PONGÉRARD-PAYET, « Le soutien de l'Union européenne à l'adaptation au changement climatique dans les régions ultrapériphériques à l'échelle de La Réunion », in : A.-S. Tabau (sous la dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion*, éd. Confluence des droits, 2018, pp. 43-61 [Lien]

RÉU-151. R. SQUARZONI, « Enquête sur l'application du droit de l'environnement dans les D.O.M. (Réunion) », in : J.-Cl. Douence (dir.), *Le droit de l'environnement dans les départements d'outre-mer*, SFDE, 1991, t. 2, 68 pp.

C. DROIT DE LA SANTÉ | *HEALTH LAW*

RÉU-152. R. PINCHON, « Des carences de la répartition juridique des compétences en matière démoustication », *Médecine tropicale* 2012 (vol. 72, numéro spécial : Chikungunya), pp. 47-50 [Lien]

RÉU-153. L. SERMET, « De la police médicale dans les colonies des îles de France et de Bourbon. Sur les relations entre santé et politique », in : *Thalassa ! Thalassa ! La 'Grande mer' et ses passeurs. Itinéraires en Afrique de l'histoire du droit et des institutions. Mélanges en l'honneur de Bernard Durand*, L'Harmattan, 2020, pp. 371-380

D. DROIT DU SPORT | *SPORTS LAW*

RÉU-154. Dossier « Le droit de 'La Diagonale des fous'. Grand Raid et droit », *Revue juridique de l'océan Indien* 2015 (n° 20), pp. 1-93 [Lien]

VII. ORGANISATION DE LA JUSTICE | *JUDICIAL ORGANIZATION*

A. PROFESSIONNELS DU DROIT (Y COMPRIS NOTARIAT) | *LEGAL PROFESSIONALS (INCLUDING PUBLIC NOTARIES)*

RÉU-155. F. CALLANDRE-BARAT, *Le lou i bouj ankor. Histoire de vie de Maître René Kichenin, premier bâtonnier malbar de La Réunion*, Surya éditions, 2013, 376 pp. [Lien]

RÉU-156. A. JAUZE, *Notaires et notariat : Le notariat français et les hommes dans une colonie à l'est du cap de Bonne-Espérance. Bourbon – La Réunion, 1668 – milieu du XIX^e^ siècle*, Éditions Publibook Université, 2009, 765 pp.

RÉU-157. J. BOUTIER, « Le procureur général de Bourbon : entre attributions judiciaires et compétences extra judiciaires (1817-1848) : Gilbert Boucher et Charles Ogé Barbaroux », *Cahiers aixois d'histoire des droits de l'outre-mer français* 2012 (n° 4), pp. 37-70

RÉU-158. B. CHAMPION, « Le juge, de quel droit ? Le conflit du juridique et du politique à la Réunion, ou comment la chronique judiciaire révèle une donnée archéologique du Droit », in : C. Bontems (sous la dir.), *Le juge : une figure d'autorité. Actes du premier colloque organisé par l'Association Française d'Anthropologie du droit*, L'Harmattan, 1998, pp. 335-345

RÉU-159. A. JAUZE, « 'Le fait colonial' dans le régime notarial réunionnais. Analyse de quelques éléments de singularité dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle. », *Revue Historique de l'océan Indien* 2007 (n° 3), pp. 35-47

RÉU-160. A. JAUZE, « Notaires et notariat. Le notariat français et les hommes dans une colonie à l'est du Cap de Bonne-Espérance, Bourbon – La Réunion, 1668-1849 », *Le Gnomon. Revue internationale de l'histoire du notariat* 2008 (n° 156), pp. 5-15

RÉU-161. A. JAUZE, « Quelques notions de moralité et de conduite. Le cas des notaires de Bourbon – La Réunion (1668-1848) », *Le Gnomon. Revue internationale de l'histoire du notariat* 2009 (n° 161), pp. 12-20

RÉU-162. A. JAUZE, « La pratique des notaires de l'Île Bourbon/La Réunion 1668 – milieu du XIX^e^ siècle », *Le Gnomon. Revue internationale de l'histoire du notariat* 2014 (n° 178), pp. 15-27

RÉU-163. B. JULLIEN, « Les magistrats coloniaux face à l'esclavage : l'exemple de Charles Ogé Barbaroux, procureur général du roi à l'île Bourbon (1831-1848) », *Revue historique des Mascareignes* 2000, pp. 117-132

RÉU-164. J. MAS, « Quelques notes sur les notaires de jadis », *Bulletin de l'Académie de l'île de La Réunion* 1979-80 (vol. 25), pp. 63-78 (égale-

ment paru in : *Le Gnomon. Revue internationale de l'histoire du notariat* 2014 [n° 178], pp. 28-34)

B. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE | *ADMINISTRATION OF JUSTICE*

RÉU-165. M. LESAGE, *Une expérience de médiation citoyenne dans une commune rurale réunionnaise, Ilet à Cordes : apports à la théorie de la médiation*, th. Paris 11, 2007, 2 vol., 488 + 361 pp.

RÉU-166. R. LAFARGUE, « Les maisons de justice et du droit à l'île de la Réunion », *Droit et Cultures* 2001 (numéro hors-série « Droit, justice et proximité »), pp. 181-200

RÉU-167. B. MAILLARD, « Entre maintien de l'ordre public et respect du droit de propriété : le tribunal spécial de l'île de la Réunion », in : F. Régent/J.-F. Niort/P. Serna (sous la dir.), *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Presses universitaires de Rennes, 2004, pp. 191-211 [Lien]

RÉU-168. D. VOINOT, « Les spécificités processuelles des territoires français de l'océan Indien », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 101-109

Seychelles

Composée d'un archipel de 115 îles, la République des Seychelles est le moins peuplé des pays couverts par cette bibliographie. Estimée à moins de 100 000 habitants, la population seychelloise est dans sa grande majorité métisse d'origine européenne, asiatique et africaine.

L'histoire des Seychelles présente des points communs avec celle de l'île Maurice. Administré tour à tour par les Français, puis par le Royaume-Uni, le pays accède à l'indépendance en 1976, mais reste membre du Commonwealth, tout en rejoignant l'Organisation internationale de la Francophonie.

L'histoire du droit seychellois est directement liée à celle du système juridique mauricien en raison du lien de dépendance avec l'île Maurice, qui a marqué toute la période de la colonisation jusqu'en 1903. Après la défaite des Français en 1794, les habitants des Seychelles, bien que formellement sous souveraineté britannique, restèrent soumis aux lois françaises au même titre que la population mauricienne. Cependant, la culture juridique britannique supplanta progressivement celle introduite par les Français, surtout après l'accession à l'indépendance. Parmi les mesures décidées par les autorités seychelloises, la traduction en anglais du Code Napoléon et son adaptation à la tradition de *Common Law* ont conduit à éloigner le droit seychellois de ses origines françaises, même si le métissage juridique reste l'une de ses principales caractéristiques.

Malgré l'intérêt que peut susciter le caractère hybride du système juridique seychellois, nous avons pu répertorier à peine 100 références doctrinales. Bien qu'une thèse récente offre au comparatiste une introduction très complète à l'histoire du droit seychellois et à ses sources, des pans entiers du système juridique sont inexplorés par la doctrine. La récente création d'une formation en droit à l'Université des Seychelles, fondée en 2009, permettra peut-être de combler ces lacunes. Le lancement en 2015 d'un concours de mémoires et la publication en ligne d'une revue juridique du barreau seychellois constituent des initiatives louables pour mettre en avant la spécificité de ce système juridique.

Le portail d'information « SeyLII » du *Seychelles Legal Information Institute* permet un accès facile aux sources législatives et réglementaires de droit seychelles ainsi qu'à la jurisprudence de la Cour suprême et des

juridictions inférieures (depuis 1996). Une bibliothèque juridique (*André Sauzier Law Library*) est accessible au public au sein du Palais de Justice de Victoria, la capitale du pays. La Bibliothèque nationale des Seychelles (*National Library*) et la bibliothèque de l'Université des Seychelles (*Anse Royale Library*) offrent également un accès, quoique limité, à la documentation juridique.

The Republic of Seychelles, which consists of 115 islands, is the least-populated country covered by this bibliography. Estimated at less than 100,000, the population of Seychelles is widely multiracial, with people of African, Asian and European descent.

The history of Seychelles shows common features with the history of Mauritius. It was under French and then British rule, and became an independent state in 1976. Since that time, it has been member of the Commonwealth and joined the International Organisation of La Francophonie.

The evolution of the law of Seychelles is directly linked to the history of the law of Mauritius, from where it was administered during the colonial rule; it was only in 1903 that Seychelles became a separate crown colony within the British Empire. In 1794, during the War of the First Coalition, Seychelles was surrendered by the French to the British, but the capitulation statement provided that the population would continue to be subject to French law. However, the British legal culture gradually replaced this vestige of the period of French colonization, particularly after independence. Among the measures taken by the authorities of Seychelles, the translation into English of the Napoleonic Civil Code and its adaptation to the common law tradition led to an estrangement from the French origins, even though the legal métissage *is still an important aspect of the law of Seychelles.*

Despite its highly interesting hybrid character, the legal system of Seychelles has not generated much interest among legal academics, as only 100 references could be identified. Apart from a recent doctoral dissertation which provides valuable insight into the historical developments and sources of the law of Seychelles, whole branches of the legal system remain unexplored by the legal doctrine. The creation of legal education programmes at the University of Seychelles, founded in 2009, will probably help to overcome this gap. The establishment of a law journal by the local bar association as well as the existence of a student legal writing competition are other promising initiatives.

The information portal SeyLII of the Seychelles Legal Information Institute gives access to legislation and regulations and the case law of the Supreme Court and lower courts (since 1996). In Victoria, the country's capital, the Palais de Justice *houses the André Sauzier Law Library. The National Library of Seychelles and the Anse Royale Library of the University of Seychelles also provide access, albeit more limited, to legal resources.*

I. GÉNÉRALITÉS SUR LE DROIT SEYCHELLOIS | *GENERAL SOURCES ON THE LAW OF SEYCHELLES*

SEY-1. M. BOGDAN, *The Law of Mauritius and Seychelles: A Study of Two Small Mixed Legal Systems*, Juristförlaget i Lund, 1989, 54 pp.

SEY-2. M. TWOMEY, *Legal Métissage in a Micro-Jurisdiction: The Mixing of Common Law and Civil Law in Seychelles*, th. Galway (Irlande), 2015, 355 pp. [Lien] (version réduite publiée dans la coll. Ex Professo du *Comparative Law Journal of the Pacific*, 2017 [Lien]) (compte-rendu de M. RIZZI, in : *Small States & Territories* 2018 [vol. 1], pp. 203-204)

SEY-3. A. CHLOROS, « Seychelles », in : *International Encyclopedia of Comparative Law, vol. I : National Reports (S)*, 1984, 5 pp.

SEY-4. J. KNETSCH, « Le métissage juridique dans deux 'petits États' de l'océan Indien : Maurice et les Seychelles », *Comparative Law Journal of the Pacific / Journal de Droit Comparé du Pacifique* 2019 (numéro hors-série « Small States : A Collection of Essays »), pp. 195-211 [Lien]

SEY-5. E. QUINONES, « Les résultats de la codification dans les pays de tradition anglo-saxonne de l'océan Indien : l'exemple de Maurice et des Seychelles », *Revue juridique de l'océan Indien* 2003-2004 (n° 4), pp. 143-147 [Lien]

SEY-6. A. SAUZIER, « Droit mixte aux Seychelles », in : *La formation du droit national dans les pays de droit mixte*, PUAM, 1989, pp. 131-136

SEY-7. A. SAUZIER, « L'influence du modèle juridique français aux Seychelles », *Revue internationale de droit comparé* 1995, pp. 154-158 [Lien] (également paru en langue anglaise sous le titre « The Influence of the French Judicial Model on the Seychelles », *Seychelles Law Journal* 19 août 2010 [Lien])

SEY-8. M. TANCELIN, « Problématique de la mixité du droit : Le cas de deux pays de l'océan Indien, Maurice et les Seychelles », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1981 (vol. 8), pp. 95-101 (également reproduit

in : *L'Europe et l'océan Indien : un cas particulier des relations Nord-Sud*, éd. CNRS/PUAM, 1984, pp. 95-102)

SEY-9. M. TWOMEY, « The parts that make a whole? The mixity of the laws of Seychelles », *Mixed Legal Systems, East and West*, Ashgate, 2015, pp. 55-73

SEY-10. M. TWOMEY, « Things Fall Apart? – The Mixing of Fate, Free Will and Imposition in the Laws of Seychelles », in : S. Farran/E. Örücü/S. Donlan (sous la dir.), *A Study of Mixed Legal Systems: Endangered, Entrenched, or Blended*, Ashgate, 2014, pp. 141-161

SEY-11. M. TWOMEY, « Legal Salmon: Comparative Law and its Role in Africa », in : S. Mancuso/C. Fombad (sous la dir.), *Comparative Law in Africa: Methodologies and Concepts*, Juta, 2015, pp. 85-105

II. SOURCES DU DROIT | *LEGAL SOURCES*

A. RECUEILS DE TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES | *DIGESTS OF LEGISLATION*

SEY-12. *Official Gazette*, Republic of Seychelles, 1976-

SEY-13. *The Seychelles Government Gazette*, Governement Printer, 1876-1976

SEY-14. *The Seychelles Law Reports*, Authority of the Chief Justice, 1936-

SEY-15. *Laws of Seychelles*, Authority of the Chief Justice, 1952-

SEY-16. T. ANGELO (sous la dir.), *Legislation of Seychelles: A Finding List of Acts and Statutory Instruments*, Wellington Law Publications, 2009-2014

SEY-17. T. ANGELO/T. PASIKALE, *Civil Code of Seychelles: A Concordance 2009*, Victoria University Wellington, 2009, 164 pp.

SEY-18. R. T. FARQUHAR, *Code régissant la législation aux Seychelles*, Government Press, 1822-1824

SEY-19. J. KERR, « Mobile Access to the Law in Africa – Developing an eGrey Book for the Seychelles », *Journal of Open Access to Law* 2015 (vol. 3), pp. 149-182 [Lien]

→ pour un répertoire des publications officielles des Seychelles, v. aussi J. WITHERELL, *A Guide to Official Publications. Madagascar and Adjacent Islands*, Library of Congress, 1965, pp. 44-46

B. RECUEILS DE JURISPRUDENCE | *DIGESTS OF CASE LAW*

SEY-20. *The Seychelles Court of Appeal Reports*, Space, 1978-1982 et Wellington Law Publications, 2014

SEY-21. *The Seychelles Digest*, Judiciary of Seychelles, 1982, 1 vol. (feuillets mobiles)

SEY-22. T. ANGELO, *Case Miscellany: Abstracts of selected judgments of the Seychelles Supreme Court, Constitutional Court and Court of Appeal*, Wellington Law Publications, 2011-2013, 3 vol.

SEY-23. T. ANGELO, *Leading cases of Seychelles: abstracts of selected judgments of the Seychelles Court of Appeal, 1988-2010*, Wellington Law Publications, 2011, 392 pp.

SEY-24. T. ANGELO, *Seychelles Digest*, Law Publications, 1ère éd. 2011, 708 pp. et 2e éd. 2014, 707 pp.

SEY-25. T. ANGELO, *Seychelles Digest. Supplement 2013-2016*, Wellington Law Publications, 2018

SEY-26. P. BOURKE, *A Digest of the Ruling Decisions of the Supreme Court of Seychelles from 1903 to 1933 and the Reported Cases on appeal therefrom to His Majesty's Privy Council from 1870 to 1902*, Government Press Seychelles, 1934 (réimp. 2010), 92 pp.

SEY-27. L. VENCHARD/V. GLOVER/A. ANGELO, *The Law of Seychelles Through the Cases*, Best Graphics, 1997, 530 pp.

C. COUTUMES ET DROIT RELIGIEUX | *CUSTOMARY AND RELIGIOUS LAW* […]

III. DROIT INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL LAW*

A. DROIT INTERNATIONAL PUBLIC | *PUBLIC INTERNATIONAL LAW*

1. TRAITÉS INTERNATIONAUX | *INTERNATIONAL TREATIES*

SEY-28. T. FENWICK, « The Seychelles-Somaliland Prisoner Transfer Agreement: A Case of Implicit Recognition », *African Journal of International and Comparative Law* 2019 (vol. 27), pp. 400-425 [Lien]

SEY-29. I. KAWALEY, « How Useful are Devolution Agreements? The Seychelles Experience », *The International and Comparative Law Quarterly* 1986 (vol. 35), pp. 717-723 [Lien]

2. ORGANISATIONS INTERNATIONALES | *INTERNATIONAL ORGANIZATIONS*

→ sur la Commission de l'océan Indien, v. *infra* réf. **TRV-18 et s.**

3. DROIT DE LA MER | *LAW OF THE SEA*

SEY-30. A. FERNANDO, « An Insight Into Piracy Prosecutions in the Republic of Seychelles », *Commonwealth Law Bulletin* 2015 (vol. 41), pp. 173-212 [Lien] (également édité sous forme de brochure par le *Judicial College of Seychelles*, 2014, 60 pp.)

SEY-31. I. KAWALEY, « Implications of the Exclusive Economic Zone and EEZ Management for Seychelles, a Small Midocean Island Commonwealth Territory », *Ocean Development and International Law* 1998 (vol. 29), pp. 225-264 [Lien]

SEY-32. J. MUJUZI, « The Prosecution in Seychelles of Piracy Committed on the High Seas and the Right to a Fair Trial », *Criminal Law Forum* 2020 (vol. 31), pp. 1-48 [Lien]

SEY-33. M. STERIO, « Piracy off the Coast of Somalia: The Argument for Pirate Prosecutions in the National Courts of Kenya, the Seychelles, and Mauritius », *Amsterdam Law Forum* 2012 (vol. 4), pp. 104-123 [Lien]

SEY-34. M. TWOMEY, « Muddying the Waters of Maritime Piracy or Developing the Customary Law of Piracy? Somali Piracy and Seychelles », *Comparative Law Journal of the Pacific/Journal de Droit Comparé du Pacifique* 2014 (vol. 20), pp. 137-172 [Lien]

→ sur le droit de la mer dans l'océan Indien, v. *infra* **TRV-33 et s.**

B. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ | *PRIVATE INTERNATIONAL LAW* […]

IV. DROIT PUBLIC | *PUBLIC LAW*

A. DROIT CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LAW*

SEY-35. *Konstitisyon Larepiblik Sesel: sapit 42*, éd. Lenstiti Kreol Sesel, 2018, 187 pp.

SEY-36. COMMONWEALTH OFFICE, *Seychelles: Proposals for Constitutional Advance*, Commonwealth Office, 1967, 24 pp.

SEY-37. CONSTITUTIONAL COMMISSION, *Charting our Course: Report of the Constitutional Commission to President F. A. René and Draft Instructions*, Government Press, 1978, 34 pp.

SEY-38. M. KOTZUR, *Recent Developments in International Constitutional Thinking: Reform Perspectives for the Seychelles Constitution*, European Parliament, Directorate General International Policies of the Union, réf. PE 408.340, 2008, 11 pp.

SEY-39. « The 1979 Constitution for Seychelles », *Commonwealth Law Bulletin* 1979 (vol. 5), pp. 1329-1332

SEY-40. M.-H. BESSON, « Les Seychelles : Une 'nouvelle indépendance' », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 (vol. 4), pp. 395-400

SEY-41. C. CADOUX, « Seychelles : l'An I de la République », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 397-407

SEY-42. C. CADOUX, « Seychelles 1978-1979 : Stabilisation du régime et développement socialiste », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1979 (vol. 6), pp. 365-382

SEY-43. R. P. GUNPUTH/L. SERMET, « Chronique de droit constitutionnel étranger. Île Maurice et Seychelles », *Revue française de droit constitutionnel* 2013, pp. 1019-1034 [Lien]

SEY-44. J. HATCHARD, « Re-establishing a Multi-Party State: Some Constitutional Lessons from the Seychelles », *Journal of Modern African Studies* 1993 (vol. 31), pp. 601-612 [Lien]

SEY-45. H. McGAW/J. GARCIN, « Histoire constitutionnelle et politique des Seychelles de 1744 à 1977 », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1978 (vol. 32), pp. 725-758

SEY-46. H. MOHANTY, « Seychelles: A transition from one-party state to multi-party democracy », *African Currents (Journal of the Department of African Studies. University of Mumbai)* 1998 (vol. 14), pp. 51-66 (également reproduit in : *Africa Quarterly. Indian Journal of African Affairs* 1999 [vol. 39], pp. 89-103)

SEY-47. J. M. OSTHEIMER, « Independence Politics in the Seychelles », in : J. M. Ostheimer (sous la dir.), *The Politics of the Western Indian Ocean Islands*, Praeger Publications, 1975, pp. 161-192

SEY-48. E. S. PUOPKO, « An Exploratory Study of Constitutional Design in Three Island States: Seychelles, Comoros, and Mauritius », *Journal of Contemporary African Studies* 2017 (vol. 35), pp. 324-348 [Lien]

SEY-49. A. SAUZIER, « Les processus de changements constitutionnels en République des Seychelles », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1995-1996 (vol. 14), pp. 51-55

SEY-50. L. SERMET, « Retour sur l'arrêt *Valabhji vs. Controller of Taxes* de la cour d'appel des Seychelles : légitimité contre légalité du coup d'État du 5 juin 1977 », *Revue juridique de l'océan Indien* 2002 (n° 2), pp. 17-32 [Lien]

SEY-51. R. SHAH, « The President and the CAA: mandatory and discretionary appointments », *Law Journal of the Bar Association of Seychelles* 10 septembre 2012 [Lien]

SEY-52. M. TWOMEY, « Introductory Note. Seychelles », in : *Oxford Constitutions of the World*, Oxford University Press, 2013, 24 pp. [Lien]

SEY-53. M. TWOMEY/J. BARNES, « Seychelles'Constitutionalism », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 265-284

1. INSTITUTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES | *POLITICAL AND ADMINISTRATIVE INSTITUTIONS* […]

2. DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX | *HUMAN RIGHTS LAW*

SEY-54. MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION (FRANCE) (sous la dir.), *Seychelles : Environnement juridique des medias*, Ministère de la Coopération, 1995, 128 pp.

SEY-55. A. FERNANDO, « Does the Defiance of an Improper Order of Injunction Amount to Contempt of Court – A Case Study of Contempt Vis-à-Vis Freedom of Publication from the Seychelles », *Commonwealth Law Bulletin* 2005 (vol. 31), pp. 45-55 [Lien]

SEY-56. J. MUJUZI, « Seychellois Courts and the Protection of the Right to Equal Protection of the Law », *International Journal of Discrimination and the Law* 2018, pp. 1-22 [Lien]

SEY-57. E. SEATON/N. GABRIEL, « Les droits de l'homme dans l'entreprise aux Seychelles », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1989 (vol. 43), pp. 595-605

3. DROIT PARLEMENTAIRE ET PROCÉDURE LÉGISLATIVE | *PARLIAMENTARY LAW AND LEGISLATIVE PROCEDURE*

SEY-58. F. MACGREGOR, *A Parliamentary History of Seychelles*, T-Printers (Mauritius), 2004, 164 pp.

4. DROIT ÉLECTORAL | *ELECTORAL LAW*

SEY-59. OFFICE OF THE ELECTORAL COMMISSION, *Electoral Reform 2012: Recommendations on Reform of Public Order Act (1959)*, Electoral Commission of Seychelles, 2013, 29 pp.

SEY-60. OFFICE OF THE ELECTORAL COMMISSION, *Report and recommendations on electoral reform in Seychelles*, Electoral Commission of Seychelles, 2013, 82 pp.

5. CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LITIGATION* […]

B. DROIT ADMINISTRATIF | *ADMINISTRATIVE LAW* […]

C. DROIT FISCAL, DROIT DOUANIER ET FINANCES PUBLIQUES | *TAX LAW, CUSTOMS LAW AND BUDGETARY LAW* […]

D. DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE | *PUBLIC BUSINESS LAW* […]

V. DROIT PRIVÉ | *PRIVATE LAW*

SEY-61. A. G. CHLOROS, *Codification in a Mixed Jurisdiction: The Civil and Commercial Law of Seychelles*, North Holland Publishing, 1977, 389 pp. (compte-rendu d'A. TUNC, in : *Revue internationale de droit compare* 1978, pp. 884-885 [Lien])

A. DROIT CIVIL | *CIVIL LAW*

SEY-62. T. ANGELO, « A Tale of Three Codes », in : *Festschrift für Ingeborg Schwenzer zum 60. Geburtstag*, Staempfli, 2011, vol. 1, pp. 51-67

SEY-63. A. CHLOROS, « The Projected Reform of the Civil Law of the Seychelles: An Experiment in Franco/British Codification », *Tulane Law Review* 1973-1974 (vol. 48), pp. 815-845 [Lien]

SEY-64. C. MOUTIA, « Le Code civil aux Seychelles », *Mauritius Law Review* 1980 (n° 3), pp. 83-90

1. DROIT DES PERSONNES | *'LAW OF PERSONS'*

SEY-65. B. LOUSTAU-LALANNE, « L'enfant dans la société seychelloise contemporaine », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1977, pp. 419-426

SEY-66. J. d'OFFAY, « Politique de discrimination positive en faveur des femmes », in : G. Staudacher-Valliamee (sous la dir.), *La femme et les sociétés pluriculturelles de l'océan Indien*, éd. SEDES, 2002, pp. 339-348

SEY-67. B. RASSOOL/A. MOULINIE, « Les mécanismes de protection des droits de la personne dans la République des Seychelles », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1982 (vol. 36), pp. 241-243

SEY-68. A. SAUZIER, « The Status of Women and the Law », *Law Journal of the Bar Association of Seychelles* 20 août 2010 [Lien]

2. DROIT DE LA FAMILLE | *FAMILY LAW*

SEY-69. A. BWANA/S. BWANA, *Marriage, Divorce and the Law in Seychelles*, Impr. Saint-Fidel, 1996, 52 pp.

SEY-70. A. BWANA/S. BWANA, *Family rights and duties in Seychelles*, 1997, 79 pp.

SEY-71. J. MUJUZI, « The Seychelles: The Seychellois Family Tribunal and its Implementation of the Family Violence (Protection of Victims) Act 2000 », in : M. Brinig (sous la dir.), *International Survey of Family Law 2019*, 2019, pp. 281-304 [Lien]

SEY-72. J. MUJUZI, « Implementing the Children Act: The Seychellois Family Tribunal and Child Maintenance Cases », *Statute Law Review* 2019 (vol. 20), pp. 1-25 [Lien]

SEY-73. A. SAUZIER, « Disability of Illegitimate Children Under the Law », *Law Journal of the Bar Association of Seychelles* 16 avril 2010 [Lien]

3. DROIT DES OBLIGATIONS | *LAW OF OBLIGATIONS* […]

4. DROIT DES BIENS ET DES SÛRETÉS | *PROPERTY LAW AND 'SECURITIES LAW'*

SEY-74. E. WONG, *Droit de Superficie:* Coelho *versus* Tailapathy, mém. Univ. Seychelles, 2018, 11 pp. [Lien]

SEY-75. A. SAUZIER, « Consequences of Encroaching on the Neighbour's Land », *Law Journal of the Bar Association of Seychelles* 16 april 2010 [Lien]

B. DROIT DES AFFAIRES | *BUSINESS LAW*

→ v. aussi les ouvrages parus dans la collection *Global Business Handbooks Library* de l'éditeur américain INTERNATIONAL BUSINESS PUBLICATIONS sous la forme de recueils thématiques de textes législatifs et réglementaires

C. DROIT SOCIAL | *SOCIAL LAW*

SEY-76. A. POUPONNEAU, *Mediation of Employment Cases in the Seychelles*, mém. Univ. Seychelles, 2018, 13 pp. [Lien]

D. PROCÉDURE CIVILE ET ARBITRAGE | *CIVIL PROCEDURE AND ARBITRATION*

SEY-77. A. SAUZIER, *Introduction to the Law of Evidence in Seychelles*, City Print, 1ère éd. 1983, 22 pp. et 2e éd. 2011, 45 pp. [Lien]

SEY-78. F. EGONDA-NTENDE, « The Contribution of Alternative Dispute Resolution Mechanisms in Enhancing Access to Justice and the Administration of Justice in Seychelles », *Law Journal of the Bar Association of Seychelles* 18 décembre 2012 [Lien]

SEY-79. F. EGONDA-NTENDE, « Country overview: Seychelles », in : L. Bosman (sous la dir.), *Arbitration in Africa: A Practitioner's Guide*, Wolters Kluwer, 2013, pp. 73-76

SEY-80. D. SABINO, « Legal and Policy Considerations for Effective Alternative Dispute Resolution in Seychelles », *Law Journal of the Bar Association of Seychelles* 18 décembre 2012 [Lien]

SEY-81. D. SABINO, « Legal Considerations for Arbitration in Seychelles », *Mauritius Business Law Review* 2013 (n° 5), pp. 43-45

VI. DROIT PÉNAL | *CRIMINAL LAW*

A. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL | *GENERAL RULES*

SEY-82. S. J. BWANA, *Crime and the Law in Seychelles*, Printec Press Holdings, 1995, 76 pp.

SEY-83. P. E. IGBINOVIA, « Law Enforcement in the Republic of Seychelles », *Police Studies. The International Review of Police Development* 1981-1982 (vol. 4), pp. 54-66 [Lien]

SEY-84. R. SHAH, « Common intention in Seychelles law – a brief comment on R v Kilindo », *Law Journal of the Bar Association of Seychelles* 13 novembre 2012 [Lien]

SEY-85. M. TWOMEY, « Mongrel laws or model code? The antecedents of the penal code of Seychelles », *Journal of Comparative Law in Africa/Revue de droit comparé en Afrique* 2015 (vol. 2), pp. 40-63 [Lien]

B. DROIT PÉNAL SPÉCIAL | *SPECIAL CRIMINAL LAW*

SEY-86. M. SHAH, *The Presumption of Innocence and the Misuse of Drugs Act*, mém. Univ. Seychelles, 2016, 10 pp. [Lien]

SEY-87. A. F. T. FERNANDO, « Intoxication as a Defence to Murder in Seychelles », *Commonwealth Law Bulletin* 2014 (vol. 40), pp. 254-268 [Lien]

SEY-88. D. GASWAGA, « The Anti-Corruption Commission of Seychelles », *Journal of Anti-Corruption Law* 2017 (vol. 1), pp. 1-8 [Lien]

C. PROCÉDURE PÉNALE | *CRIMINAL PROCEDURE*

SEY-89. Ph. BOULLE, « Proposed Amendment to the Criminal Procedure Code (Criminal Procedure Code (Amendment) Bill 1995) », *Law Journal of the Bar Association of Seychelles* 13 mai 2010 [Lien]

SEY-90. J. MUJUZI, « The Admissibility of Evidence Obtained through Human Rights Violations in Mauritius », *South African Journal of Criminal Justice* 2018, pp. 260-281

SEY-91. J. MUJUZI, « The Seychelles Juvenile Court and the Right to a Fair Trial: Implementing Article 19(2) of the Constitution, Sections 94–98 of the Children Act and the Children Act (Juvenile Court) Rules », *Statute Law Review* 2020 (vol. 41), pp. 159-188 [Lien]

D. CRIMINOLOGIE | *CRIMINOLOGY* […]

VII. DROITS MIXTES | *MIXED FIELDS OF LAW*

A. DROIT FONCIER ET DROIT RURAL | *LAND LAW AND RURAL LAW* […]

B. DROIT DE L'ENVIRONNEMENT | *ENVIRONMENTAL LAW*

SEY-92. E. TECHERA, « Protected Area Law in Seychelles: Legal Complexity in a Micro-jurisdiction », *International Journal of Marine and Coastal Law* 2019 (vol. 34), pp. 698-730

C. DROIT DE LA SANTÉ | *HEALTH LAW* […]

VII. ORGANISATION DE LA JUSTICE | *JUDICIAL ORGANIZATION*

A. PROFESSIONNELS DU DROIT | *LEGAL PROFESSIONALS*

SEY-93. A. ANGELO, « Variations on a theme: When is an Attorney-General not an Attorney-General », *Bond Law Review* 2011 (vol. 23, n° 2), article 1 [Lien]

SEY-94. S. DONLAN/D. MARRANI/M. TWOMEY/D. ZAMMIT, « Legal Education and the Profession in Three Mixed/Micro Jurisdictions: Malta, Jersey, and Seychelles », in : P. Butler/C. Morris (sous la dir.), *Small States in a Legal World*, Springer, 2017, pp. 191-212 [Lien]

SEY-95. M. BAR, « Two Tribunals and an Appeal in Seychelles: Monitoring and enforcement of legal ethics in a small jurisdiction », *Small States & Territories* 2020 (vol. 3), pp. 21-40 [Lien]

B. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE | *ADMINISTRATION OF JUSTICE*

SEY-96. F. MACGREGOR, *History of the Court of Appeal of Seychelles*, Court of Appeal, 2019

SEY-97. « Organisation judiciaire des îles Seychelles », *Penant : revue de droit des pays d'Afrique* 1977 (vol. 86), pp. 569-571

SEY-98. M. GENDROT, « Langue des signes et administration de la justice : le cas des Seychelles », *Éla. Études de linguistique appliquée* 2016 (n° 183), pp. 343-353 [Lien]

SEY-99. T. MATHIOT, « Judicial History of Seychelles », 2013, publication en ligne [Lien]

Terres australes et antarctiques françaises (TAAF)

French Southern and Antarctic Lands

Créées par une loi du 6 août 1955, les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) constituent une collectivité d'outre mer dont le statut *sui generis* tient compte de l'absence de population civile permanente. Les TAAF sont composées de cinq districts : trois districts correspondant aux terres australes françaises (îles Kerguelen, archipel Crozet et îles Saint-Paul et Nouvelle-Amsterdam), le district antarctique de Terre Adélie et le district des îles Éparses de l'océan Indien.

Alors que la souveraineté française sur les terres australes n'est pas contestée, celle sur les îles Éparses, situées dans le canal du Mozambique, est disputée par Madagascar et Maurice. Quant à la Terre Adélie, la revendication de la souveraineté française n'est pas reconnue par le droit international public, le Traité sur l'Antarctique n'y autorisant que des activités pacifiques dans l'intérêt de toute l'humanité.

À défaut de population permanente, le droit applicable aux TAAF est nécessairement partiel, ce qui se reflète dans la littérature juridique consacrée à ces territoires. Les principales études concernent leur statut juridique ainsi que le droit de l'environnement et le droit maritime et de la mer.

S'il n'existe ni revue, ni centre de documentation dédiés aux Terres australes et antarctiques, le siège de l'administration des TAAF situé à Saint-Pierre (La Réunion) dispose d'un espace d'information ouvert au public.

*The French Southern and Antarctic Lands (TAAF) were created as an overseas territory (*territoire d'outre-mer*) in August 1955. Their legal status departs in many aspects from the status of other French overseas territories because of the lack of a permanent civil population. The territory is divided into five districts: three districts corresponding to the 'Southern Lands' (Kerguelen Islands, Crozet Islands and Saint-Paul and Amsterdam Island), the antarctic district of Terre Adélie and the district of the 'Scattered Islands' (îles Éparses), situated next to Madagascar.*

While French sovereignty over the Southern Islands is not contested, Madagascar and Mauritius dispute France's claim to the Scattered Islands, situated in the Mozambique Channel. As for Terre Adélie, French sovereignty is not recognized by public international law, as the Antarctic Treaty only provides for free scientific research and the peaceful use of this continent.

Because of the lack of a permanent population, the legislation and regulations applicable to the TAAF are necessarily incomplete, which is reflected in the legal literature dedicated to these territories. Most studies address issues related to the legal status of the TAAF and to environmental and maritime law.

There is no law journal devoted to the Southern and Antarctic Lands, nor any specific documentation centre. However, the headquarters of the TAAF administration (situated in Saint-Pierre on Réunion) offers an information centre open to the general public.

I. GÉNÉRALITÉS SUR LES TAAF | *GENERAL SOURCES ON THE FRENCH SOUTHERN AND ANTARCTIC LANDS*

TAA-1. *Journal officiel des Terres australes et antarctiques françaises*, La Documentation française, 1999- [Lien]

TAA-2. *Rapport d'activités de la collectivité des Terres australes et antarctiques françaises*, TAAF, 2016- [Lien]

TAA-3. L. PEYEN, *v°* Terres Australes et antarctiques françaises, in : G. Giraudeau/M. Maisonneuve (sous la dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, LexisNexis, 2021, pp. 522-524

TAA-4. COUR DES COMPTES, « L'administration des Terres australes et antarctiques françaises », in : *Rapport public 2005*, Cour des comptes, 2006, pp. 439-471 [Lien]

TAA-5. COUR DES COMPTES, « Les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) : une clarification à poursuivre », in : *Rapport public 2013*, Cour des comptes, 2014, pp. 85-101 [Lien]

TAA-6. C. COINTAT, *Arctique, Antarctique, Terres australes : Un enjeu pour la planète, une responsabilité pour la France*, Doc. Sénat n° 132 (2007-2008), 77 pp. [Lien]

TAA-7. B. SIDO/C. BIRRAUX, *La France et les îles subantarctiques*, Doc. Sénat n° 208 (2011-2012), 99 pp. [Lien]

A. STATUT JURIDIQUE DES TAAF | *LEGAL STATUS OF THE TAAF*

TAA-8. M. MANOUVEL, *Le territoire d'outre-mer des terres australes et antarctiques françaises. Aspects de droit interne et aspects de droit international*, mém. Univ. Réunion, préf. J.-P. Charpentier, Montchrestien, 2000, 219 pp.

TAA-9. H. BÉRINGER, « Terres Australes et Antarctiques Françaises. Clipperton », *JurisClasseur Collectivités territoriales*, Fasc. 472, 2012, 23 pp.

TAA-10. G. EVEILLARD, « Le statut des Terres Australes et Antarctiques Françaises après la loi du 21 février 2007 », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 2008, pp. 103-138

TAA-11. J.-Y. FABERON, « Les Terres australes et antarctiques françaises », in : *Encyclopédie des collectivités territoriales*, Dalloz, 2005, fasc. 1982

TAA-12. P. LISE, « Une délocalisation atypique : les TAAF », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 1999, pp. 1109-1120

TAA-13. A. MAGNIER, « Le territoire des Terres australes et antarctiques françaises », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1977, pp. 1057-1066

TAA-14. M. MANOUVEL, « Le nouveau statut du Territoire d'outre-mer des Terres australes et antarctiques françaises instauré par la loi du 21 février 2007 », *Revue juridique de l'océan Indien* 2007 (n° 7), pp. 97-103 [Lien]

TAA-15. M. MASSIOT, « L'Outre-mer français : Terres australes et antarctiques, Mayotte, Saint-Pierre et Miquelon, îles Éparses », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1994, pp. 156-182

TAA-16. A. ORAISON, « La présence française en océan Indien et en Antarctique (Les décolonisations conformes au droit international de la décolonisation : le cas des Terres australes et antarctiques françaises et

le cas de l'île de La Réunion) », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 1999, pp. 205-211

TAA-17. A. ORAISON, « Radioscopie du nouveau statut des Terres australes et antarctique françaises à la lumière de la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 », *Bulletin de l'Association de Juristes en Polynésie Française* 2005 (n° 4), pp. 13-20

TAA-18. A. ORAISON, « Réflexions générales sur le nouveau statut des TAAF », *Revue juridique et politique des États francophones* 2005, pp. 392-409

TAA-19. A. ORAISON, « Quelques remarques sur le nouveau statut des terres australes et antarctiques françaises au lendemain de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 (une collectivité territoriale sui generis en dehors du binôme dom-com ?) », *Revue de la recherche juridique* 2005, pp. 2221-2236

TAA-20. A. ORAISON, « Les effets de l''ordonnancement juridique antarctique' sur le statut des Terres australes et antarctiques françaises (Études des limites conventionnelles à la souveraineté de la France sur une collectivité territoriale singulière de la République, régie par la loi du 21 février 2007, 'portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer') », *Revue juridique de l'océan Indien* 2007 (n° 7), pp. 119-140 [Lien]

TAA-21. A. ORAISON, « Le statut des Terres australes et antarctiques françaises à la lumière de l'article additionnel 72-3 de la Constitution (La création d'une nouvelle collectivité territoriale *sui generis* de la République en application de la loi constitutionnelle du 28 mars 2003) », *Revue française de droit administratif* 2007, pp. 681-695

TAA-22. A. ORAISON, « Le statut des Terres australes et antarctiques françaises à la lumière de l'article additionnel 72-3 de la constitution : la création par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 d'une nouvelle collectivité territoriale *sui generis* de la République », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2007 (vol. 84), pp. 55-101

TAA-23. A. ORAISON, « Le nouveau statut *sui generis* des Terres australes et antarctiques françaises établi par la loi ordinaire du 21 février 2007, 'portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer' », *Revue juridique et politique des États francophones* 2008, pp. 31-75

TAA-24. J.-M. PONTIER, « Les petits territoires de la France lointaine : Mayotte, Saint Pierre-et-Miquelon, Terres australes et Antarctiques », *Revue française de droit administratif* 2007, pp. 656-661

TAA-25. P. SCHULTZ, « Le Territoire des Terres australes et antarctiques françaises : service extérieur de l'État ou administration de mission ? », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1984-1985 (vol. 10), pp. 387-399

B. Droit maritime | *Maritime Law*

TAA-26. I. BOUIN, *L'immatriculation aux Terres australes et antarctiques françaises ou « le Pavillon des Kerguelen »*, mém. Aix-Marseille 3, 1994, 78 pp.

TAA-27. P. CHAUMETTE, « Le statut des marins naviguant sur un navire immatriculé aux Kerguelen – ou la république des manchots – », *Droit social* 1987, pp. 115-123

TAA-28. P. CHAUMETTE, « L'immatriculation Kerguelen sauvée des eaux », *Droit maritime français* 1999, pp. 703-712 (également reproduit in : *Revue juridique de l'Ouest* 2000 [n° 1], pp. 59-70 [Lien])

TAA-29. P. CHAUMETTE, « Du licenciement d'un capitaine de pêche d'un navire TAAF », *Droit maritime français* 2010, pp. 122-128

TAA-30. B. GIRARDIN, « La pêche : le cas des terres australes et antarctiques françaises », in : J.-Y. Faberon (sous la dir.), *La mer outre-mer*, L'Harmattan, 2001, pp. 299-310

TAA-31. O. JAROS/G. MARAIS, « Enjeux et perspectives maritimes des TAAF. Extraits », *Les outre-mers français. Actualités et Études* 2012 (vol. 1), pp. 265-273

TAA-32. F. PAUL, « Le statut juridique des marins servant à bord des navires immatriculés aux Îles Kerguelen », *Les Petites Affiches* 14 février 2002, pp. 11-21

II. Les Îles Éparses de l'océan Indien | *Scattered Islands in the Indian Ocean*

A. Études générales | *General Works*

TAA-33. J. FOYER, « Les îles Éparses resteront-elles françaises ? », *Nouvelle revue des deux mondes* 1982 (n° 1), pp. 54-61 [Lien]

TAA-34. E. LE CORNEC, « Statut des îles éparses de l'océan Indien au regard du droit de l'administration territoriale. Note sous TA Saint-Denis de La Réunion, 19 février 1997 », *L'actualité juridique. Droit administratif* 1998, pp. 825-831

TAA-35. R. LE MESTRE, « Poussières d'Empire. Les îles Éparses, territoire français de l'Océan indien », *Annuaire de droit maritime et océanique* 2008, pp. 157-173

TAA-36. M. MANOUVEL, « Les zones maritimes des îles françaises du canal du Mozambique (ou de l'intérêt pour un État de voir sa souverai-

neté contestée) », *Annuaire du droit de la mer* 2006 (vol. 11), pp. 349-367

TAA-37. F. MICLO/A. ORAISON, « Les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (Des curiosités juridiques) », *Recueil Penant* 1974, pp. 136-170

TAA-38. A. ORAISON, « Le régime spécifique de certains 'territoires résiduels de la République' française dispersés dans l'océan Indien occidental. La législation applicable et les tribunaux compétents pour les îles Éparses », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 111-138

TAA-39. A. ORAISON, « Le récif de Tromelin, l'archipel des Glorieuses et les îlots Juan de Nova, Europa et Bassas da India changent de gestionnaire », *Bulletin de l'Association de Juristes en Polynésie Française* 2005 (n° 6), pp. 19-26

TAA-40. A. ORAISON, « Le préfet des Terres australes et antarctiques françaises : un nouveau responsable de la protection de l'environnement sur les îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India », *Revue juridique et politique des États francophones* 2006, pp. 120-151

TAA-41. A. ORAISON, « À propos de la réserve naturelle instituée sur les îles Éparses. Le dernier combat pour assurer la protection de l'environnement terrestre et marin des îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India », *Revue de la recherche juridique. Droit prospecfif* 2006, pp. 2453-2459

TAA-42. A. ORAISON, « Les petites orphelines françaises de la zone sud-ouest de l'océan Indien changent de tuteur. La gestion des îles Eparses par le préfet des Terres Australes et Antarctiques Françaises au lieu et place du préfet de La Réunion en vertu de l'arrêté du 3 janvier 2005 », in : *Familles. Liber amicorum Françoise Ringel*, PUAM, 2007, pp. 174-190

TAA-43. A. ORAISON, « Un nouveau statut pour les petits îlots français de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien : l'intégration des îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India aux Terres australes et antarctiques françaises en application de la loi du 21 février 2007 », *Revue juridique et politique des États francophones* 2008, pp. 403-476

TAA-44. A. ORAISON, « Le nouveau statut des îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India à la lumière de la loi ordinaire du 21 février 2007, 'portant dispositions statutaire et institutionnelles relatives à l'outre-mer' (La métamorphose des îles Éparses sur le plan juridique : du statut de 'territoires résiduels de la République' à celui de partie intégrante des Terres australes et antarctiques françaises) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2008 (n° 8), pp. 133-187 [Lien]

TAA-45. A. ORAISON, *v°* Îles Éparses, in : G. Giraudeau/M. Maisonneuve (sous la dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, LexisNexis, 2021, pp. 268-272

TAA-46. C.-A. FRASSA, *Les îles Éparses : un territoire à préserver*, Doc. Sénat n° 664 (2019-2020), 31 pp. [Lien]

B. ÉTUDES SUR LE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT | *ENVIRONMENTAL LAW*

TAA-47. A. ORAISON, « Réflexions générales sur la protection de l'environnement terrestre et marin des petites îles françaises de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien et du canal de Mozambique à la lumière de la législation française, du droit communautaire et du droit international public (Le cas des îles Eparses : Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1999-2000 (vol. 16), pp. 203-253 (également reproduit in : *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2001, pp. 117-166)

TAA-48. A. ORAISON, « La protection de l'environnement terrestre et marin des îles Éparses », *Revue juridique et politique. Indépendance et coopération* 2001, pp. 78-87

TAA-49. A. ORAISON, « Comment le droit international a sauvé la *chelonia mydas* originaire des Îles Éparses : de la ferme C.O.R.A.I.L. au Centre d'études et de découverte des tortues marines de La Réunion (C.E.D.T.M.) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001-2002 (n° 2), pp. 181-189 [Lien]

TAA-50. A. ORAISON, « Gestion ou cogestion des 'réserves naturelles' créées sur les îles Éparses de la zone sud-ouest de l'océan Indien et du canal de Mozambique ? (Le cas spécifique du récif de Tromelin, de l'archipel des Glorieuses et des îlots Juan de Nova, Europa et Bassas da India) », *Revue juridique de l'environnement* 2001, pp. 5-30

TAA-51. A. ORAISON, « Le classement du récif de Tromelin, de l'archipel des Glorieuses et des îlots Juan de Nova, Europa et Bassas da India au *Patrimoine mondial naturel* de l'UNESCO. Plaidoyer pour une protection toujours plus grande de l'environnement terrestre et marin des petites îles françaises de la zone sud-ouest de l'océan Indien) », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2012, pp. 889-902

C. DROIT INTERNATIONAL PUBLIC | *PUBLIC INTERNATIONAL LAW*

TAA-52. Y.-S. LIVE, *Le contentieux franco-malgache : îlots et enjeux dans le sud-ouest de l'océan Indien*, mém. IHEI/Paris 2, 1982, 106 pp.

TAA-53. A. ORAISON, « À propos du différend franco-malgache sur les îles Éparses du canal de Mozambique (La succession d'États sur les îles Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India) », *Revue générale de droit international public* 1981, pp. 465-513

TAA-54. A. ORAISON, « Réflexions générales sur la présence française dans la zone sud-ouest de l'océan Indien et le canal de Mozambique (Les décolonisations *contraires* au droit international de la décolonisation : le cas des îles Eparses et de Mayotte) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1999-2000 (vol. 16), pp. 385-399

TAA-55. A. ORAISON, « Radioscopie critique de la querelle franco-malgache sur les îles Éparses du canal de Mozambique (La succession d'États sur l'archipel des Glorieuses et sur les îlots Juan de Nova, Europa et Bassas da India) », *Revue juridique de l'océan Indien* 2010 (n° 11), pp. 147-233 [Lien]

TAA-56. A. ORAISON, « Radioscopie critique du décret français du 1er avril 1960 (à propos du différend franco-malgache sur les Îles Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India », *Revue de MCI* 2015/2016 (n° 72/73), pp. 47-57

TAA-57. R. RADILOFE/J. RAHILOSON, « Les investissements pétroliers sur l'Île Juan de Nova et les risques inhérents à sa situation litigieuse », *Revue de MCI* 2015/2016 (n° 72/73), pp. 65-72

TAA-58. M. RAVALOSON, « Imbroglio juridique sur les Îles Éparses : au-delà du conflit de souveraineté territoriale, une 'Guerre des Mers' », *Revue de MCI* 2015/2016 (n° 72/73), pp. 58-64

III. LES TERRES AUSTRALES | *THE 'SOUTHERN LANDS'*

TAA-59. M. MANOUVEL/E. NAIM-GESBERT, « Le double visage de la réserve naturelle des terres australes françaises », *Revue juridique de l'environnement* 2007, pp. 445-455 [Lien]

TAA-60. A. ORAISON, « Combat pour l'inscription des petites îles françaises de la zone sud-ouest de l'océan Indien au 'Patrimoine mondial naturel' de l'UNESCO », *Bulletin de l'Association de Juristes en Polynésie Française* 2006 (n° 2), pp. 19-24

TAA-61. D. SOMBETZKI-LENGAGNE, « La protection de l'environnement dans les Terres australes et antarctiques françaises : le projet de création d'une réserve naturelle des Terres australes », *Revue juridique de l'environnement* 2003, pp. 307-317 [Lien]

TAA-62. C. ZORGBIBE, « Îles australes françaises : un territoire fiction ? », in : *Mélanges Paul Sabourin*, Bruylant, 2001, pp. 409-420

IV. LA TERRE ADÉLIE (ANTARCTIQUE) | *ADÉLIE LAND (ANTARCTICA)*

TAA-63. J.-E. BLUMEREAU, *Le régime juridique de l'Antarctique*, th. Paris 2, 1975, 198 pp.

TAA-64. A. ORAISON, « Nouvelles réflexions sur le statut protecteur du continent Antarctique et des eaux avoisinantes (Le bilan de 1959 à 2005 et les nouveaux défis à relever) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2005, pp. 37-77

TAA-65. A. ORAISON, « La position et le rôle particulier de certains États dans le processus de protection du continent Antarctique (Le cas spécifique de la France en sa double qualité d'*État possessionné* et d'*État conservationniste*) », *Revue juridique de l'environnement* 2005, pp. 147-162

TAA-66. A. ORAISON, « Réflexions générales sur l'ordonnancement juridique antarctique : la protection de l'environnement sur le continent Antarctique et dans les eaux avoisinantes », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 1994 (vol. 72), pp. 131-146 (également reproduit in : *Droit et anthropologie de la complexité. Mélanges dédiés à Jean Mas*, Economica, 1996, pp. 297-308)

TAA-67. A. ORAISON, « Les répercussions du statut international du continent antarctique sur le statut interne des Terres Australes et Antarctiques Françaises : les limitations de la souveraineté de la France sur une collectivité territoriale atypique de la République régie par la loi ordinaire du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2007 (vol. 85), pp. 159-212

Études transversales sur les droits de l'océan Indien

Cross-sectional Works on the 'Law of the Indian Ocean'

Existe-t-il un « droit de l'océan Indien » ? Au regard des influences multiples qui ont forgé l'identité des systèmes juridiques des pays et territoires qui sont l'objet de cette bibliographie, on pourrait en douter. On peine en effet à déceler des caractéristiques communes au droit mozambicain, principalement influencé par le colonisateur portugais, au droit français applicable à La Réunion et à Mayotte et aux droits mauricien et seychellois, soumis à une forte influence des traditions de *Common Law*.

Ce qui explique l'existence d'études transversales sur les droits de l'océan Indien, c'est certainement la proximité géographique de ces pays et territoires, laquelle facilite échanges commerciaux, circulation de personnes et rencontres académiques.

Les nombreux ouvrages collectifs rendent compte de la richesse des travaux académiques réalisés dans le but de réunir les juristes de l'« indianocéanie » pour discuter de ce qui rapproche et distingue les droits dans l'océan Indien. Parmi les périodiques qui se sont fait l'écho de ces travaux, il faut signaler l'*Annuaire des pays de l'océan Indien* dont les 18 numéros, parus entre 1970 et 2007, constituent toujours une source d'informations inestimable pour qui s'intéresse aux développements juridiques dans la zone. Créée en 2001 par des enseignants-chercheurs de la Faculté de droit de La Réunion, la *Revue juridique de l'océan Indien* est aujourd'hui le seul périodique à vocation académique qui couvre l'actualité de la recherche juridique au sein de l'océan Indien.

Is there such a thing as the 'law of the Indian Ocean'? Considering the multiple influences that have shaped the identity of the legal systems covered in this bibliography, the idea of a common legal identity can be doubted. Indeed, it is difficult to identify common features between the law of Mozambique, mainly influenced by the Portuguese, the French law applicable to Réunion and to Mayotte and the law of Mauritius or Seychelles, which are strongly influenced by the common law tradition.

What explains the existence of cross-sectional works on the 'law of the Indian Ocean' is probably the geographical proximity of all these countries and territories, which facilitates and encourages trade exchange, the movement of people and academic encounters.

The numerous collective works reflect the richness of the research conducted in order to bring together legal professionals and academics from the whole area and to discuss the similarities and differences of the legal systems of the Indian Ocean. Among the periodicals, special mention has to be made of the Annuaire des pays de l'océan Indien, *published between 1970 and 2007 (18 issues), which still today is an invaluable source of information for legal researchers with an interest in the Indian Ocean. Currently, only the* Revue juridique de l'océan Indien, *launched in 2001 by academics from the Faculty of Law of Réunion Island, covers legal research conducted in the Indian Ocean.*

I. ÉTUDES COMPARATIVES GÉNÉRALES | *GENERAL COMPARATIVE WORKS*

TRV-1. X. BLANC-JOUVAN, « Introduction à l'étude comparée des droits de l'océan Indien », in : *Études de droit privé français et mauricien*, PUF, 1969, pp. 19-33

TRV-2. R. DAVID, « Les droits de l'océan Indien », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1974 (vol. 1), pp. 111-119

TRV-3. J.-B. SEUBE, « L'influence du droit français dans la zone Océan Indien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2005 (n° spécial), pp. 45-51 [Lien]

TRV-4. J.-B. SEUBE/R. THIANCOURT, « Le droit, vestige ou tremplin de l'Indianocéanie ? », in : J.-M. Jauze (sous la dir.), *Définis-moi 'l'indianocéanie'. Actes du colloque les 4 et 5 octobre 2018*, éd. Univ. de La Réunion, 2019, pp. 73-80

II. SOURCES DU DROIT | *LEGAL SOURCES*

A. RECUEILS DE TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES | *DIGESTS OF LEGISLATION* […]

B. RECUEILS DE JURISPRUDENCE | *DIGESTS OF CASE LAW* […]

C. COUTUMES ET DROITS RELIGIEUX | *CUSTOMARY AND RELIGIOUS LAW*

TRV-5. C. CADOUX, « Pluralisme juridique et droits mixtes dans les pays de l'océan Indien occidental », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2001 (vol. 17), pp. 225-232

TRV-6. L. SERMET, *Une anthropologie juridique des droits de l'homme. Les chemins de l'Océan Indien*, éd. Archives contemporaines, 2009, 266 pp. (compte-rendu d'A. DE RAULIN, in : *Revue internationale de droit comparé* 2010, pp. 835-836 [Lien])

III. DROIT INTERNATIONAL | *INTERNATIONAL LAW*

A. DROIT INTERNATIONAL PUBLIC | *PUBLIC INTERNATIONAL LAW*

TRV-7. T. DUANGRATANA, *L'océan Indien, zone de paix*, th. Paris 10, 1979, 380 pp.

TRV-8. J. L. MARSAUD, *Les extensions de juridictions sur les espaces maritimes dans l'océan Indien*, 1978, 55 pp.

TRV-9. C. RAHALISON, *Les îles du sud ouest de l'océan indien et la coopération régionale*, th. Toulouse 1, 1989, 302 pp. [Lien]

TRV-10. V. S. DESHPANDE, « Indian Ocean as a Peace Zone. Evolving the Legal Process », *Indian Journal of International Law* 1974 (vol. 14), pp. 160-168 [Lien]

TRV-11. N. KASYAN, « Problems of international law in Indian Ocean », in : A. Kakkar (sous la dir.), *Indian Ocean: Proceedings of an International Seminar*, University Publishers, 1987, pp. 136-141

TRV-12. A. ORAISON, « Réflexions générales sur la présence de la France dans l'océan Indien et le canal de Mozambique (décolonisations réussies et décolonisations inachevées) », *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2000 (vol. 78), pp. 73-99

1. TRAITÉS INTERNATIONAUX | *INTERNATIONAL TREATIES*

TRV-13. T. RAJAONARIVELO, *Recherches sur l'établissement d'une coopération entre les îles du Sud-Ouest de l'Océan indien*, th. Aix-Marseille, 1993, 669 pp.

TRV-14. RAZAFIMAHEFA-RAKOTOBE, *Coopération régionale et conventions CEE-ACP : cas de la coopération inter-îles dans le sud-ouest de l'océan indien*, th. Nice, 1990, 442 pp.

2. ORGANISATIONS INTERNATIONALES (Y COMPRIS UNION EUROPÉENNE) | *INTERNATIONAL ORGANIZATIONS (INCLUDING EUROPEAN UNION)*

TRV-15. D. BLANC, « La coopération territoriale européenne dans l'océan Indien. Une contribution à l'indianocéanie ? Si loin, si proches », *Revue de l'Union européenne* 2017 (n° 607), pp. 204-211

TRV-16. A. BOUVERESSE, « L'impact de la citoyenneté européenne dans l'océan Indien », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 289-302

TRV-17. E. LANNON, « The European Union and the Indian Ocean Islands. Identifying Opportunities for Developing a More Ambitious and Comprehensive Strategy », *Journal of the Indian Ocean Region* 2017 (vol. 13), pp. 190-212

TRV-18. E. LANNON, « Vers une stratégie régionale de l'Union européenne dans l'océan Indien », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 35-80

TRV-19. A. ORAISON, « Quelques réflexions critiques sur la Commission de l'océan Indien (Les obstacles à la coopération régionale inter-îles dans la zone Sud-Ouest de l'océan Indien) », in : J.-C. Fortier (sous la dir.), *Questions sur l'administration des DOM : décentraliser l'Outremer ?*, Economica/PUAM, 1989, pp. 445-467

TRV-20. A. ORAISON, « La Commission de l'océan Indien revisitée (À l'issue du deuxième sommet des chefs d'État ou de gouvernement des pays membres réunis à Saint-Denis de la Réunion le 3 décembre 1999 : un nouvel élan de la coopération inter-îles dans la zone Sud-Ouest de l'océan Indien ?) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1999 (vol. 16), pp. 275-324 (également reproduit in : *Revue de droit international, de sciences diplomatiques et politiques* 2002 [vol. 80], pp. 1-50)

TRV-21. A. ORAISON, « Coup d'œil sur la Commission de l'Océan Indien à l'occasion de son vingtième anniversaire (Radioscopie d'une organisation internationale francophone créée dans la zone sud-ouest de

l'océan Indien par l'Accord de Victoria du 10 janvier 1984) », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif* 2004, pp. 423-435 (également reproduit in : *Revue juridique et politique des États francophones* 2004, pp. 43-58)

TRV-22. A. ORAISON « Radioscopie critique de la Commission de l'océan Indien. La spécificité de la France au sein d'une organisation régionale de proximité », *Revue juridique de l'océan Indien* 2016 (n° 22), pp. 95-145 [Lien]

TRV-23. H. PONGÉRARD-PAYET, « L'Indianocéanie : une ambition de l'Union européenne au prisme de la politique de cohésion ? », in : J.-M. Jauze (sous la dir.), *Définis-moi 'l'indianocéanie'. Actes du colloque les 4 et 5 octobre 2018*, éd. Univ. de La Réunion, 2019, pp. 281-300

TRV-24. V. ROUX, « The Development Paths Favoured by the Mascarenes and the Seychelles, and its Constitutional Consequences for the IOC and the European Union », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 307-317

TRV-25. C. RUCZ, « Les pays de l'océan Indien et les organisations internationales. 1976 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 319-338

TRV-26. C. RUCZ, « Les pays de l'océan Indien et les organisations internationales. 1977 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 (vol. 4), pp. 279-301

TRV-27. C. RUCZ, « Les pays de l'océan Indien et les organisations internationales. 1978 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1978 (vol. 5), pp. 231-252

TRV-28. L. SERMET, « L'océan Indien : La difficile intégration dans l'espace régional », *Revue française d'administration publique* 2002 (n° 101), pp. 149-156 [Lien]

TRV-29. L. SERMET, « Les départements français de l'océan Indien et leur insertion dans les organisations de coopération et d'intégration régionales », in : D. Perrot (sous la dir.), *Collectivités territoriales et organisations régionales*, L'Harmattan, 2015, pp. 55-72 [Lien]

TRV-30. L. SERMET, « De la Commission de l'Océan Indien à la Commission de l'indianocéanie : quelle intégration régionale ? », in : Y. Combeau/T. Gaillat/Y. Rolland (sous la dir.), *Dire l'océan Indien*, Université de La Réunon/Epica éditions, 2017, vol. 2, pp. 443-454

TRV-31. L. SERMET, *v°* Commission de l'Océan Indien, in : G. Giraudeau/M. Maisonneuve (sous la dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, LexisNexis, 2021, pp. 91-94

TRV-32. J. ZILLER, « L'intégration européenne dans l'océan Indien : une puissance commerciale au service du développement », in : D. Blanc/J.

Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 19-31

3. DROIT DE LA MER | *LAW OF THE SEA*

TRV-33. D. BLANC, « La lutte de l'Union européenne contre la piraterie maritime dans l'océan Indien », *Revue de l'Union européenne* 2016 (n° 603), pp. 610-617

TRV-34. D. BLANC, « L'approche globale de l'Union Européenne dans la lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien : un modèle de coopération sécuritaire comme instrument de développement », in : Y. Combeau/T. Gaillat/Y. Rolland (sous la dir.), *Dire l'océan Indien*, Université de La Réunion/Epica éditions, 2017, vol. 2, pp. 349-367

TRV-35. I. BOSSE-PLATIÈRE, « L'Union européenne, acteur de sécurité dans l'océan Indien », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 35-80

TRV-36. J.-Y. CHEROT, « Le droit de la mer dans l'océan Indien occidental. Les législations des îles et archipels (Madagascar, Maurice, les Seychelles) en 1977 », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 (vol. 4), pp. 251-264

TRV-37. W. R. EDESON, « An International Legal Extravaganza in the Indian Ocean: Placing the Indian Ocean Tuna Commission outside the Framework of FAO », *International Journal of Marine and Coastal Law* 2007 (vol. 22), pp. 485-515

TRV-38. A. GAYAN, « The Islands of the Western Indian Ocean and the United Nations Law of the Sea Conference », *Mauritius Law Review* 1977 (n° 1), pp. 59-72

TRV-39. X. HINRICHS OYARCE, « Current Ocean Law Issues in the Indian Ocean Region », in : H. Schreiber/J.-H. Paik (sous la dir.), *Regions, Institutions, and Law of the Sea. Studies in Ocean Governance*, Martinus Nihjoff, 2013, pp. 357-381

TRV-40. T. McDORMAN, « Extended Jurisdiction and Ocean Resource Conflict in the Indian Ocean », *International Journal of Estuarine and Coastal Law* 1988 (vol. 3), pp. 208-234 [Lien]

TRV-41. G. ORSONI, « Les pays de l'océan Indien et la session de Genève de la Conférence sur le droit de la mer (17 mars-19 mai 1975) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1975 (vol. 2), pp. 289-304

TRV-42. G. ORSONI, « Les pays de l'océan Indien et la 4ème session de la Conférence sur le droit de la mer (15 mars-7 mai 1976) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1976 (vol. 3), pp. 301-317

TRV-43. G. ORSONI, « Les pays de l'océan Indien et la cinquième session de la Conférence sur le droit de la mer (2 août-17 septembre 1976) », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1977 (vol. 4), pp. 265-278

TRV-44. G. ORSONI, « Les pays de l'océan Indien et la septième session de la Conférence sur le droit de la mer », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1979 (vol. 6), pp. 269-280

TRV-45. B. PATEL, « Eight Dimensions of Maritime Security Law and Practice Among Member States of the Indian Ocean Rim Association », in : C. Espósito *et al.* (sous la dir.), *Ocean Law and Policy. 20 Years of Development Under the UNCLOS Regime*, Brill, 2016, pp. 249-265

TRV-46. P. RICARD, « Prévention et résolution des conflits d'usages en droit de la mer : quelques réflexions dans le cadre régional de l'océan Indien », *Carnets de recherche de l'océan Indien* 2019 (n° 3) [Lien]

TRV-47. R. PURI, « Law of the Sea: an analysis in the context of Indian Ocean », in : A. Kakkar (sous la dir.), *Indian Ocean: Proceedings of an International Seminar*, University Publishers, 1987, pp. 124-135

TRV-48. R. RANJEVA, « L'océan Indien et le nouveau droit de la mer », *Revue générale de droit international public* 1980 (vol. 84), pp. 298-309

TRV-49. G. WRIGHT/J. ROCHETTE, « Regional Management of Areas beyond National Jurisdiction in the Western Indian Ocean: State of Play and Possible Ways Forward », *International Journal of Marine and Coastal Law* 2017 (vol. 4), pp. 765-796

B. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL | *PRIVATE INTERNATIONAL LAW AND INTERNATIONAL COMMERCIAL LAW*

TRV-50. D. PONSOT, « L'OHADA : vers un droit unifié des échanges dans la zone Océan Indien ? », *Revue juridique de l'océan Indien* 2009 (n° 9), pp. 15-27 [Lien]

TRV-51. J.-B. SEUBE, « La coexistence des droits dans un même espace économique – L'expérience de l'océan Indien », *Revue juridique et politique des États francophones* 2009, pp. 390-399

IV. DROIT PUBLIC | *PUBLIC LAW*

A. DROIT CONSTITUTIONNEL | *CONSTITUTIONAL LAW*

TRV-52. R. BARRUÉ-BELOU, « Le modèle européen de démocratie libérale dans l'océan Indien : étude comparative à l'aune du constitutionnalisme », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union euro-*

péenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 303-315

TRV-53. C. CADOUX, « Panorama des situations constitutionnelles dans la zone océan Indien », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1993-1994 (vol. 13), pp. 255-289

TRV-54. J. CHAN LOW, « Le développement constitutionnel dans les États du sud-ouest de l'Océan indien », in : J. Colom/S. Rohlfing-Dijoux/G. Schulze (sous la dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius. Constitutional Development*, Nomos, 2019, pp. 291-306

TRV-55. X. PHILIPPE, « Les mutations constitutionnelles dans l'océan Indien. Les modèles de justice constitutionnelle », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1992-1994 (vol. 13), pp. 291-310

TRV-56. A. ROUX, « Rapport de synthèse : Le développement constitutionnel dans les États du Sud-Ouest de l'océan Indien », in : J. Colom (sous la dir.), *Le développement constitutionnel dans les états du sud-ouest de l'Océan Indien. Actes du colloque organisé par l'Université de la Réunion et l'Université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012*, PUAM, 2013, pp. 177-182

B. DROIT ADMINISTRATIF | *ADMINISTRATIVE LAW* […]

C. DROIT FISCAL, DROIT DOUANIER ET FINANCES PUBLIQUES | *TAX LAW, CUSTOMS LAW AND BUDGETARY LAW* […]

D. DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE | *PUBLIC BUSINESS LAW* […]

V. DROIT PRIVÉ | *PRIVATE LAW*

TRV-57. J.-B. SEUBE, « Variations sur l'influence du droit privé français dans l'océan Indien », in : *Études offertes au Doyen Philippe Simler*, Dalloz/Litec, 2006, pp. 43-58

A. DROIT CIVIL | *CIVIL LAW*

TRV-58. E. CADOU, « Les spécificités de l'adoption dans la Zone Océan indien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2014 (n° 18), pp. 179-194 [Lien]

TRV-59. C. JUBAULT, « Variétés sur le statut civil des femmes dans les sociétés (pluri-culturelles) de l'océan indien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001-2002 (n° 2), pp. 119-128 [Lien]

TRV-60. C. RINGWALD, « Le testament dans le droit des États de l'Océan Indien : Afrique du Sud, Comores, Madagascar, Maurice, Mozambique,

Seychelles », *Revue juridique de l'océan Indien* 2019 (n° 26), pp. 131-184 [Lien]

B. DROIT DES AFFAIRES | *BUSINESS LAW*

TRV-61. F. BISHARA, *A Sea of Debt: Law and Economic Life in the Western Indian Ocean, 1780–1950*, CUP, 2017, 290 pp.

→ sur le droit du commerce international, v. *supra* **TRV-50 et s.**

C. DROIT SOCIAL | *SOCIAL LAW* […]

D. PROCÉDURE CIVILE (Y COMPRIS ARBITRAGE) | *CIVIL PROCEDURE (INCLUDING ARBITRATION)*

TRV-62. N. L. CHUK HEN SHUN, *Le juge face à la convention d'arbitrage dans les pays du Sud de l'océan Indien : Madagascar, Maurice, Comores (OHADA), La Réunion et Mayotte (France)*, th. Paris 10, 2019 [Lien]

TRV-63. J. ANDRIA-MANANTENA, « Le droit de l'arbitrage de l'Océan Indien », *Revue de MCI* 2015 (n° 70)

TRV-64. A.-F. ZATTARA-GROS, « Arbitrage et procès équitable dans la zone sud-ouest de l'océan Indien », *Revue internationale de droit comparé* 2007, pp. 595-616 [Lien]

VI. DROIT PÉNAL | *CRIMINAL LAW*

TRV-65. A. OLIVE, « Les droits des détenus dans les îles de l'ouest de l'océan Indien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2001 (n° 1), pp. 105-137 [Lien] et 2001-2002 (n° 2), pp. 211-242 [Lien]

VII. DROITS MIXTES | *MIXED FIELDS OF LAW*

A. DROIT FONCIER ET DROIT RURAL | *LAND LAW AND RURAL LAW*

TRV-66. É. LE ROY, « Patrimonialité plutôt que propriété. Approches de politiques foncières en Afrique et dans l'océan Indien dans une perspective de gestion patrimoniale et environnementale » in : M. Falque/M. Massenet (sous la dir.), *Droits de propriété et environnement*, Dalloz, 1997, pp. 321-334

TRV-67. É. LE ROY, « Actualité des droits dits 'coutumiers' dans les pratiques et les politiques foncières en Afrique et dans l'Océan Indien à

l'orée du XXIe siècle », *Bulletin de liaison du LAJP* 2001 (n° 26), pp. 33-53

TRV-68. A.-F. ZATTARA-GROS, « Aperçu sur la propriété immobilière dans les pays de la zone sud-ouest de l'océan Indien », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 2003-2005 (vol. 18), pp. 151-153

B. DROIT DE L'ENVIRONNEMENT | *ENVIRONMENTAL LAW*

TRV-69. J. COLOM, « La protection de l'environnement à Madagascar, à Maurice, aux Comores et aux Seychelles », *Annuaire des pays de l'océan Indien* 1986-1989 (vol. 11), pp. 65-88

TRV-70. J. COLOM, « Audit de l'action européenne auprès de la Commission de l'océan Indien (COI) en matière de protection de l'environnement depuis 1989 », in : D. Blanc/J. Dupont-Lassalle (sous la dir.), *L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'océan Indien ?*, éd. Clément Juglar, 2018, pp. 253-262

TRV-71. R. PINCHON, « Stratégies juridiques et aires marines protégées dans l'Océan indien », in : É. Naim-Gesbert/L. Peyen/R. Radiguet (sous la dir.), *Figures de la préservation de l'environnement en outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires*, PUAM, 2015, pp. 143-159

TRV-72. H. PONGÉRARD-PAYET, « Les fonds européens pour l'adaptation au changement climatique dans les régions ultrapériphériques à l'échelle de l'océan Indien », *Revue juridique de l'océan Indien* 2021 (n° 31), pp. 339-366 [Lien]

TRV-73. A.-S. TABAU, « Le dialogue transnational des juges : hotspot pour une 'justice climatique' dans l'océan Indien ? », *Revue juridique de l'océan Indien* 2021 (n° 31), pp. 293-311 [Lien]

C. DROIT DE LA SANTÉ | *HEALTH LAW*

TRV-74. F. ANDRIAMIHAMINA, *La gouvernance dans l'océan Indien à travers la lutte anti-vectorielle*, th. Aix-Marseille, 2013, 424 pp.

VII. ORGANISATION DE LA JUSTICE | *JUDICIAL ORGANIZATION*

TRV-75. J. TABUTEAU, *Histoire de la Justice dans les Mascareignes*, Océan éditions, 1987, 317 pp.

Table des matières

Table of Contents

Avant-propos **5**

Acknowledgements **9**

Conseils d'utilisation **13**

Instructions for Use **15**

Comores | *The Comoros* **17**

I. Généralités sur le droit comorien | *General Sources on the Law of the Comoros* 19

II. Sources du droit | *Legal Sources* 20
A. Recueils de textes législatifs et réglementaires | *Digests of Legislation* 20
B. Recueils de jurisprudence | *Digests of Case Law* 21
C. Coutumes et droit religieux | *Customary and Religious Law* 21

III. Droit international | *International Law* 22
A. Droit international public | *Public International Law* 22
B. Droit international privé | *Private International Law* 24

IV. Droit public | *Public Law* 24
A. Droit constitutionnel | *Constitutional Law* 24
B. Droit administratif | *Administrative Law* 28
C. Droit fiscal, droit douanier et finances publiques | *Tax Law, Customs Law and Budgetary Law* 29
D. Droit public économique | *Public Business Law* 29

V. Droit privé | *Private Law* 29
A. Droit civil | *Civil Law* 29
B. Droit des affaires | *Business Law* 33
C. Droit social | *Social Law* 34
D. Procédure civile | *Civil Procedure* 34

VI. Droit pénal | *Criminal Law* 34

VII. Droits mixtes | *Mixed Fields of Law* 34
A. Droit foncier et droit rural | *Land Law and Rural Law* 34
B. Droit de l'environnement | *Environmental Law* 36
C. Droit de la santé | *Health Law* 36

VII. Organisation de la justice | *Judicial Organization* 36
A. Professionnels du droit | *Legal Professionals* 36
B. Administration de la justice | *Administration of Justice* 36

Madagascar 39

I. Généralités sur le droit malgache | *General Sources on the Law of Madagascar* 42

II. Sources du droit | *Legal Sources* 44
A. Recueils de textes législatifs et réglementaires | *Digests of Legislation* 44
B. Recueils de jurisprudence | *Digests of Case Law* 47
C. Coutumes et droit religieux | *Customary and Religious Law* 48
D. Doctrine juridique et enseignement du droit | *Legal Scholarship and Legal Education* 50

III. Droit international | *International Law* 50
A. Droit international public | *Public International Law* 50
B. Droit international privé | *Private International Law* 54

IV. Droit public | *Public Law* 56
A. Droit constitutionnel | *Constitutional Law* 57
B. Droit administratif | *Administrative Law* 64
C. Droit fiscal, droit douanier et finances publiques | *Tax Law, Customs Law and Budgetary Law* 71
D. Droit public économique | *Public Business Law* 75

V. Droit privé | *Private Law* 80
A. Droit civil | *Civil Law* 80
B. Droit des affaires | *Business Law* 93
C. Droit social | *Social Law* 103
D. Procédure civile et arbitrage | *Civil Procedure and Arbitration* 105

VI. Droit pénal | *Criminal Law* 107
A. Droit pénal général | *General Rules* 108
B. Droit pénal spécial | *Special Criminal Law* 109
C. Procédure pénale | *Criminal Procedure* 111
D. Criminologie | *Criminology* 112

VII. Droits mixtes | *Mixed Fields of Law* 113
A. Droit foncier et droit rural | *Land Law and Rural Law* 113
B. Droit de l'environnement | *Environmental Law* 120
C. Droit de la santé | *Health Law* 124

VII. Organisation de la justice | *Judicial Organization*..... 125
A. Professionnels du droit | *Legal Professionals*.....125
B. Administration de la justice | *Administration of Justice* 126

Maurice | *Mauritius* 131

I. Généralités sur le droit mauricien | *General Sources on the Law of Mauritius*.....133

II. Sources du droit | *Legal Sources* 135
A. Recueils de textes législatifs et réglementaires | *Digests of Legislation*.....135
B. Recueils de jurisprudence | *Digests of Case Law*.....136
C. Coutumes et droit religieux | *Customary and Religious Law*.....138
D. Doctrine juridique et enseignement du droit | *Legal Scholarship and Legal Education* 138

III. Droit international | *International Law* 138
A. Droit international public | *Public International Law*.....138
B. Droit international privé | *Private International Law* 151

IV. Droit public | *Public Law*.....153
A. Droit constitutionnel | *Constitutional Law*.....153
B. Droit administratif | *Administrative Law* 162
C. Droit fiscal et finances publiques | *Tax Law and Budgetary Law*...164
D. Droit public économique | *Public Business Law* 164

V. Droit privé | *Private Law*.....165
A. Droit civil | *Civil Law* 165
B. Droit des affaires | *Business Law* 176
C. Droit social | *Social Law*.....180
D. Procédure civile et arbitrage | *Civil Procedure and Arbitration* 182

VI. Droit pénal | *Criminal Law* 184
A. Droit pénal général | *General Rules*.....184
B. Droit pénal spécial | *Special Criminal Law*.....185
C. Procédure pénale | *Criminal Procedure*.....189
D. Criminologie et droit pénitentiaire | *Criminology and Prison Law* 193

VII. Droits mixtes | *Mixed Fields of Law*.....193
A. Droit foncier et droit rural | *Land Law and Rural Law*.....193
B. Droit de l'environnement | *Environmental Law*.....194
C. Droit de la santé | *Health Law*.....196

VII. Organisation de la justice | *Judicial Organization*.....196
A. Professionnels du droit (y compris notariat) | *Legal Professionals (Including Public Notaries)* 197
B. Administration de la justice | *Administration of Justice* 198

Mayotte 201

I. Généralités sur le droit à Mayotte | *General Sources on the Law of Mayotte* 202

II. Sources du droit à Mayotte | *Legal Sources in Mayotte* 203
A. Recueils de textes législatifs et réglementaires | *Digests of Legislation* 203
B. Recueils de jurisprudence | *Digests of Case Law* 203
C. Coutumes et droit musulman | *Customary and Religious Law* 203
D. Enseignement du droit à Mayotte | *Legal Education* 204

III. Droit international | *International Law* 204
A. Droit international public | *Public International Law* 204
B. Droit de l'Union européenne | *European Union Law* 208
C. Droit international privé | *Private International Law* 209

IV. Droit public | *Public Law* 211
A. Droit constitutionnel | *Constitutional Law* 211
B. Droit administratif | *Administrative Law* 217
C. Droit fiscal, droit douanier et finances publiques | *Tax Law, Customs Law and Budgetary Law* 218
D. Droit public économique | *Public Business Law* 218

V. Droit privé | *Private Law* 218
A. Droit civil | *Civil Law* 218
B. Droit des affaires | *Business Law* 223
C. Droit social | *Social Law* 224
D. Procédure civile | *Civil Procedure* 224

VI. Droit pénal | *Criminal Law* 224

VII. Droits mixtes | *Mixed Fields of Law* 225
A. Droit foncier et droit rural | *Land Law and Rural Law* 225
B. Droit de l'environnement | *Environmental Law* 225
C. Droit de la santé | *Health Law* 226

VII. Organisation de la justice | *Judicial Organization* 226

Mozambique 229

I. Généralités sur le droit mozambicain | *General Sources on the Law of Mozambique* 231

II. Sources du droit | *Legal Sources* 232
A. Recueils de textes législatifs et réglementaires | *Digests of Legislation* 232
B. Recueils de jurisprudence | *Digests of Case Law* 233
C. Coutumes et droit musulman | *Customary and Religious Law* 233

III. Droit international | *International Law* 235
A. Droit international public | *Public International Law*.....235
B. Droit international privé et droit du commerce international | *Private International Law and International Commercial Law*.....236

IV. Droit public | *Public Law*.....236
A. Droit constitutionnel | *Constitutional Law*.....236
B. Droit administratif | *Administrative Law* 240
C. Droit fiscal, droit douanier et finances publiques | *Tax Law, Customs Law and Budgetary Law* 243
D. Droit public économique | *Public Business Law* 244

V. Droit privé | *Private Law*.....245
A. Droit civil | *Civil Law* 245
B. Droit des affaires | *Business Law* 246
C. Droit social | *Social Law*.....248
D. Procédure civile et arbitrage | *Civil Procedure and Arbitration* 249

VI. Droit pénal et Procédure pénale | *Criminal Law and Criminal Procedure* 250

VII. Droits mixtes | *Mixed Fields of Law*.....251
A. Droit foncier et droit rural | *Land Law and Rural Law*.....251
B. Droit de l'environnement | *Environmental Law*.....253
C. Droit de la santé | *Health Law*.....254

VII. Organisation de la justice | *Judicial Organization*.....254
A. Professionnels du droit | *Legal Professionals*.....256
B. Administration de la justice | *Administration of Justice* 257

La Réunion | *Réunion*.....259

I. Généralités sur le droit à la Réunion | *General Sources on the Law of Réunion* 261

II. Sources du droit | *Legal Sources* 261
A. Recueils de textes législatifs et réglementaires | *Digests of Legislation*.....261
B. Recueils de jurisprudence | *Digests of Case Law*.....262
C. Enseignement du droit à La Réunion | *Legal Education in Réunion* 262

III. Droit international | *International Law* 263
A. Droit international public | *Public International Law*.....263
B. Droit de l'Union européenne | *European Union Law* 263
C. Droit international privé | *Private International Law* 263

IV. Droit public | *Public Law*.....264
A. Droit constitutionnel | *Constitutional Law*.....264
B. Droit administratif | *Administrative Law* 266

C. Droit fiscal, droit douanier et finances publiques | *Tax Law, Customs Law and Budgetary Law* 268
D. Droit public économique | *Public Business Law* 269

V. Droit privé | *Private Law* 269
A. Droit civil | *Civil Law* 270
B. Droit des affaires | *Business Law* 272
C. Droit social | *Social Law* 273
D. Procédure civile | *Civil Procedure* 273

VI. Droit pénal et criminologie | *Criminal Law and Criminology* 273

VII. Droits mixtes | *Mixed Fields of Law* 274
A. Droit foncier et droit rural | *Land Law and Rural Law* 274
B. Droit de l'environnement | *Environmental Law* 275
C. Droit de la santé | *Health Law* 277
D. Droit du sport | *Sports Law* 277

VII. Organisation de la justice | *Judicial Organization* 278
A. Professionnels du droit (y compris notariat) | *Legal Professionals (Including Public Notaries)* 278
B. Administration de la justice | *Administration of Justice* 279

Seychelles 281

I. Généralités sur le droit seychellois | *General Sources on the Law of Seychelles* 283

II. Sources du droit | *Legal Sources* 284
A. Recueils de textes législatifs et réglementaires | *Digests of Legislation* 284
B. Recueils de jurisprudence | *Digests of Case Law* 285
C. Coutumes et droit religieux | *Customary and Religious Law* 285

III. Droit international | *International Law* 285
A. Droit international public | *Public International Law* 285
B. Droit international privé | *Private International Law* 286

IV. Droit public | *Public Law* 286
A. Droit constitutionnel | *Constitutional Law* 286
B. Droit administratif | *Administrative Law* 289
C. Droit fiscal, droit douanier et finances publiques | *Tax Law, Customs Law and Budgetary Law* 289
D. Droit public économique | *Public Business Law* 289

V. Droit privé | *Private Law* 289
A. Droit civil | *Civil Law* 289
B. Droit des affaires | *Business Law* 290
C. Droit social | *Social Law* 290
D. Procédure civile et arbitrage | *Civil Procedure and Arbitration* 291

VI. Droit pénal | *Criminal Law* 291
A. Droit pénal général | *General Rules*.....291
B. Droit pénal spécial | *Special Criminal Law*.....291
C. Procédure pénale | *Criminal Procedure*.....292
D. Criminologie | *Criminology*.....292

VII. Droits mixtes | *Mixed Fields of Law*.....292
A. Droit foncier et droit rural | *Land Law and Rural Law*.....292
B. Droit de l'environnement | *Environmental Law*.....292
C. Droit de la santé | *Health Law*.....292

VII. Organisation de la justice | *Judicial Organization*.....292
A. Professionnels du droit | *Legal Professionals*.....292
B. Administration de la justice | *Administration of Justice* 293

Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) | *French Southern and Antarctic Lands*.....295

I. Généralités sur les TAAF | *General Sources on the French Southern and Antarctic Lands* 296
A. Statut juridique des TAAF | *Legal Status of the TAAF*.....297
B. Droit maritime | *Maritime Law*.....299

II. Les Îles Éparses de l'océan Indien | *Scattered Islands in the Indian Ocean*.....299
A. Études générales | *General Works* 299
B. Études sur le droit de l'environnement | *Environmental Law*.....301
C. Droit international public | *Public International Law*.....301

III. Les Terres Australes | *The 'Southern Lands'*.....302

IV. La Terre Adélie (Antarctique) | *Adélie Land (Antarctica)*.....303

Études transversales sur les droits de l'océan Indien | *Cross-sectional Works on the 'Law of the Indian Ocean'*.....305

I. Études comparatives générales | *General Comparative Works* 306

II. Sources du droit | *Legal Sources* 307
A. Recueils de textes législatifs et réglementaires | *Digests of Legislation*.....307
B. Recueils de jurisprudence | *Digests of Case Law*.....307
C. Coutumes et droits religieux | *Customary and Religious Law*.....307

III. Droit international | *International Law* 307
A. Droit international public | *Public International Law*.....307
B. Droit international privé et droit du commerce international | *Private International Law and International Commercial Law*.....311

IV. Droit public | *Public Law* 311
A. Droit constitutionnel | *Constitutional Law* 311
B. Droit administratif | *Administrative Law* 312
C. Droit fiscal, droit douanier et finances publiques | *Tax Law, Customs Law and Budgetary Law* 312
D. Droit public économique | *Public Business Law* 312

V. Droit privé | *Private Law* 312
A. Droit civil | *Civil Law* 312
B. Droit des affaires | *Business Law* 313
C. Droit social | *Social Law* 313
D. Procédure civile (y compris arbitrage) | *Civil Procedure (Including Arbitration)* 313

VI. Droit pénal | *Criminal Law* 313

VII. Droits mixtes | *Mixed Fields of Law* 313
A. Droit foncier et droit rural | *Land Law and Rural Law* 313
B. Droit de l'environnement | *Environmental Law* 314
C. Droit de la santé | *Health Law* 314

VII. Organisation de la justice | *Judicial Organization* 314

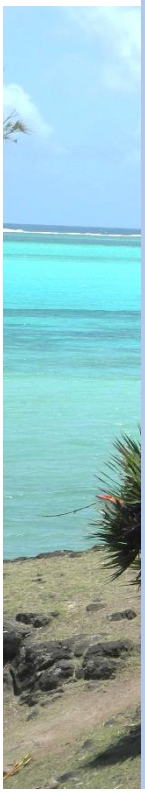
Table des matières | *Table of Contents* 315

Impression
Diazorama
17 boulevard Augustin Thierry
42100 Saint-Étienne

Achevé d'imprimer en France, à Saint-Étienne (42)
Dépôt légal : septembre 2021
ISBN : 978-2-9571884-1-3

Cette bibliographie juridique contient près de 3000 références d'ouvrages, d'articles et de rapports juridiques, classées par ordre thématique et géographique. L'ouvrage a pour ambition de référencer la littérature juridique consacrées à cinq pays de l'océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, Mozambique et Seychelles) ainsi que trois collectivités d'outre-mer françaises (Mayotte, La Réunion et TAAF) et comprend également un chapitre consacré aux études comparatives et transversales. Il a été conçu comme un outil d'aide à la recherche pour l'ensemble des juristes, universitaires ou praticiens, désireux de mieux connaître le droit dans l'océan Indien.

This legal bibliography contains more than 3000 references to legal books, journal articles and reports, sorted by topic and country. It is intended to identify the legal literature related to five countries of the Indian Ocean (Comoros, Madagascar, Mauritius, Mozambique and Seychelles) and to three French overseas territories (Mayotte, Réunion and French Southern and Antarctic Lands [TAAF]) and includes a chapter on cross-sectional comparative studies. Designed as a tool for legal research, it is intended for all legal academics and professionals who wish to gain a better understanding of the law in the Indian Ocean.



Jonas Knetsch est professeur de droit civil et de droit comparé à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1), après avoir exercé ces fonctions à l'Université de La Réunion (2013-2017). Il a également été vice-président de l'Association LexOI – Le droit dans l'océan Indien.

Jonas Knetsch is a professor of civil law and comparative law at the Sorbonne Law School (University Paris 1). From 2013 to 2017, he was a professor at the University of Reunion Island and the vice-president of the association LexOI – Le droit dans l'océan Indien.

ISBN : 978-2-9571884-1-3

LexOI
LE DROIT DANS L'OCEAN INDIEN